

Signal d'alarme au Salvador

Une balle, tirée à bout portant contre le président de la commission salvadorienne des droits de l'homme, peut-elle remettre en cause le dialogue entamé entre la guérilla et le gouvernement central ? L'assassinat d'Herbert Anaya, perpétré lundi 26 octobre par des inconnus, dans le plus pur style des sinistres « exécutions de la mort », donne, « a priori », raison aux Cassandras. La tentative de règlement du conflit salvadorien, dans le cadre plus général du plan de paix signé en août dernier au Guatemala par cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale, paraît bien mal engagée.

Ce meurtre survient en effet à un moment particulièrement délicat des négociations que le président salvadorien José Napoleón Duarte a pris l'initiative de relancer. Après l'échec d'une première rencontre avec la guérilla, la semaine dernière à Caracas, les deux parties devaient se retrouver à la fin du mois à Mexico. Ce nouveau climat de violence, aggravé par la disparition d'un médecin français, Dominique Servais, qui travaillait dans une zone de guerre pour l'organisation humanitaire Secours populaire, prouve que les adversaires du dialogue — une partie de l'armée et de l'extrême droite — n'ont pas désarmé.

C'est une situation paradoxale, puisque, de tous les conflits qui agitent l'Amérique centrale, celui du Salvador semble le seul dont on pouvait espérer une solution pacifique rapide, avant l'échéance du 7 novembre fixée par le plan de paix. Les déclarations très prudentes des autorités, qui s'engagent à mener une enquête sur le meurtre d'Herbert Anaya, sont plutôt favorables à la poursuite des discussions. Mais la guérilla s'interroge aujourd'hui publiquement sur les « raisons de dialogue » à propos de la démocratisation, quand le gouvernement continue sa sale guerre.

Les espoirs soulevés par la mise en place du plan de paix pour l'Amérique centrale par le président oscariste Oscar Arias ne sont pas pour autant réduits à néant, et les ministères des affaires étrangères des cinq pays de l'isthme — réunis en ce moment à San José — ont quelques motifs de satisfaction. Ainsi, le dialogue — jusqu'ici impossible — entre les autorités nicaraguayennes et la Contre-révolution, semble-t-il, pu être amorcé par l'intermédiaire du chef de l'Eglise catholique de Managua, Mgr Obando y Bravo, lors d'une brève escale aux Etats-Unis.

Il est aussi de plus en plus évident que, si la date-butoir fixée au 7 novembre par le plan Arias pour la mise en œuvre d'un cessez-le-feu dans la région ne peut être respectée, la large appui international dont bénéficie cette initiative devrait en permettre le report. Le dramatique assassinat qui vient d'avoir lieu au Salvador en prouve en tout cas l'impérieuse nécessité. Ce « signal d'alarme » souligne aussi le risque d'une radicalisation généralisée des conflits dans la région en cas d'échec du plan de paix.

La tourmente financière et ses conséquences économiques

- Fragile accalmie sur les marchés boursiers
- M. Chirac est « raisonnablement optimiste »

Après un second « lundi noir », les places financières semblaient reprendre leur souffle, le mardi 27 octobre. La Bourse de Tokyo, grâce aux interventions des grands investisseurs, regagnait 2,8 %. Hong-kong clôturait en hausse de 6 %. A 13 heures, Londres gagnait 4,8 %. A 14 heures, Paris enregistrait une légère hausse (+0,7 %). Sur le

marché des changes, plus serein, le dollar regagnait un peu de terrain.

L'accalmie, jugée précaire par les opérateurs, n'apaise pas le débat sur l'opportunité des privatisations en Grande-Bretagne et en France.

M. Chirac s'est déclaré, le mardi 27 octobre à Europe 1, « raisonnablement optimiste », face à la « tourmente boursière », qu'il qualifie de

« crise conjoncturelle et accidentelle », qui trouve ses origines aux Etats-Unis.

Le premier ministre est confiant dans l'amélioration de la situation économique française. Il a réaffirmé que les privatisations seraient poursuivies.

(Lire nos informations page 40, et l'article d'André Passeron page 6.)

Appauvrissement

Le monde est peut-être à la veille d'une nouvelle crise économique. Une crise aussi grave que celle qu'il a traversée en 1981-1982, qui avait vu le nombre des chômeurs augmenter de 8,5 millions dans les pays industrialisés. Cette fois, le prix du pétrole n'est plus en cause, mais les cours des valeurs mobilières qui ont chuté sur toutes les places boursières des pays industrialisés.

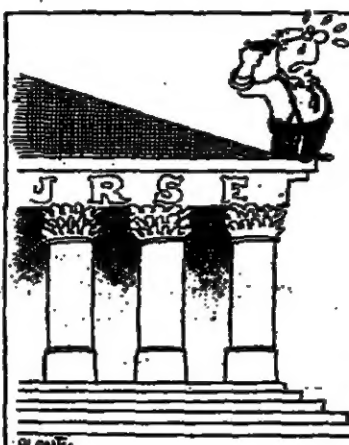
On aurait tort de croire que la baisse des cours des actions n'éprouvera que quelques spéculateurs de haut vol, des entreprises regorgeant d'argent ou des petits porteurs malchanceux mais sans influence sur la réalité économique. C'est bien le contraire qui risque de se produire.

Autant que les chocs pétroliers à la fin de 1973 ou en 1979-1980, la baisse des cours peut troubler gravement l'ordre du monde ou, si l'on préfère, accentuer son désordre. N'en déplaise à M. Chirac, qui a affirmé le contraire mardi matin 27 octobre sur les ondes, les risques sont bien réels et pour tout dire, considérables si les évé-

nements que nous connaissons depuis bientôt deux semaines se prolongeaient.

En 1986, les Français — ceux en tout cas qui disposaient d'un emploi — ont beaucoup consommé, prolongeant une fête entamée l'année précédente.

ALAIN VERHOLDES.
(Lire la suite page 39.)



Assainissement

Ce que les hommes ne pourront ou ne voudront pas faire, les marchés le feront à leur place, mais dans la douleur et, éventuellement, dans le chaos. Cette double certitude s'impose à la suite des ondes de choc provoquées par l'écroulement de la Bourse de New-York, le lundi 19 octobre. Une autre certitude devient éminente : il est nécessaire que la crise ouverte ce lundi-là se pro-

longe suffisamment pour que ses effets bénéfiques puissent vraiment se faire sentir.

Au premier rang d'entre eux figure un indispensable recul des taux d'intérêt, dont la hausse continue en période d'inflation faible ou réduite devenait suicidaire pour les économies dans la mesure où elle risquait de compromettre la reprise des investissements productifs.

Partie des Etats-Unis au printemps dernier, cette hausse avait gagné progressivement tous les pays, d'abord la France, nation la plus vulnérable en période pré-électorale, puis l'Allemagne et bientôt le Japon. A Paris, il y a encore huit jours, le Trésor ne pouvait plus emprunter qu'au-dessus de 11 %, et même de 12 %. Compte tenu du rythme d'inflation annuelle revenue récemment à 2 %, le taux d'intérêt réel s'acheminait vers les 10 %, évolution là aussi suicidaire.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 38.)

Le XIII^e congrès du PC à Pékin

Le «renouveau de la nation chinoise»

PÉKIN
de notre correspondant

Le treizième congrès du Parti communiste chinois donne lieu, ces jours-ci à Pékin, à un retour en force du nationalisme dans l'idéologie du régime, ainsi que l'illustrent diverses manifestations allant du chauvinisme sportif à l'opération de charme envers Taiwan, en vue de son retour à la « mère patrie ». Dans les rues de la capitale, une étonnante manifestation de jeunes, dans la soirée du lundi 26 octobre, a ainsi salué bruyamment la victoire, le jour même à Tokyo, de l'équipe nationale de football face au Japon et

sa qualification pour les Jeux olympiques de Séoul, une première dans l'histoire sportive chinoise. Les autorités n'ont rien fait pour l'empêcher, alors que les manifestations de rue sont interdites depuis celles des étudiants contestataires l'hiver dernier.

Mardi, les journalistes étrangers ont été les témoins et acteurs involontaires d'une scène de la même veine lorsque est arrivé au Grand Palais du peuple, pour assister à une conférence de presse, un journaliste de Taiwan, M. Pi Chie-hsing, premier correspondant venu de l'île contrôlée par le Kuomintang à être accueilli par Pékin à un congrès du

PC. L'envoyé spécial a, pendant un bon moment, mobilisé l'attention générale bien plus que l'orateur officiel.

Cette innovation fait suite à la visite de deux reporters de Taipei le mois dernier. Elle entre manifestement dans une stratégie de séduction adoptée par le régime communiste envers les « compatriotes de Taiwan » autorisés, depuis peu par leur gouvernement, à venir sur le continent sous certaines conditions.

Le chef du PC, M. Zhao Ziyang, a été en ne peut plus éloquent sur ce plan dans son rapport politique consacré au « renouveau de la nation chinoise » que les réformes visent à mettre en

œuvre. Evoquant, par exemple, les accords conclus avec la Grande-Bretagne et le Portugal concernant le sort de Hongkong et de Macao, il a souligné avec emphase qu'ils constituaient « pour accomplir la réunification de la patrie, une grande création de la sagesse politique de la nation chinoise ». Pékin entend restaurer sa souveraineté sur l'île de Taiwan sur le modèle de ces accords garantissant le maintien du système capitaliste dans les deux colonies jusqu'au milieu du siècle prochain.

FRANCIS DERON.
(Lire la suite page 5.)

Niveau des études, diplômes et débouchés

Un observatoire des résultats scolaires

Le constat du Conseil économique et social, estimant à 100 milliards le coût de l'échec scolaire, a surpris par sa brutalité (Le Monde du 14 octobre).

Par-delà les contestations sur la méthode de calcul ou sur l'opportunité de cette publication, cette discussion fait apparaître la difficulté qu'il y a à apprécier l'efficacité du système scolaire, en l'absence de tout système crédible d'évaluation de ses résultats.

Il est très difficile en particulier de connaître de façon précise le sort des élèves qui entrent à chaque niveau de l'enseignement (nombre d'années d'études, diplômes obtenus...), l'utilisation qu'ils font de leurs titres scolaires (pour continuer leurs études ou pour trouver un travail), et les

aptitudes qu'ils ont effectivement acquises.

Les pouvoirs publics ont créé des organismes pour cela, comme le comité national d'évaluation de l'enseignement supérieur ou la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale.

De son côté, la presse multiplie les enquêtes par sondages, notamment sur le rendement des diplômés des grandes écoles.

Mais, entre les deux, sans doute y aurait-il place pour des initiatives plus indépendantes de l'administration que les premières et plus systématiques que les secondes, et pouvant donner à l'opinion des indications claires et régulières.

Cet observatoire pourrait se donner pour objectif d'apprécier l'acquisition des disciplines fondamentales et des aptitudes de base, à tous les niveaux de l'enseignement : l'opinion des principaux intéressés (élèves, parents, enseignants, administrateurs, employeurs) sur le fonctionnement du système ; enfin le devenir des diplômés, à l'intérieur de l'éducation et sur le marché de l'emploi.

En rapprochant l'école de l'opinion, la publication régulière de tels indicateurs contribuerait utilement à réduire l'inquiétude des jeunes et de leurs familles et la méfiance des employeurs.

(Lire page 12.
« Mesurer la réussite scolaire »
par Frédéric Gausson.)

Ordinateur

est maintenant en KSS

CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE

Le Monde

VVF : PARTIR DEMAIN

LE MONDE



3790147004500 - 10280

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكنا من الامم

50 من الال

Etranger

Réunis en session ministérielle à La Haye

Les sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale adoptent une plate-forme commune sur la sécurité

LA HAYE
de notre envoyée spéciale

Les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale devaient adopter, le mardi 27 octobre à La Haye, une plate-forme commune sur la sécurité européenne. Celles-ci, on est loin des audaces auxquelles donne lieu ces temps-ci en matière de défense la coopération bilatérale, notamment franco-allemande. Il ne s'agit pas en fait de dénoncer les principes directeurs communs servant de référence à ces avancées ponctuelles à deux ou trois. Mais la chose n'allait pas de soi pour l'UEO, seule institution communautaire compétente en matière de défense, qui, bien que limitée jusqu'à présent à sept pays seulement (1), a cultivé depuis sa création une diversité paralysante et une prudence assez proche de la torpeur.

L'idée d'une déclaration de principe avait été proposée par M. Jacques Chirac dans un discours devant les parlementaires de l'UEO le 2 décembre 1986 à Paris. Après le sommet américano-soviétique de Reykjavik, les Européens éprouvaient le besoin de faire entendre leur voix. La France voulait, pour sa part, réaffirmer l'idée que la dissuasion nucléaire demeure le moyen indispensable de la prévention d'une guerre en Europe.

Le texte, qui devait être publié mardi, dit à certains des principes énoncés il y a un an par M. Chirac ont dû être amendés, au moins dans leur énonciation, pour recueillir le

consensus. Il dira aussi, après la débandade des réactions aux premières propositions américano-soviétiques de désarmement, si les Européens parviennent enfin à formuler une appréciation commune du processus engagé par les Deux Grands. Mais, dès lundi - et même un peu avant au niveau des experts - un certain nombre de points importants étaient acquis.

En premier lieu, le fait même qu'un document sorte de cette réunion, ce dont avaient fait douter un moment les réactions italiennes. Mais à part la référence à l'UEO, contenue dans l'acte unique, il s'agit du premier texte affirmant une identité européenne en matière de défense. Les pays membres soulignent leur « communauté de destin » et se disent convaincus que « la construction d'une Europe intégrée restera incomplète tant qu'elle ne s'étendra pas à la sécurité ». Autrement dit, les questions de défense ne seront pas l'écueil sur lequel se brisera la dynamique européenne, mais au contraire le prolongement logique de la volonté d'union.

Sur le fond, l'essentiel - au moins pour les Français - est l'affirmation que « dans les circonstances présentes, il n'existe pas d'alternative à la stratégie de dissuasion ». Pour être crédible, dit le texte, la stratégie de la dissuasion doit reposer sur la combinaison appropriée des forces nucléaires et conventionnelles, dont l'élément nucléaire est le seul qui puisse confronter un agresseur éventuel à un risque inacceptable.

Le texte insiste sur le fait que cet engagement n'est pas seulement

celui des deux Etats dotés d'une force nucléaire indépendante, c'est-à-dire la France et la Grande-Bretagne. Il rappelle que les forces américaines en Europe sont un lien avec la dissuasion américaine, et que tous les pays membres, sauf le Luxembourg, par leur coopération avec les Etats-Unis, assurent des fonctions nucléaires (stationnement, informations, etc.).

Réserve italienne

L'Italie s'est finalement ralliée sur ce point. Sans le formuler clairement, elle semblait redouter, en cautionnant le principe de dissuasion nucléaire, d'enfermer une prépondérance politique française et britannique en Europe. A qui elle préfère, à tout prendre, la reconnaissance de la primauté militaire américaine, qui ne fait pas de jaloux. M. Andreotti se serait sans doute volontiers passé d'autre part de souscrire à une profession de foi en la dissuasion nucléaire, assez mal venue au moment où un grand nombre d'Italiens, à l'approche des référendums du 3 novembre, se mobilisent contre le nucléaire civil. Enfin, Rome faisait valoir que dans une période où tout change dans le domaine des relations Est-Ouest et de la sécurité, il n'était pas opportun de s'enfermer dans des principes figés, pas plus que d'affirmer une identité européenne alors que s'esquissent des tendances isolationnistes aux Etats-Unis. Les Pays-Bas, qui suivaient l'Italie sur ce point, ont finalement décidé de jouer le jeu, et les Italiens, isolés mais traditionnellement bons Européens, n'ont plus eu qu'à rentrer dans le rang. Ils devaient, mardi, réclamer un dernier infléchissement du texte vers une approche plus positive des questions de désarmement.

CLAIRE TRÉAN.

(1) France, Grande-Bretagne, RFA, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas.

Vers une candidature du Danemark à l'UEO ?

COPENHAGUE
de notre correspondant

« Le Danemark doit chercher à être admis à l'UEO, si c'est dans ce forum qu'il s'agit d'une véritable politique de coopération européenne en matière de sécurité », a déclaré le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen au E. S. Avisen, périodique édité par la représentation de la Communauté européenne au Danemark.

Certes, le ministre préférerait que les problèmes de sécurité se débattent dans le cadre de la coopération politique entre les douze membres de la Communauté européenne. Mais, ajoute-t-il, « notre doctrine a toujours été de nous trouver là où étaient prises les décisions ».

C'est la première fois qu'un membre du gouvernement danois

s'exprime aussi clairement à ce propos. Jusqu'ici on avait la Norvège de plus en plus tentée de se rapprocher de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), mais le Danemark adoptait une attitude très prudente et attentiste.

Le premier ministre, M. Schlüter (conservateur), qui se rend cette semaine à Madrid et à Lisbonne, aura probablement l'occasion d'évoquer ces sujets avec ses homologues espagnol et portugais, dont les pays sont tous deux officiellement candidats à l'UEO. Toutefois, si le gouvernement au pouvoir à Copenhague se décidait à déposer une demande d'adhésion, il aurait peu de chance d'être appuyé par le Parlement, en majorité hostile à tout renforcement en matière de défense, surtout à l'échelle européenne.

CAMILLE OLSEN.

M. Gorbatchev ne devrait pas « sous-estimer » la détermination de M. Reagan à poursuivre l'IDS

souligne la Maison Blanche

Washington (AP). — Mikhail Gorbatchev ne devrait pas « sous-estimer » la détermination du président Reagan à aller de l'avant avec l'initiative de défense stratégique (IDS), a déclaré, lundi 26 octobre, le porte-parole de la Maison Blanche. « Nous ne savons pas vraiment pourquoi », M. Gorbatchev a refusé, lors de sa visite de M. George Shultz à Moscou la semaine dernière, de

fixer une date pour le prochain sommet avec le président Reagan, a déclaré M. Martin Fitzwater.

« Nous ne savons pas dans quelle mesure il existe des raisons internes à l'Union soviétique qui créent des difficultés à M. Gorbatchev et l'empêchent d'aller de l'avant avec le sommet », a ajouté M. Fitzwater. « J'espère que le secrétaire général

n'a pas fait d'erreur de calcul et n'a pas sous-estimé » la détermination du président Reagan de poursuivre l'initiative de défense stratégique.

Ce commentaire du porte-parole de la Maison Blanche est intervenu après une séance de photos avec des dirigeants du Congrès, plus tôt dans la journée, au cours de laquelle le président Reagan avait refusé de répondre à un journaliste qui lui demandait s'il avait le sentiment que M. Gorbatchev « jouait un petit jeu » avec lui. « Si c'est le cas, avait répondu M. Reagan, il joue tout seul ».

La guerre du Golfe

Les Etats-Unis décident un embargo pétrolier contre l'Iran

Après une succession d'incidents armés qui ont opposé les forces navales américaines et iraniennes dans le Golfe, Washington a changé de registre dans son conflit avec Téhéran en décidant, le lundi 26 octobre, un embargo sur toutes les importations aux Etats-Unis de produits iraniens - du pétrole essentiellement - ainsi que sur l'exportation en Iran de quatorze catégories de produits américains ayant des « applications militaires potentielles ».

Ces mesures, a précisé le président Reagan dans un communiqué, seront appliquées « dès que possible » et resteront en vigueur « tant que l'Iran persistera dans son mépris agressif des normes les plus fondamentales de la bonne conduite internationale ». M. Reagan a toutefois exprimé l'espoir que « des relations plus normales avec l'Iran

pourront s'établir quand l'attitude belliqueuse iranienne et les tensions dans la région [du Golfe] diminueront ». Il a également affirmé que les Etats-Unis « n'avaient pas de querelles avec le peuple iranien », « acceptaient la révolution iranienne » et respectaient son droit de « choisir le gouvernement de son choix ».

L'embargo sur les exportations américaines en direction de l'Iran concernera notamment les moyens de transport, notamment les avions, les hélicoptères, les canots pneumatiques, les gros moteurs Diesel, les pièces détachées pour avions, les composants de générateurs électriques portables et toute une variété d'instruments maritimes comme les moyens de détection sous-marine, les appareils de photographie sous-marine, les sonars, etc. — (AFP, AP, Reuters).

Une mesure sans impact

Les milieux pétroliers sont unanimes : l'impact de l'embargo américain, même s'il est calculé par la France le 5 août dernier, sera quasiment nul. Sur des exportations iraniennes totales de 52 millions de tonnes de pétrole l'an dernier, les Etats-Unis et la France n'ont acheté respectivement que 4 et 3,2 millions de tonnes, soit ensemble un peu moins de 14 % du total.

Même si les enlèvements français et américains ont augmenté au premier semestre de cette année, en raison des prix très attractifs offerts par la République islamique, ces mesures, trop isolées, sont virtuellement impossibles à appliquer de façon stricte. L'Iran a conclu au premier semestre un nombre très important de contrats à long terme avec des compagnies occidentales et des gros négociants, notamment japonais, qui lui assurent un débouché garanti pour plus de la moitié de ses exportations (30 millions de tonnes sur un total prévu de 50 millions en 1987).

Or ces compagnies peuvent facilement détourner les cargaisons initialement prévues pour tel ou tel pays vers d'autres places où, après raffinage, elles seront « blanchies » et revendues sur les marchés indifféremment. Ces « plaques tournantes » sont par exemple les Antilles (pour les Etats-Unis), Rotterdam ou Gênes (pour l'Europe) et Singapour (pour l'Asie).

Tout autre serait, de l'avis général, l'impact d'un embargo contre l'Iran si tous les pays européens et le Japon suivaient. Le Japon absorbe à lui seul un cinquième du brut exporté par l'Iran, et l'Europe près de la moitié (48 %). Avec les Etats-Unis, les trois quarts du pétrole iranien seraient donc touchés, le reste étant enlèvé par des pays asiatiques (Corée, Singapour, Inde, Pakistan, etc.), le Canada et quelques pays africains.

Un embargo total de tous les pays occidentaux rendrait donc l'écoulement du pétrole iranien, sinon totalement impossible, du moins beaucoup plus acrobatique

et obligerait Téhéran à offrir des rabais importants. La plupart des experts estiment que la « décote » imposée à l'Iran dans cette hypothèse atteindrait au moins 2 dollars par baril, limite « à partir de laquelle personne ne résiste plus à la triche », assure un haut fonctionnaire français.

Ainsi, un embargo occidental, sans pouvoir bloquer tout à fait les rentrées de devises de l'Iran, priverait néanmoins la République islamique d'environ 1 milliard de dollars de recettes - 1 dollar de plus ou de moins par baril équivalant pour l'Iran à 500 000 000 de dollars par an environ - soit un subside sérieux de ses revenus pétroliers.

On en est encore loin, puisque non seulement le Japon ne semble pas prêt à suivre (lire l'article de Philippe Pons), mais que la plupart des autres pays européens, notamment les plus gros acheteurs - l'Italie (13 % des ventes iraniennes), les Pays-Bas (8 %), l'Espagne (6,3 %) et la RFA (4 %) - paraissent pour le moins réservés quant à imiter les Français et les Américains.

VÉRONIQUE MAURIS.

Le Japon dans une position délicate

TOKYO
de notre correspondant

La décision du président Reagan va mettre les Japonais dans une position délicate. Depuis le début du mois, Tokyo est en butte à une pression discrète des Américains visant à les faire participer à leur politique de sanctions à l'égard de l'Iran.

Les Etats-Unis et le Japon achètent, en effet, à eux deux un bon tiers des exportations de pétrole iranien (863 000 barils en juillet), et il est évident que l'embargo voulu par les Américains aura un impact beaucoup plus fort si les Japonais l'appuient aussi.

Ces derniers n'ont pas encore arrêté leur position, mais ils souhaitent maintenir autant que possible leurs liens avec l'Iran qu'avec l'Irak. De son côté, l'Iran aurait contacté de manière officieuse le gouvernement japonais et certains membres du parti libéral démocrate pour demander que le Japon ne suive pas les Américains dans leur politique d'embargo.

Politiquement, le Japon se sent certes contraint de suivre les Américains si Washington le lui demande de manière insistante et formelle, souligne-t-on dans les milieux pétroliers nippons. Les Japonais souffrent d'une mauvaise image aux Etats-Unis (excellent commercial, « guerre » sur les semi-conducteurs, affaire des ventes à l'URSS per Toshiba d'équipements « stratégiques ») et un refus de Tokyo sur la question de l'embargo ne ferait qu'aggraver les frictions.

Achats indirects

En fait, même si les « recommandations » du gouvernement sont en principe suivies par les compagnies pétrolières nippones, rien n'empêchera celles-ci d'acheter indirectement du pétrole iranien, par exemple après son raffinage à Singapour.

Les Japonais sont certes beaucoup moins dépendants de l'Iran pour leurs approvisionnements qu'ils ne l'étaient il y a dix ans : 7 % seulement de leurs importations de pétrole proviennent d'Iran, alors qu'il s'agissait de 19 % en 1975. Ils sont cependant très engagés dans ce pays avec le complexe pétrochimique géant Bandar Khomeini. Décrite « projet national » au Japon, la construction de ce complexe, qui a débuté en 1973 et a été arrêtée en

1980, s'est déjà traduite par une perte estimée à 4 milliards de dollars par Mitsui and Co, le principal contractant.

Pressés par leurs partenaires occidentaux, à commencer par les Américains, de participer à la sécurité de la navigation dans le golfe Persique, les Japonais ont fini par adopter, le 7 octobre, des mesures, de portée pour le moins modeste : ils financent l'installation dans le Golfe d'un système sophistiqué de guidage de la navigation, dénommé « Dacca », d'un coût de 10 millions de dollars, et ils fournissent en outre une aide financière de 500 millions de dollars aux pays de la région (notamment au Liban, Oman et à la Jordanie). Si l'Irak n'a pas réagi, le président iranien, Ali Khamenei, a déclaré qu'une telle décision n'était pas dans la ligne de la diplomatie suivie jusqu'à présent par le Japon. Le lendemain, un tanker japonais était attaqué par une unité iranienne, mais Tokyo minimise l'incident.

PHILIPPE PONS.

« Pékin, Washington et la guerre du Golfe. Le Chine a dénoncé lundi 26 octobre la décision des Etats-Unis de geler l'exportation de haute technologie pour protester contre la vente de fusées chinoises Silkworm à l'Iran (le Monde du 24 octobre). L'agence Chine nouvelle a qualifié cette mesure de « sommet de l'absurdité », accusant en particulier le Congrès de vouloir faire de la Chine le principal responsable de la tension dans le Golfe. — (LPI).

1549

La langue française
file à l'anglaise,
c'est chronique.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous les articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wauters.
Rédacteur en chef :
Daniel Vermet.
Correspondant en chef :
Claude Sales

ABONNEMENTS

BP 507 09

75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 009 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 886 F

Par voie aérienne : tarif sur demande

Changements d'adresse : déclarations pré-
venir : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.
Veuillez adresser l'abonnement d'essai
tous les ans - pour les abonnés en capital
d'impression.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 3615 - Types LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-71-42, 45-55-91-71

Téléc. MONDOPUB 284 136 F

Le Monde USPS 765-010 est publié deux
fois par semaine, le mardi et le jeudi.

Le Monde est imprimé par la Société

de Publications, 46-48, 53th Street, 101 NY

11104. Second class postage paid at NYC and

additional offices. NY postmaster: send address

changes to Le Monde c/o Société de Publications, 46-48

53th Street, NYC, NY 11104.

Europe

AUTRICHE : le congrès du SPOe

Le pragmatisme du chancelier Vranitzky divise les sociaux-démocrates

Sous la devise, prometteuse « SPOe, parti de l'avenir », le Parti socialiste autrichien a réuni le mardi 27 octobre, son trentième congrès à Vienne. Mais, à un an du centenaire de sa fondation, le parti, qui traverse une des plus graves crises de son histoire, n'a pu cependant du mal à réunir une belle démonstration d'unité et de dynamisme.

VIENNE
de notre correspondant

Les cinq cent soixante-quinze délégués — et avec eux les quelque sept cent mille membres du SPOe — s'interrogent sur l'avenir de la social-démocratie en Autriche. Les trois cents résolutions soumises au congrès reflètent un profond sentiment d'incertitude. Après dix-sept ans d'exercice ininterrompu du pouvoir gouvernemental, le SPOe est sur la corde raide, partagé entre la révision idéologique et la défense de ses dogmes traditionnels. Mais le contexte politique défavorable ne facilite pas cette remise en question des priorités.

Ce premier congrès du parti depuis la formation d'un gouvernement de coalition entre socialistes et populistes conservateurs sous la direction du chancelier Franz Vranitzky, en janvier 1987, se déroule sur fond de tensions politiques entre les deux partenaires gouvernementaux et d'une agitation

sociale, inhabituelle pour le pays, dues aux mesures d'austérité prises par la coalition.

La tempête politique qui a secoué l'Autriche à la suite de l'affaire Waldheim, la position adoptée dans cette affaire par le chancelier Franz Vranitzky, dont le souci d'accorder la priorité aux intérêts de l'Etat sur ceux du parti n'a pas été applaudi à l'unanimité, la crise du vaste secteur nationalisé (licenciements massifs et les privatisations) ont créé au sein du SPOe un mécontentement de plus en plus difficile à maîtriser.

La position du chef du parti, l'ancien chancelier Fred Sinowatz, est elle-même affaiblie. Il vient d'être débouté dans un procès en diffamation contre un journaliste qui l'accusait d'avoir évoqué, en son avant l'élection présidentielle de juin 1986, le « passé brun » de M. Kurt Waldheim et d'avoir annoncé son intention d'exploiter ces informations contre le candidat conservateur. Mais on reproche surtout à l'ancien chancelier de ne pas défendre avec assez de fermeté les positions socialistes face à un gouvernement de coalition où les socialistes doivent accepter des compromis. Le parti n'est pas, sous la direction de M. Sinowatz, devenu le concurrent attendu de la politique gouvernementale.

Compte tenu de la sévère politique d'austérité amorcée, l'affaire Waldheim est passée à l'arrière-plan du débat. Certes, deux résolutions seront soumises au congrès par les Jeunesses socialistes et l'organisa-

tion des anciens résistants qui invitent le président à démissionner. Mais la présidence du parti recommandera cependant aux délégués de rejeter et soumettre en son nom une résolution plus modérée qui, tout en soulignant que l'élection de M. Waldheim a « porté préjudice à la réputation du pays », reconnaît en même temps que la « décision électorale est conforme aux règles de la démocratie ».

Deux camps

L'actualité ne laissera que très peu de temps au débat sur les orientations idéologiques futures du parti qui serait, de l'avis de certains théoriciens, pourtant urgent. Le SPOe est actuellement divisé en deux camps qui se correspondent plus aux étiquettes traditionnelles d'« extrême gauche » et « centriste ». Le chancelier Vranitzky est devenu le symbole d'une politique pragmatique résolue à jeter les vieux mythes du socialisme aux orties et à ouvrir le parti à l'esprit du siècle. Pour lui, la vieille notion d'Etat providence est dépassée. A ses yeux, il n'existe aucune alternative « pour réussir les changements dans le système social, économique et politique de l'Autriche ». Inévitablement, selon lui, pour relever les défis de l'avenir.

Ces thèses ont valu au chancelier le reproche d'être « un homme du capitalisme » (...). « Incapable de s'identifier aux idées du socialisme », les jeunes socialistes ont demandé, à leur dernier congrès, fin septembre, sa démission.

Un des théoriciens les plus réputés du parti, M. Egon Matzner, a choisi des formules plus prudentes, mais arrive à des conclusions analogues. « La politique actuelle du parti n'a qu'un but, c'est d'attirer des électeurs traditionnellement conservateurs et d'ouvrir pas de perspectives pour l'avenir. En poursuivant cette politique, le SPOe finira par être le meilleur parti conservateur », a-t-il écrit récemment dans une analyse.

Le clivage est donc évident. Les socialistes autrichiens ont cependant fait preuve à plusieurs reprises, dans les deux camps, de leur talent d'adaptation. Un des plus grands mérites du fondateur du SPOe, Viktor Adler, était d'avoir réussi à concilier les radicaux et les modérés en accordant la priorité à l'unité tactique sur l'unité idéologique du parti, un principe qui plus tard a été brillamment appliqué par l'ancien chancelier Bruno Kreisky au profit du parti et de l'Autriche. Mais le « vieux homme » sera absent du congrès. L'ancien président d'honneur du SPOe n'a pas été invité.

WALTRAUD BARYLL

POLOGNE : les réformes économiques et politiques

Solidarité appelle au boycottage du référendum du 29 novembre

Les dirigeants de Solidarité ont appelé, lundi 26 octobre, à boycotter le référendum organisé le 29 novembre par le régime polonais pour faire approuver ses réformes économiques et politiques.

Ils ont estimé, dans un communiqué parvenu à la presse occidentale à Varsovie, que les deux questions sur lesquelles les Polonais auront à se prononcer sont « très vagues » et ne comportent aucune « vraie garantie politique, économique et sociale » de la mise en place effective d'une société « authentiquement démocratique ».

Le communiqué souligne, en conséquence, que la Pologne n'a pas plus de raisons de faire confiance aujourd'hui à un régime qui avait déjà solennellement promis une réforme économique en 1981, lors de la proclamation de l'état de siège.

Un nouveau défi

« Aucune de ces promesses n'a été tenue (...). Aujourd'hui, personne ne peut plus croire un seul mot prononcé par les dirigeants ».

Les deux questions avaient été officiellement validées par le Parlement le vendredi 24 octobre. La première demandait aux Polonais s'ils sont « en faveur de la pleine réalisation du programme d'assainissement radical de l'économie polonaise présenté à la Diète », qui vise à améliorer les conditions de vie de la population, « sachant que cela requerra une période difficile de changements rapides de deux à trois ans ». Dans la seconde, il s'agit de savoir si « le pays est en faveur d'un modèle polonais de démocratie sociale fondé sur la vie politique ayant pour objectif le renforcement

• ESPAGNE : mort de Mgr Anoveros, ancien évêque de Bilbao. — L'ancien évêque de Bilbao, Mgr Antonio Anoveros, qui avait provoqué en 1974 une grave crise entre l'Eglise et l'Etat en s'opposant au général Franco, est mort samedi 24 octobre des suites d'une affection pulmonaire, à l'âge de soixante-dix ans.

(En janvier 1974, Mgr Anoveros avait provoqué une hostilité en faveur des droits des Basques, qui avait été interprétée par le pouvoir comme un soutien à la cause indépendantiste basque. L'évêque avait alors été assigné à résidence et menacé d'exécution par le général Franco. Le chef de l'Etat avait même envisagé de rompre ses relations avec le Vatican, mais l'épiscopat espagnol avait répliqué en soulignant que les membres du gouvernement, y compris le Caudillo, respectaient l'indépendance de l'Eglise et s'opposaient à l'autoritarisme ecclésiastique. La publication d'un communiqué de l'épiscopat, affirmant que Mgr Anoveros n'avait pas voulu porter atteinte à l'unité nationale, avait mis fin au différend entre l'Eglise et le gouvernement.) — (A.P.)

de l'autogestion, l'élargissement des droits des citoyens et l'accroissement de leur participation à la gestion du pays ».

Le couple de ces deux questions posait un véritable dilemme à l'opposition, qui avait toujours affirmé la nécessité d'accompagner des réformes économiques par des réformes politiques, mais ne pouvait pas non plus donner un blanc-seing à un pouvoir qui refuse toujours à Solidarité le droit de reprendre ses activités légalement. En choisissant le boycottage, les leaders de Solidarité restent dans une logique qui a été la leur ces dernières années, lors des élections municipales de 1984 et des législatives de 1985. Ils peuvent justifier leur décision par l'immense

scepticisme d'une grande partie de la population à laquelle on a trop promis pour qu'elle accepte de but en blanc de croire en un changement radical.

Mais cette décision n'est pas non plus sans risque. Le nouveau défi lancé aux autorités se place cette fois sur un terrain bien moins solide que les précédents. Les dirigeants de Solidarité ont décidé dans cette perspective de renforcer leur organisation. Ils ont fondé les deux structures dirigeantes du mouvement — la commission de coordination et le conseil provisoire — en un seul organe de direction, la « commission exécutive nationale », présidée par Lech Walczak.

H. de B.

URSS

Les périodiques « indépendants » réclament leur reconnaissance légale

Une vingtaine de « périodiques indépendants » soviétiques ont décidé, à la fin de la semaine dernière à Leningrad, une action commune pour réclamer leur reconnaissance légale, a-t-on appris, lundi 26 octobre à Moscou. Selon les responsables d'un de ces périodiques, des représentants du Komsomol local (jeunesse du Parti communiste) ainsi que des organes de presse officiels, la *Literaturnaya Gazeta* et l'agence de presse Novosti, assistaient comme observateurs à la réunion.

Ces périodiques, publiés sans l'aval des autorités et souvent par des dissidents, sont apparus pour la plupart cette année. Il s'agit, en règle générale, des bulletins dactylographiés diffusés à quelques dizaines d'exemplaires et traitent de sujets tels que les droits de l'homme, le syndicalisme indépendant, la religion, l'écologie, la littérature, ou la musique rock.

Dans un communiqué adopté au terme de « vives discussions », leurs responsables affirment vouloir « contribuer à l'élargissement de la glasnost ». Ils réclament leur reconnaissance légale, éventuellement sous forme de coopérative privée — dont les activités ont été récemment reconnues mais pas dans les domaines de l'édition, de l'imprimerie et de la création intellectuelle en général, — ainsi que l'accès aux moyens de reproduction, qui leur est interdit. Ils demandent enfin que le projet de loi sur la presse soit publié dans la presse officielle et qu'il fasse l'objet d'un débat.

L'adoption d'une « loi sur la presse », qui avait déjà été proposée par Lénine, a été promise après le vingt-septième congrès du PCUS en mars 1986, mais le 30 septembre dernier, le président de Novosti, M. Valentin Faline, avait annoncé qu'elle était encore reportée à 1988. — (A.P.)

Vives critiques contre Staline dans un documentaire télévisé

Moscou. — La politique militaire de Staline avant et pendant la seconde guerre mondiale a été critiquée, lundi 26 octobre, par la télévision soviétique, dans un documentaire retraçant l'histoire de la course aux armements entre les Etats-Unis et l'URSS. Cette émission d'une heure et demie, réalisée cette année et diffusée à une heure de grande audience, utilise des images d'archives pour illustrer l'histoire de la course aux armements entre les deux superpuissances.

Les critiques émises contre les crimes de Staline sont devenues communes dans la presse, mais pareille peinture négative de Staline est sans précédent à la télévision. Le programme s'inscrivait dans le cadre de l'appel du numéro soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, pour que les « pages blanches » de l'histoire soient remplies.

Le documentaire s'arrête brusquement après l'assassinat du président américain John F. Kennedy en 1963, et ne mentionne pas l'ancien leader soviétique Leonid Brejnev, dont les années passées à la tête de l'Union soviétique sont désormais qualifiées de « période de stagnation ».

Vingt-cinq années se sont écoulées depuis l'assassinat de Kennedy, mais « les risques n'ont pas diminué », est-il dit dans le commentaire, qui évoque également l'explosion de la navette spatiale américaine Challenger et la catastrophe de la centrale nucléaire ukrainienne de Tchernobyl.

Montrant des images de M.M. Ronald Reagan et Gorbatchev au sommet de Reykjavik, le commentaire se termine sur une note positive en déclarant : « Un retour en arrière n'est pas possible, mais il y a une route qui conduit à une rencontre américano-soviétique. » — (A.P.)

Afrique

BURKINA-FASO

Lomé exprime son soutien au nouveau régime

Premier chef d'Etat africain à apporter ouvertement son soutien au capitaine Blaise Compaoré, le président togolais Gnassingbé Eyadéma a exprimé lundi 26 octobre l'espoir de voir s'établir une ère de coopération avec le Burkina-Faso. Dans un télégramme adressé au nouvel homme fort de Ouagadougou, il appelle de ses vœux « une nouvelle ère de coopération plus étroite et plus porteuse pour nos deux peuples ».

Le ton particulièrement chaleureux du message contraste avec la réserve, voire la gêne constatée dans plusieurs capitales de l'Afrique « modérée » depuis le mort de Thomas Sankara, ainsi que les réactions outragées de certaines capitales « progressistes » comme Brazzaville, Accra et Lusaka. Le président Eyadéma entretenait des relations difficiles avec Sankara, dont les options réputées pro-libyennes l'inquiétaient. Les nouvelles autorités du Burkina-Faso ont annoncé lundi, à la réouverture des établissements scolaires, leur décision d'interdire sur une semaine la reprise des cours, provoquant la surprise des lycéens. Cette « rentrée » a été réservée lundi aux élèves de terminale et de troisième : elle s'est apparemment déroulée dans le calme, mais sous la surveillance étroite des forces de l'ordre déployées autour de plusieurs établissements et notamment de la capitale. Les autorités avaient fermé le 19 octobre les lycées et les établissements scolaires pour une semaine, justifiant cette mesure par la décision de réintégrer les quelque 1.300 enseignants licenciés pour fait de grève en mars 1984.

Huit journalistes européens, dont sept Français, ont été interpellés lundi matin, puis relâchés en début d'après-midi. Ces envoyés spéciaux observaient la situation aux abords des lycées et des collèges de Ouagadougou. La police aurait exigé d'eux qu'ils fassent entendre les bandes d'enregistrement des interviews de lycéens. — (A.P., Reuters.)

Le ton particulièrement chaleureux du message contraste avec la réserve, voire la gêne constatée dans plusieurs capitales de l'Afrique « modérée » depuis le mort de Thomas Sankara, ainsi que les réactions outragées de certaines capitales « progressistes » comme Brazzaville, Accra et Lusaka. Le président Eyadéma entretenait des relations difficiles avec Sankara, dont les options réputées pro-libyennes l'inquiétaient. Les nouvelles autorités du Burkina-Faso ont annoncé lundi, à la réouverture des établissements scolaires, leur décision d'interdire sur une semaine la reprise des cours, provoquant la surprise des lycéens. Cette « rentrée » a été réservée lundi aux élèves de terminale et de troisième : elle s'est apparemment déroulée dans le calme, mais sous la surveillance étroite des forces de l'ordre déployées autour de plusieurs établissements et notamment de la capitale. Les autorités avaient fermé le 19 octobre les lycées et les établissements scolaires pour une semaine, justifiant cette mesure par la décision de réintégrer les quelque 1.300 enseignants licenciés pour fait de grève en mars 1984.

TOGO

Création d'une Commission nationale des droits de l'homme

Le président Eyadéma a commandé, la semaine dernière, les peines capitales prononcées le 20 décembre 1986 contre les onze personnes impliquées dans la tentative de coup d'Etat qui, en septembre de la même année, avait suscité l'envoi d'un contingent de parachutistes français à Lomé.

Cette mesure a été annoncée par le président de la Cour suprême à l'occa-

sion de l'installation d'une commission nationale des droits de l'homme, en présence d'invités étrangers, notamment de représentants de la Fédération internationale des droits de l'homme, de la Commission internationale des juristes, de l'Association des juristes africains et du Centre des Nations unies pour les droits de l'homme.

Préside par le bâtonnier de l'ordre des avocats de Lomé, cette commission est composée de trois membres, dont deux magistrats, des médecins, des parlementaires, des enseignants et des représentants d'organisations de femmes et de jeunes. Elle a pour mission d'assurer la protection des citoyens sur l'ensemble du territoire. Son président a souligné « son caractère unique » et a estimé que, « pour cette raison, elle ne doit pas faillir à sa mission ».

Elle va pouvoir se mettre tout de suite à l'œuvre puisque les autorités de Lomé ont annoncé, lundi 26 octobre, l'arrestation de M. Jacob Lawson, membre d'une famille connue pour son opposition au régime du président Eyadéma. Selon elles, M. Lawson était entré clandestinement au Togo par la frontière avec le Bénin.

Il était recherché pour complicité dans la tentative de coup d'Etat de 1986. Les amis de M. Lawson contestent cette version et affirment qu'il était venu à Lomé pour l'enterrement de son père. Comme il avait un passeport français, ils ont « informé » le Quai d'Orsay de cette affaire.

Sirocco sur Alger

ALGER
de notre correspondant

Le petit Laroussié l'explique très bien : le sirocco est un « vent très sec et très chaud chargé de poussière qui souffle du Sahara vers l'Algérie lorsque des masses d'air chauds s'échappent de l'Afrique du Nord ». Depuis trois jours, le sirocco rend difficilement supportable la température dans la capitale où des pointes à 38 degrés sont enregistrées. Dès 6 heures du matin, il fait près de 30 degrés.

Les tenues légères ont fait leur réapparition, les marchands de glaces font des affaires et les climatiseurs ont été remis en marche. Combien de temps cette vague de chaleur durera-t-elle ? La météorologie nationale prévoit un retour à la normale en trente-huit heures. Mais de quelle

normale s'agit-il ? Les vieux Algérois, toujours prompts à s'exprimer en proverbes, font des prédictions parfois funestes. Les uns attendent le tremblement de terre qui ne manquera pas de survenir, les autres des pluies torrentielles qui emporteront tout sur leur passage.

D'une nature n'a pas attendu ces mauvais oracles. Dans le wilaya (département) de Sidi-bel-Abbes, le feu, attisé par le vent du sud, a déjà dévasté plus de 400 hectares et d'autres foyers d'incendie ont éclaté près de Tipaza et de Bouira, non loin d'Alger. Plus au sud, ce sont des nuées de crickets pénétrant le bled, qui se sont abattus sur les oasis des wilayas de Béchar et d'Adrar, causant d'importants dégâts.

F. F.

1770

Les Français trouvent trop cher de se laver, c'est chronique.

حکومت من الامم

Proche-Orient

SYRIE : la crise économique

La campagne contre l'incurie et la corruption devrait déboucher sur un vaste remaniement ministériel

Dernier responsable en date sur la sellette, le ministre syrien de l'approvisionnement, M. Riyad Haj Khalil, va être la troisième victime ministérielle, et sans doute pas la dernière, de la vaste campagne entreprise depuis février dernier en Syrie pour lutter contre la négligence et la corruption dans le secteur public. Le Parlement syrien

a, en effet, voté lundi 26 octobre une motion de censure contre lui pour « mauvaise gestion et atteinte à l'économie nationale ». Le ministre de l'Industrie, M. Ali Traboulsi, devrait connaître le même sort, puisqu'il est accusé par un député d'avoir « gaspillé les biens publics en achetant pour son ministère des véhicules à des prix élevés et sans auto-

risation préalable du premier ministre ». Deux ministres ont déjà, en juin, été sommés de donner leur démission après le vote contre eux d'une motion de censure par le Parlement. Il s'agissait des ministres de l'Agriculture, M. Mahmoud Al Khourdi, qui a été emprisonné, et de la construction, M. Riad Baghdadli.

DAMAS
de notre envoyée spéciale

La campagne lancée par le premier ministre syrien, M. Raouf El Kassm, à la suite des mauvais résultats économiques enregistrés l'année dernière, a déjà fait de très nombreuses victimes dans les entreprises d'Etat et l'administration. Environ un millier de personnes ont déjà été sanctionnées, les peines de prison pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans pour un trafic de devises. Cinq condamnations à mort ont, en outre, été prononcées par le tribunal de sécurité économique. La presse syrienne dénonce quasi quotidiennement violations, abus, bavures, commis dans le secteur public, et publie régulièrement des listes de fonctionnaires écartés.

Domaine particulièrement sensible, l'approvisionnement est aussi celui qui touche le plus directement les Syriens soumis, depuis de longs mois, à des files d'attente interminables pour obtenir, quand il y en a, car les pénuries sont constantes, des produits de consommation courante.

Les députés, qui ont repris l'étude du rapport sur l'approvisionnement à la rentrée parlementaire d'octobre, ne ménagent pas leurs critiques et dénoncent tout à la fois la corruption de l'appareil administratif, la fuite des biens vers le secteur privé et la hausse injustifiée des prix.

Les prix de certains produits alimentaires ont, en effet, connu des hausses vertigineuses depuis le début de l'année. Le coût des fruits et légumes, par exemple, a été multiplié par trois. Le café, dont les Syriens sont, comme dans toute la région, très friands, est passé de 55 livres syriennes à 125 livres le kilo, et encore n'en trouve-t-on pas toujours sur les rayons. La viande a augmenté de 60 % environ.

Les difficultés économiques que traverse la Syrie sont aujourd'hui débattues au sein de toutes les instances dirigeantes sans que l'on ait toutefois le sentiment que le mal structurel de l'économie syrienne, une féodalité à outrance, poignée d'une administration tentaculaire et trop souvent corrompue notamment, soit véritablement remis en cause.

Le débat déjà ancien entre ceux qui prônent une certaine ouverture avec le libéralisme et les tenants du système socialiste n'est toujours pas tranché.

Principes et négligences

Au cours de la discussion sur les carences de l'approvisionnement, les députés ont pris soin de rappeler que « si nous avons échoué dans l'application des principes socialistes dans certaines sociétés, cela ne signifie pas que ces principes soient mauvais, mais simplement que nous avons commis des négligences dans leur application ». Un avis qui ne risque pas d'encourager les investisseurs privés et qui limite singulièrement les possibilités d'évolution du système.

Ces divergences, à ce sujet, donnent lieu, dit-on à Damas, à des luttes féroces dans les autres sphères du régime, luttes qui se traduisent aussi au niveau de la campagne contre la corruption. Outre sa fonction économique, celle-ci a, au dire de beaucoup d'observateurs, un aspect politique qui en réduit la portée. De même, fait-on observer, ce genre de campagne revient périodiquement, comme si tous les quatre ou cinq ans il fallait donner un coup de frein à trop de déviations, mais sans en enrayer les causes.

Un petit signe d'ouverture au secteur privé, dont il est encore trop tôt pour mesurer l'efficacité, a cependant eu lieu dans l'agriculture, où des sociétés mixtes agricoles ont été créées après la décision, en mai, de faire appel aux capitaux privés pour développer ce secteur prioritaire, dont la part dans le PNB est tombée de 32 % à 18 % en vingt ans. C'est dans le pétrole que le gouvernement syrien place aujourd'hui beaucoup de ses espoirs.

Les compagnies étrangères, essentiellement occidentales, sollicitées pour l'exploitation du champ de Deir-Er-Zor, ont reçu la consigne de produire au maximum, et le président Assad s'est adjoint un conseiller pour les affaires pétrolières. Encore au début de son exploitation, le champ de Deir-Er-Zor, dont certains puits sont forés à moins de 20 kilomètres de la frontière irakienne, produit actuellement 60 000 barils par jour de pétrole.

Les effets de l'embargo

Si l'embargo des pays européens durant un an environ, notamment l'aide alimentaire de la CEE, a eu des effets sensibles en Syrie, le retrait des compagnies américaines n'a eu que peu d'incidences dans le domaine pétrolier. D'une part parce que toutes ne sont pas parties, de l'autre parce que la principale d'entre elles, la PETEC, s'est retirée au profit de sa maison mère, Shell Hollandaise, qui a poursuivi le travail. « Le premier syndicat a été remplacé à 80 % par des Hollandais », explique un expert, mais cela n'a pas affecté les programmes.

La Syrie entretient aussi des espoirs du côté du gaz, et des permis de recherche ont été attribués dans la région située entre Palmyre et Homs ainsi que près de la frontière jordanienne. Selon les experts, le gaz constituera 30 % de l'énergie consommée en 1995. Le problème actuel pour Damas est de faire la soudure entre les bénéfices escomptés du pétrole.

Il ne fait pas de doute, à cet égard, que le retour des pays occidentaux est vu par les dirigeants syriens comme l'occasion d'avoir de nouveau accès à des crédits et à des prêts. De même, le prochain sommet arabe d'Amman devrait, au moins en coulisse, dit-on, examiner le renouvellement des aides consenties pour dix ans par les Etats pétroliers du Golfe lors du sommet de Bagdad en 1978, en faveur de la Syrie, de la Jordanie et de l'OLP : la Syrie aurait dû, au titre de cette aide, recevoir chaque année de 2,25 à 2,50 milliards de dollars. Mais seule l'Arabie saoudite a continué de verser environ 600 millions de dollars par an. Outre la crise due à l'effondrement des cours du pétrole, les autres Etats pétroliers, le Koweït notamment, ont stoppé leur aide après l'alliance de Damas avec Téhéran.

Pour l'instant, chacun s'attend à Damas à un profond remaniement ministériel après le sommet d'Amman, remaniement qui n'affecterait pas toutefois le poste du premier ministre, M. Raouf El Kassm, en place depuis 1980, mais des ministères techniques qui « paieraient » ainsi pour les piètres résultats de la gestion quotidienne du pays.

FRANÇOISE CHEPAUX.

Arrestation de communistes syriens. — M. Mounir Maouty, membre du comité central du Parti communiste syrien - Bureau politique (PC-SY), a été arrêté le 5 septembre à Damas, indique un communiqué de l'organisation parvenu lundi 2 octobre à Paris.

M. Maouty, juriste, âgé de cinquante-cinq ans, a été arrêté en même temps que Georges Sabra, « membre important » du PC-SY, et une dizaine d'autres membres ou sympathisants de cette organisation, précise le communiqué, qui affirme que la vie des deux hommes est en danger. Le communiqué dénonce d'autre part le mort sous la torture, le 17 juin dernier, de Haythem Khoja, autre membre du PC-SY.

ISRAËL : reprise du procès Demjanjuk

Le « document de Trawniki » est-il un faux ?

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Après deux mois d'interruption, le procès Demjanjuk a repris lundi 26 octobre à Jérusalem avec une laborieuse participation de la défense qui a semblé exaspérer le président du tribunal. Passés les bouleversants témoignages des rescapés de la Shoah, les avocats du procureur s'attachent maintenant à prouver que la principale pièce à conviction retenue par le tribunal est un faux. Il s'agit du fameux « document de Trawniki », une carte d'auxiliaire des SS portant la photo de l'accusé, sa signature, ainsi que celle du commandant de ce camp d'« entraînement » à l'est de Lublin, en Pologne. La SS y « formait » d'anciens prisonniers de guerre, notamment des Ukrainiens, à leur tâche de tortionnaires nazis.

Le document fut mis à la disposition d'Israël par l'URSS grâce à l'entremise de l'homme d'affaires Armand Hammer. Pour l'accusation, c'est une pièce capitale prouvant clairement que l'accusé, originaire d'Ukraine, est bien « Ivan le Terrible », le bourreau du camp de concentration de Treblinka, où plus de huit cent mille juifs furent exterminés par les nazis. Demjanjuk nie tout en bloc. Il affirme que, prisonnier de guerre en Galicie après avoir été enrôlé dans l'armée rouge, il n'a jamais été à Treblinka pas plus qu'à Trawniki. Le document serait un « faux grossier » forgé par le KGB. Et pour le prouver, les avocats de la défense avaient fait comparaître lundi un Israélien, ancien émigré

soviétique, M. Ibrahim Shifrin, qui se présente comme un spécialiste du KGB.

Seulement, M. Shifrin n'a guère de compétence en matière d'identification de document et l'accusation a fait valoir que son témoignage n'appartenait pas grand-chose s'il se bornait à établir ce que tout le monde soupçonne largement, à savoir que le KGB ne s'est jamais interdit de forger des faux. « Le problème, a relevé l'accusation, est de déterminer si ce document-là est un faux ou non. » Le président du tribunal, le juge Dov Levin, en est convaincu et a remarqué, sur un ton irrité : « L'histoire du KGB n'a pas grand-chose à voir avec ce procès : ce n'est ni l'Union soviétique ni le KGB qui se trouvent au banc des accusés ».

A l'évidence, le juge entend rester sur un terrain technique. Il n'a aucunement l'intention de laisser un procès, qui doit demeurer celui de l'Holocauste, se transformer en un procès des services soviétiques. C'est un obstacle de plus pour une défense qui subit une véritable déroute depuis l'ouverture des audiences en février dernier. Demjanjuk avait été extradé des Etats-Unis, où il s'était réfugié après la guerre.

Les dépositions des deux précédents « experts » cités par la défense pour contester l'authenticité du document se sont soldées par un fiasco.

La défense n'en a pas moins convoqué d'autres témoins, notamment des historiens, qui doivent être entendus dans les prochains jours.

ALAIN FRACHON.

Trois semaines sans radio ni télé...

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les téléscripteurs israéliens sont désignés. Voilà bientôt trois semaines que la télévision nationale ne diffuse plus que quelques heures de programme éducatif l'après-midi et que la radio est muette du fait d'une grève des journalistes qui paralyse l'office public de radio et de télévision.

On s'attendait à des réactions indignées, à des manifestations, à un refus de paiement de la redevance. Il n'en est rien. Le téléscripteur est passé aux vidéos-cassettes et à la télévision jordanienne qui envisage d'augmenter le nombre de ses émissions en hébreu. Les amateurs de radio se sont rabattus sur celle de l'armée qui diffuse d'excellents programmes musicaux. Il n'y a que le gouvernement pour s'inquiéter un peu d'une possible perte d'auditeurs à la suite de l'arrêt des émissions en langue étrangère de la radio nationale. Kol Israël, qui diffuse quotidiennement des bulletins d'information en dix-sept langues.

Le conflit porte sur les salaires. Les journalistes de l'office veulent que leur traitement soit aligné sur ceux de la presse écrite, à peu près 60 %

plus élevés. Après plus de dix ans de métier, un chef de service à la radio gagne environ 1 300 shekels (moins de 6 000 F). Le directeur de l'office, M. Uri Porat, ancien porte-parole de Menahem Begin, fait valoir que les journalistes de la radio et de la télévision ont la possibilité d'arrondir leurs fins de mois en multipliant les collaborations extérieures. Il propose un plan de restructuration qui se solderait par quelque six cents licenciements (notamment de journalistes) sur les mille cinq cents qu'emploie l'office.

Les journalistes veulent bien discuter d'une nécessaire restructuration, mais reprochent à M. Porat une absence totale de concertation : « Il pratique le dialogue social, dit l'un d'eux, comme un capitaliste du dix-neuvième siècle. » Mais ce qui a le plus étonné, sinon choqué les grévistes, c'est l'indifférence à peu près complète du public à l'égard de leur mouvement. C'est un problème grave, observe le chef des informations en français de Kol Israël, M. Nicolas Rosenbaum, les Israéliens sont saturés d'informations et en arrivent au point où ils préfèrent ne pas savoir ce qui se passe sous leurs fenêtres. »

A. Fr.

Dix-huit arrestations dans le camp palestinien de Dehaleh. — L'armée israélienne a arrêté, dans la nuit de dimanche à lundi, dix-huit personnes dans le camp palestinien de Dehaleh, en Cisjordanie occupée, dans le cadre d'une vaste opération de nettoyage au cours de laquelle un couvre-feu a été observé. Un officier supérieur israélien en poste en Cisjordanie a précisé à la radio militaire que l'armée « a procédé à ces arrestations à la suite d'importantes désordres et manifestations dont le camp a été le théâtre ces derniers temps, après une période de calme relatif. Des pierres ont été lancées sur des véhicules israéliens circulant sur la route Jérusalem-Téhéran qui jouxte le camp. Plusieurs automobilistes ont été blessés par ces pierres. » (AFP.)

ISRAËL : Arrivée à Tel-Aviv de Vladimir Stepek. — M. Vladimir Stepek, un des plus célèbres dissidents juifs soviétiques, est arrivé lundi soir 26 octobre, à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv, en provenance de Vienne où il avait fait escale dimanche, après avoir attendu dix-sept ans et demi son visa pour Israël.

Accompagné de son épouse Maria, il s'est déclaré « fatigué, heureux et ému », à sa descente d'avion. « Il faut vraiment être optimiste pour rêver d'une patrie pendant deux mille ans, et finir par l'obtenir », a-t-il dit aux quelque deux cents sympathisants, surtout des juifs originaires d'URSS, venus l'accueillir. — (AFP.)

DÉCOUVREZ GRATUITEMENT L'ACTUALITÉ EN V.O.

L'ANGLAIS D'AUJOURD'HUI

VOCABLE

WICKED GLEAMS OF THE GOOD LIFE

BON POUR UN JOURNAL VOCABLE GRATUIT à retourner dès aujourd'hui à : VOCABLE - Service abonnement BP 1 - 59440 Avesnes sur Helpe

OUI, veuillez m'adresser gratuitement et sans aucun engagement un N° du journal VOCABLE en :

☐ anglais ☐ allemand ☐ espagnol

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. (facultatif) _____

MD8 107

Vocable, le news à lire en V.O. Adieu les méthodes, vive l'actualité en V.O. ! Avec Vocable, 2 fois par mois, vous lisez une revue de presse internationale réalisée à partir des plus grands titres anglais, allemands ou espagnols. En face de chaque article : la traduction des mots difficiles.

Facile et intéressant de découvrir l'actualité en version originale. Essayez gratuitement Vocable, en renvoyant le bon ci-joint !

50 من الأصل

Asie

PHILIPPINES

Des Américains mêlés aux complots de la droite

MANILLE
correspondance

Les services de sécurité philippins ont découvert, dans les milieux dissidents de droite, une conspiration d'autant plus alarmante qu'elle implique, pour la première fois, des « opérateurs » américains.

Un courrier intercepté entre le général en retraite Richard Spill et une figure connue de l'opposition de droite comporte des « potes phrases » que la présidence estime « très inquiétantes ». Le général, au retour d'un séjour dans l'archipel, assure un « groupe de patriotes philippins » qu'il « fait tout pour alerter les politiciens de Washington sur l'imminence du désastre (...) et pour activer le secteur privé américain afin qu'il vienne en aide à nos vis-à-vis philippins ».

Ces derniers mois, Manille a vu défiler un long cortège d'anciens agents de la CIA en visite privée. Dans l'entourage de M^{re} Aquino, on assure toutefois que ces gens, tous liés à l'organisation anticommuniste Causa, « bras politique » de l'Eglise Moon, encourageaient la déstabilisation.

Un impressionnant lobby de « spécialistes en affaires philippines » semble donc agir auprès du département d'Etat américain, du Pentagone et du Parti républicain. Des groupes de « consultants » comme le US Global Strategy Council et la Causa ont organisé une conférence sur conférence à Washington et à Manille, pour souligner les risques d'une victoire communiste.

Convaincu que les Philippines seront le prochain bastion du monde libre à croquer sous l'assaut rouge, le lobby cherche « à promouvoir une position de repli » pour la politique américaine en prévision du jour où M^{re} Aquino « tombera ».

Selon un proche de M^{re} Aquino, il suffirait qu'un vent de panique surprenne les Américains, « effrayés à l'idée de perdre leurs bases militaires ou de voir croître l'influence soviétique dans la région pour que la solidarité officielle prisonnière par Res-

gan d'effondre comme un château de cartes... ».

Washington s'inquiète déjà du renouvellement du bail, qui expire en 1991, de ses bases de Subic-Bay et de Clark-Field, surtout depuis qu'une proposition de loi déclarant les Philippines « territoire dénucléarisé » a été déposée devant le Congrès de Manille.

Les deux faces d'une même pièce

Les autorités ont également mis la main sur une « charte » intitulée : « Stratégies tactiques pour sauver les Philippines. But final : restauration de la démocratie constitutionnelle, qui circule dans l'opposition de droite philippine. Selon ce texte, les groupes loyaux à Marcos et les opposants ralliés à l'ancien ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, ne sont que les deux faces d'une même pièce, les uns et les autres puisant dans les mêmes coffres, ceux des fortunes accaparées par l'ancien président Marcos et M. Eduardo Cojuangco, cousin et ennemi juré de M^{re} Aquino.

Les conspirateurs — qui forment un groupe baptisé le Georgetown Club — seraient sept candidats malheureux aux élections sénatoriales de mai 1987, un huitième assurant la liaison avec les rebelles militaires en fuite, comme le colonel Honasan. Les relations entre le Georgetown Club et M. Marcos seraient assurées par trois individus, qui seraient deux anciens hauts fonctionnaires du gouvernement Marcos et un ressortissant américain, ce dernier résidant actuellement à Tokyo, où il est conseiller de l'administration américaine sur les questions asiatiques.

L'entourage de M^{re} Aquino s'inquiète des liens entre les partisans de M. Marcos, le « cercle » animé par M. Enrile et les rebelles militaires du colonel Honasan. Mais la présidence est surtout consternée par les activités des « vieux chevaliers de l'ex-CIA » agissant de concert avec la Causa, d'autant que l'épouse du vice-président Salvador Laurel est un des responsables, aux Philippines, de l'organisation du révérend Moon.

KIM GORDON-BATES.

AFGHANISTAN: arrêté avec un groupe de résistants

Alain Guyot, photographe français, est détenu depuis six semaines

Un photographe français, Alain Guyot, a été arrêté en Afghanistan, alors qu'il accompagnait un groupe de résistants dans la province de Fariab. Il serait actuellement détenu dans une prison de Kaboul.

Selon des témoignages concordants, Alain Guyot, âgé de quarante-cinq ans, qui a déjà fait de nombreux reportages aux côtés de la guérilla afghane, était entré en Afghanistan en juillet. Il a été fait prisonnier à la mi-septembre en compagnie de Damollah Madamin, chef du mouvement Harakat pour la province de Fariab. Les deux hommes, ainsi qu'un autre responsable de Harakat, ont été fait prisonniers à Maimana, chef-lieu de la province.

Un membre du mouvement Harakat, qui a pu regagner Peshawar (ouest du Pakistan) cette semaine, a confirmé les informations, moins précises, rapportées plus tôt par un voyageur afghan. Les deux chefs de Harakat, ainsi qu'Alain Guyot, ont été montrés à la foule sur un char, au bazar de Maimana, après avoir été récupérés par un hélicoptère soviétique. Ils auraient été ensuite transférés à Kaboul par avion.

Des membres du mouvement Harakat affirment que les Soviétiques ont directement participé à la capture des trois hommes. En outre, selon des observateurs étrangers, les Soviétiques prennent eux-mêmes en charge tout prisonnier étranger. On ne peut que s'inquiéter du sort d'Alain Guyot, qui serait ainsi détenu, incommunicado, depuis six semaines.

Alain Guyot, qui travaille pour l'agence Sygma, a fait plusieurs films sur la guerre d'Afghanistan. Spécialiste des guerilles dans le tiers-monde, il a également réalisé, entre autres, un film sur l'insurrection communiste aux Philippines.

Plusieurs Français ont déjà été capturés en Afghanistan. Arrivés le 7 septembre 1980, François Missea et Antoine Barnaud, deux journalistes, avaient été libérés le 4 novembre de la même année après avoir été incarcérés et avoir subi des interrogatoires. En janvier 1983, un médecin, Philippe Augoyard, au service de l'organisation humanitaire Aide médicale internationale, avait été arrêté. Présenté comme un « espion » par l'agence Tass, il avait été condamné à huit ans de prison à l'issue d'un procès dont les conditions avaient été vivement critiquées par Paris. En juin 1984, à la suite de nombreuses démarches

diplomatiques et d'une campagne en sa faveur, il avait bénéficié d'une « mesure de clémence » prise « en raison de son sincère repentir ».

En septembre 1984, enfin, Jacques Abouchar, effectuant un reportage pour le compte d'Antenne 2, avait été capturé. Après trois jours d'interrogatoire par des Soviétiques, il avait été interné à Kaboul, puis condamné, six semaines plus tard, à dix-huit ans de prison par un « tribunal révolutionnaire », pour être « entré clandestinement en Afghanistan avec une bande de contre-révolutionnaires armés dans le but de faire un film de propagande contre la révolution afghane ». Cette « mesure de clémence » avait provoqué une sérieuse tension entre Paris et Moscou. Le PC français avait, en outre, rompu ses relations avec le Parti démocratique populaire au pouvoir à Kaboul. Moscou devait céder rapidement devant l'indignation générale. Abouchar était relâché quelques jours après sa condamnation.

Alain Guyot, lorsqu'il a été capturé, exerçait son métier et assurait le droit à l'information, tant il est vrai que dans ce genre de guerre, la presse devrait avoir accès à tous les camps en présence. L'affaire Abouchar a démontré que c'est, avant tout, la fermeté manifestée alors par les autorités françaises qui avait permis la libération rapide du journaliste.

J.-C. POMONTI.

Corée du Sud

Violents heurts à Séoul lors du référendum

Séoul (AFP). — Des manifestations opposées au référendum sur la nouvelle Constitution en Corée du Sud ont lancé, mardi 27 octobre, des centaines de cocktails Molotov sur la police qui faisait usage de gaz lacrymogènes, au cours d'un violent affrontement, près de la cathédrale catholique à Séoul. Des flammes se sont élevées des rues entourant la cathédrale de Myeongdong lorsque environ deux mille manifestants, pour la plupart des étudiants appartenant, semble-t-il, au groupe extrémiste Minmitu se sont heurtés aux forces de police anti-émeute.

Quelque 70 % des vingt-cinq millions d'électeurs se sont, entre-temps, rendus aux urnes, selon les responsables du vote.

FRANCIS DERON.

« Cours de rééducation » au Tibet. — La police chinoise a commencé de donner des cours de « rééducation », politique, culturelle, aux lamas et à une partie de la population de Lhasa. Des policiers se sont installés dans certains des principaux monastères de la capitale tibétaine. Dans celui de Ganden, de nombreux moines refuseraient d'assister aux cours. D'autre part, les forces de l'ordre auraient perquisitionné, samedi, dans le centre de Lhasa et arrêté des centaines de personnes. — (Reuters, AFP, UPI.)

Le « renouveau de la nation chinoise »

(Suite de la première page.)

En revanche, M. Zhao n'a consacré qu'un tout petit paragraphe, bien vague, aux affaires étrangères, en conclusion de son rapport et comme pour réparer un oubli. Quant à l'armée, elle a été félicitée tout autant pour son rôle dans la défense que pour sa participation aux secours dans les grandes catastrophes ou pour son action économique.

Le fond nationaliste de l'idéologie communiste chinoise n'est pas un nouveau. En récupérant le sentiment national — que le Kuomintang de Tchiang Kai-chek ne parvenait plus à incarner — Mao et ses compagnons avaient pris le pouvoir en 1949. Mais jamais sans doute depuis la fondation de la République populaire il n'a été utilisé plus nettement par le régime comme solution de rechange aux idéaux d'internationalisme et de révolution qui avaient conduit le pays au désastre.

La manifestation des partisans de l'équipe de football a toutefois illustré les risques de dérapage inhérents à ce genre de mouvement tacite-

ment approuvé, voire encouragé par les autorités. Les manifestants, au nombre de plusieurs milliers, se sont abstenus, certes, de se montrer trop ouvertement hostiles au Japon. Mais la phase acrimonieuse que traversent les relations entre Pékin et son riche partenaire asiatique était bien perceptible derrière la « joie » sportive dont fait état ce mardi la presse officielle en rapportant la manifestation sur un ton favorable. La police, par précaution, avait hermetiquement bouclé avec un dispositif impressionnant tout le quartier des ambassades, où se trouve la mission japonaise.

Jusque tard dans la nuit, la place Tiananmen a été animée de ces bouillonnements bizarres qui ont déjà, par le passé, débouché sur des incidents violents, à l'occasion de rencontres sportives mais aussi dans des circonstances bien plus politiques. Des groupes de « l'humang » (loubards), le cheveu long et le costume occidental, tournaient à vélo autour des forces de l'ordre, cherchant visiblement l'accrochage. Par moments,

quelques-uns s'arrêtaient pour échanger des regards hostiles, appuyés de sourds grondements, avec des policiers patients mais fermes. Ceux-ci répliquaient à l'occasion par une interpellation dont il était impossible de savoir si elle était suivie de mise en garde à vue. La presse n'a signalé aucune arrestation.

Plus ambiguë était la présence parmi les manifestants d'au moins un millier d'étudiants, selon le chiffre donné par un policier qui avait assisté à leur départ, à pied ou à vélo, des campus universitaires situés à une dizaine de kilomètres du centre-ville. Tous affirmaient invinciblement : « Nous sommes venus célébrer la victoire de football ». « Vive l'équipe de Chine », mais chacun avait à l'esprit l'interdiction des cortèges publics en vigueur depuis le coup de frein mis au mouvement contestataire de fin 1986. Etait-ce, pour certains, une façon déguisée de rappeler la présence des étudiants dans les débats politiques qui animent le pays, au moment où se tient un congrès crucial pour les

réformes que beaucoup souhaitent voir s'approfondir ? Le fait qu'aucun slogan politique n'ait été entendu ne signifie pas, dans une ville où les mouvements étudiants ont joué une telle importance dans le passé, que cette sorte nocturne ait été dépourvue d'arrière-pensées. En fin de soirée, les étudiants ont sagement regagné les campus. En attendant, peut-être, la prochaine victoire sportive chinoise...

A TRAVERS LE MONDE

Turquie
L'URSS dénonce un « génocide » de la culture arménienne

Moscou. — Le quotidien du Parti communiste de la République soviétique d'Arménie *Komounist* a dénoncé, lundi 26 octobre, la politique de « génocide, mais cette fois culturel », qui est poursuivie en Turquie et vise les monuments et les vestiges de culture arménienne dans ce pays. « Des deux mille deux cents monuments arméniens recensés en Turquie, seuls cent cinquante existent aujourd'hui », affirme le journal, qui précise que « très récemment encore, 120 mètres du mur historique de la forteresse d'Ani ont été détruits à l'explosif ».

Komounist dénonce également la « propagande officielle lancée récemment par la Turquie dans le monde au sujet du génocide arménien ».

Soudan
Visite du colonel Garang à N'Djamena ?

Le colonel John Garang, chef des maquisards du sud du Soudan, s'est rendu la semaine dernière au Tchad pour solliciter l'appui de N'Djamena et examiner les possibilités d'étendre les opérations de guérilla à l'ouest du Soudan », a affirmé, lundi 26 octobre, le quotidien soudanais *As-Soudani*. Les relations entre le Tchad et le Soudan se sont détériorées au cours des derniers mois, N'Djamena accusant Khartoum de s'être départi de la neutralité qu'il observait dans le conflit tchado-libyen, et de fermer l'œil sur la présence d'éléments armés libyens dans la région du Darfour. L'ambassadeur du Tchad à Khartoum avait déclaré en septembre que son pays userait du droit de poursuite, s'il était attaqué à partir du territoire soudanais. — (AFP.)

80 apr. J.-C.

Trois verres de Biturica, bonjour les dégâts. C'est chronique.

UNE RENTRÉE CHOC POUR LA PHILOSOPHIE.

Descartes, c'est le doute radical, dévastateur, impossible à contenir... Ciel et terre semblent dans l'incertain. Définitivement, selon André Glucksmann.

Roger-Pol Droit - Le Monde.

Descartes à Amsterdam, c'est de Gaulle à Londres... Image osée, idée excitante du livre d'André Glucksmann.

Jean-Pierre Dufrenoy - L'Express.

Ce livre de philosophie, écrit avec rigueur, dans une langue d'une remarquable fermeté, se veut un ouvrage d'actualité. André Glucksmann traite de Descartes, mais ce qu'il a en tête, ce sont les idéologies totalitaires, les outrances du Front national, le délire des intégristes iraniens.

Gérard Bonnot - Le Nouvel Observateur.

Ce Descartes a fière allure. Le philosophe est littéralement ressuscité, dépouillé des oripeaux et des affadissements de toute sorte qui l'ont défiguré. On redécouvre le penseur intraitable, et l'homme par-dessus le marché.

Claude Jannoud - Le Figaro.

Le philosophe Glucksmann ne nous révèle pas seulement la profondeur de la liberté d'invention de Descartes. Il nous en dit long sur sa propre maturité de philosophe nouveau.

Jean-Marie Benoist - Le Point.

Je n'ai pas lu d'ouvrage philosophique écrit par un Français qui ait cette envergure depuis Les Mots et les Choses de Foucault.

Pierre Daix - Le Quotidien de Paris.

Il importe... d'opposer au Descartes solitaire et sans futur de Glucksmann l'espoir de millions de Descartes.

Arnaud Spire - L'Humanité.

Un livre très excitant et fort, support idéal de discussions polémiques.

Robert Maggiori - Libération.

300 pages, 95 F.

ANDRÉ GLUCKSMANN. DESCARTES C'EST LA FRANCE



Flammarion

سكنا من الالح

صلى الله عليه وسلم

6 Le Monde • Mercredi 28 octobre 1987 •

Politique

Les déclarations de M. Jacques Chirac à Europe 1

« Tous les critères d'appréciation conduisent, en France, à un certain optimisme » assure le premier ministre

Face à l'effondrement des marchés financiers, le premier ministre, M. Jacques Chirac, s'est déclaré, mardi 27 octobre, sur Europe 1, « raisonnablement optimiste ». En expliquant que la crise boursière actuelle était « conjoncturelle et accidentelle », et qu'elle n'avait aucun rapport avec la situation économique réelle de la France, le premier ministre a voulu répondre au pessimisme croissant qui sévit au sein même de la majorité.

L'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, a fait part, lundi 26 octobre, à Lyon, de ses inquiétudes à la presse. Selon lui, la crise boursière, dont la responsabilité incombe pour l'essentiel aux Américains,

risque de plonger la France dans la récession. « Dans les mois à venir, nous ressentirons une baisse des dépenses de consommation et des investissements », a estimé l'ancien premier ministre. Approuvant le développement de l'actionnariat populaire, M. Barre craint que la chute de la Bourse « ne casse le mouvement » qui a amené les Français à investir dans les entreprises et ne les détourne à nouveau vers des placements improductifs comme l'or.

En affirmant que le programme des privatisations ne serait pas remis en cause, M. Chirac répondait certes aux socialistes avant même l'ouverture, dans l'après-midi,

du débat sur ce thème à l'Assemblée nationale. Mais il réagissait aussi à certaines interventions de ses amis politiques. M. Michel d'Ornano, le président (UDF) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, s'est ainsi déclaré « réservé pour continuer les privatisations dans les circonstances actuelles que connaît la Bourse, tout en étant toujours partisan des privatisations ».

Interrogé mardi 27 octobre sur TF 1, M. d'Ornano a estimé que « la question qui se pose à propos de l'UAP est de savoir si ou non à l'heure actuelle positionner sur le marché français entre 25 et 30 milliards de francs ».

M. Chirac a déclaré que la crise boursière est « sérieuse ». « C'est une crise américaine, qui, à-t-il dit, est répercutée, pour des raisons psychologiques, sur des marchés asiatiques ou européens qui, par eux-mêmes, ne la justifient pas ». Le premier ministre a souligné que cette crise « exige une certaine concertation entre les responsables des finances des grands pays industrialisés, qui à eu lieu, d'ailleurs », qu'elle « doit, normalement, être maîtrisée » et qu'elle « ne doit pas faire l'objet d'analyses systématiquement catastrophiques ».

Le premier ministre a insisté sur l'idée que « la crise boursière est un événement conjoncturel, accidentel, pour la France, qui ne trouve aucune justification dans la situation économique française ». Celle-ci, selon M. Chirac, « se caractérise par trois éléments, aujourd'hui : la désinflation se poursuit, la hausse des prix continue de se ralentir (...) ; la situation financière des entreprises continue de s'améliorer depuis le mois de mars 1987, les chiffres montrent que le chômage a, d'abord, été stabilisé et que, aujourd'hui, il est en régression ». Autrement dit, a conclu M. Chirac, tous les critères d'appréciation, en France, doivent conduire à un certain optimisme.

Selon le chef du gouvernement, la France « est redevenue, depuis un an, le premier de tous les pays industrialisés du monde pour ce qui concerne l'investissement productif ». « Tout ceci est positif, a-t-il affirmé. Je ne vois pas pourquoi cela ne continuerait pas à l'être. L'option que nous devons avoir quant à l'avenir de l'économie est positive, même s'il y a un coup de vent qui vient de l'étranger ». M. Chirac a observé que « les petits porteurs ne se sont pas du tout laissés impressionner et n'ont pas participé à cette crise, tout simplement parce qu'ils ont du bon sens ».

« Un phénomène très simple » : « La chute de la Bourse a eu pour origine un phénomène très simple, qui est l'augmentation des taux d'intérêt, et notamment des taux à long terme », a expliqué le premier ministre. Cette augmentation étant « due, pour une très large part, aux déficits améri-

cains, et plus particulièrement à celui du budget », qui « pose un problème au monde entier ». M. Chirac estime qu'il « faudra bien d'une façon ou d'une autre que les États-Unis, par leurs décisions, participent à la solution de ce problème ». En outre, « l'accident commercial de nos amis japonais et allemands justifierait également que, en termes de soutien de leur consommation comme en termes de taux d'intérêt, ces deux pays s'associent à un effort de solidarité générale ».

M. Chirac a assuré qu'il « n'est pas de journées sans que les ministres des finances des (...) cinq grands pays industrialisés soient en contact téléphonique ». « Toute manifestation plus spectaculaire, dans l'état actuel des choses et avant que les décisions éventuelles soient bien préparées, pourrait être plus négative que positive », a souligné le premier ministre. M. Chirac estime que « le problème des Bourses, aujourd'hui, intéresse essentiellement les États-Unis et l'Allemagne » et qu'il est « normal » que ces deux pays aient une « discussion privilégiée ».

« Un peu de sang-froid »

Le premier ministre a exhorté « la grande armée des actionnaires, des responsables politiques, médiatiques, économiques, techniques » à faire preuve « d'un peu de sang-froid ». Au rang des mesures techniques nécessaires, M. Chirac a cité la « solidarité » entre les grands pays industrialisés, « une solution apportée par les États-Unis au problème de leur déficit, une pression constante, notamment chez nos amis allemands, en ce qui concerne les taux d'intérêt, probablement une relance ou un soutien à la consommation, décidée par les Allemands et par les Japonais, et un renforcement des accords du Louvre ». Selon le premier ministre, « tout cela est tout à fait à notre portée ». M. Chirac s'est affirmé « raisonnablement optimiste », a-t-il dit.

Interrogé sur la poursuite de la politique de privatisations, M. Chirac a répondu : « Il ne saurait être question pour le gouvernement, bien entendu, de remettre en cause cette politique de

privatisations. » Il signale que la privatisation de Suez « a été produite pendant la tourmente », a été extrêmement positive. « C'est une révolution tranquille et qui se poursuivra tranquillement ». Il ajoute : « Nous poursuivrons ce programme parce que c'est une nécessité économique dans la perspective du grand marché européen qui sera un monde de compétition, de concurrence renforcée ».

Aux démarches des socialistes, il répond : « L'appréciation strictement politique, politique avec un petit « p », pour ne pas dire politicienne, des socialistes sur les privatisations — qui, d'après eux, comporteraient une part de responsabilité dans les événements de la Bourse — est absolument dérisoire. Je ne peux pas la prendre en compte pour autre chose que ce qu'elle est, c'est-à-dire un argument de polémique électorale. Alors, ça ne m'intéresse pas ».

Il rappelle « les grandes décisions » prises dans les semaines passées (programme autoroutier, TGV, programme spatial, budget, etc.) et affirme qu'il poursuivra « la politique voulue par les électeurs sans défaillance ». Il cite « ce que tous les experts voient concrètement ». « La France a trouvé la première place dans le monde pour les investissements productifs ; en dix-huit mois, après avoir arrêté la destruction des emplois, après avoir stabilisé le chômage, c'est la première fois depuis plus de dix ans... nous avons ce mois-ci un indicateur largement positif du chômage. Ça, c'est une grande nouvelle, au moins aussi importante que trois ou quatre points de baisse à la Bourse. Les privatisations ont parfaitement réussi ».

Les critères économiques, notamment les prix, s'améliorent mois après mois. Nous sommes le troisième pays du monde pour cela. Nous avons réduit considérablement notre déficit. Naturellement, il y a des difficultés. Nous y ferons face et nous les surmonterons. Il indique que sa priorité est d'améliorer la situation des plus démunis, de ceux qui ont les revenus les plus faibles par rapport aux autres, auxquels (il ne peut) promettre que le maintien du pouvoir d'achat ».

Appel aux patrons

Interrogé sur la candidature de M. Le Pen à l'élection présidentielle, M. Chirac répond : « Nous sommes en démocratie, et rien ne pourrait justifier l'exclusion de quiconque, quelle que soient ses idées, de la candidature. Ce n'est pas à moi d'interdire M. Le Pen ni de le dissuader d'être candidat ».

Évoquant les problèmes de la Sécurité sociale et de ses « états généraux », il revient sur l'importance qu'il attache à la diminution du chômage, « qui sera une grande victoire si cela continue », et il « lance un appel à tous les employeurs pour qu'ils ne tombent pas dans le piège de l'inquiétude ou de la morosité, mais pour

qu'ils fassent confiance et créent des emplois ».

En conclusion, M. Chirac évoque l'élection de 1988 : « Il faut éviter que, par l'élection d'un candidat socialiste, on ait une rupture dans l'effort de redressement, mais la campagne n'est pas ouverte, je continue à assumer la direction des affaires de notre pays à la tête du gouvernement et de la majorité jusqu'au bout, et je ne préoccuperai pas les problèmes électoraux le moment venu, c'est-à-dire quelques semaines avant l'élection ». Il dénonce enfin « les opinions pessimistes », auxquelles il oppose son propre optimisme.

La situation en Polynésie française

Rumeurs fantaisistes à Papeete

Papeete de notre correspondant

Jamais on n'avait vu à Tahiti autant de treillis. Le lundi 26 octobre, tous les employés de la zone portuaire qui devaient se rendre à leur lieu de travail — dépôts d'hydrocarbures, huileries de Tahiti, entrepôts et administrations — étaient priés de montrer patte blanche avant de passer le barrage de l'aéroport. Dans les rues il y avait les mêmes embouteillages que les autres jours, mais la plupart des commerces étaient fermés.

Les rumeurs les plus fantaisistes ont toutefois provoqué un vent de panique, et les consommateurs se sont précipités vers les magasins d'alimentation pour constituer des stocks de nourriture. Le bruit a couru que les dockers descendraient à plusieurs centaines vers la capitale pour tout saccager puisque l'aéroport était occupé par des grévistes.

Il n'en fut absolument rien, et le chef du Front indépendantiste de l'île de la Polynésie, M. Oscar Temaru, maire de Faaa, s'est inscrit en faux à l'antenne de FM 108, la radio tenue par M. Jean Juventin, maire de Papeete, contre les insinuations mettant en cause son rôle dans le mouvement des dockers. Estimant que certains cherchaient à lui faire endosser la responsabilité des violences de vendredi soir, il a répliqué : « C'est de la désinformation ! Au moment où les premiers incendies ont éclaté, j'étais en réunion avec les responsables syndicaux des dockers. » « Il n'y a qu'un responsable, a-t-il ajouté, c'est le haut commandement ».

Tandis que le gouvernement territorial s'attache depuis le week-end à chercher une issue au conflit avec les dockers, les premières déclarations politiques, celle du Parti indépendantiste le Mens, et celle du parti d'opposition Aie Api, vont dans le même sens.

Au travers des incidents de vendredi, ces deux formations insistent sur les conséquences désastreuses du système de société tahitien, qui ne privilégie qu'une minorité de nantis. Leur solution ? La démission du gouvernement. Un vœu auquel M. Jacky Teura, chef de l'exécutif local, ne semble pas du tout décidé à accéder.

MICHEL YIENG KOW.

Le parti pris de la confiance

Pour la première fois depuis le début de la crise boursière, le premier ministre a fait connaître son sentiment en s'exprimant longuement, le mardi matin, 27 octobre à Europe 1. Il a ainsi fixé les grandes lignes de la position du gouvernement avant que M. Edouard Balladur ne participe, dans l'après-midi, à un débat parlementaire sur le thème des privatisations mais dont l'objet devrait être plus étendu. M. Jacques Chirac s'est montré « raisonnablement optimiste » quant à l'issue de la crise boursière, qui, doit, « normalement, être maîtrisée ». Il s'est élevé à plusieurs reprises contre les analyses « catastrophiques » et contre « le piège de l'inquiétude et de la morosité ».

Le parti pris de confiance adopté par le premier ministre s'appuie essentiellement sur le bilan économique de la France, dans lequel, il souligne quatre éléments « objectifs » : la poursuite de la désinflation et la réduction du « différentiel » avec l'Allemagne ; l'amélioration de la situation financière des entreprises ; le développement des investissements productifs des entreprises ; surtout, la baisse du chômage en septembre, qui a, selon lui, plus de valeur que la baisse de la Bourse.

En soulignant les « critères positifs » de la situation économique française — appréciation qui rappelle le célèbre « les chiffres parlent tout seuls » de M. Mauroy, — le

premier ministre a surtout voulu exorciser les risques de panique, insistant sur le fait que la crise est « sérieuse », elle est néanmoins « maîtrisable » et ne peut trouver sa solution que dans une concertation internationale. En conséquence, il invite les responsables politiques et les agents économiques — tout comme les petits porteurs — à garder leur sang-froid. En effet, M. Chirac ne renonce pas au programme des privatisations bien qu'il n'ait pas précisé les étapes du calendrier. Cette « révolution tranquille » se poursuivra tranquillement, a-t-il déclaré, ce qui peut vouloir dire qu'elle se fera désormais sans hâte et, selon l'expression de M. Balladur, en « tenant compte de l'état du marché financier ».

Le chef du gouvernement a enfin voulu montrer qu'il « continue à gérer les affaires du pays » et qu'il le fera jusqu'au bout, refusant de parler de l'élection présidentielle, sinon pour souhaiter qu'un socialiste ne soit pas élu car cela entraînerait une « rupture dans l'effort de redressement ».

La « gestion » s'accommode bien ainsi avec les préoccupations électorales pour 1988, auxquelles le chef du gouvernement, pas plus que les autres acteurs de la vie politique, ne saurait échapper.

A.P.

La gauche et le Front national soulignent les causes profondes du malaise tahitien

Bien que le calme soit revenu en Polynésie française où l'état d'urgence et le couvre-feu ont été déclarés, la population du territoire reste en état de choc après l'évacuation de vendredi 23 octobre qui a dévasté le centre de Papeete.

En métropole, cette situation suscite de vives critiques contre la politique du gouvernement et ses partisans locaux. Au nom du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne a estimé, lundi, que ces événements « sont révélateurs d'une situation sociale grave. Il y a de très fortes inégalités à Tahiti, avec une minorité de privilégiés et beaucoup de déshérités, a souligné le porte-parole du PS. On ne rétablit pas l'ordre à Tahiti uniquement avec des gendarmes. Il faut s'attaquer aux causes profondes, c'est-à-dire s'occuper dès maintenant des problèmes de formation des hommes et du développement économique ».

M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a affirmé, à Dijon, que ces violences résultent d'un « excès de misère ». « Il y a dans ce territoire, a-t-il dit, une situation assez misérable puisque l'aéroport était occupé par des grévistes ».

Il n'en fut absolument rien, et le chef du Front indépendantiste de l'île de la Polynésie, M. Oscar Temaru, maire de Faaa, s'est inscrit en faux à l'antenne de FM 108, la radio tenue par M. Jean Juventin, maire de Papeete, contre les insinuations mettant en cause son rôle dans le mouvement des dockers. Estimant que certains cherchaient à lui faire endosser la responsabilité des violences de vendredi soir, il a répliqué : « C'est de la désinformation ! Au moment où les premiers incendies ont éclaté, j'étais en réunion avec les responsables syndicaux des dockers. » « Il n'y a qu'un responsable, a-t-il ajouté, c'est le haut commandement ».

Tandis que le gouvernement territorial s'attache depuis le week-end à chercher une issue au conflit avec les dockers, les premières déclarations politiques, celle du Parti indépendantiste le Mens, et celle du parti d'opposition Aie Api, vont dans le même sens.

Au travers des incidents de vendredi, ces deux formations insistent sur les conséquences désastreuses du système de société tahitien, qui ne privilégie qu'une minorité de nantis. Leur solution ? La démission du gouvernement. Un vœu auquel M. Jacky Teura, chef de l'exécutif local, ne semble pas du tout décidé à accéder.

MICHEL YIENG KOW.

l'ordre ». A Papeete, aujourd'hui, comme à Nouméa hier et peut-être à Paris demain, le « défilé », les revendications des travailleurs et les mythes de l'indépendantisme sont aussi des supports utilisés par des hommes et des femmes trop longtemps exclus, ignorés, laissés pour compte, qui n'ont plus d'autre solution que de se révolter ».

Selon M. Alain Krivine, animateur de la Ligue communiste révolutionnaire, « les affrontements de Papeete illustrent le caractère envahissant du gouvernement Chirac et la nature colonialiste de la présence française en Polynésie et dans le Pacifique ».

Enfin, M. Roger Holleindre, secrétaire du Front national aux DOM-TOM, a affirmé que « les magouilles en tout genre, l'abandon de la jeunesse, sans idéal et sans avenir, sans aucune fierté d'appartenance à la France sont seuls responsables ».

En revanche, le porte-parole du RPR, M. François Borotra, qui était l'invité, lundi soir, de France-Inter, a insisté, pour sa part, sur le fait que les dockers de Papeete, dont la grève a dégénéré en émeute, tenaient « en otage la vie économique ».

« RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée, dans le compte-rendu des sondages relatifs à l'élection présidentielle de 1988, publiée dans nos éditions du 27 octobre. 58 % des personnes interrogées (et non 56 %) ne souhaitent pas que M. François Mitterrand fasse un second septennat ».

Le Monde
sur minitel
IMMOBILIER
30 000 affaires Paris-province. Garantie
3615 TAPÉZ **LEMONDE**

PARIS-MALAGA : 845 F TARIF JEUNES
A CE PRIX-LA, AUTANT ALLER DANSER LE FLAMENCO LA-BAS.
Spécial tarif jeunes moins de 26 ans, réduction de 65%, aller simple Paris-Barcelone 545 F - Paris-Alicante 695 F - Paris-Madrid 695 F - Paris-Las Palmas 995 F. Conditions spéciales d'application : consultez votre agence de voyages ou Iberia au (1) 47 23 00 23.
IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

1760
L'eau minérale a des vertus thérapeutiques, c'est chronique.

Front national
...
Il était possible
...
Qui Chirac
de CATO
traduit par André...
...
QUI CHIRAC
de CATO
traduit par André...
...
QUI CHIRAC
de CATO
traduit par André...

Politique

Le Front national est de plus en plus divisé entre « durs » et « modérés »

Les lésions du Front national deviennent des crevasses... L'affaire du « détail » et le comportement d'une partie des députés du Front national à l'Assemblée nationale ne cessent d'accroître les clivages entre les « modérés » et les « durs » du Front national.

Après la démission de M. Gilbert Melac, secrétaire départemental de la fédération FN de Haute-Garonne, le départ des conseillers régionaux MM. Jean-Marc Alcaraz (De-de-France), Jean-Antoine Armengol et Alain Champ (Midi-Pyrénées), la démission de M. Olivier d'Ormesson de la présidence du comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen porte encore un coup plus rude à la stratégie de respectabilisation du président du Front national, qui paraît aujourd'hui bien compromise.

Agé de soixante-neuf ans, fils du diplomate Vladimir d'Ormesson, ancien député du CNI vers lequel il vient de décider de retourner, élu député européen en 1979 sur la liste Veld qu'il avait quittée pour se présenter avec succès en 1984 sur la liste de M. Le Pen, M. d'Ormesson était généralement présenté comme l'un des principaux chefs de file des « modérés » du Front national.

Il personnifiait auprès de M. Le Pen le courant des chrétiens traditionalistes et avait largement contribué à conforter les relations internationales du président du Front national. Toujours prêt néanmoins à fournir sa caution de maire de la ville qui porte son nom (dans le Val-de-Marne) au candidat Le Pen, M. d'Ormesson n'a pas pour

l'instant l'intention de se dessaisir de ses mandats de député européen et de conseiller régional.

Cependant, les responsables du Front national ont choisi de minimiser cette nouvelle affaire. En déplacement, le lundi 26 octobre, à Saint-Etienne, où il était reçu par le maire UDF de la ville, M. François Dubanchet, M. Le Pen a déclaré : « que la manière et le prétexte de cette démission étaient pour le moins étonnants ».

Nommé aussitôt nouveau président du comité de soutien, M. Bruno Mégret, le directeur de la campagne de M. Le Pen, a estimé que cette démission « relevait de la faiblesse momentané d'un homme que le grand âge et l'état de santé expliquent en partie » et que par conséquent « elle n'avait pas de signification politique ».

Suppléant de M. d'Ormesson à l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Schenard a jugé que celui-ci « déshonore le nom de ses ancêtres » et y voit le complot d'un « lobby international ». M. Schenard a pris l'initiative d'organiser une manifestation de protestation devant la mairie d'Ormesson le vendredi 30 octobre après-midi. Malgré toutes ces déclarations, l'atmosphère au sein du Front national est devenue, selon plusieurs témoignages, « irrespirable ». Un homme semble être aujourd'hui dans le collimateur du clan du secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois : le propre chef de cabinet de M. Le Pen, lui aussi député européen, M. Jean-Marie Le Chevallier.

D. C.

« Il était possible de s'entendre avec la majorité » nous déclare M. Olivier d'Ormesson

« Pourquoi avoir attendu plus d'un mois avant d'annoncer officiellement votre décision de renoncer à la présidence du comité de soutien à M. Jean-Marie Le Pen ?

— Parce que j'ai voulu continuer à rendre jusqu'à l'épuisement. En fait, dès le 23 septembre, dans un véritable cri du cœur de deux pages, j'avais signifié ma décision à Jean-Marie Le Pen. Mais je lui disais aussi que j'acceptais toujours de le rencontrer. Il est venu me voir mercredi dernier. Ce fut très dur. Il m'avait dit un jour : « un homme public ne doit jamais s'excuser. Seules les domestiques s'excusent. Moi, j'étais l'un de ceux qui avec Edouard Frédéric-Dupont lui avaient conseillé de passer un tout autre message lors de sa fameuse conférence du 18 septembre dernier, qui devait répercuter son dérapage sur les chaînes à gaz du « Grand Jury RTL-Le Monde » du dimanche précédent, que je n'aurais jamais cru possible si je ne m'étais ensuite empressé de me procurer le script de cette émission.

— Je considère que pour clore définitivement cette affaire, il devait explicitement retirer ce mot « détail » et s'en expliquer franchement. Tout le monde a le droit de faire une erreur. Ce qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de s'obstiner dans son erreur. Un homme qui vise la magistrature suprême doit avoir

le courage de reconnaître ses erreurs.

— Quand avez-vous vraiment pris conscience que cette erreur devenait irréparable ?

— Il y a d'abord eu cette mascarade des journées parlementaires de Forqueres. Moi, je n'aurais pas commencé par engueuler tout le monde. A croire que ça les rend tous fous de vouloir aller à l'Elysée. Ensuite, l'absence du groupe pour la première séance de la rentrée parlementaire à l'Assemblée nationale. Moi, au Parlement de Strasbourg, j'ai fait venir quatorze de nos dix-sept députés à leur banc pour la minute de silence réclamée par lord Plumb, qui fut moins facile à écouter que le président Chaban-Delmas. On ne refuse pas une minute de silence ! Il fallait être présent. Au lieu de cela, repris par ses mauvais génies, Jean-Marie Le Pen décide de s'enfermer encore un peu plus dans son ghetto. Enfin cette séance mémorable de ce vendredi 9 octobre au Palais-Bourbon. Moi, je n'aurais jamais fait ce numéro. En la circonstance, il était trop évident qu'il s'agissait de faire oublier l'affaire du « détail ». Alors je me suis dit : il faut que le « vieux » ait le courage de porter le bistouri dans la plaie. Je crois que mon départ va être extrêmement salutaire pour faire monter en ligne les modérés.

— Dans l'immédiat, votre départ ne se résume-t-il pas plutôt à un aveu d'impuissance ?

— Quand je me suis engagé auprès de Jean-Marie Le Pen en 1984, ma motivation essentielle était de ramener la France à son rôle traditionnel de fille aînée de l'Eglise. Je personnalais auprès de lui une droite modérée conservatrice. Homme de droite, je suis, mais jamais je ne me suis gargarisé du mot d'extrême droite. Au début, quand nous nous retrouvions, nous parlions de Reagan, de Churchill de Thatcher que je lui ai fait rencontrer. Je l'ai aussi emmené au Saint-Père. Je devais l'emmener le mois prochain en Allemagne.

« Se laisser porter sur la vague »

— Nous voulions faire de Jean-Marie Le Pen un chef populaire d'une droite nationale et conservatrice. Il lui suffisait pour cela de se laisser porter sur la vague en réaffirmant la nécessité pour la droite de donner une réponse positive à un certain nombre de grands problèmes. Il y aurait eu des convergences telles avec la majorité que les ententes étaient possibles. Mais cela voulait dire que Le Pen devait devenir le chef d'un grand parti conservateur. Ce qui est devenu, hélas, aujourd'hui impossible.

— Pouvez-vous réellement que les responsables de la majorité étaient disposés à s'entendre avec M. Le Pen ?

— Absolument.

— Vous étiez chargé de nouer les contacts ?

— Je suis fils de diplomate...

— Mais n'affirmez-vous pas, tant du côté de M. Chirac que chez M. Barre, que les ponts sont coupés ?

— Ma réponse est négative. Il y a une très grande angoisse de part et d'autre sur la nécessité de s'entendre avec Le Pen. C'était possible actuellement, c'est compromis. Mais l'histoire est pleine de retournements. Si on avait écouté l'intérêt supérieur du pays et l'intérêt bien compris de la majorité devant en permettre quelques-uns d'assez surprenants dans les mois à venir. Mais, de toute façon, Le Pen pèsera lourd à l'élection présidentielle. Je sais bien que son électorat est composite. Mais tout de même si lui s'engage, il peut en entraîner beaucoup plus des deux tiers. Certes, côté majorité personne n'aurait jamais ce genre de démar-

che. Moi, je n'ai pas honte de reconnaître que j'ai soutenu avec Jean-Marie Le Pen s'entendre avec elle. Mais il y a des hommes publics qui n'occupent pas nécessairement des places au gouvernement mais qui ont de grandes charges, qui s'emploient à être les agents de liaison, les uns du côté de M. Chirac, les autres du côté de M. Barre.

— Pensez-vous que cette volonté soit encore partagée par tous les responsables du Front national ?

— Croyez-vous que M. Stirbois souhaite vraiment un succès de M. Le Pen... ? Je ne le crois pas. Je n'ai jamais caché que j'étais venu au Front national pour Jean-Marie Le Pen, que s'il n'avait pas été là, je n'y serais pas resté vingt-quatre heures.

— Est-il vraiment concevable à vos yeux que M. Stirbois et ses amis fassent voter au second tour contre la droite, donc pour le candidat socialiste ?

— Alors, il faudrait que le Front national soit réduit à sa plus simple expression. Dans ma famille on ne fait jamais la politique du pire. Même s'il y a divorce sur certains points, nous ne mélanons jamais nos noms au second tour par rancœur à l'éclosion d'un homme qui n'est pas sur nos idées. A travers moi s'exprime un courant. Je suis conscient de ce que je représente, et je n'ai pas le droit de lier cette modeste influence dont je dispose à ce genre d'aventure. Je n'ai jamais été et je ne serais jamais une potiche.

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

La reprise en main de la fédération de la Haute-Garonne

TOULOUSE
de notre correspondant

L'Institut d'études politiques de Toulouse est en ébullition. Que M. Alain Sorbès soit promu secrétaire de la fédération haut-garonnaise du Front national passe encore ! La maison en a vu d'autres, elle qui a formé des générations de militants d'extrême droite. Mais qu'il se donne le titre de professeur quand il n'est qu'assistant, en voilà trop ! Surtout que l'homme est un récidiviste. N'avait-il pas, en septembre 1986, déjà argué de ce titre alors qu'il était en seconde position sur la liste conduite par M. Gilbert Melac pour les législatives partielles de Haute-Garonne ?

M. Melac n'est plus en charge de la fédération du département depuis le 10 septembre dernier. Décision de M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national. Mais la sanction n'a été rendue publique que le 19 octobre, au cours d'une conférence de presse de M. Bernard Antony, alias Romain Marie. « J'étais en Pologne, je n'ai pas eu le temps de l'organiser », explique le secrétaire régional du Front.

M. Melac, lui, n'a pas eu la patience d'attendre. Il s'est laissé aller à quelques confidences, dépit d'être ainsi débarqué après neuf ans de bons et loyaux services à la tête des troupes du département. Inquiet aussi pour l'avenir de son parti, engagé, selon lui, « dans une stratégie suicidaire ». Ce cadre de direction, image du national-

chic-classe moyenne, adhérent au Front depuis 1973, s'estime victime de la lutte des clans. Partisan déclaré de ce qu'il appelle « la droite de conviction », il craint que son parti ne devienne qu'une machine à trahir les mécontents, les frustrés de tout poil.

M. Sorbès, lui, connaît la musique. Tous les dimanches, à Toulouse, cet enseignant de quarante-deux ans tient l'orgue de l'église Saint-Jean-Baptiste. Catholique, flirtant avec les intégristes et soulagé du rapprochement entre Mgr Lefevre et le Vatican, il est à l'évidence en communion avec M. Antony. « Il se sublime dans cette nomination », ironise un de ses collègues de travail qui se souvient de lui portant fleur de lys à la boutonnière, version Action française.

Enfant du petit peuple, produit de la culture pied-noir, « intellectuel » adopté par la bonne société, il fait le grand pont parce que les classes sociales. « Il faut rassembler certains milieux, rapatriés, catholiques, bourgeois... Gilbert Melac s'est trop attaché à des fonctions électorales », avance-t-il pour justifier sa promotion. « Les militants de la Haute-Garonne étaient démolibellés », confirme M. Antony.

Revanche des intégristes sur le courant « moderniste » ? Retombées de la crise qui secoue le Front national ? L'éviction de M. Melac, prévue de longue date, semble-t-il, procède peut-être bien des deux phénomènes.

GÉRARD VALLES.

Dans les conseils régionaux

A Marseille : du « détail » au « petit moyen »

Les délibérations de plusieurs des conseils régionaux réunis le lundi 26 octobre ont été en partie consacrées à des polémiques sur les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen, qui avait qualifié les chambres à gaz des camps de concentration nazis de « point de détail » en regard de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Les groupes communistes et socialistes du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ont mené, le lundi 26 octobre, une vigoureuse offensive contre M. Jean-Claude Gandia, président de cette assemblée, pour le contraindre à dénoncer l'alliance entre l'UDF, le RPR et le Front national. Au terme d'un débat houleux et confus, une motion déposée par le PC, condamnant « les propos et les comportements du Front national et de ses soutiens locaux », a été repoussée par l'ensemble des partis de la majorité et le Front national.

« Mon père a été fusillé par les Allemands, ma mère est morte, et ce n'est pas un détail, dans les camps de concentration », a déclaré M. Pascoli, député RPR du Var. Loixez nos morts tranquilles », M. Guy Hermier (PC) lui ayant

objecté qu'il ne s'agissait pas d'une « preuve » a alors été traité de « salaud » par un membre du Front national.

Sur le même ton, après que M. Joseph Comiti (RPR) eut évoqué la « terreur rouge », et les « procès de Moscou », un orateur du Front national, M. Gérard de Gubernati (Alpes-Maritimes) a affirmé que « les chambres à gaz existent aujourd'hui en Russie ». L'un de ses collègues, M. Henri Arion (Var), a déclaré que « l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale fut une abomination. Les chambres à gaz furent à mon sens, mais je peux me tromper, un petit moyen parmi d'autres plus abominables encore ».

GUY PORTE.

A Besançon : réprobation

En Franche-Comté, notre correspondant à Besançon, Claude Fabert, rapporte que la gauche a vainement tenté de faire adopter une motion condamnant M. Le Pen. M. Edgar Faure, président du conseil régional, affirmant que cette assemblée ne peut « s'ériger en tribunal », a préféré faire adopter un texte exprimant « la plus grave réprobation ».

Les trois élus du FN, qui s'étaient joints à la droite classique pour repousser le texte proposé par la gauche, se sont abstenus sur le vote de la motion présentée par M. Faure. Celui-ci a eu besoin de sa voix prépondérante — celle dont bénéficie le président — pour faire adopter son texte.

Puisque les hommes politiques se présentent comme des produits, organisons la défense du consommateur !

QUI CHOISIR
de CATON
traduit par André Bercoff

Le cabinet d'audits BCA (Bercoff, Caton et autres) ne s'efface pas complètement au terme de chaque examen... Souvent, au fil de leur démarche, percent l'acuité de jugement et le bonheur de la formule, qui ont fait la réputation des audits de la firme.

André Laurens/LE MONDE

Faut-il s'affliger que nos urnes s'apparentent désormais aux caudées de supermarché ? A lire avant la présidentielle. Après, ce sera trop tard.

Dominique Gerbaud/L'EXPRESS

Avec cette saine et drôle lecture, vous ne pourrez plus dire au lendemain des élections qu'il y a eu tromperie sur la marchandise.

Michel Turin/
LA VIE FRANÇAISE

Un livre indispensable.
Robert Schneider/
LE NOUVEL
OBSERVATEUR



COGIT
ROBERT LAFFONT

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-65 +

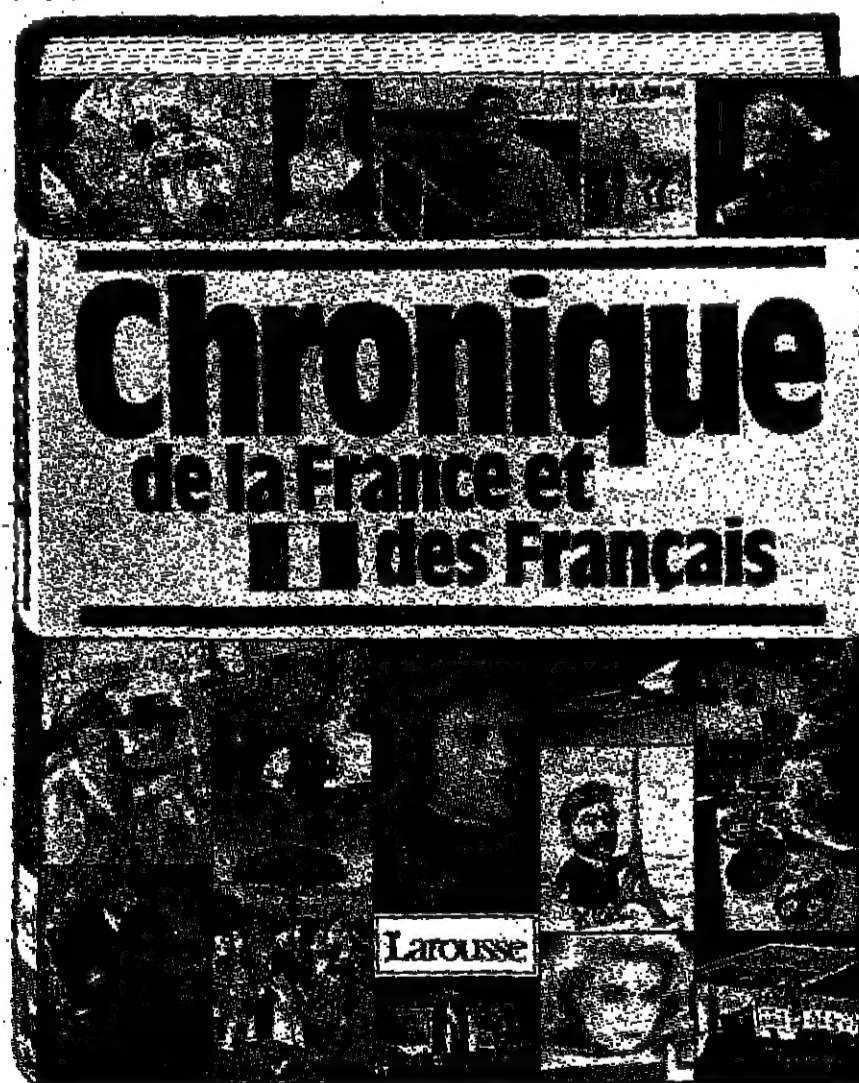
1694

Académie française : un tome tous les 60 ans, c'est chronique.

حکومت الراحل

Les Français sont comme ça, c'est chronique.

1987



C'est ce que vous découvrirez dans la *Chronique de la France et des Français*, la nouvelle Chronique Larousse, préfacée par 130 personnalités de tout premier plan du monde des lettres, de la politique, des sciences, du sport et du divertissement.

Construite sur le principe qui a fait le succès des deux précédentes - *Chronique de l'Humanité* et *Chronique du XX^e siècle* - elle fait revivre aux Français leur passé sous la forme d'une actualité. Les grands moments de l'Histoire sont mêlés aux événements de la vie quotidienne, comme chaque jour, dans un journal.

Les Français y apparaissent avec leurs originalités, leurs bons côtés et leurs défauts chroniques. Il est temps que nous sachions qui nous sommes, non ?

1300 pages - Près de 3000 illustrations.

Un grand reportage sur nos 2410 dernières années.

C'EST ÇA LE SOUFFLE LAROUSSE



مكتبة الأصيل

JUSTICE

Une banqueroute sans équivalent

L'autre mystère Chaumet

Code : tout tient dans ce seul mot. Il résume l'étonnante situation découverte par tous ceux, policiers et magistrats, chargés de démêler l'écheveau de la banqueroute de la célèbre joaillerie parisienne, cette maison bi-centenaire de la place Vendôme : Chaumet. Noms codés, lettres codées, listes codées, etc. A chaque perquisition, à chaque saisie de documents, à chaque question délicate aux deux inculpés, Jacques et Pierre Chaumet, ces obstacles se dressent sur le chemin de la vérité.

« J'ai eu recours à plusieurs systèmes de codes, je ne suis pas en mesure de vous les énoncer présentement », déclare Jacques Chaumet, le 22 juin, lors de son premier interrogatoire par le juge d'instruction, M. François Chanut. Le 30 juillet, il reconnaît cependant l'un de ceux-ci : « ROMANTIQUE » n° 1234 567 890. « Tel document, rédigé de sa main, où figurent des mystérieuses abréviations (CDC, BALMO, OLI), sera donc ainsi daté : « A-RO », autrement dit 4 décembre. Lors des perquisitions aux domiciles des deux frères, les enquêteurs de la brigade financière trouveront des « notes codées » faisant état d'opérations en Suisse ou à Londres, des listes de pierres et de bijoux également « codées », « une ensemble de notes manuscrites dont certaines sont codées... ».

Même les appellations de banques mises à contribution pour des opérations d'exportation sont codées : Jacques Chaumet révèle lui-même que « Zola » est la banque Dreyfus, « Paquet » la banque Transatlantique, « Baron » la banque Rothschild (devenue l'Européenne de banque), « Chaise » la Chase Manhattan Bank, etc. Débitant, selon Pierre Chaumet, pour 20 millions de francs, comme le serait la princesse Madawi, veuve du roi Fahd d'Arabie saoudite, pour 32 millions, le roi

Hassan II du Maroc se retrouve dans les comptes de la joaillerie sous trois pseudonymes différents : Mekloufi, Zaaf, Ben Cherif. Une cliente soucieuse de discrétion se fait appeler d'un surnom composé par l'inversion des quatre dernières lettres de son nom patronymique.

Ces petits jeux de dissimulation, aussi dévants que l'était, dit-on, l'atmosphère familiale de la joaillerie, ne seraient que folkloriques s'ils ne cachaient une affaire financière sans équivalent. Car, s'il y a un code, c'est qu'il y a un mystère, et celui-ci est toujours inexpliqué. Les chiffres sont, en effet, sidérants et démesurés.

Le chiffre d'affaires en 1986 de Chaumet et Cie, la maison mère, correspondant au seul magasin de la place Vendôme employant quarante-neuf personnes, fut de 278 millions de francs. Or son passif se situe, selon le parquet, « aux alentours d'un milliard de francs ». Les seules dettes figurant en comptabilité atteignent 600 millions de francs, soit plus du double du chiffre d'affaires de 1986.

Le compte Ripar Trust

Les sommes deviennent encore plus considérables si on y ajoute le passif des sept filiales ou sous-filiales de Chaumet et Cie : la Société de fabrication Vendôme, représentant l'atelier de fabrication et employant quarante-neuf personnes ; la SA Breguet-France, diffusant des montres de luxe fabriquées dans la sous-filiale suisse SA Montres Breguet ; les quatre filiales étrangères enfin (Genève, Bruxelles, Londres, New-York). Selon le parquet, l'addition porte alors le passif du groupe « à plus de 2 milliards de francs ».

L'enquête sur la mort de Robert Boulin

L'une des plaintes de la famille de l'ancien ministre aboutit à un non-lieu

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, le lundi 26 octobre, un arrêt de « non-lieu » après la plainte déposée le 6 février 1986 par la famille de M. Robert Boulin pour « faux en écriture publique » contre M. François Pic-Paris, maire de Saint-Léger-en-Yvelines, et M. Robert Barbat, alors procureur de la République à Versailles.

Le 30 octobre 1979, le corps de M. Robert Boulin, alors ministre du travail, était découvert en forêt de Rambouillet au bord de l'étang de Hollande, près de Saint-Léger-en-Yvelines. La thèse du suicide fut admise dans un premier temps par la famille, mais, en juin 1983, la veuve de l'ancien ministre, Mme Colette Lalonde et ses enfants Fabienne Bugeat et Bertrand Boulin déposèrent une plainte contre X pour « homicide volontaire », actuellement instruite par M. Yves Cornéloup, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

En tant que partie civile, la famille avait alors accès au dossier d'instruction et put ainsi apprendre par la transcription d'une écoute téléphonique effectuée sur commission rogatoire du magistrat instructeur sur la ligne de M. Pic-Paris qu'une modification avait été apportée sur l'acte de décès. La mort de M. Boulin d'abord inscrite comme étant survenue dans la matinée du 30 octobre avait été ratifiée pour être fixée au 29 octobre dans la soirée. Dans la conversation téléphonique, le maire de Saint-Léger-en-Yvelines confiait à un ami avocat que cette modification lui avait été demandée par le procureur de la République (le Monde du 13 octobre).

Aussi la famille de M. Boulin, convaincue que cette modification était destinée à conforter la thèse du suicide, avait-elle déposé une plainte pour faux en écritures publiques avec constitution de partie civile et compte tenu de la qualité de maire

et de magistrat des personnes susceptibles d'être inculpées, la chambre criminelle de la Cour de cassation désignait la chambre d'accusation de Paris pour instruire l'affaire.

Cette juridiction siège à huis clos selon la procédure d'instruction mais il semble que la controverse résulte de la différence entre l'heure de la découverte du corps et celle de la mort effective calculée en fonction des résultats de l'autopsie. A l'audience du 12 octobre dernier, le parquet général avait estimé qu'il n'y avait aucune irrégularité et les magistrats se sont rangés à cet avis.

Le non-lieu à poursuivre l'information, qui visait notamment M. Pic-Paris et le procureur de la République de Versailles, n'empêche pas que se poursuive l'instruction de la plainte de la famille Boulin contre X pour homicide volontaire. C'est ainsi que le magistrat chargé de ce dossier, M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, devait entendre, le mardi 27 octobre, à Ibiza aux Baléares, M. Henri Tournet qui fut mêlé de près à l'affaire des ventes de terrains de Ramatuelle, un de ces terrains ayant été acquis par Robert Boulin dans les conditions qui avaient valu à M. Tournet une condamnation par contumace par les assises de la Manche pour faux en usage de faux en écritures publiques.

En tant que partie civile, la famille avait alors accès au dossier d'instruction et put ainsi apprendre par la transcription d'une écoute téléphonique effectuée sur commission rogatoire du magistrat instructeur sur la ligne de M. Pic-Paris qu'une modification avait été apportée sur l'acte de décès. La mort de M. Boulin d'abord inscrite comme étant survenue dans la matinée du 30 octobre avait été ratifiée pour être fixée au 29 octobre dans la soirée. Dans la conversation téléphonique, le maire de Saint-Léger-en-Yvelines confiait à un ami avocat que cette modification lui avait été demandée par le procureur de la République (le Monde du 13 octobre).

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Traian Munteanu, enseignant d'origine roumaine à l'université de Grenoble, menacé d'expulsion, (le Monde du 22 octobre), a finalement obtenu lundi 26 octobre une autorisation provisoire de séjour qui lui a été délivrée par le ministère de l'Intérieur. Ainsi pour la seconde fois M. Munteanu se voit accorder une possibilité de demeurer sur le territoire français.

C'est le 9 février 1983 qu'avait été notifié à M. Munteanu un premier arrêté d'expulsion signé par le préfet de l'Isère. La mesure découlait d'une condamnation à deux ans de prison prononcée contre lui le 11 janvier par la cour d'assises de Paris siégeant sans jurés. Cette juridiction avait alors sanctionné

Les spécialistes financiers restent cois devant l'ampleur de ces sommes, s'agissant, fût-elle prestigieuse, d'une simple PME. A titre de comparaison, les ventes de Crenault-Lorin en 1983, la pire année, s'élevaient à 1,8 milliard, pour un chiffre d'affaires de 12 milliards. Les pertes de Moulinex (chiffre d'affaires : 2,9 milliards de francs) étaient de 18 millions en 1985, pire année là aussi. Or Chaumet, qui ne supporte évidemment pas la comparaison avec ces grandes entreprises, a creusé, en quatre ans, de 1982 à 1986, un passif de plus de 2 milliards !

Une banqueroute sans équivalent récent. Comment expliquer que plus de 2 milliards puissent ainsi être partis en fumée, alors que les frères Chaumet, de l'avis de tous, n'ont pas cherché à s'enrichir indûment mais à sauver leur entreprise et la réputation de leur famille, après n'avoir pas vu venir, au début des années 80, l'effondrement du cours du diamant, la hausse du dollar et la chute du prix du pétrole, avec ses incidences sur le pouvoir d'achat de la clientèle du Proche-Orient ? Pour les policiers comme pour les magistrats, il n'y a qu'une seule réponse logique, confortée par leurs découvertes : une « bonne affaire », le lien de fratrie aux-entres : alors qu'existaient, sous les gouvernements de gauche, le contrôle des changes et une imposition fiscale plus sévère pour les grandes fortunes, Chaumet est devenu, pour une partie de sa clientèle habituelle, une banque occulte, permettant tout à la fois d'échapper au fisc et de faire passer discrètement, d'une frontière à l'autre, des capitaux.

Les seules remises occultes d'espèces par des particuliers s'élevaient, selon le parquet, à 112 millions de francs. Soixante-quatorze comptes courants rémunérateurs d'intérêts atteignaient un total d'« encourus clients » en 1986 de 50 millions. Bref, Chaumet aurait été une « bonne affaire », le lien de placements discrets, avec des taux d'intérêts qui pouvaient, selon le parquet, atteindre 22 % et dépassaient toujours 10 %. Au centre de ce dispositif, la Suisse, ce « montage hors bilan d'un circuit passant par une banque suisse avec fausses facturations de pierres et de bijoux », selon la formule du substitut général, M. Yves Chaury.

Clé du mécanisme : un compte bancaire de passage ouvert par les Chaumet au Crédit suisse, agence de Genève, sous le nom d'une société suisse, Ripar Trust. Certains clients recevaient un numéro de

compte à cette banque où ils déposaient des fonds, que les Chaumet faisaient ensuite virer aux banques françaises où ils avaient domicilié des exportations, sans destination réelle, de pierres et de bijoux.

Or c'est déjà ce mécanisme qui avait intrigué les douanes et les avait amenées à notifier aux Chaumet, le 24 février 1986, des infractions portant notamment sur l'exportation de 668 millions de francs de marchandises sans indication de destination réelle. Pourtant, après un rendez-vous de Jacques Chaumet et d'un de ses conseils au cabinet du ministre du budget en mai 1986, les douanes décidèrent le « classement du dossier sans sanction pécuniaire ».

Comment l'expliquer, aujourd'hui ? C'est ainsi que le premier mystère — l'ampleur de la banqueroute — débouche sur un second : comment expliquer alors que tous les voyants étaient allumés, que Chaumet ait pu bénéficier, en janvier dernier, d'une nouvelle rallonge des banques : un prêt de 45 millions de francs à échéance du 30 avril 1987 ? Cette date de janvier reste, pour tous les commissaires du dossier, un point d'interrogation. Le chiffre d'affaires de la société avait baissé de 30 % en 1986, la perte enregistrée (301 millions) était déjà supérieure au chiffre d'affaires (278 millions). Les banques avaient déjà accordé un prêt de 20 millions, le 20 novembre 1986, puis, en décembre, un découvert de 35 millions.

Malgré cela, lors d'un tour de table organisé en janvier 1987 par M. Jean-Yves Haberer, ancien directeur d'Ifreco de 1976 à 1981, puis, président de Paribas de 1982 à 1986, nommé conciliateur ad hoc par le tribunal de commerce, les banques furent invitées à faire encore un effort pour la joaillerie. Or, selon le témoignage d'un participant, la lettre de classement sans suite des douanes, datée du 29 janvier, fut invoquée pour convaincre les banques réticentes.

Pression d'autant plus incompréhensible que, ce même mois de janvier, la société Vuitton, qui envisageait depuis un an de devenir le partenaire des Chaumet, annonçait qu'elle faisait demi-tour, ayant constaté, selon une formule pudique, une « appréciation exagérée optimiste des actifs ». Pourquoi la joaillerie a-t-elle été ainsi aidée en 1987 jusqu'à l'impossible alors que sa faillite était légitime en 1986 ? C'est l'autre mystère Chaumet.

GEORGES MARION
et EDWY PLEDEL

Au tribunal de Nanterre

Modération du ministère public au procès des militants CGT de Renault

Dès la fin de l'audience de la quatrième chambre du tribunal correctionnel de Nanterre, lundi 26 octobre pen avant minuit, les manifestants CGT qui entouraient le palais de justice depuis douze heures et avaient été plus de dix mille ont allumé des feux de Bengale. Entre-temps, le dossier contre les neuf militants CGT de Renault-Billancourt poursuivis par la direction après les incidents du début de l'été 1986 à la Régie semblait s'être singulièrement allégé : le ministère public abandonnait plusieurs chefs d'inculpation à requête des peines de prison et de déportation.

Les débats, qui avaient été interrompus par les incidents du début de l'été 1986 à la Régie, reprirent à 10 heures, à la direction, plaident M. Henri Noguères, l'un des avocats des neuf inculpés, déplorant la peur et l'humiliation infligées par les trois cadres de la Régie qui se sont portés partie civile.

Car l'épreuve fut surtout psychologique pour M. Gérard Schreiner, responsable du personnel de l'usine de Billancourt, et pour un autre cadre, M. Chénade, promue dans l'usine, dit-on, par une menteuse vengeance (« oui », « petit chef », « petit », victimes du coup de main de M. Schreiner. Après avoir été retenu une heure, M. Schreiner fut conduit à la porte de l'usine. Un symbole : le « licenciement ».

Mais qui fit quoi ? La question fut posée tout au long de l'audience. La présidente du tribunal, Mme Françoise Simon, devait d'ailleurs insister sur la notion de « responsabilité », prépondérante en matière pénale, et mettre en garde contre la tentation de « faire un exemple » en sanctionnant des syndicalistes ayant participé, parmi de nombreux autres salariés, aux incidents. Car eux seuls, de par leurs fonctions, ont pu être facilement reconnus par les témoins. « Il y avait une trentaine de personnes dans votre bureau et on en a quatre seulement ici », a relevé Mme Simon, interrogeant M. Auray. « Si ces personnes avaient été au milieu du groupe, je ne les aurais pas vues », a répondu le directeur de l'usine.

« Députés des travailleurs »

Les témoins des parties civiles ont donc insisté sur la participation active des neuf inculpés — huit délégués CGT tous licenciés par Renault et un salarié du comité d'établissement — aux incidents. Mais peu les ont accusés de faits précis.

« Pardonnez-moi mais Pierre Léri

Le procès, à Nouméa, des auteurs de la fusillade de Hienghène

« Avons-nous encore quelque chose à nous dire ? »

lance M. Tjibaou aux caldoches

NOUMÉA
de notre correspondant

« Je suis là, au nom de la tribu... », a simplement murmuré, comme entré en matière, M. Jean-Marie Tjibaou, en ajustant du bout des doigts les lunettes installées à la barre. En réalité, tout le monde le savait : le chef de file du mouvement indépendantiste intervenait, lors de la huitième journée du procès des auteurs de la fusillade de Hienghène, le mardi 27 octobre à Nouméa, pour réviser l'affaire — une affaire douloureuse pour nous tous —, rappela-t-il — dans son contexte historique. Et, de fait, ce nouvel échange fut certainement révélateur pour un public et un jury qui, gâchés de détails sur les circonstances du drame, pouvaient manquer de profondeur de champ.

« Un bien volé réclame toujours son propriétaire » : c'est ce vieil adage canaque que M. Tjibaou choisit de mettre en exergue avant de retracer les grandes étapes de la colonisation de la Nouvelle-Calédonie. De la « prise de possession » de cette terre par la France, en 1853, au mouvement de revendication de l'après-guerre, le chef indépendantiste égrana les épisodes de la spoliation foncière qui, de révolte en répression, jalonnèrent l'histoire locale. « Là est le fondement du contentieux », fit-il observer, et ce contentieux demeure.

Le désarroi des caldoches devant l'explosion de violence en 1984-1985 ? « Les spoliations successives dont il a été victime, le peuple kanak les a vécues avec la même angosse que si elles étaient ici par nous », a déclaré M. Tjibaou avant de préciser : « L'arrachement à la terre, aux familles, aux coutumes signifiait pour les Kanaks que l'on devenait anonyme, que l'on n'était plus quelqu'un ».

Quitte ensuite le terrain des références historiques, le président du FLNKS multiplia les jugements politiques, tous inspirés par un profond pessimisme. Pessimisme sur l'issue de ce procès des auteurs de la fusillade dans laquelle il perdit deux de ses frères, M. Tjibaou ne se fait guère d'illusions : « A la limite, nous sommes de trop dans cette salle, le verdict ayant déjà été rendu », et si le non-lieu rendu par le juge d'instruction a été infirmé, « c'est pour que la mémoire des morts ne figure pas dans la chronique des choses écrites ».

Pessimisme aussi quant à l'avenir : « Nous ne sommes pas du côté des droits et des institutions, nous sommes en situation de révolte permanente, et cela autorise notre mort. Nous sommes des morts en sursis ».

Ces sombres prédictions font dire à M. Tjibaou que « ce procès ne sera pas le dernier ». S'adressant enfin aux Européens présents dans la salle, il lance : « Est-ce que nous avons encore quelque chose à nous dire ? »

Une atmosphère lourde

En effet, qu'on le veuille ou non, les Canaques et les caldoches qui, depuis une semaine, se croient dans cette salle d'audience ? Si ce procès est exemplaire, ce n'est pas tant par la reconstitution avec force détails du micro-climat de Hienghène que par la température subliminale du regard du public. Il n'y a eu certes pour l'instant aucun incident grave entre les supporters de chaque camp, contrairement aux prévisions de ceux qui craignent un regain de tension. Mais que de regards en coin glacés et d'injures marmottes !

Dans la salle de spectacle de la Fédération des œuvres laïques (FOL) où se tiennent les débats — le palais de justice s'était par un accident en décembre 1985 —, on se regroupe par affinité politique. La collaboration, jointe avec émotion par les témoins comme un âge d'or perdu, est totalement inexistante dans les rangs. Lorsqu'un Canaque s'exprime à la barre, les rangées occupées par les caldoches réfugiés de Hienghène — mêlés pour la plupart à des membres de groupes d'extrême gauche — se mettent à vociférer.

L'atmosphère à l'extérieur est encore plus lourde. Les indépendantistes ont gardé leurs voitures d'un côté, les « loyalistes » ont rassemblé les leurs à l'autre. Chaque soir, les débats s'achèvent dans un face-à-face crispé : le passage des fourgons politiques, tous inspirés par un profond pessimisme. Pessimisme sur l'issue de ce procès des auteurs de la fusillade dans laquelle il perdit deux de ses frères, M. Tjibaou ne se fait guère d'illusions : « A la limite, nous sommes de trop dans cette salle, le verdict ayant déjà été rendu », et si le non-lieu rendu par le juge d'instruction a été infirmé, « c'est pour que la mémoire des morts ne figure pas dans la chronique des choses écrites ».

FRÉDÉRIC BOBIN

Menacé d'expulsion
M. Munteanu obtient une autorisation provisoire de séjourGRENOBLE
de notre correspondant

M. Traian Munteanu, enseignant d'origine roumaine à l'université de Grenoble, menacé d'expulsion, (le Monde du 22 octobre), a finalement obtenu lundi 26 octobre une autorisation provisoire de séjour qui lui a été délivrée par le ministère de l'Intérieur. Ainsi pour la seconde fois M. Munteanu se voit accorder une possibilité de demeurer sur le territoire français.

C'est le 9 février 1983 qu'avait été notifié à M. Munteanu un premier arrêté d'expulsion signé par le préfet de l'Isère. La mesure découlait d'une condamnation à deux ans de prison prononcée contre lui le 11 janvier par la cour d'assises de Paris siégeant sans jurés. Cette juridiction avait alors sanctionné

M. Munteanu, qui avait été renvoyé devant elle pour « intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire aux intérêts diplomatiques ou économiques de la France ».

Libéré peu de temps après cet arrêt, sa peine se trouvant pratiquement « couverte » par une détention provisoire de près de deux ans, M. Munteanu, revenu à Grenoble, avait été soutenu par les enseignants et les chercheurs de l'université. Il avait échappé à l'expulsion en faisant valoir qu'une reconduite forcée dans son pays d'origine lui ferait encourir des risques graves. Il fut alors assigné à résidence en France et invité à désigner dans les dix jours un pays d'accueil.

Après divers recours devant le tribunal administratif puis en Conseil d'Etat, M. Munteanu qui, entre-

temps, avait été congédié de son poste d'enseignant associé, avait reçu le 15 octobre notification d'un nouvel arrêté d'expulsion. De nouveau, l'annonce de cette mesure entraîna de vives réactions dans les milieux universitaires grenoblois, avec annonce d'occupation des locaux, préavis de grève et constitution d'un comité de soutien.

La décision du ministère de l'Intérieur devait mettre un terme à cette situation. Lorsqu'il en eut connaissance, M. Munteanu, qui a demandé à être naturalisé en 1977, a déclaré : « Je souhaite pouvoir mener une vie normale en France, j'espère que la décision qui vient de m'être notifiée est le signe d'une régularisation prochaine et définitive de ma situation administrative ».

C. F.

est dans tous les corps », a déclaré M. Jean Simon, avocat des cadres. Certes, il a admis être présent dans le bureau du responsable qui a été blessé mais ce dernier ne l'a pas reconnu comme son agresseur. Pierre Léri, tourneur et délégué du personnel, a surtout eu « l'idée malencontreuse d'épouser la fille de Georges Marchais, ce qui fait de lui une cible privilégiée », a plaidé pour sa défense M. Nicole Dreyfus. En revanche, le directeur de l'usine a formellement accusé Jean-Pierre Quilgars, élu au comité d'hygiène et de sécurité, d'avoir jeté des documents par la fenêtre. Un autre délégué, Jean-Pierre Lamine, n'a pas nié avoir transporté un sac de plastique (mais il n'a pas été établi que ce sac contenait les documents volés). Quant à la « séquestration » sur la réalité de laquelle devra se prononcer le tribunal, Bernard Pégoud a reconnu y avoir assisté mais comme élément « modérateur », ce qui a été confirmé par M. Schreiner. « Les gens étaient exposés. La direction avait annoncé des licenciements mais sans donner les noms. J'en ai calmé plus d'un », a affirmé le syndicaliste.

Cesseurs ou simples « députés des travailleurs » accompagnant les salariés, selon l'expression de M. Guy Ducloux, député des Hauts-de-Seine (PCF), témoin de la défense ? Le tribunal devra trancher, avec en toile de fond l'exemple « historique » qu'a toujours constitué la Régie Renault. « On ne peut accepter qu'un licenciement économique puisse aboutir à un tel coup de force », a déclaré M. Denise Courdi-Bonhôte, avocat de la Régie. Il s'agit d'obtenir un coup d'arrêt à de telles violences. Jugement le 7 décembre.

CORINE LESNE

FINANCER LES COLLECTIVITES LOCALES: UN VRAI METIER. POUR MIEUX L'EXERCER ENCORE, LA CAECL CHANGE DE STATUT ET DEVIENT LE CREDIT LOCAL DE FRANCE.

Servir le mieux possible les collectivités locales, tel est le métier de la CAECL depuis plus de 20 ans au sein du groupe financier de la Caisse des dépôts. Sa vocation : l'intérêt général.

Pour répondre avec encore plus de souplesse et d'efficacité à l'ampleur et à la variété des besoins de ses clients et tirer parti au mieux des profondes mutations du marché financier, la CAECL, établissement public administratif, change de statut et devient société anonyme à majorité publique. Avec un nouveau nom : Crédit Local de France.

Hier CAECL, aujourd'hui Crédit Local de France, le premier banquier des collectivités locales est aussi après l'Etat le premier émetteur sur les marchés financiers.

Des emprunteurs sûrs, des liens étroits avec la Caisse des dépôts et consignations : deux garanties essentielles de la qualité de sa signature en France et à l'étranger.

CREDIT LOCAL DE FRANCE

Le financier des ambitions locales.

Groupe financier Caisse des dépôts.

australis EUROPE

هكذا من الاجل

ÉDUCATION

Diplômes et débouchés

Mesurer la réussite scolaire

« L'échec scolaire coûte 100 milliards. » Ce constat brutal du Conseil économique et social, qui a fait la une du *Monde* du 14 octobre, a provoqué un certain émoi. Les uns ont contesté le calcul aboutissant à ce chiffre. Les autres, plus prosaïquement, ont craint que cette proclamation alarmiste ne confirme le ministre des finances dans l'idée qu'il était inutile de dépenser tant d'argent dans une entreprise aussi calamiteuse. N'y avait-il pas une contradiction entre cette démonstration du rapporteur, M. Jean Andrieu, et son souhait de voir passer de 7 % à 10 % la part du produit intérieur brut consacrée à l'éducation ?

La gêne suscitée par cet avis du Conseil économique reflète bien les relations ambiguës entre la société française et son école, en l'absence de tout système crédible d'évaluation de ses résultats. À quoi peut-on voir que l'enseignement « marche » bien ou pas ? Il y a pour cela au moins trois critères possibles :

1) Les élèves obtiennent-ils, au bout du nombre d'années prévu, le diplôme sanctionnant la filière où ils sont engagés ?

2) Le diplôme offre-t-il les possibilités annoncées : poursuites des études dans un cycle ultérieur, ou accès à un emploi d'un type et d'un niveau déterminés ?

3) La formation suivie donne-t-elle aux élèves les connaissances, les aptitudes ou les comportements affichés dans les programmes ?

Si l'un de ces objectifs n'est pas atteint — soit que les élèves n'obtiennent pas leur diplôme dans le temps voulu, soit que celui-ci ne donne pas les ouvertures attendues — c'est que le système ne fonctionne pas convenablement.

Malheureusement, ces critères ne sont pas tous également faciles à mesurer. Le premier du moins devrait l'être. On sait combien d'élèves entrent chaque année au cours préparatoire, en sixième ou en première année d'université. On devrait savoir où chacun d'eux se trouve après deux, trois, ou quatre

années d'études. Or si les statistiques sont à peu près connues pour l'enseignement élémentaire, elles sont déjà beaucoup plus floues pour le secondaire et carrément inexistantes pour le supérieur. Il est pour le moins étrange que l'éducation nationale ne se soit pas donnée pour devoir de connaître avec précision le sort des individus qui lui sont confiés.

Le deuxième critère est déjà moins facile à mesurer. Si l'éducation nationale peut garantir la valeur académique du diplôme (c'est-à-dire l'accès qu'il peut donner à d'autres études), sa valeur marchande dépend, elle, en partie du marché du travail. Mais en partie aussi de la qualité de la formation. Si — comme c'est encore le cas pour de nombreux diplômes techniques — celle-ci ne correspond pas à ce que les élèves pouvaient en attendre, on peut bien parler d'échec du système.

Faute de pouvoir agir directement sur l'emploi, l'éducation nationale devrait au moins s'informer de l'avenir réel des jeunes qu'elle lâche sur le marché. Et veiller à ce que les formations qu'elle délivre répondent à un objectif clairement déterminé, qu'il soit culturel, scientifique ou professionnel.

Quant au troisième critère, il est encore plus difficile à apprécier. En principe, l'acquisition des connaissances et des aptitudes est mesurée par l'examen ou par l'avis de l'établissement. Mais chacun sait bien que ce système n'est qu'à moitié satisfaisant. Comment s'assurer de la signification réelle des résultats ? À quel miracle doit-on, par exemple, la stabilité quasi miraculeuse des pourcentages de repus au baccalauréat ? Les redoublements en cours préparatoire ou en seconde varient-ils en raison d'une plus ou moins bonne pédagogie ou par l'effet de décisions administratives fluctuantes ? Que penser du fossé entre l'exigence encyclopédique des programmes à tous les niveaux et les capacités réelles des diplômés ? Que sait vraiment un élève de troisième,

un bachelier ou un licencié en droit ? Est-il vrai que tant d'élèves de sixième ne savent pas lire — ou que l'aggrégation est bradée dans certaines disciplines scientifiques ?

Si le fait d'avoir franchi tel ou tel palier du cursus donne une idée approximative du niveau d'un individu, il est bien difficile d'en déduire ce qu'il pourra faire dans une situation donnée. Or cette incertitude est précisément à l'origine de la méfiance des employeurs à l'égard des diplômés. Seuls ceux des grandes écoles échappent à ce désordre, parce que la préparation du concours garantit un certain « profil » intellectuel.

Des indicateurs simples

C'est pourquoi l'école ne peut espérer avoir une réelle crédibilité auprès des usagers que si elle introduit davantage de clarté dans son fonctionnement et dans ses résultats. Les pouvoirs publics ont pris conscience de cette nécessité en créant un Comité national d'évaluation pour l'enseignement supérieur et une direction de l'évaluation et de la prospective au ministère de l'éducation nationale. Mais sans doute faudrait-il aller plus loin en imaginant des instances d'évaluation plus indépendantes de l'administration ou du milieu éducatif et capables de fournir, de façon rapide et régulière, des indicateurs simples et faciles à comprendre.

La presse a joué, à cet égard, un rôle important, en multipliant, pour répondre aux souhaits de ses lecteurs, des enquêtes par sondages, notamment sur le rendement des diplômés de l'enseignement supérieur. Leur succès — notamment celles du *Monde* de l'éducation sur les résultats du baccalauréat ou du palmarès des universités ou du *Monde campus* sur les débouchés de l'enseignement supérieur — montrent qu'elles répondent à un besoin profond d'information. Les formations à la gestion, qui sont les plus soumises aux influences du marché,

ont été les plus balayées par ces investigations des médias. Mais pour prendre davantage de poids, toutes ces études demanderaient à être systématiquement approfondies, avec l'aide d'organismes de recherche publics ou privés, de façon à affiner les critères d'évaluation, à couvrir l'ensemble du champ éducatif et à être régulièrement remises à jour. Elles pourraient porter sur :

— l'acquisition, aux différents niveaux de l'enseignement, des connaissances dans les disciplines fondamentales, et des aptitudes de base, personnelles et intellectuelles ;

— l'opinion des principaux intéressés — élèves, parents, enseignants, administrateurs, employeurs — sur le fonctionnement du système ;

— le devenir des diplômés à l'intérieur du système éducatif et sur le marché de l'emploi.

De telles investigations ne sauraient évidemment se substituer aux normes académiques de contrôle que sont les examens et concours, les recommandations des professeurs ou les rapports de l'inspection générale. Mais elles contribueraient à rapprocher l'école de l'opinion, à répondre à l'inquiétude des jeunes et des familles et aux craintes des employeurs.

Peut-être limiterait-on ainsi les effets des bouffées déflationnistes qui surgissent périodiquement autour de l'école et dont on a vu la manifestation encore récemment avec la flambée de livres-catastrophe (*l'École des barbares*, le *Massacre des innocents*, *l'Enseignement en détresse*, *Vos enfants ne m'intéressent plus...*).

M. Chevènement avait décrit qu'il ne fallait plus parler de « l'échec scolaire », mais de « l'école de la réussite ». Ce titre à-queue terminologique a sûrement eu un effet bénéfique sur le moral des troupes. Mais la réalité ne se joue pas seulement de mots. Entre l'échec et la « réussite », où est la vérité ?

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

MÉDECINE

Grâce aux manipulations génétiques

Des souris peuvent produire une hormone humaine

Un groupe de chercheurs américains a annoncé, le lundi 26 octobre, avoir réussi à faire produire une hormone humaine par des souris au patrimoine génétique modifié. L'hormone ainsi produite est retrouvée dans le lait de ces souris. Ce résultat sans précédent démontre qu'il est possible d'utiliser des mammifères comme source de production de protéines et d'hormones humaines.

Les chercheurs de l'Institut américain de la santé et la firme Genetec Inc. (société du Massachusetts spécialisée dans les applications des manipulations génétiques à l'animal) ont injecté un gène humain dans un œuf fertile de souris. Ce gène était associé à un autre gène qui dirige la production de lait chez la souris. Cinq générations d'animaux au patrimoine héréditaire transformé ont pu être obtenues.

La protéine ainsi produite est le TPA (tissu plasminogène activateur), substance capable de dissoudre les caillots sanguins. Produite par d'autres techniques de manipulations génétiques, le TPA est, depuis plusieurs mois, au centre d'une vaste

controverse médicale et financière (*le Monde* du 19 août).

Le lait de ces souris contient, selon M^{me} Katherine Gordon (Genetec Inc.), un millier de fois plus de protéine humaine que lorsque celle-ci est obtenue à partir de bactéries au patrimoine génétique transformé.

Des travaux sont en cours pour appliquer la technique mise au point à d'autres espèces (vaches et chèvres), ce qui, selon les scientifiques américains, « ne pose que très peu d'obstacles théoriques ».

Il apparaît clairement aujourd'hui que cette technique pourrait permettre de réduire de manière importante les coûts de production des substances obtenues par manipulations génétiques. Les scientifiques américains ont précisé que grâce à leur technique, un troupeau d'une centaine de vaches suffirait à satisfaire l'ensemble des besoins mondiaux en TPA. Une procédure est en cours aux États-Unis visant à autoriser les brevets sur les espèces animales au patrimoine génétique transformé.

J.-Y. N.

SPORTS

Naufrage dans la course La Baule-Dakar

L'équipée des frères Tabarly

Après avoir chaviré au large de Madère les frères Tabarly ont été repêchés sains et saufs par la marine portugaise, lundi 26 octobre.

Eric et son frère Patrick avaient tout tenté pour rattraper le retard qu'ils avaient accumulé au début de la course La Baule-Dakar. Profitant d'un vent fort, les Tabarly exploitaient à fond les possibilités de leur trimaran *Côte d'Or-2* de 22 mètres. Dimanche 25 octobre, en fin de journée, ils s'étaient hissés à la troisième position. Mais vers 3 heures GMT lundi matin c'était l'accident, à une soixantaine de milles au sud de l'île de Madère.

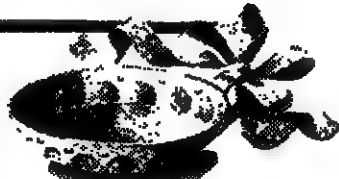
« Nous naviguions à 18-20 nœuds par un vent de 20 nœuds et une mer à la houle confuse », a expliqué l'ancien capitaine de régata. « Le flateur bâbord s'est engagé sous une vague, alors *Côte d'Or-2* a stoppé net et pivota sur lui-même. Nous étions vides de travers et comme nous portions notre grand optimiseur de 550 mètres carrés, nous avons chaviré. »

Après avoir passé trois heures sur leur marin chaviré, les deux frères ont été récupérés par un bâtiment de la marine de guerre portugaise. Le double vainqueur de la transat abandonne la course comme il l'avait fait l'an dernier lors de la Monte du rhum.

S. B.

NOUVEAU :
Dès 14 h les questions
du jour sur Minitel

LE MONDE DU VIN



QUESTION N° 19

Certaines appellations bourguignonnes connues pour leurs vins blancs existent aussi en rouge. Est-ce le cas de :

- | | | |
|--------------------------|-----|-----|
| • chassagne-montrachet ? | oui | non |
| • puligny-montrachet ? | oui | non |
| • meursault ? | oui | non |

QUESTION N° 20

Le 23 juin 1917, le gouverneur militaire de Paris offrait un déjeuner au général américain Pershing. Au menu : cantaloups frappés, barbes de Gramville américaine, filets de chevreuil sauce poivrée, ris de veau aux petits pois, canetons rôtis bigarrade, fonds d'artichaut à l'italienne, glaces tutti frutti et desserts. On servit d'abord du graves et du médoc en carafe. Quel vin de Bourgogne était aussi au menu ?

- volnay ?
- pommar ?
- musigny ?
- chambertin ?
- romanée-conti ?

POUR VOUS AIDER :

L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le *Monde* à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde



VIGNETTE
N° 10

avec le patronage de l'INAO
et de la SOPEXA



LES PRIVILÈGES EXISTENT ENCORE...

Il est des lieux préservés, hors des sentiers battus, qui savent encore cultiver un certain art de vivre, un certain art du bien recevoir. Sans pour autant être hors de prix. Regroupez sous l'enseigne RELAIS & CHATEAUX, ils vous réservent en France et dans le monde entier le meilleur accueil, le meilleur confort, les meilleures tables et... les meilleurs souvenirs.

Vivre l'espace d'une journée, d'un week-end ou d'un séjour prolongé une véritable vie de château dans un décor unique, entouré de jolis objets, de meubles et de tableaux anciens, flâner dans les allées d'un parc aux arbres centenaires, s'adonner à son sport favori ou succomber aux plaisirs de la table. Ou bien tout simplement ne rien faire, se reposer et profiter d'un environnement de rêve... cela fait partie des privilèges très exclusifs de la CHAÎNE RELAIS & CHATEAUX, qui regroupe d'anciens châteaux, abbayes ou manoirs reconvertis en de très confortables hôtels et restaurants.

Et pas n'importe quels hôtels s'il vous plaît : tous sont classés au minimum trois étoiles nouvelles normes, bénéficient d'une situation privilégiée en dehors des agglomérations et ne proposent pas plus de cent chambres pour préserver la tranquillité de leurs hôtes. Dirigés par leurs propriétaires eux-mêmes, animés de la même passion, ils portent haut la bannière de la grande hôtellerie, fidèles à leurs cinq commandements avec un grand C : caractère, courtoisie, calme, confort, cuisine. Ceux qui franchissent les portes de « grandes maisons » s'attendent à trouver un accueil personnalisé et chaleureux, qui est l'un des attraits de la chaîne RELAIS & CHATEAUX.

L'autre est l'excellence de la table. Partout, vous aurez droit à une cuisine de qualité, ambassadrice du terroir qui l'habite. Mais en plus, avec la section « Relais Gourmands », les RELAIS & CHATEAUX peuvent aussi s'engouffrer de compter parmi leurs membres les plus illustres des restaurants de haut niveau couvrant par les principaux guides gastronomiques, et même les plus grands noms de la gastronomie comme Pierre Troisgros, Michel Guérard, Alain Chapel.

Présents dans 37 pays, les 372 RELAIS & CHATEAUX vous donnent rendez-vous partout en France et à travers le monde : sur les chemins du Périgord, au cœur des vignobles de Champagne ou des paysages bucoliques de Normandie. Dans un hôtel du royaume de Castille, dans un cottage irlandais ou dans une villa florentine. Au pied des Rocky Mountains ou au pays des Vikings. A Paris, Los Angeles, Tokyo ou ailleurs.

SUIVEZ LE GUIDE !

Le Guide 1988 des RELAIS & CHATEAUX est en vente, au prix de 20 F, dans les maisons de la presse, dans tous les établissements RELAIS & CHATEAUX et au centre d'information :

Hôtel de Clillon, 16, place de la Concorde

75008 PARIS - Tél. : (1) 47-42-80-28.

Guide
1988



(Publicité)

PORT ATLANTIQUE

Nantes Saint-Nazaire

Un nouveau port, un nouveau nom, une nouvelle image.
Le premier port de l'Atlantique pour les marchandises diverses.
Le premier port à bois en France.
Une nouvelle plate-forme pour les produits froids
et les conteneurs spécialisés.

☎ 40-44-20-20

UNE PORTE ATLANTIQUE



POUR L'EUROPE

La Zone Internationale Atlantique : NANTES-SAINT-NAZAIRE.

Un espace et un dispositif de liberté économique.

Des opportunités nouvelles pour le monde des affaires.

Un grand projet en développement, la Cité Internationale
des Affaires, siège d'activités de services.

Le service en plus : ACEL, chargé de la conduite des projets.

☎ 40-69-27-20

UN POLE EUROPÉEN D'ACTIVITÉS INTERNATIONALES



ATLANTIC INTERNATIONAL ZONE

مركز من الأعمال

Faits divers

En Savoie

La découverte d'un cadavre relance l'enquête sur une double disparition

Le cadavre d'un homme découvert récemment dans une grange à proximité du village savoyard d'Epersy, près d'Aix-les-Bains, pourrait être celui d'un médecin de Châteauneuf-Arnoux (Alpes-de-Haute-Provence), Michel Astoul, vingt-sept ans, disparu dans des circonstances mystérieuses au printemps dernier.

Michel Astoul avait disparu le 27 avril, le même jour qu'une jeune femme d'Annecy (Haute-Savoie), France Vu Dinh, trente ans, qui, depuis, n'a jamais été retrouvée. L'enquête de gendarmerie devait établir que ces deux personnes se se connaissaient pas, mais avaient pu être victimes, à 250 kilomètres de distance, et à deux heures d'intervalle, d'un même ravisseur.

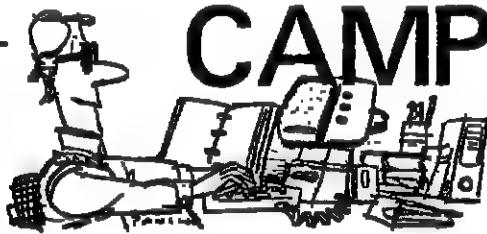
La première disparition avait été celle de France Vu Dinh, le 27 avril, à 11 heures du matin, au moment où la jeune femme venait de quitter son domicile, à Sevrier, au bord du lac d'Annecy. A 23 h 30, le même jour, Michel Astoul avait quitté son tra-

vail à l'hôpital de Sisteron pour rentrer à son domicile, où il n'arrivera pas. Quelques jours plus tard, la voiture de France Vu Dinh devait être retrouvée à Châteauneuf-Arnoux, non loin du domicile du médecin. Après avoir envisagé l'hypothèse d'une liaison et d'une double disparition volontaire, les gendarmes d'Annecy ont retenu la thèse d'une affaire criminelle. Surtout après un autre enlèvement survenu au mois d'août dernier à Pagny-Chatenod (Savoie), à 6 kilomètres d'Epersy, où vient d'être retrouvé le cadavre. A cette époque-là, une femme, M^{me} Nicole Veillet, et son fils avaient été enlevés puis relâchés par un homme dont ils purent donner un signalement précis.

En attendant l'identification formelle du cadavre trouvé à Epersy, une nouvelle enquête a été ouverte par le parquet de Chambéry et confiée, par M. Marc Baudot, juge d'instruction, à la brigade de gendarmerie de Chambéry.

Une centaine de disparus dans le naufrage d'un ferry au Bangladesh. — Une centaine de personnes sont portées disparues et considérées comme ayant péri dans le naufrage d'un ferry qui a coulé le 26 octobre dans la rivière Jamuna, à environ 75 kilomètres à l'ouest de Dacca. Selon le témoignage de survivants, une voie d'eau s'était déclarée dans la coque en bois du bateau qui transportait 400 passagers. — (AFP.)

Attentat en Haute-Corse. — Une résidence secondaire de Farinole (Haute-Corse), appartenant à M. Bertrand Doreux, trente-neuf ans, secrétaire général de la fédération française du pré-à-porter féminin, demeurant à Paris, a été détruite dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 octobre par une charge de forte puissance relâchée à des bouteilles de gaz. La villa, qui était inoccupée, avait déjà fait l'objet d'une tentative d'attentat en mai 1983.



CAMPUS

Oxford fait la manche

L'UNIVERSITÉ d'Oxford traverse une grave crise financière et a commencé à entamer ses réserves. La subvention gouvernementale a baissé de 14 % en cinq ans, 140 postes d'enseignants sur 1 000 seront bientôt vacants. Sept collèges seulement sur 35 ont des ressources excédant leurs dépenses. Le déficit de l'université atteindra 10 millions de livres par an à partir de 1990. C'est pourquoi elle a décidé de lancer une vaste campagne pour collecter 200 millions de livres. S'inspirant des méthodes des universités américaines, accoutumées à prospecter les sociétés, les fondations et les anciens, elle a engagé un Américain, Henry Drucker, pour diriger la campagne. Elle espère obtenir les adresses de 70 000 anciens, sur 110 000 diplômés d'Oxford de par le monde.

Les fonds recueillis permettront de développer l'enseignement et la recherche et d'entretenir la bibliothèque et la musée de l'université, mais aussi de préserver son indépendance à l'égard du gouvernement. En effet, le ministère a décidé de créer une nouvelle commission, (University Funding Council) chargée de répartir les crédits publics entre les universités non plus, comme jusqu'à présent, globalement, mais sur une base contractuelle. Les universités devront justifier l'affectation des ressources, et le ministère pourra ainsi exercer des pressions pour demander la fermeture de certains départements ou le développement d'enseignements scientifiques plus professionnalisés, aux dépens des humanités ou des recherches fondamentales.

Cambridge, elle aussi, a recruté un chargé de relation avec les entreprises pour collecter des dons.

A.J.

Une maîtrise de montagne...

Une nouvelle maîtrise de sciences et techniques de la terre et de la vie appliquée au milieu de montagne vient d'être habilitée à l'université de Savoie. Elle accueille les étudiants ayant obtenu un DEUG scientifique ou de géographie. Cette nouvelle formation de deux ans prépare aux professions s'intéressant aux questions posées par l'aménagement et la gestion de la montagne.

Université de Savoie, B.P. 1104, 73011 Chambéry Cedex, tél. : 79-68-27-13.

...et un DESS de mer

Le droit de la mer et le droit maritime sont enseignés à la faculté de droit de l'université de Brest. Un diplôme d'études supérieures spécialisées en droit

des activités maritimes permet de se consacrer aux disciplines juridiques de la mer (droit international, droit de l'extraction pétrolière, droit des pollutions, droit de l'environnement).

Université de Bretagne occidentale, faculté de droit, 1, avenue Foch, B.P. 331, 29273 Brest Cedex.

« Art Déco » à la cité U

Pour marquer son cinquantième anniversaire, la Maison internationale de la Cité universitaire de Paris organise plusieurs expositions : « L'Amérique à travers les collections littéraires de Jacques Doucet », une collection d'objets d'art des années 30 ainsi que du mobilier et art déco et une belle série de photos sur les Français aux par Lie.

Cité universitaire, 18, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle pour jeunes bacheliers

Début des cours : 20 octobre 1987

11 ans d'expérience

dans la préparation des grandes écoles.

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

PCS

48, rue de la Fédération

75015 Paris

Tél. : (1) 4565 59 98

A Forges-les-Eaux (Seine-Maritime)

Attaque à main armée au casino

Un groupe de six à huit malfaiteurs a attaqué, lundi 26 octobre vers 1 heure, le casino de Forges-les-Eaux (Seine-Maritime). Vêus de tenues de combat militaires avec gilet pare-balles, chaussés de rangiers, portant des cagoules, les hommes puissamment armés et organisés en commando ont opéré en quatre à cinq minutes. Ils communi-quaient entre eux avec des noms de code et portaient chacun un brassard de couleur différente.

Après avoir neutralisé le personnel sous la menace de leurs armes (pistolets-mitrailleurs et fusils à pompe) et fait irruption dans les salles de jeux où se trouvaient une cinquantaine de clients, les malfaiteurs ont contraint le directeur général du casino, M. Hubert Benhamon, à descendre au sous-sol et à ouvrir le coffre-fort. Ils se sont emparés de 200 000 francs en liquide qui s'y trouvaient, ainsi que d'un chèque non encaissable de 400 000 francs. Pendant ce temps, l'un des caissiers du casino, M. Louis Gost, qui était resté à l'étage, a actionné le système d'alarme. L'un des malfaiteurs lui a alors porté un violent coup de crosse au visage.

Abandonnant devant le casino le fourgon Renault dans lequel ils étaient arrivés, les gangsters se sont enfuis à pied pour prendre probablement place dans des voitures qui les attendaient non loin de l'établissement.

Le substitut du procureur de la République de Dieppe, qui s'est rendu sur les lieux, n'a eu aucune piste. Un important dispositif de recherches a été mis en place en Seine-Maritime, mais aussi dans l'Oise, la Somme et la région parisienne.

Religion

CORRESPONDANCE

La construction d'une mosquée à Evry

Cité dans un article sur le conflit entre la Mosquée de Paris et la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) (Le Monde du 18 septembre), l'un des responsables de cette dernière, M. Merroun Khalil, président de l'Association culturelle des musulmans d'Ile-de-France, nous écrit notamment à propos de la construction à Evry (Essonne) d'une grande mosquée dont il est le promoteur :

« Les objectifs du centre culturel islamique à Evry sont clairs : réunir les jeunes pour leur inculquer les valeurs humaines, sociales et culturelles de l'Islam ; accueillir tous visiteurs de la ville et autres, sans distinction de race, d'opinion ou de confession, pour mieux nous connaître. Ainsi, ils pourront juger par eux-mêmes et ne plus tenir compte de la propagande de la presse et de l'information en général, qui utilisent l'Islam en France pour leurs fins sales. »

« Les résultats qui seront obtenus par ce centre ne seront qu'un complément à d'autres efforts accomplis par la Mosquée de Paris, et répartis depuis celui-ci par de bonnes volontés qui œuvrent pour la même cause, pour la bien-être de l'humanité. Il n'y a pas de conflits entre les musulmans, mais effectivement une situation que les musulmans régleront ensemble et c'est le souhait de tous y compris des pouvoirs publics. »

REPÈRES

Catastrophes

Le typhon Lynn ravage Manille

Le typhon Lynn qui a ravagé Taiwan, à la fin de la semaine dernière (Le Monde du 25 octobre), s'est dirigé vers les Philippines où il a fait au moins cinquante-huit morts. Quarante personnes ont été victimes de glissements de terrain et onze autres ont péri noyées. Les dégâts sont considérables. — (AFP.)

Espace

Hermès reporté par la RFA

La porte-parole du ministère allemand de la recherche, M. Werner Gries, a fait savoir, le 26 octobre, que la navette spatiale Hermès, posée par les Français, « avait besoin d'être améliorée du point de vue technique » et que son pays souhaitait reporter ce projet à 1991, même si Hermès devait voler « au plus tard en 1988-1989 ».

Interrogé sur ces propos, le directeur général du Centre national d'études spatiales, M. Frédéric d'Allent, s'est déclaré étonné de ces commentaires qui ne sont pas de nature à favoriser un consensus à la veille de la conférence spatiale de la Haye où ces programmes seront discutés les 9 et 10 novembre prochain. Il a d'autre part indiqué qu'il devait être « clair pour tout le monde qu'Hermès et Colombus étaient un seul et même projet ».

Hermès avait prévu au plus tard, que sa capacité à desservir des stations automatiques visitables et qu'un équipage de trois hommes était suffisant pour cela ».

Irradiation

Cercueils blindés à Goiania

Les corps de deux victimes de l'accident d'irradiation de Goiania (Brésil) ont été placés dans des cercueils blindés en plomb pour être ensevelis dans le cimetière de la ville. Les habitants des quartiers voisins craignaient d'être contaminés et avaient annoncé qu'ils s'opposeraient à l'enterrement des corps. L'enterrement a finalement eu lieu le lundi 26 octobre après une vigoureuse intervention de la police contre les manifestants.

Les deux victimes, Gabriela Ferreira et Leide Neves, étaient la femme et la nièce du ferrailleur dans la maison duquel fut ouverte une capsule trouvée dans les débris d'un institut de radiothérapie. La capsule contenait du cobalt-137 radioactif. Trois autres personnes irradiées sont dans un état jugé désespéré. — (AFP, AP.)

Paris

Pénurie de terrain

Au cours d'un débat sur le logement au Conseil de Paris, lundi 26 octobre, M. Jacques Chirac a reconnu que la demande est supérieure à l'offre et qu'il y a « une pénurie de terrain » dans la capitale.

Le budget 1988 prévoit cependant de consacrer 135 millions de francs pour la subvention du logement social, soit 48 millions de francs de plus qu'en 1987. Les terrains sont chers à Paris, et les municipalités, qui n'ont pas toujours les impôts, laissent les promoteurs privés se porter acquiescents. « Faudrait-il alors, traiter ce problème à l'échelle, sinon de la région du moins de la petite couronne », s'est interrogé M. Chirac. Tous les obstacles ne tomberaient pas pour autant : les maires des communes avoisinantes n'ont guère envie de cités dortoirs.

D'autre part, M. Quilès, ancien ministre socialiste du logement, a évoqué « l'explosion » des loyers provoquée par les effets de la loi Méhaignerie et a contesté le chiffre de 7,7 % d'augmentation moyenne pour l'année, avancé par M. Yves Galland, adjoint (UDF-RAD) au maire de Paris.

Pollution

Emanations toxiques à Marseille

Toussant et souffrant d'irritation des bronches, vingt-sept personnes ont été placées en observation dans les hôpitaux de Marseille, le lundi 26 octobre, à la suite de la rupture d'un fût contenant un produit chimique, dans le quartier de la Méditerranée. Au cours d'une manipulation chez un transporteur routier, un bidon contenant du disulfure diméthyléthylique a crevé, et plusieurs dizaines de litres de ce produit très odorant se sont déversés sur le sol. Les ouvriers de l'entreprise et les élèves de l'école voisine (onze adultes et seize enfants) ont été incommodés et transportés à l'hôpital. Le quartier a connu un début de panique. Les marins pompiers ont récupéré le produit déversé et l'ont neutralisé. L'état des hospitalisés n'inspire aucune inquiétude.

SIDA

L'ONU fait confiance à l'OMS

Les cent cinquante-huit nations, membres de l'Assemblée générale des Nations unies, ont confirmé, le lundi 26 octobre à l'unanimité, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans son rôle de coordonne-

Environnement

De nouvelles fissures ont été décelées sur le barillet de Superphenix

LYON
de notre bureau régional

Des radiographies viennent de révéler de nouvelles fissures, moins graves que celle qui avait été déjà décelée, sur la paroi métallique du barillet du réacteur à neutrons rapides Superphenix, implanté à Creys-Malville (Isère).

Le barillet est une cuve métallique, remplie en temps normal de 626 tonnes de sodium liquide, qui sert à effectuer les opérations de chargement-déchargement en combustible. Il a été vidangé ces dernières semaines, après la découverte d'une fuite, à l'origine de l'arrêt du réacteur depuis le 26 mai. Cette fuite provenait d'une fissure de 460 millimètres de longueur. Selon les radiographies effectuées ces derniers jours, les autres fissures sont

localisées autour de quatre pièces métalliques soudées, supportant des tuyaux de réfrigération, dans la partie inférieure du barillet. Ces fissures n'ont cependant pas traversé la paroi, d'une épaisseur de 30 millimètres.

La direction de la centrale tente actuellement de déterminer l'origine — métallurgique, chimique ou thermique — de ces phénomènes. Les nouveaux défauts constatés ne remettent pas en cause la demande d'autorisation de remise en marche, déposée par l'Electricité de France auprès des autorités de sûreté nucléaire.

Selon la direction de Superphenix, le barillet pourrait être utilisé simplifié de gaz inerte, tout en respectant les règles de sûreté nucléaire, et la sécurité du personnel.

GÉRARD BUÉAT.

Cinq scientifiques français contestent les normes européennes de radioactivité

Dix-huit mois après la catastrophe de Tchernobyl, la Commission des Communautés européennes n'a toujours pas réussi à fixer les niveaux de radioactivité maximale acceptables pour des produits alimentaires en cas d'accident nucléaire. On peut se demander si les ministres des affaires étrangères de la CEE vont parvenir à Bruxelles, le jeudi 29 octobre à Bruxelles, à un compromis sur ce sujet. En effet, la Commission

européenne vit actuellement sous le régime de normes édictées à la hâte en mai 1986, qui stipulent que la radioactivité du lait contaminé par le césium ne doit pas dépasser 370 becquerels par litre et celle de la viande 600 becquerels par kilo.

Depuis cette date, des commissions d'experts ont proposé de nouvelles normes, moins contraignantes, qui ont été raménées par les politiques à des valeurs allant pour le césium de 800 à 1 250 becquerels par kilo selon les aliments. Malgré cela, cinq pays (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et RFA) souhaitent à des titres divers ne pas accepter ces normes actuelles, tandis que trois pays « modérés » (Espagne, France et Grande-Bretagne) sont plutôt en faveur des normes — plus élevées — édictées par les experts en avril-mai 1987.

Cinq scientifiques français, MM. André Blain-Lapierre, Jean Dussan, Pierre Grivet, Raymond Lestour, et Pascal Lajoinie, viennent à la veille de cette nouvelle réunion de la CEE, de faire savoir au président de la Commission de Bruxelles M. Jacques Delors, que la proposition de la Commission en matière de normes de radioactivité contient, en ce qui concerne le césium, « des chiffres qui ne sont pas fondés sur les avis scientifiques des comités institutionnels communitaires, mais ont été arbitrairement abaissés, par l'énorme facteur de 3/4, pour de vagues motivations psychologiques qui ne sont pas clairement explicites ».

« Il s'agit, ajoutent-ils, de chercher à masquer la caractéristique rationnelle et scientifique non fondée des valeurs qui avaient été fixées en mai 1986 (...) et qui, loin de véritables préoccupations sanitaires (étaient) d'une part des préoccupations économiques (protection des producteurs de lait et de viande) et, d'autre part, des préoccupations purement politiques des gouvernements de certains Etats membres qui avaient cru bon de prendre, dans la précipitation, des mesures en réalité démagogiques. »

Ouverture des coffres du « Titanic » : la France privée d'images

Deux coffres « modèle 1912 » ont fait une entrée solennelle, lundi 26 octobre, dans un hôtel parisien. Des malles pour bananes en effet puisqu'elles ont été repêchées, cet été, dans l'épave du Titanic par une expédition franco-américaine. Quel trésor contiennent-elles ? On le saura dans la nuit du 28 au 29 octobre, lorsqu'elles seront ouvertes en grande pompe à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris.

Des télespectateurs du monde entier — des Etats-Unis à Hongkong, d'Argentine au Pérou — pourront suivre en direct le spectacle animé par l'acteur américain Teddi Savalas (l'interprète de « Kojak »). En revanche, bien que l'ouverture des coffres se fasse dans la capitale, les Français seront privés de cette retransmission : TF1 et la 5, qui étaient sur les rangs pour acheter les droits, ont finalement renoncé à ouvrir leurs chaînes à 2 heures !

MUSIQUES

Et ses larmes

MUSIQUES

Anita O'Day

« Et ses larmes coulaient comme du vin »

On s'est moqué d'Anita O'Day, de ses chapeaux et de ses perruques. Mais il y a sa voix, son art des décalages. Elle revient. Le temps des rebuffades est fini.

Entre la belle Anita O'Day et le public européen (le public français, tout particulièrement), l'idylle a souvent tourné au vinaigre. En 1966, au Comblain-la-Tour, sous la pluie de tant de Belgique, elle se fait moquer, jeter, sans ménagement. Ce chapeau aux larges bords, peut-être. Pourtant, à l'écouter, c'est le même que celui qui l'habite et la magnifie dans le film *Jazz à New-Port*.

Ce chapeau, une voilette parfois, c'était trop « américain » pour un public en mal de distinction à qui on ne la faisait pas. En France, on l'a toujours boudée. Cinq ans après Comblain, elle revient à Chaillot. Crève-cœur. Elle se fait moquer, jeter méchamment. Son tour de chant est interrompu grossièrement à la quatrième chanson. Elle sort en sautant, souriante aux lèvres. Ces gants peut-être, montant aux coudes, ou ce bibi qu'elle arbore. Trop « américain ». En coulisse, Mingué, le contestataire qui n'a de leçons à recevoir de personne, se scandalise qu'on puisse ainsi traiter une chanteuse de l'envergure d'Anita O'Day. Il grommelle quelques mots sur scène.

Pourtant, celle qu'une chanson avec Stan Kenton avait rendue célèbre en 1945 (*And her tears flowed*



Like wine : « Et ses larmes coulaient comme du vin » a toujours été considérée comme une figure centrale du jazz d'après-guerre. L'héritière ambiguë de Billie Holiday et de Sarah Vaughan. Incontestée dans le public américain, malgré une carrière à l'éclipse, elle est la chanteuse type de grand orchestre. Ce qui est tout un art.

En big band, le batteur (Gene Krupa, avec qui elle a tourné), la

chanteuse ou le chanteur, ont une place bien à part. Pour tenir leur rang, ils doivent traiter d'égal à égal avec l'orchestre entier. Et l'orchestre se comporte, à la lettre, comme un seul homme : c'est-à-dire, avec arrogance, autorité et sans faire de cadeaux. Pour que cela marche, il faut que le chanteur s'impose à elle. Anita O'Day a cette capacité de tenir tête à un orchestre, à une légion d'hommes, en se jouant.

Son art du décalage, de la légèreté ironique, cette finesse imperceptible aux fins de la sifflet, cette aisance délicieusement sophistiquée à anticiper ou à trahir sur le temps, tout cela avait de quoi désorienter le public européen. En outre, elle est blanche, ce qui n'a pas arrangé les choses. Bref, on ne s'est pas donné.

De coup, elle est devenue la chanteuse fétiche des amateurs du premier cercle. Ils l'ont aimée à la mesure des injures que les autres lui ont infligées. Mais aussi, ces influences raqu岸es, ces influences d'improvisation qui l'égalent aux plus grands et son timbre inimitable embrassant le cœur et la raison.

Reine des années 50, Anita O'Day revient en club et en petite formation. C'est le lieu idéal pour l'apprécier. Les modes, les changements d'attitude, l'oubli, le temps qui passe, tout concourt à ce que cet ultime rendez-vous avec le public français (sa dernière chance à lui) tourne enfin à l'eau de rose. Il est temps.

Au fil des déconvenues et des rebuffades (ce sont surtout les familles qui n'étaient pas d'accord), Anita aura gagné sa place. Son prétendant, le public d'aujourd'hui, a nettement réagi. Il est plus malin et mieux élevé. Il sera assailli, au New Morning, de cette génération de jeunes et belles chanteuses françaises, qui regardent Anita d'un drôle d'œil. Et, dans les coins, le cœur gros mais généreux, les amoureux de l'ombre, un rien vieillards, ceux qui ne faisaient pas le poids il y a vingt ans, au temps des grossièretés, continueront de la servir : chavirés, mais avec élégance. Toujours dans l'ombre, mais prêts à assommer, cette fois, le premier qui dit des gâtes, du chapeau, ou de rien du tout, qu'elle aura en la habile d'enfiler, au dernier moment, pour entrer en scène.

FRANCIS MARMADE.

* Anita O'Day au New Morning, les 27 et 28 octobre.
* Discographie : Anita sings the most, avec Oscar Peterson et Herb Ellis, Verve 1956, C.D. 329-577-2.

JACQUES LONGCHAMPT.

« Fidelio » à Montpellier

Actualité

On n'aurait pas imaginé cela à Montpellier, il y a dix ans : cinq représentations du *Fidelio* de Beethoven, des salles pleines, d'un enthousiasme extrême : le travail sans concessions du chef d'orchestre Cyril Diederich et du directeur de l'Opéra, Henri Maier, fait l'unanimité.

Chant de liberté et de fraternité, *Fidelio* a gardé toute sa charge émotionnelle à notre époque où l'évocation des camps nazis se mêle aux persécutions bien contemporaines des pays totalitaires et des dictatures. C'est en Amérique latine, semble-t-il, que Jean-Claude Auray a situé sa mise en scène avec ces soldats en battle-dress beige, casquettes et mitraillettes, dans un décor ravissant, néo-grec, entouré de fresques (de Bernard Arnould), surchargé de grilles pour en faire une prison, qui donne d'emblée, par contraste, une coloration déchirante à l'œuvre. Un supplicé, suspendu à un arbre, meurt pendant l'ouverture. On assiste de nouveaux prisonniers que l'on photographie au flash avant de les entasser brutalement dans les cellules.

Mais la vie continue : le jeune gardien Jaquino fait des avances à Marceline, la fille du geôlier, qui le repousse, car elle aime Fidelio... et le style d'opéra-comique grince durement dans ce contexte dramatique, comme l'avait voulu le compositeur.

Mis à part quelques détails anecdotiques qui mouvementent parfois à l'excès l'action très stylisée de Beethoven, le réalisme de cette mise en scène contribue à l'intensité de l'interprétation animée par Cyril Diederich avec son orchestre jeune, un peu gauche parfois dans son ardeur ; une intensité qui croît, de plus en plus émue et grandiose au long du deuxième acte, cette prodigieuse remontée des ténébres, du plus confiné des cachots (un alvéole creusé dans un mur immense de béton) jusqu'à la lumière de la libération dans le cloître, envahi par les robes claires des femmes venues accueillir les prisonniers délivrés.

L'imposante Ingrid Haubold, voulant trop bien faire, m'a paru jouer de manière trop expressionniste, avec des réactions très féminines qui rendaient quelque peu intenable son travesti de Léonore-Fidelio ; de plus, sa voix puissante et belle était affligée d'un vibrato prononcé à la suite d'un refroidissement.

Le Monde sur minitel
BOURSE :
Plus que jamais, surveillez votre portefeuille
3615 TAPÉZ LEMONDE

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Cabinet de M^{rs} Jean AUDOYNAUD, avec : à LIMOGES, 6, cours Jean Pélissier, tél. 55.34.46.93 - VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais des Crises de la Ville de Limoges, Palais Justice, Place d'Alen.
le JEUDI 5 NOVEMBRE 1987, à 9 h.
Du CHATEAU et DOMAINE DE LA BASTIDE
situés RN 20, entrée Nord de LIMOGES
SUPERF. TOT. de 70 ha dont 17 ha de TERRAIN A BATIR
MISE A PRIX : 7 000 000 de F

LA VILLE DE PARIS VEND LIBRES
En la Chambre des Notaires de Paris, Place du Châtelet
Le MARDI 10 NOVEMBRE 1987, à 14 h 30
4 APPART. - 1 STUDIO - 1 CHAMBRE
(dont APP. 2 P., 57 et 65 m² env. 3 P., 71 m² env.
et APP. 5 P., 117 m² env. avec TERRASSE 128 m² env.
et vue directe sur le Champ de Mars)
à PARIS 16^e
Entre le BD SUCHET et le CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL
M^{rs} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLAGENT, LIEVRE, notaires
associés, 14, r. des Pyramides, PARIS 1^{er} - Tél. 42.97.56.86.
VISITES : s/Place 41, av. du Maréchal Lyautey, les 31 oct., 2, 5, 7 et 9 novembre 1987, de 10 à 13 h.

Vente S/Saisie Immobilière au Palais de Justice à PARIS le
JEUDI 5 NOVEMBRE 1987 à 14 h
LOCAL COMMERCIAL
avec diverses dépendances
à PARIS (19^e)
77, avenue Jean-Jaurès
(Exploité en Café-Restaurant sous l'enseigne « L'AIGLON »)
MISE A PRIX : 40 000 F
S'adresser à M^{rs} Denis TALON, avocat à la Cour de PARIS y demeurant 20, quai de la Magisterie - tél. 42-36-59-25
M^{rs} Philippe BOUC, avocat à la Cour de PARIS y demeurant 67, av. Kleber - tél. 47-27-40-90

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 12 NOVEMBRE 1987, à 14 h 30 - En 22 LOTS
22 APPARTEMENTS à PARIS (13^e)
8, RUE DE LA REINE BLANCHE
Mise à Prix : 5 lots à 30 000 F - 11 lots à 50 000 F - 6 lots à 70 000 F - S'adresser à
M^{rs} C. MARTINEAU, avocat, 9, rue Lagrange, PARIS (5^e) -
tél. 43.54.31.75 - M^{rs} E. ROCHER, avocat à PARIS (5^e) -
40, rue de Liège - tél. 42.93.50.40.

Vente S/Saisie Immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 5 NOVEMBRE 1987 à 14 h 30 EN UN LOT
UN STUDIO à PARIS (3^e)
26, rue Charlot
au 1^{er} étage du bld. B - 1 pièce, 28 m² env. + dégagement
cuisine + salle de bains + cave
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^{rs} HERAN, avocat à PARIS 1^{er} -
17, rue A. de Neuville - tél. 46.22.41.07 au Greffe du Trib. de Gr. Inst. de PARIS

Le sort de la Bibliothèque d'art et d'archéologie
Du chiffon au papier, aller et retour

L'ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, dénonçait ici la misère des bibliothèques universitaires. L'une des plus prestigieuses, celle d'art et d'archéologie, fondée par le couturier Jacques Doucet, est au bord de l'asphyxie.

La Bibliothèque d'art et d'archéologie, plus connue sous le nom de son fondateur, Jacques Doucet, est logée dans un curieux bâtiment en briques, de style tournois-romano-byzantin, situé en bordure des marronniers de l'avenue de l'Observatoire. Cet ensemble qui ne serait pas déplacé sur une boucle du Niger est l'œuvre quasi unique de l'architecte Bigot, Grand Prix de Rome, et comme tel passionné par la ville des Césars qu'il reconstruisait avec un soin maniaque.

Hélas, sa maquette géante fut vite reléguée dans un grenier. Elle fit une courte réapparition sur la chausée de la rue Michelet en mai 1968. Depuis, ce qu'il en reste dort dans une soucoupe au Musée des monuments français. La bibliothèque Doucet n'est pas encore dans le même état. Son prestige est toujours grand et ses richesses fort enviables jusqu'en Amérique. Le Getty Trust, aux ressources financières illimitées, tente de discrètes approches pour pouvoir reproduire l'ensemble de ses archives. Pourtant son expansion est aujourd'hui fort ralentie, comme celle de la plupart des grandes bibliothèques universitaires dont elle partage le triste sort.

La plus fabuleuse des fées s'était pourtant penchée sur son berceau en la personne du couturier Jacques Doucet. Héritier d'une dynastie de tailleurs-chemisiers, il arrondit considérablement sa fortune grâce à ses talents de couturier. Il habilla Sarah Bernhardt, Réjane et toute la haute société de la Belle Époque. Peu cultivé, il amassa néanmoins les collections les plus rares qu'il finit par vendre ou donner. La dispersion de son ensemble du dix-huitième siècle fut un des événements de l'année 1912.

Tous les pays toutes les époques

Trois ans auparavant, il avait eu l'idée de créer une bibliothèque d'art, de tous les pays et de toutes les époques. Il ne lésina pas sur les moyens. Dès 1910, vingt-cinq personnes travaillaient pour lui. Parmi ses conseillers, André Suarès et Victor Segalen. Plus tard lorsqu'il lança sa bibliothèque littéraire - qu'il ne faut pas confondre avec la présente - il appela auprès de lui André Breton et Aragon.

Le pensionné Reverdy, Max Jacob, et Desnos. Il fréquenta Picasso et Duchamp. Les livres ne lui suffisèrent pas. Il organisa en marge de sa bibliothèque un cabinet d'estampes où les monotypes de Degas voisinaient avec les gravures de Manet et les lithographies de Toulouse-Lautrec. Il acheta aussi des manuscrits et comprit vite le rôle que peut jouer la photographie dans le domaine des arts.

A la fin de la première guerre mondiale, il décide de se débarrasser de sa bibliothèque d'art qui assésait son hôtel de la rue Spontini. En dépit de son mépris affiché pour tout ce qui relève de l'État et de

l'administration, il en fait don au recteur de Paris. Ce dernier reçoit donc, le 1^{er} janvier 1918, de somptueuses étagères : plus de 100 000 imprimés, 500 volumes manuscrits, 1 500 dossiers de documents originaux, 150 000 photographies, 10 000 estampes, 2 000 recueils de gravures, un millier de dessins.

« Un instrument de travail, le premier en France de cette importance, mis à la disposition d'une discipline encore naissante, l'histoire de l'art », note François Chapon, son biographe (1). Deux conditions sous-tendent le legs : celui-ci ne peut en aucun cas être morcelé ni quitter Paris. D'abord installée rue Berryer, la bibliothèque déménagea, en 1930, rue Michelet, dès que l'immeuble asyrio-bambara fut achevé. Comme il existait depuis deux ans, à la Sorbonne, un institut d'art et d'archéologie, celui-ci s'installa tout naturellement à ses côtés.

8 kilomètres de rayonnages

Trois cent cinquante étudiants et trois professeurs y évoluaient à l'aise. Aujourd'hui, ils sont six mille élèves et une bonne vingtaine d'enseignants, rattachés aux universités de Paris-I et de Paris-IV. Trois kilomètres de rayonnages suffisent pour contenir les collections initiales. Il en faut huit maintenant pour englober les volumes qui arrivent au rythme de six mille titres par an et dont le nombre s'est multiplié par quatre.

Le bricolage ne suffit plus. Il n'y a plus un mètre carré de disponible. Les réserves ont envahi les bureaux du personnel. Un seul point d'eau et un unique sanitaire pour tout le monde. Les minuscules mezzanines sont disputées avec fureur. Les magasins accrochés comme ils le peuvent leurs vêtements au milieu des livres, faute de vestiaire. Et faute de coin cuisine, un frigidaire et un réchaud trônent dans une resserre occupée par des reliures du dix-huitième siècle.

L'un de ses trésors - une collection de catalogues de vente qui remonte au dix-huitième siècle - repose dans un sous-sol humide.

Côté usagers, la situation est aussi alarmante. La salle de lecture - cent places - ne peut accueillir tous les postulants : universitaires, mais aussi chercheurs de musée, commissaires-priseurs et, d'une manière générale, tous ceux que l'art concerne professionnellement. Le personnel - vingt-quatre salariés - est d'autant plus débordé qu'il vient d'être réduit. Deux postes sont annulés. Conséquence : les horaires d'ouverture de la salle de lecture sont réduits. Et, pour faire face à l'insuffisance du personnel, des vacataires sont recrutés et payés sur les crédits de fonctionnement de l'établissement. C'est-à-dire au détriment des achats de livres : 21 % de ce budget y passent. Cette politique est, semble-t-il, délibérée. L'éducation nationale supprimera deux cents postes de 1985 à 1988 dans le secteur des bibliothèques, soit 7,8 % des effectifs.

« La Bibliothèque d'art et d'archéologie est l'une des plus

cratées de l'Université », constate sa responsable, Denise Gazier. Le manque de crédits se fait cruellement sentir. Depuis 1980, la Bibliothèque Doucet est pourtant devenue Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique (CADIST). Un titre ronflant qui signifie que, dans la pénurie générale des bibliothèques universitaires, elle a été choisie pour faire des achats exhaustifs dans le domaine qui est le sien. A elle de faire profiter ses concurrens, par des prêts, du supplément d'ouvrages dont elle bénéficie.

Un budget notablement insuffisant

En dépit des nouveaux crédits qui lui sont alloués à ce titre, elle n'arrive à couvrir que 60 % à 65 % d'un secteur où rien ne devrait pourtant lui échapper. Inutile de préciser que ses homologues allemandes ou britanniques remplissent leur contrat à 100 %. Et cela parce que son budget - légèrement inférieur, CADIST compris, à 2 millions de francs - est notablement insuffisant. Il n'a d'ailleurs jamais été fixé d'après une étude réelle. Il correspond à une estimation des besoins de la bibliothèque effectuée à la fin des années 60.

Dernier volet des malheurs de l'établissement : l'information qui prend un retard inquiétant. Deux systèmes de logiciels ont été étudiés : le Médicis et le Sybil. Trop cher, le premier a été totalement abandonné. Le second, une licence suisse, équipe à titre expérimental les bibliothèques universitaires de Bordeaux et de Montpellier, en partie celles de Grenoble et de Besançon.

Faut-il se rallier au GEAC, système central laborieusement mis au point par la Bibliothèque nationale et qui devrait fonctionner, si le Grand Horloger des ordinateurs le veut, avant la fin de l'année ? Seroit-on réduit, comme certains l'évoquent, à se procurer des notices microfilmées auprès de la librairie de Congrès de Washington ?

En attendant, le Getty Trust semble prêt à installer, un jour ou l'autre, sur les bords de la Seine, une antenne, rivale de la Bibliothèque Jacques Doucet.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) François Chapon, *Mystère et Splendeurs de Jacques Doucet (1853-1923)*, J.-C. Lattes éd.

PARIS accueille à l'ATALANTE après son succès au I.N.S.
LE PRINCE et LE MARCHAND
d'après l'IDiot de DOSTOËVSKI
mise en scène ELSABETH MARIE
BERNARD BLOCH HUBERT SAINT-MACARY
12, Place Charles Dullin
46 06 11 90

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLES PLEYEL : mardi 2 novembre 1987 (18 h 30), mercredi 3 (18 h 30 et 21 h), jeudi 4 (18 h), vendredi 5 (18 h 30), samedi 6 (18 h 30 et 21 h), dimanche 7 (14 h 30)
JAPON
DE TOKYO A LA BANQUISE - Film d'Yves MAHAUZIÉ
Deux heures d'aventures en Land Cruiser 4x4 - Des millions d'hommes tournés vers le futur - Au contact des merveilleuses beautés du Japon des régions
PROCH. BURETS : CHINE, ÉTATS-UNIS. Tél. 45-67-16-88. Loc. Salle Pleyel (19).

حکومت الراج

Culture

CINÉMA

« Le Repentir », de Tengiz Abouladze

Quelle sorte d'événement ?

L'humour acerbe d'un satiriste géorgien pour composer l'image en puzzle du dictateur.

Varlam Avardzè, maire d'une ville de Géorgie, est mort. On lui fait de belles funérailles. Mais son cadavre est examiné plusieurs fois de suite et placé dans le jardin de sa maison, où vit sa famille. La police finit par pincer une jeune femme, Ketil Barateli, qui, au cours de son procès, va dénoncer l'hypocrisie de la ville, la tyrannie et les crimes du dictateur, dont les siens furent victimes.

Ce film, on le sait, a représenté le cinéma soviétique au Festival de Cannes et il a reçu le Prix spécial du jury, le Prix de la critique internationale, le Prix du jury oscaré. On sait aussi que Varlam Avardzè personnifie un Staline qui aurait la moustache de Hitler, le nez de Bérlioz et la chemise de Mussolini, donc l'image de tous les dictateurs.

C'est, pour l'URSS, une énorme audace que de voir assimiler, même après la déstalinisation, l'ancien maître du Kremlin à des tyrans fascistes. Tengiz Abouladze, Géorgien né en 1924, réalisa *Le Repentir*, en 1984, et considère que c'est le dernier volet d'une trilogie comprenant *Incantation* (1968) et *L'Arbre des dieux* (1977). *Le Repentir* fut gardé « en attente » jusqu'à une très grande sortie à Moscou et en pro-

vince (le Monde du 29 janvier 1987).

Qu'il s'agisse d'un événement sociologique et politique (l'accession définitive du passé stalinien) d'une grande portée, avec un geste à l'égard de l'opinion internationale, est évident. Mais on ne peut pas y voir un événement cinématographique. L'alliance du grotesque et du tragique dans le style du récit ne parvient pas à l'originalité recherchée à cause des longueurs et des lourdeurs de la mise en scène, du manque de rythme du montage. Le début, jusqu'à l'ouverture du procès, est remarquable de verve, d'ironie, d'humour noir. Ensuite, à une ou deux séquences près (celle, émouvante, des femmes de déportés errant parmi les troncs d'arbre venus du pays du goïg), on s'ennuie ferme.

Varlam Avardzè reçoit les flics de gags qu'on qualifie volontiers, chez nous, de surréalistes, de bunnélis, car il nous fait des références. Or comment pouvons-nous apprécier vraiment ce qui appartient en propre aux traditions, à la culture, à l'esprit géorgien ? Il ne suffit pas pour cela de fréquenter la Croisette et les rédactions parisiennes. Il est vrai que nous ne posons pas la question avec les films de Otar Iosseliani. Mais Tengiz Abouladze est loin d'être un cinéaste de la même trempe.

JACQUES SIOUVER.

EXPOSITIONS

Au Musée des beaux-arts de Tourcoing

Antonio Semeraro, peintre abstrait

Première rétrospective d'un jeune artiste, l'exposition marque aussi la renaissance d'un musée trop longtemps endormi.

Semeraro ne manque pas d'audace. Voici un artiste qui, au lieu de rester fidèle à l'inspiration de l'expressionnisme abstrait, façon Rothko et Newman. Et ce natif de Tarente prétend aller à cette haute ambition, non moins élevée, de cultiver ce qu'il y a de tradition italienne en lui : tradition de la belle peinture, de l'élégance et même de la virtuosité. Soit d'un côté les formats étroits et verticaux, la couleur presque monochrome, la gestualité et le refus de l'allusion figurative ; et de l'autre le travail du ton en nuances, l'arrondi maîtrisé du mouvement et des formes en vagues et en gerbes.

Semeraro a eu l'idée, qui pouvait se révéler imprudente, d'associer à ses grandes toiles lyriques d'autres plus petites où il traite en réduction le même « motif » abstrait dans la même dominante. Accrochées ensemble, les deux versions se répondent et s'appuient : on croit que l'existence de chaque motif est en cause la nécessité de l'autre.

S'il en était ainsi, l'œuvre de Semeraro serait post-moderne : elle exalterait un maniérisme abstrait aussi vide que séduisant, cultivant par habitude le geste raffiné et l'élaboration qui tombe bien. Un maniérisme qui serait à l'abstrait ce que l'expressionnisme est au figuratif.

Évitant de mieux en mieux d'années en années le trop joli, l'un peu gratuit et le pastiche, il sait désormais être puissant sans grandiloquence — ce qui n'est pas un faible exploit. Convaincu qu'il existe une « tradition moderne », il a choisi de la faire sienne et d'en développer une part. On avait oublié que le musée de Tourcoing renfermait quelques belles curiosités fin de siècle, dont un grand portrait de Sarah Bernhardt en grande tenue par Clairin. Le musée a recommencé à s'enrichir — et d'abord d'un portrait de Paul de Tournon, et l'on parle de rénover le bâtiment, construit autour d'un hôtel particulier où vécut Albert Roussel.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée des beaux-arts de Tourcoing, 2, rue Paul-Doumer, jusqu'au 30 novembre.

Jean Dubuffet : « Non-lieux »

Cela s'appelle « Profusion de l'être » ou « Expansion de l'être », titres apparemment poétiques et sérieux bien peu dans le langage de Dubuffet. À ces titres correspondent des peintures sur papier qui n'indiquent en rien une profusion, une expansion et encore moins une âme ou un sujet. Tracés en blanc, en bleu ou en gris sur des fonds noirs, ces peintures, un peu griffées, un peu coulées enchevêtrées comme des ronces, évoquent bien plutôt l'échec de toute expansion et de toute expression, l'absence de toute espèce d'essence.

Du simple point de vue de l'histoire de l'art, ces « non-lieux », puisque tel est le titre de la série, sont comme la négation de l'informel et de l'expressionnisme abstrait par l'abstraction indiscrète de leurs plus chères procédés. Le geste du peintre médium tourne court, l'inspiration de l'abstrait lyrique tourne à vide, il n'y a rien à voir, ou simplement la déroute d'une logique qui part en querrelle peinte après peinture. Il y a du Twombly dans ces « Non-lieux », avec plus de sérénité et la volonté crispée

de ne laisser aucune illusion au spectateur.

On ne peut oublier que Dubuffet a écrit cette suite noire — à tous les sens de l'adjectif — pendant l'année 84, qu'il est mort en mai 85 et que ces « Non-lieux », ultimes peintures de son œuvre, sont l'un de ses paroxysmes. Il ne devrait pas sembler négligeable qu'un peintre tel que lui, après un demi-siècle de sacrifices, en soit venu à mettre en doute ce que l'on appelle l'être et que tant de philosophies et d'esthétiques de l'époque ont glorifié.

En écrivain en guise de préface à ces œuvres qu'il appelle « non-lieux », Dubuffet s'en prend à l'une des dernières mythologies, encore à peu près intactes de notre époque. Ce nihilisme avait une fois de plus, vu juste. Ces « Non-lieux », œuvres à demi d'oubli, au-delà de leur peu douteuse réussite picturale et formelle, sont justes de pensée. Ce n'est pas chose commune.

P.H.D.

★ Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Solme, jusqu'au 7 novembre.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

« Il n'y a pas de grandes personnes » (Malraux)

1 Une faim de loup

L'éditeur est certainement l'un des personnages les plus enfantins de la comédie littéraire. Ce qui doit réjouir un Charles-Henri Flammarion, ces jours-ci, ce n'est pas tant de publier ou non de vrais livres, de s'en occuper avec zèle et modestie, c'est trop au-dessous de sa tâche, mais d'avoir récupéré dans la roulotte bringuabellante de Françoise Verry où sont entassés, pile-mêle, jupons rouges, fichus bariolés, liquors de feu, d'avoir pu chiper aux Gallimard avec le complicité de cette romancière, dont la devise serait, me semble-t-il, « je t'engage mais ne verse pas » et qui, d'un Grasset l'éditeur, raconte aux lecteurs de la bonne aventure de l'édition moderne, subjuguée par les écrivains et vedettes connues en leur lisant les lignes de la main, Françoise Mallet-Joris, dont les personnages sont belles comme il se doit, la voix d'or puisque en pur Goncourt inclassable comme le rira de Sarah !

Verry n'a pas lésiné sur la dot, Françoise Mallet-Joris, c'est un fier cadeau de mariage ! Et pourtant si Charles-Henri F. me demandait conseil, je lui dirais sans tarder que l'avenir de la rue Racine n'est plus dans le roman, que le voix de Mallet-Joris si prise soit-elle ne doit pas susciter dans sa maison des romans de barrière qu'il semble affectionner et qui réduisent à la cuisine. Il est normal que des romans aux hommes soient sans saveur, il est moins qu'ils soient aussi coriaces à lire que s'ils étaient de grain ! Donc plutôt que de rêver à des prix difficiles et sans gloire, je lui dirais de se cantonner dans ce qui lui réussit.

a) Médecine-sciences qui nourrit son honneur, du moins son Flammarion depuis quatre générations. Et je prendrai comme exemple Sherlock Holmes et le cas du docteur Freud de Michel Shepherd (délicatement traduit par le docteur Cyrille Koupernik, Flammarion 50 F), charmante brochure qui joint la solution à 7 % de Nicolas Meyer (collection « J'ai vu » chez Robert Laffont) et de revoir le film qui s'en est inspiré.

b) Les livres sur la cuisine, les guides, l'art de vivre, etc. Ils n'ont qu'un défaut : la concurrence est rude. Le marché est quelque peu saturé et on ne sait plus où donner de la queue entre Laffont, Larousse, Larousse et tous les autres qui s'y sont mis. Une vie même centenaire ne suffirait pas à préparer toutes les recettes du terroir qui nous sont proposées. Nous n'avons que l'embaras du choix entre ce bon vieux léger, ce bourgogne chaleureux et ce petit vin de pays dont vous me direz des nouvelles ! Je reconnais pourtant qu'il est plus facile d'avoir des idées de roman en s'enfonçant dans *France ma douce* de Terence Conran (v.o. Terence Conran's France, 198 F mise en vente le 4 novembre) aux mille illustrations avec ses grands chapitres sur la vie rurale, la France à table, la maison française, Paris, les premières impressions du pays qu'en lisant la *Théorie du roman* de György Lukacs, que Dieu ait son âme ! Dans sa superproduction, M. Terence Conran, le fondateur d'habitat, nous restitue les jolies cartes en couleurs de la France de notre enfance que le maître d'école sortait avec précaution de leurs casiers profonds pour les suspendre au tableau noir ou sur un chevalet.

Voici les pommes, les poires et les fraises de Bretagne. Les cerises de Lubersac, les châtaignes du Plateau central, les figues de Provence, les prunes d'Agen, les cédrats de Corse, les quetsches, les mirabelles, les

maris de l'Alsace. Les vieux noms d'autrefois qui ont composé ces cartes repassent devant nos yeux : Albert Bernard, instituteur, officier de l'Instruction publique ; les fils d'Emile Deyrolle, éditeurs cartographes, 48, rue du Bac à Paris !

c) Enfin, ce qui a fait la renommée durable des Flammarion, si je laisse choir un instant l'Astronomie populaire de l'arrière-grand-père Camille, les Albums du Père Castor, le véritable fondateur de cette maison dont Louis XIV disait déjà dans sa sagesse qu'elle était plus ancienne qu'ilustrite ! D'une façon générale, tous les livres pour enfants. Je viens d'en devoir trois d'officielle pour en faire goûter deux à ma fille aînée avec un succès timide (les enfants de moins de quatre ans n'aiment pas la nouveauté dans le récit) mais assurément, mon cauchemar du soir : relire pour la quatrième fois avec une voix différente et des variantes pour ne pas devenir fou une histoire de dragons, de petite fille malicieuse et de poison ! Mon sauveur que je ne saurais trop vous recommander est *Un loup trop gourmand* de Keiko Kasea (Albums Jeunesse, Flammarion, 65 F, v.o. : *The Wolf's Chicken Stew*, traduit de l'américain par Catherine Delacour).

C'est l'histoire d'un loup qui a vraiment une très bonne tête et dont le plus grand plaisir est de manger. « Dès que le loup avait fini un repas, il se mettait à penser au suivant ».

Un jour, il a envie d'une poule au pot car c'est un loup très raffiné, qui ne dévore pas sa proie toute crue, qui réfléchit, qui a des livres de cuisine. Et c'est ce raffinement, cette culture qui va le perdre et sauver la poulette. Pour la rendre grasse à souhait, il lui prépare jour après jour des tas de bonnes choses (cent délicieuses crêpes, beignets savoureux, gâteau de 50 kilos) qu'il dépose timidement, à pas de loup, devant la porte de sa maison. Ah ! c'est une belle histoire, et notre loup avec son air pensif et brave est à croquer !

2 Premier chagrin

De même qu'il y a du poisson et du gibier d'élevage qui suppléent avantageusement au gibier des bois sauvages et au poisson des eaux profondes, et tant pis s'il n'en ont pas la saveur et la finesse, il pourrait exister des loups d'élevage — La Fontaine en parle dans ses Fables — qui n'auraient pas la sauvagerie de leurs congénères, et l'imagine assez Eric Neuhoff dans ce rôle, lui qui est la coqueluche de ce poulailler d'oc qui est *Madame Figaro*. Notre ami avec le temps est devenu un grand garçon de trente et un ans qui a derrière lui deux romans qui n'ont pas entamé sa réputation et deux essais indéfinis qui se laissent lire. Autant dire qu'il ne porte pas sur ses épaules un bagage tel que sa marche en soit gênée. Dans ce qu'il a écrit, il y a souvent un détail qui retient, un autre qui nous fait passer à la ligne. C'est une moyenne plus qu'honorable.

A vingt-huit ans, Eric Neuhoff a eu son premier vrai chagrin : il a perdu François Truffaut. Comme toujours, c'est un bon et un mauvais âge pour perdre un aimé. Un mauvais parce que les gens que l'on aime, il n'y en a pas des tas. Ce n'est pas qu'il y en a plus en vieillissant, mais c'est qu'à ce moment-là, quand on traverse à son tour l'âge des disparus, on finit par se demander ce que l'on pouvait bien leur trouver, on se dispense d'admirer, comme du reste. A vingt-huit ans, Neuhoff ne s'atten-

dait pas à ce que Truffaut, qui avait à peine franchi la cinquantaine, qui avait un âge confortable, vingt ans de bon pour les autres, lui fût une compagnie. Un aimé ne doit jamais nous quitter le premier. Son rôle, c'est d'être piégé !

Truffaut, Neuhoff ne l'a aperçu qu'une fois en chair et en os, à deux rangées de lui et dans une des petites salles — *Milieu ou Corail ?* — de l'Empire où l'on présentait au cinéaste anglais sur Charles Chaplin. Je souriais le haut de votre tête qui dépassait du fauteuil (...). Vous aviez l'air fatigué. Vous portiez une écharpe de soie blanche... Évidemment, il ne l'a pas abordé. Il avait tout son temps : un quart de siècle pour lui dire quelques mots. Chagrin d'écrivain, chagrin de poète ! Ça devait se terminer en *Lettre ouverte à François Truffaut* dans la fameuse collection d'Albin Michel qui coûte toujours 49 F. C'est peu pour les droits d'auteur, Neuhoff en est le septante-huitième épistolier. Par ordre alphabétique, le dernier de la série est Gérard Zwegg avec sa *Lettre ouverte aux mal-baisants*. Avec un nom pareil et depuis la mort de Zweig, celui-là, il risque longtemps d'avoir le dernier mot ! Si vous n'avez jamais lu de Neuhoff, cette *Lettre* n'est pas la plus mauvaise façon de faire sa connaissance. Chez Neuhoff, il y a toujours beaucoup de gens cédés pour moutier les pièces ou les pages. Avec Truffaut comme sujet, vous êtes sûr au moins de connaître quelque chose. Neuhoff a le souffle court et la voix traînante pour compenser. Page 141, voulant se donner du cœur à l'ouvrage, après avoir ouvert et fermé la porte de son livre je ne sais plus combien de fois, Neuhoff ose écrire : « De tout cela, il restera tout de même quelque chose, une trace, un témoignage, un objet tangibilisé, cent soixante-dix pages brochées ». Brochées certes en comptant la quatrième de couverture. Mais soixante, non. Avec les blancs et toutes les ficelles de la pagination, 151. Avec les 19 pages qui restent, cette *Lettre* est précieuse pour ceux qui jouent à la balote, au bridge, à la canasta et qui manquent de marques. Ce livre qui voit le jour n'est pas désagréable, sauf quand Neuhoff, laissant tomber ses béquilles, tente de grimper en resquillant dans le tramway de Bernanos et de Nimier et joue à François perdu, cinglant. Bernanos et Nimier, si différents qu'ils aient été, ont tout de même eu des souvenirs en commun, difficiles à oublier : une France couchée, vautreée sous la défaite. Il n'y a pas de désavantages à être né en 1956, à avoir été un enfant de la société de consommation. Encore faut-il ne pas s'inventer des indignations fictives. Que vous ont fait nos hommes politiques ? Ils sont pour le moins à la hauteur de vos écrits. Il est dommage qu'Eric Neuhoff n'ait pas eu le temps de feuilleter le *Plaisir des yeux*, de François Truffaut (Cahiers du cinéma, 99 F). En relisant son auteur, il aurait enrichi sa copie.

3 Le forçat volontaire

Ricardo Páezroy vient d'écrire sur son beau-père un superbe livre aux éditions du Rocher : *Jules Supervielle. Le forçat volontaire* (120 F). Orphelin à l'âge de huit mois, Supervielle, partagé entre deux continents, s'enferma toute sa longue vie d'enfant dans la poésie qui fut sa folie et son garde-fou. Nous reviendrons sur cette biographie riche en digressions et qui est digne du grand poète rusé et désarmant dont elle a le goût.

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI
présente
Lundi 23 Novembre à 20h30
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTREAL
direction
CHARLES DUTOIT
soliste
ANNE-SOPHIE MUTTER
MONTREAL : Borel
TCHAIKOVSKY : concerto pour violon en ré majeur op.35
STRAVINSKY : Pétouchka (version originale 1911)
PARRAINE PAR LA BANQUE DE MONTREAL

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur musical
Daniel Barenboim
SALLE PLEYEL 20H30

28, 29 octobre
Zubin Mehta, direction
Roger Woodward, piano
Messiaen, Xenakis, Mahler
En association avec le Festival d'Automne

31 octobre à 16h30
Zubin Mehta, direction
Ivry Gitlis, violon
Bartok, Mahler

4, 5 novembre
Daniel Barenboim, direction
Radu Lupu, piano
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Oldham, Chef de Chœur
Beethoven, Schumann, Stravinsky

6 novembre
Daniel Barenboim, direction
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Oldham, Chef de Chœur
Stravinsky, Tchaikovsky

RENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45630796

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

FETES D'AUTOMNE LES ARTS FLORISSANTS
Dir. et Clavier : William Christie
BOUZYIAC, LAMBERT
M.A. CHARPENTIER, LILLY
JOSE VAN DAM
SCHUBERT
Le Chant du Cygne
BRAHMS, N. WOLF
Théâtre de l'ATHÈNE
Lundi 2 novembre 20h30
(p.a. Valenciennes)
O.A.P.
CHATELET
Lundi 2 novembre 20h30
(p.a. Valenciennes)
MusicaSoleil

FESTIVAL DE L'ILE DE FRANCE
L'ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LA SOUS-CRUE EN FIANCES (A.R.S.E.P.)
Vendredi 30 Octobre 20h30
BASIQUÉ DE SAINT-DENIS (millénaire Copétién)
ENSEMBLE ORGANUM DE PARIS
"musique du sacre d'Hugues Capet"
direction : Marcel PERES
Prix des places : adhérents Alpha FNAC 70 F
renseignements : 47.39.28.26

Culture

THÉÂTRE

« Crimes du cœur », de Beth Henley

Trois mouettes contre la mort

La rencontre de trois sœurs qui s'étaient perdues de vue. Des dialogues de rien. Un équilibre instable. Une pièce légère et forte.

Elle s'appelle Beth Henley, elle a un visage de Pierrot lunaire avec deux saphirs à la place des yeux, elle est née au bord de la Pearl River dans l'État de Mississippi, son rêve de petite fille c'était d'être une actrice, et elle le devient, en effet, mais à vingt-six ans, elle cesse de jouer Shakespeare ou Tennessee Williams pour écrire une pièce elle-même, et, du premier coup, avec *Crimes du cœur*, elle obtient le prix Pulitzer, c'est-à-dire le premier prix, en Amérique.

Pièce très émouvante, en effet, d'autant plus qu'elle vous saisisse, vous le comprenez pas comment, par ses riens, impalpables, mais étonnants.

Il y a trois sœurs, une fois de plus, — depuis les sœurs Brontë et celles de Tchekhov c'est devenu la mort de des choses. Quel âge, on ne sait pas, dans les vingt-cinq ou trente ans. « Une femme qui avec son âge est capable de tout », disait avec raison Galtby.

La plus vaine des trois, Meg, a débuté comme chanteuse, genre Las Vegas, mais d'un coup sa voix s'est cassée et elle manipule un engin logiciel dans une usine d'aliments surgelés pour chiens. La plus douce, Babe, qui a épousé un gros ponton, vient de lui tirer une balle dans le ventre, elle est en liberté dans l'attente du jugement, ça s'arrange. La troisième, Leony, la scouiste du trio, donc la plus paumée, domine son temps au grand-père, qui est en train de mourir d'un cancer, à l'hôpital. Elles étaient un peu perdues de vue, depuis quelques temps. Elles se retrouvent. Voilà, c'est tout. Mais ça

suffit. Ça suffit à faire, pour qui sait écrire, des dialogues de rien qui sont pas mal de choses. Parce que des sœurs (des frères aussi), ce sont toujours un mystère, un lien à part, comme si les préliminaires et les aléas des attachements avaient été vécus d'avance, si bien que les choses de la vie se disent et se font, entre frères et sœurs, sur un sol dégagé, libre, un chemin plus aéré que celui des jours ordinaires.

Chacune des trois sœurs de *Crimes du cœur*, prise séparément, quand les deux autres sont au loin, se débat maladroitement contre des tracas qui froient la tragédie, ou qui y tombent. Ensemble pour une fois, leurs drames apparaissent sous un jour plus serein, s'exacerbent même, mais il plane là-dessus la grâce vivifiante d'une paix éternelle, qui note l'angoisse. Et cette pochade de pièce nous atteint aussi parce que l'auteur, cette Beth Henley, mène son jeu dans le taillis, dans le bois sauvage, d'une « conscience morale » très étrange, hors de toute prescription préconçue. C'est sur ce point-là, sur cet équilibre instable sans filet, que cette pièce légère est forte.

Spectacle sans poids, en « état de bonheur » parce que le dialogue français (traduction Pierre Laville) est clair, naturel, et surtout parce que les trois actrices, Elisabeth Depardieu, Ann-Gisel Glass, Tonia Marshall, sont d'une aisance et d'un charme rares : trois mouettes qui dansent contre la mort, au-dessus des vagues.

Mise en scène de François Bourgeat, décor d'Alain Batifollier. Il y a aussi deux garçons, bons acteurs, Jean-Paul Bordes, Richard Lucas, mais les hommes c'est plus lourd, forcément.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de la Poésie, 21 heures.

NOTES

Nougaro sur la planète rock

Claude Nougaro fait ses adieux au jazz. Il se tourne vers New-York et le rock.

En janvier dernier, Claude Nougaro fait le vide autour de lui : il rompt avec des habitudes, des confort, change d'agent artistique, de firme de disques, de domicile et part seul pour New-York. Il vit dans l'ancien appartement de Charlie Mingus, tapissé de partitions écrites de la main même du contrebassiste.

Nougaro, à force de tirer les sonnettes, rencontre enfin Philippe Saisse, un jeune journaliste d'Amérique qui lui ouvre les portes de la planète rock. En compagnie de musiciens comme Nils Rodgers, Marcus Miller, et Mark Egan, le petit minotaur de Toulouse découvre à son tour que le rock, c'est comme la douleur et l'extase. Il imagine des chansons nouvelles (*Nougayork*, qui donne son titre à l'album, *Rhythm/Flower*, *Harlem*, *Un écouil à Central Park*, *Il faut tourner la page*, *Lady Liberty*), qu'il grave ensuite à pleins raseaux dans le studio new-yorkais avec le plaisir de s'ébattre voluptueusement dans de nouveaux espaces sonores.

Avec ses nouvelles couleurs musicales, Claude Nougaro fait ses adieux cette semaine — au Petit Journal-Montparnasse — à la formule du trio-jazz adoptée il y a quatre ans et avec laquelle il a donné quatre cents concerts. Il s'amuse à faire resurgir des chansons qu'il n'avait pas chantées depuis vingt ans. Les musiques d'Armstrong et de Coltrane rejoignent chez Nougaro celles de Puccini, Verdi, Wagner, Fauré, Ravel, Tchaïkovski, les sambas de Rio-de-Janeiro, le reggae des Caraïbes et les ballades des griots africains.

C. F.

Album WEA. Le Petit Journal-Montparnasse, jusqu'au 29 octobre, à 22 h 30.

« Zoopsie Comédie »

Beau Geste et Lolita sont deux compagnies jumelles. Leurs danseurs ont tous été formés au CNDC d'Angers par Nikolaï, maître de l'illusion. En 1986, avec l'appui de la Biennale de Lyon, ils ont décidé de se réunir pour créer un grand spectacle, une revue à plein vent.

Un vague canavass entraîne un poète à la poursuite d'une star à travers le monde, rencontre sans cesse perturbée par les interventions des Zoops, personnages turbulents comme des trolls. Leur aventure à épisodes se déroule dans le cadre classique d'une revue, avec la traditionnelle descente d'escalier et les sonnettes traditionnelles attractions et tours de chant. C'est le Casino de Paris, mais traité au second degré.

par des danseurs — et non des artistes de variété — qui apportent une note d'impertinence et d'humour décontractés propres à la génération actuelle.

L'Égypte, le Brésil, l'Espagne, l'Amérique qu'ils suggèrent sur des musiques parisiennes de cha-cha-cha ou de blues se brouillent dans des tableaux gaillardement parodiques et des costumes diaphanes de Christian Lacroix. Présent plus le Baubau que le music-hall.

Domènec Boivin, poète lunaire, est le meneur de jeu. On l'a connu plus drôle. Sa réserve amortit un peu le tonus d'un spectacle professionnellement très au point. Au Batucan, il se consomme par petites tables avec champagne.

M. M.

* Batucan, 50, boulevard Voltaire, 21 heures, sauf dimanche et lundi, jusqu'au 7 novembre.

Le cinéma méditerranéen à Montpellier

Les Rencontres avec le cinéma méditerranéen de Montpellier, créées en 1979, proposeront cette année, du 31 octobre au 8 novembre, une sélection d'une dizaine de films illustrant une des clés de ce cinéma : comment la Méditerranée se met en scène, se donne en spectacle permanent, du théâtre au cinéma, de l'opéra au mélodrame, du music-hall à la comédie et à la... corréda. Ce choix part d'une observation bien connue : la faconde du langage gestuel qui fait de la place publique un théâtre vivant.

Le regain de vitalité qui semble percer dans le cinéma italien sera illustré par la présence de Paolo Taviani et de l'intégralité de l'œuvre qu'il a coécrite avec son frère Vittorio, dont le quasi introvable *Sous le signe du scorpion*.

Outre l'Italie, sont attendus pour la rive nord du bassin : les réalisateurs Manuel Gutiérrez-Arango et Mario Camus, les comédiens Peco Rabal et Victoria Abril (Espagne) et le réalisateur yougoslave Rajko Grlic.

Pour le Proche-Orient et la rive sud, un hommage sera rendu au réalisateur égyptien Tewfik Saleh et aux Syriens Omar Amiralay et Samir Zikri.

Parmi les quatorze nations représentées, deux pays participeront pour la première fois aux rencontres : l'Albanie avec *Général Griphon*, de V. Gjika, et Chypre avec *Un détail à Chypre*, de P. Chrysanthou.

Au total près de 80 films, dont, le 8 novembre, en clôture, la projection en avant-première nationale d'*Intervista*, de Federico Fellini.

R. B.

Communication

Le rôle de la CNCL et l'affaire de Radio Courtoisie

Le juge Grellier inculpe M. Michel Droit



favorable pour une partie, ou par inimitié contre elle, sera coupable de forfaiture et puni de la dégradation civique.

La dégradation civique est considérée en droit comme une peine afflictive ou infamante. C'est-à-dire comme un crime relevant de la compétence de la cour d'assises.

Au cas où cette juridiction prononcerait contre M. Droit la peine de dégradation civique, l'intéressé ne pourrait plus exercer aucune fonction, emploi ou « office public ».

L'article 34 du code pénal sur la dégradation civique ajoute que celle-ci consiste notamment : « dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, et en général de tous les droits civiques et politiques et du droit de porter aucune décoration ».

M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, a inculqué de forfaiture, mardi 27 octobre, M. Michel Droit, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). La justice reproche à M. Droit d'avoir favorisé l'attribution d'une fréquence radio sur la bande FM parisienne à Radio Courtoisie.

La plainte, avec constitution de partie civile, pour corruption, forfaiture ou trafic d'influence déposée en juillet dernier par Larsen FM contre le responsable de Radio Courtoisie, M. Jean Ferré, devait connaître mardi 27 octobre un spectaculaire rebondissement. M. Michel Droit, membre de la CNCL — l'instance chargée de délivrer aux radios l'autorisation d'émettre — était convoqué au Palais de justice de Paris par M. Claude Grellier, le juge d'instruction chargé de cette affaire, qui l'a inculqué de « forfaiture ».

La justice semble reprocher à M. Droit de s'être prononcé par favoritisme pour Radio Courtoisie. L'avocat de Larsen FM, Maître Jean-Louis Bessis, accuse M. Droit d'avoir promis à M. Ferré une autorisation d'émettre avant même que la CNCL n'en ait délibéré. « Et il semble ressortir de l'enquête, poursuit Maître Bessis, que c'est bien l'instance de M. Droit qui a permis à Radio Courtoisie de « dérocher » une fréquence ».

L'inculpation de M. Droit pour forfaiture pourrait conduire celui-ci devant une cour d'assises. L'administrateur de la CNCL tombe en effet sous le coup de l'article 183 du code pénal qui punit : « Tout juge ou administrateur qui se sera décidé par

L'avocat de M. Droit, M. François Sarda, que nous avons tenté de joindre au téléphone dans la matinée de ce mardi 27 octobre, nous a fait dire qu'il n'avait « rien à déclarer » sur cette affaire.

Il faut rappeler qu'une inculpation ne signifie pas que l'intéressé est coupable. Un juge d'instruction est contraint d'inculper une personne lorsque celle-ci est mise en cause dans une affaire pénale, afin de lui permettre d'avoir accès au dossier et de se défendre. L'information menée par le juge d'instruction peut aboutir à non-lieu, c'est-à-dire à la mise hors de cause de l'inculpé. Elle peut aussi déboucher sur la comparution de l'intéressé devant une juridiction et à sa condamnation.

Larsen FM avait déposé, en juillet dernier, une plainte avec constitution de partie civile à l'encontre de M. Ferré, dont la radio a été autorisée par la CNCL. Collaborateur du *Figaro Magazine*, M. Ferré se voyait accusé de « corruption active » d'agent de l'Etat. Un terme visant la CNCL, ses membres ou ses services. La plainte se fondait sur deux constats : « L'attribution d'autorisation d'émettre à des projets de radio qui ne pouvaient s'expliquer que par des faveurs », et, parallèlement, compte

tenu du nombre limité de fréquences sur la bande FM, l'exclusion de certaines radios émettant depuis plusieurs années.

A la suite de cette plainte, trois radios — Courtoisie, AYP et Orient — avaient fait l'objet de perquisitions dont la presse avait fait état. Dans un récent communiqué, les trois membres de la CNCL s'étaient déclarés « indignés par les allégations répétées autour d'une plainte pour corruption ». Les « sages » ajoutaient « tenir cette campagne pour inadmissible » et avaient chargé leurs avocats « d'engager toutes actions appropriées, d'une part, pour le respect de ses décisions et la sanction des infractions, d'autre part, pour la défense de sa considération ». La CNCL se disait donc décidée à déposer des plaintes en diffamation.

Parallèlement, elle suspendait provisoirement de ses fonctions l'un des ses chargés de mission, M. Pascal Valléry-Rudot, soupçonné d'avoir entretenu des relations ambiguës avec certaines personnes ayant des projets de radio.

L'inculpation de M. Michel Droit donne une tout autre dimension à l'affaire.

Faute d'accord sur la production et la rediffusion de créations françaises

Les artistes-interprètes de télévision ont voté la grève générale

Spectacle inhabituel au Théâtre national de Chaillot, salle Gémier, de 20 heures à minuit lundi 26 octobre. Pour cette représentation unique, on jouait à guichets fermés. Les huit cents places avaient été prises d'avance et les travestis étaient complètes. Le rôle principal était tenu par l'irrésistible Claude Piéplu, entouré d'une distribution prestigieuse parmi laquelle on remarquait Michèle Morgan, Roger Hanin, Marie Dubois, Bernard Giraudeau, Evelyne Bouix, Pierre Arditi...

Télégrammes et messages de sympathie avaient afflué de partout, signés Edwige Fenech, Yves Montand, Suzanne Flon, Raymond Pellegrin, Miquel-Mon, Claude Brasseur, Bruno Crémieux, Jean-Pierre Marielle, Brigitte Fossey, Stéphane Audran, Micheline Presle, Isabelle Aubret, Jean Poiret, Jean-Pierre Darras, Mado Maurin... Le spectacle ? L'assemblée générale des artistes-interprètes, réunie à l'appel de toutes leurs organisations syndicales (Syndicat français des artistes-interprètes, SFA-CGT, Syndicat des artistes du spectacle, SYDAS-CFDT, Syndicat national des acteurs, SNLA-FO, Syndicat indépendant des artistes-interprètes, SIA).

On n'avait pas assisté à une telle manifestation d'unité depuis les grandes batailles de 1976 et 1982. C'est que l'heure est grave : malgré l'humour décapant de Claude Piéplu, les participants étaient conscients d'assister à une tragédie, où, pour citer Pierre Arditi : « C'est un danger de mort qui nous guette ! ».

Avant un débat général passionné, qui oscillait entre la tragédie grecque et la comédie d'Arthur, l'absence de micros ne gênant pas des acteurs habitués à projeter leur voix, — des représentants des quatre syndicats ont rappelé l'enjeu de la lutte. Retraçant les grandes étapes depuis l'éclatement de l'ORTF en 1974, notamment la grève de trois mois fin 1976, lorsque le pourcentage du salaire initial versé aux interprètes pour la rediffusion de leurs œuvres avait chuté de 50 % à 25 %, Catherine Almeras (SFA-CGT) a résumé les menaces qui pèsent sur une convention collective de plus en plus détournée.

L'engagement des artistes par des sociétés privées non signataires de la convention ; les coproductions avec d'autres pays qui engagent les artistes français « sous les droits rattachés » ; la collaboration de la Sept avec FR 3, qui prévoit de multiples rediffusions sur satellite ; les produits hybrides (film cinéma plus série télévisée) avec « rachat forfaitaire de tous les droits » ; le système appliqué unilatéralement par l'INA, qui « brade son stock aux chaînes privées, en payant les artistes en honoraires non en salaire », etc.

Mais la goutte qui a fait déborder le vase a été la décision prise par les sociétés de télévision publiques et privées, le 12 octobre lors d'une réunion avec les syndicats des artistes-interprètes, de supprimer le cachet de 25 % du salaire initial pour les rediffusions, pour une durée de trois ans. « Alerté », souligne François Parrot, délégué général du SFA, le seul salaire initial couvrirait une exploitation illimitée pendant cette

période, alors que le rythme des rediffusions s'accroît de jour en jour. C'est quarante années d'acquisitions syndicales qui sont remis en cause. Jamais un coup pareil n'avait été porté contre notre profession. Notre réponse doit être à la mesure de l'événement !

Des cabots pas des moutons !

Répète qui s'est affiné tout au long de la soirée. Face à la « sous-entente » des chaînes, selon la jolie formule de Piéplu, « véritable gifle pour toute la profession », fallait-il, comme le préconisait Luc Cendrier, « sortir l'arme absolue qu'on déclenche avant la liquidation finale » ? Les témoignages apportés au cours de l'assemblée ont fait monter la colère. « Alors que Lottard a baptisé 1987 l'année de la création, a dit un délégué SNLA-FO, les journées de travail pour les artistes, qui étaient de soixante mille en 1980 sont tombées, en 1986, à trente-deux mille ! ».

« Nous sommes des cabots, peureux, mais pas des moutons », s'est écrié Bernard Lavieille pour déplorer la domination anglo-saxonne. « Acteur français, jouant en américain, cherche emploi ! Voilà à quoi nous sommes réduits. » Et de citer la phrase de Jaurès : « Le patois est la langue des vaincus ». De son côté, Robert Hossain a envoyé un message de solidarité, où il fait remarquer qu'il « n'a touché, pour trois de ses films diffusés à la télévision en un an, que 3 000 francs en tout et pour tout ! ».

La solidarité s'est également manifestée au plan national — des représentants syndicaux étaient venus de plusieurs régions — et dans d'autres branches de la profession. D'abord les « doubleurs », qui viennent de gagner une victoire contre le gouvernement, ont promis leur appui, ainsi que les agents artistiques et littéraires. Ensuite, Jacques Rutman, président du Syndicat indépendant des réalisateurs — qui a fait remarquer que le prix de la retransmission d'un match de football est passé de 1 million de francs, il y a un an, à 6 millions de francs aujourd'hui — a proposé de créer un « comité de coordination » entre artistes et réalisateurs pour « se battre ensemble ». Alliance qui en a néanmoins laissé sceptique plus d'un...

Finalement, la motion votée en fin de soirée — à l'unanimité, sauf une voix contre et quatre abstentions — s'est durcie au fil des amendements. La version adoptée annonce « la grève générale dans la production publique et privée de télévision », à compter du lundi 16 novembre, si un accord n'est pas trouvé auparavant sur les deux points suivants : une augmentation du volume annuel de créations originales françaises, garantissant un nombre de journées de travail, une masse salariale, un nombre d'heures de production. Et deuxièmement, « une augmentation importante du pourcentage du salaire initial versé pour les rediffusions, sur toutes les chaînes de télévision, publiques et privées ».

ALAIN WOODROW.

سكننا من الالحل

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Informations « services »

هكذا من الاهل

Échecs



CHAMPIONNAT
DU MONDE
SÉVILLE
1987

Sixième partie

Kasparov
offre un demi-point

C'est en quelque sorte un petit temps de repos que Kasparov s'est offert, le lundi 21 octobre, dans la sixième partie. Au lieu de prendre un time-out (comme Karpov l'avait fait après sa défaite dans la quatrième partie), le champion du monde a estimé que le désastre de la cinquième partie ne valait ni pleurs ni lamentations et qu'il pouvait même offrir un demi-point à Karpov.

On rejoua donc pour la troisième fois l'anglais. Kasparov changea de réponse (2.45). Kasparov obtint une forte pression. Le challenger se « ravatina », construisant un bunker autour de son roi. Les pièces lourdes une fois échangées, le champion du monde réfléchit dix-neuf minutes, joua 28.Fb4... et proposa la nulle. Karpov l'accepta sur-le-champ.

Au premier quart du match, le challenger mène par 3,5 à 2,5. Peut-être n'attendait-on pas ce score. C'était le même il y a deux ans à Moscou. L'année dernière, il était égal (3-3). Dans les deux cas, Kasparov avait gagné ensuite trois parties.

Septième partie, le mercredi 28 octobre.

B. de C.

Règles : KASPAROV

Noms : KARPOV

Sixième partie

Partie anglaise

1. e4	15. De4 (54)	55 (53)
2. Cf3	16. Cc2 (54)	57 (74)
3. g3	17. Td3 (77)	74 (75)
4. f2	18. Td1 (78)	74 (75)
5. Td1	19. Td3 (81)	74 (77)
6. d3	20. Dd6 (54)	54 (53)
7. b4	21. Fd4 (101)	74 (86)
8. b5	22. Cc4 (102)	87 (91)
9. Cb5	23. Fc3 (103)	74 (102)
10. bxc6	24. axb3 (109)	De7 (108)
11. Cc3 (108)	25. d3 (111)	74 (120)
12. Fc3 (108)	26. Dc3 (112)	74 (120)
13. Cb3 (108)	27. Fc3 (112)	74 (120)
14. e4 (45)	28. Fd4 (131)	Nulle

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Mort
du RP Jules Hirleman
compagnon
de la Libération

Jules Hirleman est mort, le mardi 20 octobre, à Puylobier (Bouches-du-Rhône).

[Né le 14 janvier 1901 à Belfort, Jules Hirleman, après des études au petit séminaire de Paris, entre chez les Pères du Saint-Esprit et il est ordonné prêtre en 1924. Il sert ensuite au Congo belge, puis au Congo français. Il sera mobilisé comme infirmier, en septembre 1940 à Fort-Lamy (aujourd'hui N'Djamena) au Tchad. Nommé aumônier au bataillon de marche n° 3 du Tchad, il participe à la campagne d'Erythrée, de Palestine, puis de Syrie, aux côtés de la France libre.

Aumônier principal de la 1^{re} division française libre, Jules Hirleman participe, avec la 1^{re} brigade de Légion étrangère, aux batailles de Bir-Hakeim et de El Alamein contre les forces du maréchal Rommel, aux campagnes de Tripolitaine, de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Il sera fait compagnon de la Libération le 7 mars 1945, comme aumônier-capitaine à la 1^{re} division française libre.

En septembre 1945, Jules Hirleman décide d'accompagner l'armée française en Indochine, puis en Algérie et au Sahara. En septembre 1959, il est mis à la retraite mais il restera, jusqu'à sa mort, à Saint-Mitre-les-Remparts et à Puylobier (Bouches-du-Rhône), le prêtre de la maison de retraite qui dépend du commandement de la Légion étrangère.]

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 26 et mardi 27 octobre 1987 :

UN DÉCRET :

● N° 87-860 du 24 octobre 1987 portant création du comité consultatif du kiosque télématique ;

UNE CIRCULAIRE :

● du 30 septembre 1987 relative à l'extension de l'apprentissage anticipé de la conduite.

UNE LISTE :

● par ordre alphabétique des candidats admis à subir les épreuves orales du premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Pascal et Marguerite BAUDRY, Eric et Roxanna, ont la tristesse de faire part du décès de

Mallory,

le 6 octobre à Toronto.

Partagent leur joie
M^{me} Jean S. BAUDRY,
M. et M^{me} Jean PAGE.

66 Dewaridge Trail,
Brampton, Ontario (Canada)
L6Z1A2.

— Jean-Michel DUMOND
et
Chantal COLLEU-DUMOND,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Marie, Jeanne, Hélène,
le 9 octobre 1987, à Bonn.

Ambassade de France
à Bonn (RFA).

Décès

— M^{me} Charles ARNOULD,
M. et M^{me} Yves Toporenko,
leurs enfants et petits-enfants,
M. le docteur et M^{me} René Abelaet,
leurs enfants et petits-enfants,
Toute la famille,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

colonel Charles ARNOULD,
ancien député,
grand-croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
rosette de la Résistance,
croix de la valeur militaire,
chevalier de l'ordre souverain de Malte,
président honoraire
des anciens de Dechan,
des médaillés de la Résistance,
des anciens chasseurs d'Afrique,
des Voies de Paris,

survécu le 12 octobre 1987.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Se famille et son entourage ont partagé les paroles d'espérance et de consolation à l'occasion du culte célébré par la communauté protestante de Bordeaux-Ville, au temple du HA, le dimanche 18 octobre 1987, à 10 h 30.

« Jésus lui dit : « Je suis le chemin, la vérité et la vie. »
Evangile de Jean, XIV, V, 6.

27, rue Georges-Mendel,
33000 Bordeaux,
14, rue Maurice-Bertaux,
92310 Stains.

La levée du corps se fera à l'hôpital du Val-de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal. Les hommages seront possibles de 9 heures à 10 h 15.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 29 octobre, à 10 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, suivie de l'inhumation, le vendredi 30 octobre, à 11 h 30, à Marville (Vosges).

Cot avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

62, rue de la Touraille,
92100 Boulogne.

(Le Monde du 27 octobre.)

— Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean CARRIÈRE,

le 24 octobre 1987, à l'âge de cinquante-deux ans.

La levée du corps aura lieu le mercredi 28 octobre, à 15 h 30, 59, avenue Rialto, Paris-14^e.

L'inhumation aura lieu à Perpignan.

Justine Carrière,
41 bis, avenue Henri-Barbousse,
92220 Bagneux.

— M. Philippe Charron,
Antoine, Elisabeth
et leurs enfants,
Laurence, Jean
et leurs enfants,
Nathalie,
Sandrine, Thierry
et leur fille,
Anna-Sophie, Emmanuel
et leur fille,
M^{me} Aline Trocmé de Saint-Affrique,
Les familles Edouard Trocmé, Yves Trocmé,
Ashley Weare, Bernard Trocmé,
Claude Trocmé, Luce Durand-Gosselin,
Francis Charron, Eric Charron, Max Bonin
font part du décès de

M^{me} Philippe CHARRON,
née Eveline Trocmé,

survécus le 25 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Saint-Mandé (Val-de-Marne).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e, où l'on se réunira le mercredi 28 octobre 1987 à 11 h 30.

Cot avis tient lieu de faire-part.

62, rue Dourmay,
75013 Paris.

(M^{me} Delatorré était la veuve d'Edouard Delatorré, président du Conseil sous le 1^{er} République.)

— M^{me} Josette Chazette,
née Fournier,
son époux,
M. et M^{me} Lionel Guillet,
Emilie et Sébastien,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CHAZETTE,

survécus le 26 octobre 1987.

Les obsèques seront célébrées au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 29 octobre à 15 h 30.

Union d'Echolerau,
17800 Pons.

— M^{me} Michèle Boucraux,
sa sœur,
M^{me} Véronique Lantier,
sa petite-sœur,
M^{me} Marcelle Saint,
sa cousine,
M. Jean Daladier,
M. et M^{me} Marc Daladier,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Edmond DALADIER,
née Jeanne Boucraux,

survécus le 25 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Saint-Mandé (Val-de-Marne).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e, où l'on se réunira le mercredi 28 octobre 1987 à 11 h 30.

Cot avis tient lieu de faire-part.

62, rue Dourmay,
75013 Paris.

(M^{me} Delatorré était la veuve d'Edmond Delatorré, président du Conseil sous le 1^{er} République.)

— M. Louis-Marie LAGARDE,
directeur honoraire
à l'Assemblée nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,

survécus à Nancy, le 22 octobre 1987, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Paisy, rue de l'Ammonciation, Paris-16^e.

34, rue Humilis,
75016 Paris.

— M. Samuel Emile Levy,
son époux,
M. et M^{me} Rémy Levy
et leurs enfants,
M. et M^{me} Viviane Levy
et leurs filles,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Alice LEVY,
née Sakai,

survécus le 26 octobre 1987, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi

— M^{me} Renée Lape,
Les familles Champlon, Quelic,
Lantier, Le Guell
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Gervaise JEAN,
provisoire honoraire
du lycée technique d'Etat
d'enseignement paramédical
et social Carvint,

survécus le 23 octobre 1987, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La levée du corps aura lieu le jeudi 29 octobre 1987, à 7 h 40, à l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Antoine, 23, rue de Chaligny, Paris-12^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Marc de Quimper, dans la sépulture de famille, le même jour à 16 heures.

76, rue de Botzaris,
75019 Paris.

— Paris. Nancy.

M^{me} Louis-Marie LAGARDE,
Ses enfants, petits-enfants,
Et la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis-Marie LAGARDE,
directeur honoraire
à l'Assemblée nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,

survécus à Nancy, le 22 octobre 1987, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Paisy, rue de l'Ammonciation, Paris-16^e.

34, rue Humilis,
75016 Paris.

— M. Samuel Emile Levy,
son époux,
M. et M^{me} Rémy Levy
et leurs enfants,
M. et M^{me} Viviane Levy
et leurs filles,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Alice LEVY,
née Sakai,

survécus le 26 octobre 1987, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi

29 octobre au cimetière de Pantin-parisien.

Réunion à 11 h 15, porte principale.

17, rue Parent-de-Rosier,
75016 Paris.
14.024 Highmark Square
Texas 75.240 (USA).

— M^{me} Pierre Pelisson,
M^{me} Pierrette Pelisson,
M. André Pelisson,
M. et M^{me} Jacques Karro,
Sœur Nicole Pelisson,
Les familles parentes et alliées
ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père.

M. Pierre PELISSON,
inspecteur général du travail F.O.M.,
en retraite,
chevalier de la Légion d'honneur,

survécus le 24 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Paris (31).

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 26 octobre 1987, en l'église Saint-Jacques de Muret (31).

Le Vitarille,
31600 Muret.

— Le colonel Jean Rives-Niessel,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas RIVES-NIESEL,
né Gannas,

leur épouse, mère et grand-père.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Cornille des Essarts-le-Roi, le 28 octobre à 9 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Montmarie, vers 11 h 15.

7, rue des Lilas,
78690 Les Essarts-le-Roi.

Remerciements

— Le personnel du Club Epicure,
Le personnel de Citycard S.A.R.L.,
M. Thierry Millet, trésorier fondateur du Club Epicure et gérant fondateur de Citycard S.A.R.L.,
profondément touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Le personnel du Club Epicure,
Le personnel de Citycard S.A.R.L.,
M. Thierry Millet, trésorier fondateur du Club Epicure et gérant fondateur de Citycard S.A.R.L.,
profondément touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

— Les familles Koutel, Jacques, Diaz et Millet,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Emmanuel JACQUES,

adressent à tous leurs sincères remerciements.

LA MACHINE-OUTIL FRANÇAISE
DES ATOUTS POUR GAGNER

Travail du bois, du métal ou des matériaux nouveaux, la Machine-Outil Française peut répondre à toutes les demandes des entreprises, qu'il s'agisse d'équipements classiques ou de technologie avancée.

Les investissements considérables effectués ces dernières années l'ont rendue performante et compétitive sur tous les créneaux qu'elle occupe. L'entreprise a acheté plus de 45 % de sa production : Allemands, Suédois, Russes et Américains, pour ne citer qu'eux, font confiance aux machines-outils, cellules, robots, équipements et systèmes productiques français.

Riches de sa diversité, la Machine-Outil Française vous offre des atouts pour gagner.

JUGEZ SUR PIÈCES

SYNAP

les Nor

LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE
MÉTÉOROLOGIE CARTE VASCAL
MÉTÉO D'UNE NATION

LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE
MÉTÉOROLOGIE CARTE VASCAL
MÉTÉO D'UNE NATION

LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE
MÉTÉOROLOGIE CARTE VASCAL
MÉTÉO D'UNE NATION

LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE
MÉTÉOROLOGIE CARTE VASCAL
MÉTÉO D'UNE NATION

LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE
MÉTÉOROLOGIE CARTE VASCAL
MÉTÉO D'UNE NATION

LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE
MÉTÉOROLOGIE CARTE VASCAL
MÉTÉO D'UNE NATION

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les Norvégiens surveillent leur cœur

La première campagne de prévention des maladies cardio-vasculaires à l'échelle d'une nation.

OSLO
de notre envoyé spécial

ARIETTE LAGUILLER et Jean-Marie Le Pen posant ensemble sur une même affiche placardée sur tous les murs de France avec ce slogan : « Nous ne sommes d'accord sur rien, sauf sur la nécessité de lutter contre les maladies cardio-vasculaires ». Science-fiction ? En France, à l'évidence. Pas en Norvège. Il fallait voir, la semaine dernière à Oslo, Mme Hanna Kvanmo, présidente du Socialistisk Venstreparti (extrême gauche), et M. Karl I. Hagen, président du Fremskritt parti (extrême droite), sur de grandes affiches, elle brandissant un superbe saumon, lui arborant fièrement une jolie botte de légumes.

Dimanche 18 octobre, toute la Norvège était mobilisée contre les maladies cardio-vasculaires : un programme de plus de six heures sur l'unique chaîne de télévision, une collecte nationale d'une ampleur exceptionnelle, il fallait être sourd et aveugle pour ne pas connaître, le soir venu, les grands principes de la prévention cardio-vasculaire.

Cette mobilisation exceptionnelle s'explique par un chiffre : sur quatre-vingt mille décès enregistrés chaque année en Norvège, environ quarante mille sont le fait de maladies cardio-vasculaires. Selon le professeur Sigurd Nitter-Hauge (Rikshospitalet, Oslo), le taux moyen de cholestérol sanguin par habitant est de 2,75 g/l. Avec de grandes différences selon les régions. C'est dans le Grand Nord — la région la plus pauvre du pays — que la mortalité cardio-vasculaire est la plus élevée (une

des plus élevées du monde, comparable à celle qui prévaut en Carélie-du-Nord, en Finlande), et c'est sur la côte sud qu'elle est la plus basse. « Globalement, explique le professeur Sigurd Nitter-Hauge, on peut considérer que les deux tiers de la population norvégienne ont un taux de cholestérol trop élevé. »

A situation exceptionnelle, remèdes exceptionnels : gens pragmatiques, les Norvégiens ont commencé par établir un état des lieux. Malgré un niveau de vie élevé (entre 16000 et 18000 dollars par an, ce qui situe la Norvège à peu près au même niveau

que les Etats-Unis), ce pays scandinave consacre relativement peu pour ses dépenses de santé (6,7 % du produit national brut, contre environ 12 % pour les Etats-Unis). Avec un médecin pour quatre cents habitants et un système médical en grande partie « nationalisé », la Norvège ne dispose pas d'une infrastructure médicale « top niveau ». Ainsi, par exemple, il faut attendre près de deux ans pour subir un pontage coronarien, ce qui incite de nombreuses personnes à aller se faire opérer à l'étranger, en Suède ou en RFA par exemple.

Pour réagir, la Norvège avait, schématiquement, deux solutions : soit améliorer son infrastructure médicale « curative », soit promouvoir une politique de prévention la plus efficace possible. Principal inconvénient de la première solution, son coût très élevé. Choisir la seconde solution relevait du pari : aucune expérience de ce type, à l'échelle d'un

peys, n'avait jamais été tentée. Avant de se lancer dans une politique sanitaire novatrice, il fallait donc au préalable en vérifier la valeur scientifique. Comment ? En mettant en place de vastes études épidémiologiques destinées à valider un certain nombre d'hypothèses.

A Oslo, mille deux cents hommes âgés d'une quarantaine d'années participèrent à la plus célèbre de ces études. Tous fumaient et avaient un taux de cholestérol élevé. Six cents d'entre eux furent soumis à un régime et à un traitement. Les six cents autres constituèrent ce que l'on appelle le groupe « contrôle », auquel rien ne fut demandé, pas même un régime alimentaire. Cinq ans plus tard, l'incidence des maladies coronariennes avait diminué de 47 % dans le groupe « traité » par rapport au groupe « contrôle ». On dut pratiquer huit pontages dans

le groupe contrôle contre un seul dans le groupe traité. Preuve était donc faite qu'en diminuant le taux de cholestérol et en supprimant certains facteurs de risque (tabac, hypertension artérielle, etc.) on peut arriver à diminuer la mortalité cardio-vasculaire.

Restait alors à mettre en application cette politique préventive à une plus large échelle. Trois départements furent sélectionnés,

chacun dans une région très « typée » du point de vue de la mortalité cardio-vasculaire. Le Finnmark, le Sogn Og Fjordane et l'Oppland. Pendant plus d'un an, six bus ont inlassablement parcouru ces régions, tels de véritables centres de consultation roulants.

FRANCK NOUCHI.

(Lire la suite page 22.)

MARCHÉ NOIR ET MÈRES PORTEUSES

Il aura donc fallu une affaire à bien des égards sordide de commerce d'enfants pour que le gouvernement se décide à engager une action visant à interdire la pratique dite des « mères porteuses ». Le gouvernement français avait pu agir beaucoup plus tôt. Une telle pratique tombe en effet pleinement sous le coup de la loi puisqu'elle se fonde pour l'essentiel sur l'abandon et sur le commerce d'un enfant par celle qui, qu'elle en ait ou non conscience, est et demeure sa mère.

On savait pourtant pertinemment en haut lieu que des associations spécialisées s'étaient créées et qu'elles mettaient tout en œuvre pour augmenter le nombre des affaires de substitution de mères. On savait donc parfaitement qu'une pratique qui, dans l'histoire, avait toujours été jusque-là tenue secrète était en train d'acquiescer une forme de reconnaissance officielle. Ni la prise de position vigoureuse du Conseil national de l'ordre des médecins, ni celle du Comité national d'éthique condamnant une telle pratique, n'avaient incité la gouvernement — et, partant, la chancellerie — à agir. Il fallait attendre pour voir et pour prendre les décisions les plus judicieuses.

Or on voit aujourd'hui un ministre de la santé et un garde

des sceaux d'un gouvernement libéral interdire — en partie au nom d'une certaine idée du droit de la femme et de l'enfant (la femme ne doit pas devenir un « objet gestationnel » et l'enfant ne doit faire l'objet d'aucun commerce) — ce que le gouvernement de la gauche avait laissé se développer en partie au nom du droit de chacun à disposer comme il l'entend de son corps.

Règle-t-on un problème à ce point délicat en prononçant la dissolution d'associations ayant pignon sur rue. Sans doute pas. Tout laisse en effet penser que l'on ne mettra pas fin à la pratique des « mères porteuses » et que, comme le prévoit ce spécialiste qu'est le docteur Geller, un « marché noir » de la mère de substitution se développera en France, comme c'est déjà le cas en Allemagne fédérale. Le gouvernement ira-t-il au bout de sa logique d'aujourd'hui ? Des instructions seront-elles alors données au parquet de poursuivre contre ceux qui ont des personnes impliquées — couples « demandeurs » stériles, mères « porteuses » et intermédiaires — dans de telles affaires ? Continuera-t-on au contraire à fermer pudiquement les yeux sur ce commerce médicalisé d'enfants dès lors qu'il ne trouble nullement l'ordre public ?

JEAN-YVES NAU.

Astronomie : les réserves de l'Europe céleste

De la construction des grands télescopes dépend l'avenir de l'observation astronomique européenne. Le gouvernement français hésite, les industriels sont prêts.

« **N**OUS avons fait l'Europe spatiale. Maintenant, il nous faut faire l'Europe astronomique », disait il y a un an le représentant français au conseil de l'European Southern Observatory (ESO) en invitant la France à participer rapidement à la construction, dans l'hémisphère sud, d'un télescope géant — le VLT — sans commune mesure avec ce qui existe aujourd'hui. « Sans un outil pareil, ajoutait-il, il n'y a pas d'avenir à long terme pour l'observation astronomique optique au sol. »

De quoi s'agit-il ? De construire à haute altitude, vraisemblablement dans les montagnes chiliennes (1), quatre télescopes de 8 mètres de diamètre chacun qui, lorsqu'ils seront pointés sur un même objet astronomique, auront une efficacité globale comparable à celle d'un télescope de 16 mètres de diamètre. Bien évidemment, de tels monstres n'existent pas. Les plus gros télescopes connus atteignent, et au prix de quelles difficultés passées, un peu plus de 5 mètres de diamètre pour le mont Palomar (Etats-Unis) et 6 mètres pour l'observatoire de Zelenchuk (Union soviétique).

On mesure donc mieux les progrès que les Européens se proposent d'accomplir avec le VLT d'autant que celui-ci, s'il fonctionnait dans des conditions particulières (mode interférométrique), offrirait des capacités de résolution équivalentes à celle d'un engin de 100 à 150 mètres de diamètre. On n'en est pas encore là, et ceux qui espéraient l'annonce d'un engagement de la France sur ce projet, lors du vingt-cinquième anniversaire de l'ESO, en auront été pour leurs frais.

Ni refus ni approbation de la part du gouvernement français, pourtant fortement sollicité par les Allemands très en faveur du VLT, mais une réponse « alambiquée » du représentant du ministre de la recherche, M. Claude Fréjacques. N'a-t-on pas dit à Paris que, « partageant le souci des partenaires européens de parvenir à une décision unanime qui préserve l'équilibre de l'ESO, les ultimes arbitrages devraient, dans les semaines à venir, vraisemblablement conduire le gouvernement, suivant les vœux du ministre de la recherche, à formaliser une position positive. » On ne saurait être plus clair.

S'il est vrai que personne, pas même le ministre de la recherche,

M. Jacques Valade, que l'on dit « intellectuellement favorable à l'idée », ne conteste l'intérêt qu'il y aurait pour la communauté astronomique française de participer à ce projet d'un peu plus de 1 milliard de francs, l'engagement de la France paraît buter sur des problèmes d'argent. Non pas que les sommes nécessaires soient « astronomiques » — il s'agit de 350 millions de francs étalés sur dix ans, — mais plus simplement parce que le gouvernement doit faire face à d'autres engagements financiers importants : la construction du synchrotron européen de Grenoble (3,6 milliards de francs) et la réalisation du programme spatial européen des dix prochaines années (plusieurs dizaines de milliards de francs).

Pourtant les enjeux sont importants. Tant en ce qui concerne les progrès de l'astronomie dans le domaine du visible et de l'infrarouge que ceux de l'industrie pour le développement des technologies qui seront nécessaires à la confection du VLT. Aussi ne faut-il pas s'étonner que dans cette affaire les astronomes et les industriels français mènent un combat commun. Les premiers, soit les tiers des astronomes français, parce qu'il y va de leur survie dans le domaine de l'astronomie optique. N'oublions pas que, en cas de défection de la France et des autres partenaires de l'ESO (2), l'Allemagne est prête à faire cavalier seul en lançant la construction de son propre télescope de 8 mètres : le Deutsches Grosses Teleskop.

N'oublions pas non plus que la concurrence dans ce domaine risque d'être vive dans les dix prochaines années si l'on en juge par la floraison des projets étrangers de même nature, à commencer par le fameux Keck-Télescope de Hawaï, qui devrait permettre aux Américains de disposer d'un instrument de 10 mètres de diamètre en 1990. Le VLT, s'il était décidé maintenant, serait partiellement opérationnel à la fin de 1993 et totalement utilisable en 1998.

S'y ajoute enfin que l'on peut se demander si la France, qui en son temps a déjà raté d'autres trains, comme par exemple le satellite d'astronomie infrarouge Iras, peut offrir le luxe d'être aussi absente du VLT. Dans ce cas, lui seront alors fermées les possibilités de découvertes nouvelles comme l'observation de systèmes solaires autres que le notre, la mise en évidence des molécules chimiques produites par le milieu interstellaire, l'étude fine de la surface des étoiles proches ou celle des phénomènes de formation et d'organisation de ces formidables concentrations d'étoiles qui sont les galaxies.

Aux préoccupations des scientifiques viennent se greffer celles

(1) A la Silla (2.400 mètres) ou au sommet du Cerro-Paranal (2.700 mètres).
(2) Font partie de l'ESO : la Belgique (1,63 %), le Danemark (2,90 %), la France (26,75 %), l'Italie (20,33 %), les Pays-Bas (7,35 %), la République fédérale d'Allemagne (26,75 %), la Suède (5,15 %) et la Suisse (6,06 %).

des industriels. Pour eux, l'engagement du VLT serait une occasion de se diversifier à une époque où certaines de leurs activités déclinent, mais aussi d'être présents sur un marché dont les retombées civiles seront peut-être

modestes — 300 millions de francs en 1990, — mais dont les implications militaires pourraient être à terme plus juteuses.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 22.)

Le Monde DES PHILATELISTES
OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
SPÉCIAL SALON D'AUTOMNE :
LE DANEMARK.
Rencontre : Pierre Forget.
La collection des carnets de timbres d'Asie.
Expertise des timbres russes.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

حکذا من الاصل

Désensibiliser au moindre risque

Quatre personnes sont mortes cette année en France à la suite d'une désensibilisation. Ce traitement des maladies allergiques est à revoir.

La désensibilisation est une méthode de traitement des maladies allergiques dites d'hypersensibilité immédiate (comme la rhinite ou l'asthme) qui consiste à atténuer la sensibilité anormale de l'individu à des composants normaux de son environnement, par des injections répétées d'un extrait allergénique de la substance à laquelle il est sensibilisé et qui cause ses troubles.

Ce traitement utilisant, dans le passé, des extraits peu puissants, n'exposait pas, s'il ne garantissait pas la guérison, à beaucoup de dangers (hormis le cas d'erreur lourde de dosage). Aujourd'hui, le très louable souci de proposer au thérapeute des extraits purifiés et standardisés, c'est-à-dire moins

empiriques, a certes augmenté l'efficacité de la désensibilisation, mais il a parallèlement accru le risque d'effets secondaires. C'est ainsi que leur utilisation a entraîné en France, durant l'année écoulée, quatre cas de mort subite.

Ces accidents, certes très rares et statistiquement peu significatifs par rapport au nombre de morts directement liées à l'asthme (environ deux cents chaque année en France), sont l'exception qui confirme la règle de l'excellente tolérance des milliers de cures de désensibilisation actuellement réalisées dans notre pays. Ils n'en sont pas moins individuellement inacceptables et, pour partie au

moins, évitables. Il n'est plus possible de continuer à exposer, sans réagir, des allergiques à un risque de mort, surtout s'il s'agit de traiter par exemple une semaine annuelle de rhume des foies. Refuser d'affronter cette réalité jetterait à terme le discrédit sur une pratique thérapeutique qui, dans de bonnes indications, a fait la preuve contrôlée de son efficacité.

En Grande-Bretagne, une succession malheureuse d'accidents (vingt-six décès en trente ans, dont onze depuis 1980, et cinq dans les derniers dix-huit mois) a conduit récemment les responsables de la commission de pharmacovigilance (« Committee on Safety of Medicines ») à intervenir, en prenant des mesures extrêmes et sans aucun doute excessives puisqu'elles ont pratiquement conduit à réserver aux seuls hôpitaux la désensibilisation aux pneumallergènes, en imposant une durée de surveillance après l'injection et des contraintes techniques peu compatibles avec

une thérapeutique ambulatoire (sans remettre en cause cependant la désensibilisation aux venins d'hyménoptères). L'organisation de la médecine anglaise, il est vrai, diffère de la nôtre dans ce domaine, puisqu'il n'existe pas en Grande-Bretagne de formation particulière en allergologie et que personne n'était préparé à utiliser les nouveaux extraits recommandés pourtant par les autorités chargées du contrôle des produits biologiques (National Institute of Biological Standardization and Control).

La situation est très variable dans les autres pays, mais plusieurs de nos voisins, comme les Suisses ou les Scandinaves, ainsi que les Américains, ont d'eux-mêmes publié, en accord avec les autorités sanitaires, des directives qui s'imposent moralement à tous les médecins et qui sont destinées à éviter les erreurs responsables de la majorité des accidents thérapeutiques. En France, on ne recourt pas encore suffisamment

à ces Good Medical Practices qui s'imposent à tous, et une démarche nationale spécifique passe nécessairement par une concertation avec les pouvoirs publics. Il importe donc d'urgence :

1°) aux médecins d'affiner leurs indications de traitement de désensibilisation et de définir dans chaque cas le rapport entre poids du handicap, poids matériel et financier du traitement et amélioration espérée. Les spécialistes qualifiés en allergologie ont beaucoup travaillé pour améliorer leur pratique ; ils doivent poursuivre leurs efforts en matière de sécurité des injections, qu'ils pratiquent eux-mêmes ou les confient aux médecins généralistes (et non aux infirmières ou autres personnels paramédicaux).

2°) au ministère de la santé de prendre d'urgence des mesures modifiant la distribution et l'administration des extraits allergéniques. Leur vente en pharmacie n'est pas suffisamment régulée en France, où les produits anti-

risés sur le marché sont en vente libre, tandis que ceux faisant l'objet d'une préparation individuelle (APSI) nécessitent une prescription ; mais, en 1992, ces préparations seront vraisemblablement retirées puisque non conformes à la législation du Marché commun. Il est donc devenu indispensable d'inscrire les allergènes vendus en pharmacie au tableau C voire au tableau A, pour éviter des renouvellements hasardeux.

3°) au ministère des universités d'officialiser par un diplôme national l'enseignement de l'allergologie, enseignement pluridisciplinaire qui associe des connaissances approfondies en médecine et immunologie, écologie, thérapeutique, etc., et ne saurait donc être fondé sur une seule de ces disciplines.

P. F. R. MICHEL
et Dr J. BOUSQUET
hôpital de l'Allegologie, Montpellier.

Débat : le procès du tabac

Dans l'entretien qu'il nous avait accordé, M. François Eyraud, PDG de la SEITA, avait mis en cause le caractère « non scientifique » du rapport officiel sur le tabagisme remis par le professeur Albert Hirsch à M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille (Le Monde du 30 septembre). Dans cet entretien, M. Eyraud contestait en particulier le chiffre de 53 000 décès imputables au tabac avancé dans le rapport. Ces déclarations nous ont valu un abondant courrier dont nous donnons ci-dessous de larges extraits.

Les effets d'un poison

par CATHERINE HILL (*)

NOTRE rapport « Le tabac et la santé » gène M. Eyraud. Cela est tout à fait compréhensible : il est le PDG de la SEITA. D'une part, il conteste le chiffre de cinquante-trois mille morts, qui le dérange, et insiste sur les « bienfaits » du tabac, qui l'arrangent ; d'autre part, il nie que le tabac puisse être cause de certaines maladies et considère comme démontré son effet bénéfique pour d'autres pathologies. Il nie donc la causalité quand elle le dérange et l'accepte quand elle l'arrange.

Nous disposons aujourd'hui de suffisamment de données rigoureuses et concordantes pour évaluer les conséquences du tabagisme sur la santé des Français. Le chiffre avancé de cinquante-trois mille morts par an causées par le tabac, c'est-à-dire 10 % des morts, n'est qu'un ordre de grandeur et un minimum. Nul ne conteste que huit ou neuf cancers du poudron sur dix ont le tabac comme cause principale ; or il y a eu vingt mille morts par cancer du poudron en France en 1986.

De même les trois quarts des quinze mille cancers ORL et de l'œsophage pourraient être évités en supprimant le tabac. A cela il faut ajouter un tiers des cancers de la vessie et du pancréas, ce qui représente environ trois mille cas, onze mille morts par maladies cardio-vasculaires et six mille morts par bronchite chronique ou emphyseme. Parmi les décès dont les causes ne sont pas précises, cinq mille sont à attribuer au tabac. Si M. Eyraud calcule comme tout le monde, il devrait aboutir par une série de multiplications et d'additions à un total de cinquante-trois mille décès.

La façon de déterminer le pourcentage de décès attribuable au tabac repose sur les résultats concordants de très nombreuses enquêtes épidémiologiques dont la méthodologie est parfaitement scientifique. Le principe de certaines enquêtes consiste à suivre des fumeurs et des non-fumeurs pendant de nombreuses années afin d'évaluer les risques de maladie et de décès auxquels ils sont soumis. Un autre type d'enquête consiste à étudier les expositions passées d'un groupe de sujets atteints d'une maladie donnée (cancer du poudron par exemple) et celles d'un groupe témoin indemne de cette pathologie. Quel que soit le type d'enquête, l'analyse des effets du tabac est, bien entendu, réalisée en tenant compte des autres facteurs de risque comme l'alcool, l'obésité, etc.

Le total de cinquante-trois mille morts, s'il n'est pas exact, est certainement un minimum, et le chiffre de soixante-dix mille morts n'est pas une estimation ridicule, mais probablement rais-

sonnable. Avec l'évolution du tabagisme chez les adolescents, on ne peut malheureusement que s'attendre à une augmentation. Il nous a paru préférable de faire une estimation à minima indiscutable.

Où se situe la frontière entre usage du tabac et tabagisme ? Pour le cancer du poudron, par exemple, le risque, par rapport à un non-fumeur, est déjà dix fois plus important pour un sujet fumeur environ cinq cigarettes par jour, il est dix-huit fois plus important pour un sujet fumeur quinze à vingt cigarettes par jour et trente fois plus important au-delà de quarante cigarettes par jour. La durée du tabagisme est encore plus importante que la consommation quotidienne. Fumer dix cigarettes pendant vingt ans entraîne environ huit fois plus de cancers du poudron que fumer vingt cigarettes par jour pendant dix ans. Arrêter de fumer « vaut donc la peine ».

Quand le rôle d'un facteur de risque est aussi bien établi que celui du tabac, et quand il a été démontré que l'éviter réduit le risque, alors on peut parler de causalité.

Les effets bénéfiques du tabac sont ridiculement faibles par rapport à ses effets néfastes. Il est probable que fumer protège de la maladie de Parkinson, mais cela ne guérit pas cette maladie, contrairement à ce que dit M. Eyraud. Quelques enquêtes montrent que les fumeurs ont moins de rectocolites hémorragiques que les non-fumeurs, mais elles montrent également que les ex-fumeurs en ont davantage. Il est donc impossible d'affirmer un effet protecteur du tabac. Enfin le tabagisme semble avoir un effet antioxydant, entraînant une ménopausse précoce, un risque d'ostéoporose augmenté et un risque de cancer du col de l'utérus diminué, on ne peut donc globalement conclure à un effet « favorable ».

Toutes ces informations sont dans le rapport « Le tabac et la santé » rédigé avec la participation active de la SEITA, de médecins hospitalo-universitaires et de chercheurs, spécialistes des différentes pathologies impliquées.

En conclusion, le tabac est aujourd'hui la cause d'au moins 10 % des décès en France. Ce chiffre n'est pas une donnée abstraite mais une donnée de santé publique. C'est une réalité qu'il faut reconnaître même si elle gêne quelques intérêts particuliers.

(*) Statisticienne (Institut Gustave-Roussy et unité de recherche en épidémiologie des cancers de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale), rapporteur du groupe de travail sur le tabac et la santé, groupe réuni par la direction générale de la santé.

RIDEAU DE FUMÉE

par les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana

L'ENTRETIEN accordé par M. Eyraud au Monde est un habile plaidoyer. Mais l'on doit remarquer qu'il évite soigneusement le mot cancer, qui est pourtant le premier qui vient à l'esprit quand on parle du tabac. De plus, comment parvenir à croire que le PDG de la SEITA ignore les centaines d'enquêtes, d'études statistiques, de recherches expérimentales, les rapports de l'Organisation mondiale de la santé, qui ont démontré sans ambiguïté l'effet cancérogène du tabac, même pour quelques cigarettes fumées chaque jour ? Comment imaginer, lorsqu'il s'agit de non scientifique, que la méthodologie statistique utilisée pour établir que le tabac est chaque année l'origine d'au moins 53 000 morts en France, qu'il ne sache pas que celle-ci a été, en grande partie, mise au point par les ingénieurs du corps des manufactures de l'Etat, qui sont l'orgueil de la Régie des tabacs, à une époque où, avec beaucoup de largeur d'esprit et un grand souci de l'intérêt général, les dirigeants de la SEITA subventionnaient les recherches destinées à étudier les effets du tabac sur la santé ? Comment supposer qu'il ignore que la teneur en goudrons des marques de cigarette vendues en France, qu'elles soient fabriquées en France ou à l'étranger, est exceptionnellement élevée par rapport aux autres pays occidentaux et que beaucoup d'entre elles seraient exclues des ventes

dans beaucoup de pays d'Europe ?

On pourrait s'étonner aussi de ce que soit né le rôle du mimétisme et trouvée l'infatigable idée que la vue sur l'écran de télévision de personnalités en cigarette à la main suscite chez les jeunes l'envie de fumer alors qu'une énorme littérature a établi le rôle des comportements par imitation consciente ou inconsciente. En vérité, si les marchands de tabac croyaient vraiment que les Français ne se laissent pas influencer par ce qu'ils voient, pourquoi dépenser-ils les environ 700 millions de francs par an en publicité directe ou indirecte pour le tabac ?

Cet effort que déploie la SEITA serait respectable s'il ne s'agissait de la santé des Français. Il est évident que ses affirmations ne relèvent pas d'une ignorance mais simplement d'une stratégie consistant à nier les évidences pour retarder une action contre le tabac qui est inéluctable et d'ailleurs en préparation. Tout ou rien, un plan de lutte contre le tabac sera mis en œuvre en France, comme cela a déjà été fait dans la plupart des pays. En attendant, il faut éviter que soient utilisés des arguments ayant pour effet de rassurer les fumeurs. Le tabagisme est avec l'alcoolisme le problème sanitaire le plus grave de notre temps ; il ne faut pas le masquer derrière un rideau de fumée.

Abus de langage

J'ai toujours été indigné de voir avec quelle légèreté on usait du terme tabagisme, les plus grands savants y compris. Ce mot est très clairement défini dans tous les dictionnaires de la langue française comme signifiant « abus » du tabac. Se servir de ce vocable pour désigner le fait de fumer est une faute contre notre langue et traduit une certaine confusion d'idées (avec tout le respect que je dois à ceux qui ont signé de leurs noms prestigieux de récents rapports).

Condamner le tabagisme, c'est, stricto sensu, s'élever contre l'abus du tabac ; il faudrait donc préciser

en même temps où commence l'abus, ce qui est impossible, le seuil de tolérance individuelle étant très variable.

Pour être objectif, il faudrait se contenter de décrire les effets nocifs du tabac et laisser à chaque individu la liberté de décider s'il veut courir ces risques en échange du plaisir de fumer. Par contre, il faudrait être impitoyable avec ceux qui provoquent l'intoxication tabagique indirecte.

Dr E. ADRIAN

(Douai).

P.S. Je suis non-fumeur.

47.63.11.15

CHEF D'EDITION SCIENCES ET TECHNIQUES

De création récente, les Presses du CNRS ont pour vocation de valoriser le fond éditorial des éditions du CNRS d'échelle de produits originaux de diffusion élargie. Le Chef d'Édition recruté sera un professionnel de l'édition scientifique et technique à haut contenu intellectuel, doté d'un bagage scientifique indiscutable. Il aura pour mission de concevoir des ouvrages originaux et d'en coordonner la réalisation de bout en bout.

Pour informations complémentaires et organisation occasionnelle d'une rencontre, appelez le (1) 47.63.11.15, référence 276. On peut également adresser son dossier à RH Conseil.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL

65, avenue de Wagram 75017 Paris

Membre de la chambre syndicale des conseils en recrutement

Les Norvégiens surveillent leur cœur

(Suite de la page 21.)

Les personnes âgées de quarante à quarante-trois ans étaient invitées à s'y rendre pour subir - gratuitement - un examen médical, des analyses biologiques et une radio pulmonaire. Chacune devait en outre remplir un questionnaire détaillant en particulier ses habitudes alimentaires. Le tout était ensuite envoyé à Oslo, où les résultats étaient dépouillés par un ordinateur. Un score de risques était établi pour chaque habitant. Pour chaque personne dont le score apparaissait trop élevé, un rapport était envoyé au médecin traitant. A charge pour ce dernier de convoquer son patient et de mettre en œuvre une thérapeutique - préventive, voire curative - adaptée. Le plus extraordinaire dans cette histoire est que 95 % des patients concernés se sont d'emblée soumis à cette expérience. Et, trois années plus tard, la mortalité cardiovasculaire avait diminué de manière significative (1).

On décida alors d'étendre progressivement cette expérience à tout le pays. Et de la refaire régulièrement tous les trois ans, dans chaque département, de manière à dépister toute la population. Aujourd'hui, plus de la moitié des habitants des départements norvégiens - Oslo compris - appliquent ce système de prévention unique au monde.

« Petit à petit, l'idée de la prévention fait son chemin », se félicite M. Kjell Bjartveit, directeur du National Health Screening Service. Nous avons avec un tel système réussi quasiment à éradiquer la tuberculose. Demain, nous nous attaquons de la même manière à la silicose et au cancer du sein. Vous savez, en Norvège comme partout, les gens ne veulent pas devenir des patients. » Quand on lui fait remarquer que la mise en place d'un tel système en France n'aurait pas sans poser de gros problèmes, ne serait-ce qu'en raison du contexte socio-culturel, M. Bjartveit sourit : « C'est vrai, nous avons une très longue tradition de prévention derrière nous. Ce que certains appellent le puritanisme norvégien fait peut-être le reste. Mais retenez au moins qu'un tel système permet de faire de grosses économies d'argent ».

En outre, en 1975, le gouvernement norvégien n'avait pas hésité à décider une interdiction de toute publicité pour le tabac et l'alcool. L'effet de ces mesures fut quasi-

immédiat puisque très vite on assista à une nette diminution de la consommation en particulier de tabac. Il faut dire qu'en Norvège un paquet de cigarettes coûte 26 francs... Aujourd'hui, 39 % des hommes et 31 % des femmes déclarent fumer au moins une cigarette par jour.

Pour autant, le problème des maladies cardio-vasculaires est loin d'être réglé. On ne change pas en quelques années des traditions culinaires séculaires. Grande consommation de matières grasses et de laitages, les Norvégiens auraient du mal à se mettre à un régime à base de légumes et de fruits, ne serait-ce qu'en raison des conditions climatiques.

Véritable cause nationale, la prévention cardio-vasculaire était donc l'objet, le dimanche 18 octobre, d'une grande collecte nationale orchestrée par l'Association nationale pour la santé publique. Chaque maison du pays fut visitée par près de cent mille quatuors, du palais royal jusqu'à la plus petite maison de pêcheurs du cap Nord. Au total, plus de cent millions de couronnes ont été collectées (pratiquement autant en France). Sur cette somme, 60 % sont allées directement à la lutte contre les maladies cardio-vasculaires sous toutes ses formes (recherche fondamentale, achat d'équipements de haute technologie, édition de brochures, etc.), le reste allant à la recherche sur le SIDA et à divers organismes d'assistance aux personnes âgées. Chaque Norvégien était invité à faire un « test du cœur », mais au point à Arizona Heart Institute, destiné à lui indiquer par une série de questions simples son niveau de risque cardiovasculaire.

S'il est vrai que ce qui est possible dans un pays de quatre millions d'habitants comme la Norvège, avec ses propres traditions culturelles, n'est pas forcément applicable dans un pays comme la France, rien n'interdit en revanche de bien étudier le « modèle norvégien ». Peu d'expériences ont aussi bien souligné l'importance que devraient avoir la prévention et l'épidémiologie dans un système sanitaire.

FRANCK NOUCHI.

(1) Un compte rendu de cette expérience a été publié dans The American Journal of Medicine (14 février 1986).

L'Europe céleste

(Suite de la page 21.)

Sont concernées par ces affaires outre la réalisation du VLT, celle de télescopes et de radiotélescopes modernes en Italie, en Indonésie, en Europe et au Japon, ainsi que le développement d'applications concernant la transmission d'informations dans l'espace (télécommunications) ou de faisceaux d'énergie dirigés sur une cible (lasers).

C'est la raison de la création récente d'un groupement d'intérêt économique pour les télescopes lasers et astronomiques (TELAS) par l'Aérospatiale et l'Armement, qui ont « l'intention de réussir dans ce domaine de façon spectaculaire ».

Car si les principales retombées technologiques des télescopes analogues au VLT se situent dans les domaines de l'optique active, les réalisations dans la commande à distance de ces gros équipements, l'électronique, les détecteurs et l'optimisation aérodynamique des bâtiments qui abriteront ces installations pourront avoir des retombées

dans d'autres secteurs. Mais c'est aussi l'occasion pour les Français de conforter via la société Reosc leur position dans le domaine du polissage des grands miroirs de télescope, secteur où les Allemands Schott et Zeiss détiennent une place enviable.

JEAN-FRANÇOIS AUGERAU.

(Publicité)

Dirigées par Jean-François Augerau, les Journées Internationales de Communication, Éducation et Culture Scientifique et Industrielle : Recherches et Innovations, 26, 27, 28 janvier 1988. Comité d'Organisation : André Jordan, Jean-Louis Martinand, Université Paris VII UER de Didactiques, 2, place Jussieu, 75005 Paris. 46-34-62-10 ou CNRS formation 46-70-11-52. Actes précédents, Annales et Feuilles de Didactique et Épidémiologie des Sciences, en commande.

Nos an

Les Gaulois, 2000 ans sans doute

« N »

Tombes du luxe

SCIENCES

Nos ancêtres les Celtes

Les Gaulois, aujourd'hui encore mal connus, mais sans doute meilleurs que César ne les dépeint.

«**N**OS ANCÊTRES les Gaulois...» Les écoliers de France ont tous appris cette vérité première, pendant des décennies. Vercingétorix, Gergovie, Alésia faisaient partie des notions d'histoire dont les élèves des petites classes étaient priés de se souvenir. Les Gaulois, disaient les livres, étaient des combattants valeureux mais ils furent vaincus par César après huit ans de lutte : ils portaient des casques ornés d'aigles ou de cornes ; leurs montures blondes étaient longues et tombantes. Et c'était tout, ou à peu près.

Les auteurs de ces manuels scolaires avaient de larges excuses : les Gaulois, leur histoire, leur civilisation, leur religion, leur vie quotidienne, leurs techniques ne sont toujours connus que partiellement.

Les Gaulois, en effet, sont des Celtes. Et les Celtes ont ignoré l'écriture, sauf à partir du troisième siècle avant notre ère, lorsque les Gaulois ont utilisé les alphabets grec puis latin pour rédiger dans leur langue des épitaphes aux morts et des dédicaces aux dieux.

Les Celtes apparaissent au cinquième siècle avant Jésus-Christ chez des auteurs grecs, puis aux quatrième et troisième siècles dans les œuvres d'écrivains romains. De là viennent la quasi-totalité des sources écrites pour toute l'histoire de la période celtique. Cependant, on découvre de plus en plus d'inscriptions en langue gauloise qui, à peu près traduites, apportent de précieuses informations aux historiens.

Grecs et Romains ont une attitude commune : pour eux, les Celtes, étrangers à leur monde, sont, par définition, des Barbares aux coutumes sanglantes — autant dire des sauvages, — des voisins turbulents et donc dangereux. Mais ces sauvages sont riches en matières premières (fer, or, étain, sel) et en produits agricoles, on commerce donc avec eux et on les embauche volontiers comme mercenaires.

Tombeaux de luxe

Au début du cinquième siècle avant Jésus-Christ, les Celtes occupent l'Allemagne du Sud, l'ouest de la Hongrie, la Bohême et la France du Nord-Est. Comme ils ne sont pas nés par génération spontanée, il est normal de penser qu'ils étaient déjà là avant le cinquième siècle et que ce sont eux qui ont laissé les vestiges archéologiques du premier âge du fer (de 850 à 500 avant notre ère environ), celui auquel la grande nécropole de Hallstatt (dans le Salzbourg autrichien) a donné son nom. Notons toutefois que tous les spécialistes ne s'accordent pas pour classer les Hallstattiens parmi les Celtes.

Vers le milieu du sixième siècle avant Jésus-Christ étaient apparus des habitats fortifiés judicieusement construits pour contrôler les grandes voies commerciales. De la même période datent les très riches tombes que l'époque moderne a qualifiées de « princières ». Les personnages inhumés dans ces tombes ont été munis, pour leur voyage dans l'au-delà, d'objets de très grand luxe : bijoux d'or, services à vin d'or ou de bronze, vêtements somptueux, chars et armes d'apparat. On ne sait pas quel était le fondement de cette richesse. Bétail, commerce ou mercenariat ? Les spécialistes en discutent.

Les « princiers » et les sites fortifiés disparaissent peu à peu tandis que l'aire celtique commence à grandir au cours du cinquième siècle pour arriver à s'étendre au troisième siècle avant Jésus-Christ à toute l'Europe tempérée, de l'Atlantique et de la plaine du Pô (la Gaule cisalpine pour les Romains) à la Bulgarie, et même à l'Asie mineure où les Celtes ont pris le nom de Galates. Vers 450 commence le deuxième âge du fer, dit de La Tène (du site éponyme sur les rives du lac suisse de Neuchâtel), qui se diffusera avec l'expansion celtique et qui se continuera jusqu'à la conquête romaine (58-51 pour la Gaule).

L'expansion celtique s'est faite, probablement, de différentes façons. Il y a eu certainement des migrations de groupes entiers minutieusement préparées, telle celle des Helvètes que César raconte. Mais il y a eu aussi sans

quelque importance, des courbes d'une harmonie parfaite, inspirées par les souples lignes des végétaux. Commune est aussi la religion, même si celle-ci nous est encore très mal connue. Si l'on en juge par les temples (les *templa*) gallo-romains de pierre, les sanctuaires celtes étaient très probablement entourés de galeries circulaires ou carrées, liées sans doute à des rites d'ambulation, et ils étaient implantés dans un enclos sacré délimité par un fossé rempli parfois d'armes tordues, d'ossements d'hommes ou d'animaux. Les dieux étaient fort nombreux, tels Cernunnos, Testates, Taranis entre autres.

Les sacrifices humains, qui leur sont reprochés par César, avaient été sûrement pratiqués par les Celtes, mais de moins en moins fréquemment. L'usage de la construction cubique d'os humains soigneusement rangés que l'on a découverte dans un ancien enclos gaulois à Ribemont-sur-Ancre (Somme) est, jusqu'à ce jour, inexplicable.

Une religion avec des rites suppose un clergé hiérarchisé. Le haut clergé, passé dans la postérité sous le nom de druides, était sans nul doute issu de l'aristocratie. Il devait avoir un rôle conciliateur de juge. Il était le gardien de la tradition orale où étaient réunis les mythes et surtout l'histoire. Et surtout il avait les connaissances étonnantes étendues en mathématiques et en astronomie indispensables au calcul du calendrier gravé sur une table de bronze, trouvée en 1897 à Coligny (Ain) et présentée au musée gallo-romain de Lyon.

Les Celtes, avons-nous dit, étaient des artistes extraordinaires. Leur artisanat et leur technologie méritent, eux aussi, l'admiration. Ce sont eux qui ont créé les outils de fer utiles à divers métiers, outils dont la forme, parfaite dès leur première élaboration, s'est conservée jusqu'à l'arrivée des machines. Ils ont adopté la charrue à déversement et l'ont munie de roues ; grâce à cet outil, beaucoup plus efficace que l'araire, ils sont devenus exportateurs de céréales. Ils ont construit des véhicules de divers types, tellement pratiques que les Romains les ont adoptés. Ils ont été les créateurs des tonneaux, ce qui est logique quand on pense à leur goût peu modéré pour leur bierre et pour les vins importés. Ils ont été des éleveurs habiles de bovins, de chevaux, de moutons et surtout de porcs (les jambons gaulois étaient fort prisés à Rome). L'excellence de l'agriculture celtique peut s'expliquer en partie par le fait que la terre n'était pas cultivée par des esclaves mais par des hommes, pauvres ou riches, mais libres.

Nos ancêtres les Gaulois étaient donc loin d'être les sauvages décrits par les Grecs et les Romains. Même s'ils n'étaient peut-être pas tous blonds, même s'ils ne portaient pas des montures avantageuses, comme le montre la statue grecque et romaine.

Le premier art abstrait

Les Celtes ont construit des agglomérations, fortifiées par la nature ou par des remparts, qui remplissent certaines des fonctions propres aux villes (marché, centre artisanal et religieux, résidence du « pouvoir » politique, refuge). Bibracte (actuellement mont Beuvray, Saône-et-Loire), capitale de la puissante tribu des Eduens, alliés de Rome, est un des plus célèbres de ces sites fortifiés que les Romains appelleront *oppida*. Depuis 1983, Bibracte est le plus grand chantier de fouilles ouvert en France.

Les Celtes ne se sont jamais organisés en Etats. Ce dont a largement profité César. Mais il faut dire à leur décharge que les Etats n'existaient pratiquement pas en Europe à leur époque : jusqu'à Philippe et Alexandre de Macédoine, la Grèce était une mosaïque de villes-Etats. Quant à Rome, il fallut attendre l'établissement de la République (après 509 avant notre ère) pour que la Ville commence à étendre peu à peu sa domination sur l'Italie péninsulaire.

Dispersés entre des tribus rivales et d'importance variée, les Celtes constituent pourtant un monde bien spécifique. M. Paul-Marie Duval, membre de l'Institut et professeur honoraire au Collège de France, est très net. Les Celtes ont en commun une langue (que l'on retrouve souvent dans la toponymie actuelle : la Seine, la Marne, les villes de Vienne autrichienne et française, par exemple) et un art unique.

Les Celtes construisant en bois et en terre, leur architecture nous est inconnue. Mais ils nous ont laissé des objets extraordinaires de fer, de bronze, d'argent, d'or, de céramique. Certes, ils ont emprunté des motifs aux arts grec, étrusque, italique et hellénistique, mais, très vite, ils ont transformé leurs modèles en motifs de plus en plus abstraits ou triomphants, même dans les monnaies émises par chaque tribu de

Un tunnel dans la craie bleue

Le tracé sinueux du tunnel sous la Manche en fonction des commodités de la géologie.

Le tracé du tunnel sous la Manche n'a été définitivement fixé qu'en septembre dernier, après une étude d'un an menée par le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) à la demande d'Eurotunnel, le consortium qui finance et fait construire l'ouvrage. Mais on en connaissait déjà les grandes lignes. Entrée du tunnel, côté France, à Coquelles, un peu au sud de Calais ; franchissement de la côte à Sangatte ; trajet légèrement sinueux jusqu'aux Shakespeare Hills, à l'ouest de Douvres ; sortie à Folkestone. Au total 50 kilomètres de tunnel, dont 37 sous la mer. En réalité 150 kilomètres car le tunnel sera triple : deux galeries de 7,60 mètres de diamètre, écartées de 30 mètres, une pour chaque voie ferrée ; entre elles une galerie de service ayant 4,30 mètres de diamètre pour la ventilation et l'alimentation en électricité. Des « rampeaux » relieront, tous les 385 mètres, les galeries de voie et la galerie de service.

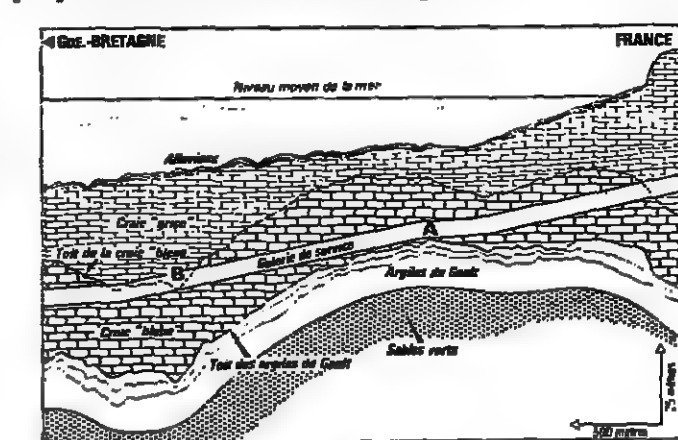
Ce trajet est très proche de celui retenu pour la première tentative sérieuse, qui donna lieu, entre 1882 et 1884, au creusement de deux puits à Sangatte et à Douvres et au percement de deux galeries qui s'avancèrent d'environ 1,5 kilomètre sous la mer. Ces galeries étaient forées dans la craie bleue, une roche tendre, relativement imperméable, où le tunnelier conçu par le colonel Beaumont avançait parfois de 25 mètres par jour.

A l'époque, on n'avait aucune certitude sur l'existence et la continuité de cette couche de craie sous le détroit. Quand des études furent reprises, en 1958, on fit environ soixante-dix forages sous-marins, et une dizaine d'autres en 1973. Ils montrèrent que la structure régulière des couches géologiques observées en France et en Grande-Bretagne se prolongeait sous la mer.

Partant du fond de la mer, on trouve sur le trajet du tunnel des craies blanches et grises, extrêmement fissurées et perméables de silex. Puis vient la craie dite bleue — elle est en réalité d'un gris qui tire sur le bleu quand elle est mouillée par la pluie, — où les fissures sont beaucoup moins nombreuses. Sous la craie bleue, des argiles, dites de gault. Puis des sables, gorgés d'eau.

Les couches sont inclinées à environ 20 degrés de pente ; elles s'enfoncent vers le nord-est ; au sud-ouest, au contraire, elles viennent successivement affleurer et sont bien visibles sur les falaises du cap Blanc-Nez. Le tunnel doit passer dans la craie bleue, au plus près possible de l'argile, car c'est là que la roche est la moins fissurée et que les veines d'eau seront les plus faibles. Mais le forage ne doit jamais atteindre l'argile, matériau plastique et sans tenue

qui fluait dans la cavité creusée par le tunnelier et pourrait bloquer l'engin. Il fallait donc déterminer précisément le toit et le plancher de la couche de craie bleue. Les sondages donnent des indications ponctuelles, mais comment les relier ? Tirer un trait en ligne droite ou une courbe agréable à l'œil, pratique habituelle des géologues, peut conduire à d'énormes erreurs dès qu'on s'éloigne de quelques centaines de mètres des



Un nouveau tracé a été élaboré pour éviter les difficultés des deux points A et B.

points de sondage. Or l'épaisseur de la couche est faible, de 25 à 35 mètres. C'est suffisant pour contenir les trois tunnels, mais, étant données les contraintes imposées par la circulation des trains — très faibles pentes, rayon des courbes d'au moins 4 500 mètres, — il faut connaître en chaque point les limites de la couche à 2 ou 3 mètres près. Il est bon aussi de savoir comment varie la perméabilité de la couche. Non que de fortes venues d'eau soit rédhibitoires (le tunnelier peut travailler en appliquant à la roche qu'il creuse de fortes pressions de 10 bars suffisantes pour refouler la mer hors du tunnel). Mais cela complique et ralentit la conduite du chantier. Il est donc important de savoir d'avance dans quelles zones il faudra travailler sous pression. Enfin, il faut savoir quelles forces s'exerceront sur les parois du tunnel, auxquelles devront résister les voûtes en béton (côté français) ou en fonte (côté anglais).

Douze nouveaux forages sous-marins ont été entrepris et complétés par des levés géophysiques : un bateau émet des ondes sonores et enregistre les échos ayant pour origine la réflexion du son sur les transitions entre couches géologiques. Dans le cas des recherches pétrolières, où l'on utilise beaucoup ces levés, l'inconvénient n'est pas grave : ce qui compte est la présence du pétrole, non sa profondeur exacte. Mais pour un ouvrage comme le tunnel sous la Manche, on veut connaître les

profondeurs à quelques mètres près et avoir une évaluation précise des incertitudes. Les nouveaux sondages n'ont donc pas seulement été des prélèvements de carottes. Il a fallu glisser dans les orifices divers appareils pour mesurer *in situ* la vitesse du son et la porosité des terrains. Puis on a fait mouler par les ordinateurs toutes les données disponibles — y compris les notes précises et précieuses laissées par les ingénieurs de 1882. La méthode appliquée — c'était une première en génie civil — consiste à faire reconstruire par ordinateur ce que doit donner un levé géosismique en chaque point de forage et de comparer à ce qui a été effectivement enregistré.

Dans ces conditions, le BRGM, a étudié les microfossiles présents dans les carottes prélevées lors des forages. Les spécialistes ont découvert un foraminifère, *Rusticella*, dont les minuscules coquilles, d'une taille bien inférieure au millimètre, ne sont présentes que sur une profondeur d'environ un mètre dans la zone de transition entre les deux craies. Il constitue un bon marqueur de la limite haute de la craie bleue. Ayant ainsi précisément fixé cette limite à l'emplacement des points de forage, on put déterminer quel écho lui correspondait, et ainsi connaître cette limite ailleurs.

Le résultat de l'étude est un ensemble de cartes au millième donnant sur toute la zone la position de la craie bleue, son degré de fissuration, les forces exercées, etc. A la suite de quoi, Eurotunnel a pu fixer précisément le trajet, et surtout déterminer où l'on doit s'attendre à rencontrer des difficultés. Ce qui est important pour un chantier qui coûtera environ dix millions de francs par jour.

MAURICE ARVONNY.

Un immeuble indépendant d'une technologie avancée... Donnant sur un parc de 13 ha à proximité de la gare de Lyon



EN PLEIN
PARIS

Les Bureaux du Palais - 12 600 m² en location

sagel vendôme
45.22.38.00

Jones Lang Wootton
47.23.54.06

سكنيا من الاحل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SOPRA
850 PERSONNES

ANNECY
BORDEAUX
GRENOBLE
LILLE
LYON
MARSEILLE
NANTES
NICE
ORLÉANS
PARIS
RENNES
ROUEN
TOULON

Chefs de projets, Ingénieurs d'Etudes...

• Vous avez une solide expérience en informatique de gestion acquise dans un environnement BULL, DIGITAL ou IBM. • Vous êtes ouverts à toute opportunité de valorisation de votre futur personnel et professionnel. • Vous rêvez de projets ambitieux, de nouveaux espaces d'initiatives.

...vivez avec nous le challenge de la croissance

dans une société en pleine jeunesse (20 ans) et en pleine forme avec un CA et des résultats en forte progression.

NOS AMBITIONS SONT VASTES

• conquérir de nouvelles parts de marchés • multiplier nos succès sur les grands projets d'envergure nationale • surmultiplier notre potentiel d'innovation • et... devenir rapidement milliardaire (en CA).

CE DÉFI, VOUS LE VIVREZ EN REJOIGNANT NOS ÉQUIPES À PARIS OU EN PROVINCE.

Vos futures missions, sources d'enrichissement de vos compétences, vous permettront une progression rapide de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV à Michel Cauchois, D.R.H. - SOPRA 3, rue Lauriston 75116 Paris.

Vous souhaitez résider à Paris, vous préférez la province, qu'importe ! Venez-nous en parler !

SOPRA
Ingénierie informatique

SALOMON : UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE...

2,4 Milliards de CA dont 90 % à l'export : 1 900 personnes.
Leader mondial sur le marché des produits de Sports d'Hiver, une diversification réussie sur le marché du Golf sous la marque TAYLOR MADE.
Pour accompagner la mise en place de notre nouvelle organisation autour de 2 activités SPORTS D'HIVER et GOLF, nous cherchons le :

DIRECTEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION GROUPE

Rattaché à la direction générale, vous aurez :

- une responsabilité de CONSEIL auprès de la direction du groupe et des directions des activités actuelles et futures : élaboration et suivi du schéma directeur des systèmes d'information ;
 - une responsabilité OPERATIONNELLE concernant le système d'information SPORTS D'HIVER (90 % de notre CA actuel). Vous définirez, proposerez et mettez en œuvre les investissements et solutions nécessaires. Dans le cadre d'une politique de responsabilisation des unités, de décentralisation des moyens (informatique répartie sur les sites Amérique, Asie, Europe), vous dirigerez et animerez une équipe de 40 personnes structurée en 4 départements. Vous serez assisté de collaborateurs de haut niveau sur lesquels vous vous appuyerez.
- Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou équivalent, parfaitement bilingue français/anglais, âgé de 40 à 45 ans, vous justifiez d'une très forte expérience du management de l'informatique dans un contexte international. Vous êtes reconnu comme un homme de communication et de négociation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à Geneviève LEPELLETIER SALOMON - Metz-Tessy - B.P. 454 - 74011 ANNECY Cedex, sous référence DSL.

Producteur d'engrais chimiques, situé au Nord de Compiègne, nous recherchons pour notre usine (150 personnes, 700 millions de francs de C.A. soit plus de 150 % d'augmentation en 5 ans) un :

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

Après votre Responsable Production, vous participerez à la réalisation des programmes de fabrication, en respectant les quantités, les délais, en assurant la sécurité et le développement des installations.

Diplômé d'une École d'Ingénieurs, vous devez avoir acquis une première expérience de production à poste chimique. Vous serez amené à travailler sur des aspects qualité et sécurité des installations. Vous devrez également avoir une bonne connaissance des outils informatiques et être capable de travailler en équipe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à : MEDIA 84, 17, avenue Victor-Hugo - 95000 Clichy-sous-Bois, qui transmettra.

Parmi les leaders internationaux dans notre spécialité, nous concevons et réalisons des systèmes sophistiqués répondant aux exigences technologiques les plus pointues.

Compte-tenu de la place de plus en plus importante des achats dans notre Industrie nous créons un département Approvisionnement qui doit nous permettre de gagner face aux enjeux stratégiques ambitieux de notre Société. Nous recherchons :

ACHETEUR "CONTRATS"

Au sein du service Achats (plus de 500 MF par an), vous coordonnez et assurez la mise en place de contrats durables avec des partenaires et coopérateurs nationaux et internationaux.

Vous assistez les acheteurs de spécialités, les chefs de programmes, les responsables d'affaires dans la concrétisation de leurs accords les plus importants, notamment en investissement et coopération en R et D.

Ingénieur de formation ayant une expérience probante dans une fonction similaire, vous possédez une réelle compétence commerciale et juridique et maîtrisez parfaitement l'anglais. Homme de dialogue, vous saurez vous imposer auprès de vos nombreux interlocuteurs internes ou externes. (Réf. 92042/LM)

CHEF DE GROUPE ACHATS "MECANIQUE"

Responsable d'une équipe dont le volume d'achats annuels représente 250 MF, vous veillerez à la bonne application de la politique d'achat et de sous-traitance, participerez à la détermination des prix et des budgets, contrôlerez le niveau de performance des fournisseurs, développerez des contrats de partenariat durables en coût. Vous jouerez un rôle actif dans le développement de notre politique de qualité.

Ingénieur mécanicien confirmé - minimum 10 ans d'expérience professionnelle de grande série et de "qualité" (par exemple secteur automobile) - vous justifiez d'une expérience réussie des achats industriels dans un environnement "qualité" développé. Qualités d'animateur et rigueur sont indispensables pour réussir dans cette fonction. (Réf. 92043/LM)

Nous souhaitons renforcer le Service Qualité Produits de notre Direction Assurance Qualité et nous recherchons :

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA QUALITÉ DES PROGRAMMES

Vous intervenez depuis la définition du besoin exprimé par le client jusqu'à la réalisation finale. Vous déterminez toutes les mesures nécessaires à l'optimisation de la qualité, répartissez les tâches spécifiques et assurez le suivi de leur mise en œuvre. De formation ingénieur, vous justifiez d'une expérience de 5 à 7 ans en R et D et possédez de réelles qualités relationnelles. Connaissances en propulsion et aérodynamique très appréciées. Ce poste suppose des déplacements fréquents mais de courte durée en France et à l'étranger. (Réf. 92044/LM)

Ces postes sont à pourvoir dans le cadre agréable et fonctionnel de notre unité proche d'Orléans.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

ALSTHOM

recherche pour son usine de Construction Electrique (1000 personnes) située en Normandie

DEUX INGÉNIEURS

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE débutant ou ayant quelques années d'expérience pour Service Technique et Développement et application C.A.O. - D.A.O.

UN INGÉNIEUR FORMATION ELECTROMECANIQUE pour Service Après-Vente. Anglais courant exigé.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., avec photo sous réf. 31172 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LA CFAO

Nous avons conçu et vendons dans le monde entier le système haut de gamme : **LA CFAO**.

Nous recherchons pour notre agence de GARCHES (92) :

JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL

25-30 ans environ, ingénieur de formation, vous possédez une première expérience de la vente de produits mécaniques ou informatiques. Vous serez responsable de la prospection et de la vente du système CAO-CAMX sur une importante région Nord et Ouest de la France.

Adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) à :

FERRANTI Infographics

FERRANTI INFOGRAPHIQUE
Z.A. La Bastide Blanche
Bat. B. 13127 VITROLLES
CAMX la solution intégrée CAO-FAO

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL ESPACE
Spécialiste en Electronique et Télécommunications SpécialesDans le cadre du développement de ses activités
recherche pour COURBEVOIE

DES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles ou Universités ayant
une expérience de plusieurs années pour inter-
venir dans les domaines suivants :

TELECOMMUNICATIONS (Réf. 26)

- Conception,
- Etude,
- Réalisation,
- Mise en service,
- Suivi de Contrats de Réalisation.

ELECTRONIQUE (Réf. 27)

- Traitement du signal,
- Radar.

FIABILITE/QUALITE (Réf. 28)

- Assurance produit,
- Composants.

Vous pouvez exercer votre métier dans un secteur de pointe,
évoluer dans l'une des filiales d'un groupe d'envergure inter-
nationale ; Faites-nous parvenir un dossier de candidature
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en rappelant la
référence à la Direction du Personnel, 11 avenue Dubonnet,
92407 COURBEVOIE CEDEX.

ALCATEL
ESPACEFILIALE D'UN IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL
Région Parisienne
SPECIALISEE DANS LES TRANSMISSIONS
PAR FIBRES OPTIQUES

INGENIEUR PROCESS

Au sein du Département Recherche et Développement, il aura pour mission :

- étudier et réaliser des fibres optiques spécifiques,
- définir l'outillage associé,
- préparer l'industrialisation des produits.

Ce poste conviendrait à un ingénieur (AM, ECP, INPG, PC ou équivalent)
ayant quelques années d'expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions à/réf. 31235 à
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Importante Société d'Ingénierie Informatique,
filiale d'un grand groupe industriel, spécialisée
dans les domaines mini-micro temps réel à forte orientation télécom,
notre « métier » recouvre les activités systèmes, les produits et le conseil.

Nous recherchons des

INGENIEURS
LOGICIEL

Spécialistes RESEAUX, possédant de solides compétences en matière de
télécom sur la gamme DPS6, DPS 7 ou SPS 7.

Les normes « messagerie » leur sont également familières.

Merci d'adresser votre candidature
à/réf. 10175 à PIERRE LICHAU
10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Ingénieur branché
(ou câblé)
LYON

Groupe Général des Eaux

Notre client est un opérateur majeur sur le marché des réseaux câblés pour vidéo-
transmission. Sa Direction Régionale de Lyon, qui gère 4 sites importants totalisant à terme plus de
500 000 prises potentielles, veut intégrer un cadre technique supérieur.

Sa mission est : assurer en permanence que les interventions se font au meilleur
niveau technique, en apportant ses conseils, ses solutions aux équipes
opérationnelles déjà en place.

Cette opportunité concerne un jeune ingénieur type ENST, Supélec... bénéficiant
d'une solide expérience en réseaux co-axiaux, antennes collectives, etc... et désireux
de progresser dans une activité de technologie très évolutive, au sein d'un groupe de
grande envergure.

Envoyer une lettre manuscrite, CV, photo sous référence 1110 à

79, rue du
Commandant Fauroux
69006 LYON

Un dossier complet d'information sera adressé à tout candidat présélectionné.

Société de conseil et d'ingénierie en informatique financière, nous intervenons au cœur de l'activité boursière de la Place
parisienne. Pour l'établissement leader dans la gestion des valeurs mobilières, nous recherchons un

Analyste bases de données financières

IMS

Au sein du secteur chargé de constituer le référentiel Titre de la communauté financière, vous intervenez pour l'équipe de
conception et de développement des bases de données. Secondant le responsable, votre mission revêt deux aspects :

- prise en compte des besoins auprès des services financiers de l'établissement et des services commerciaux diffusant les
informations,
- conception puis encadrement de la réalisation sous-traitée aux prestataires externes.

De formation ingénieur, vous avez déjà une première expérience de 2 à 4 années en environnement bases de données IMS -
DB avec PLI ou Cobol. Vous souhaitez conforter cette expérience dans l'environnement évolutif des milieux financiers.

Michel DHEUR notre Conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers
(lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. 8710.121 au Cabinet
M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Plan Champs

S'unir, c'est gagner

REALISEZ VOS AMBITIONS INTERNATIONALES
SUR LA COTE D'AZUR

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES conçoit et développe des équipements de détection sous marine pour la plupart
des pays occidentaux et d'extrême orient. Pour assurer la réalisation de nouveaux contrats à l'export et développer notre présence dans le
monde, nous recherchons des

INGENIEURS ELECTRONICIENS ET/OU INFORMATIENS

chacun sera confiée l'une des fonctions suivantes :

INGENIEURS ETUDES
ET DEVELOPPEMENT

Motivés par des activités touchant aux domaines

- Acoustique sous-marine
- Traitement du signal
- Machines de traitement
- Informatique temps réel.

Vous participerez à la conception et au développement
de sous-ensembles de systèmes sonars de la nouvelle
génération faisant appel à ces techniques.

Réf.1087/ED

INGENIEURS D'ETUDES
TRAITEMENT DU SIGNAL

Ils seront chargés "d'études amont" en traitement du signal
pour répondre aux besoins nouveaux créés par
l'évolution rapide de nos systèmes.

- Ils contribueront également :
- au transfert du "Know How" en traitement du signal
vers les laboratoires d'études des produits,
- au rayonnement international du service traitement du
signal (publication, congrès, consultations...)

Réf.1087/TS

CHEF DE PROJET LOGICIEL

Il conduira le développement d'un ensemble de logiciels de traitement de signal pour un important projet de système sonar,
et sera responsable de :

- l'analyse des besoins et la conception générale des
logiciels,
- l'animation d'une équipe de réalisation,

- la conduite des phases d'intégration des logiciels et la
mise en œuvre opérationnelle dans le système sonar,
- la tenue des objectifs de coût et de délai.

Réf.1087/PL

Votre formation supérieure (ESE, ENST, ECP, Mines Paris, A.M.L.) et votre première expérience acquise en électronique, en traitement du signal
et/ou en informatique vous permettront de franchir une étape importante dans votre carrière.

Votre goût pour le management, votre capacité à innover, à faire évoluer votre environnement, votre connaissance de l'anglais nous permettront
de réaliser vos ambitions.

Si vous aimez relever des défis dans un contexte de sévère concurrence internationale, adressez sans tarder votre candidature à Antoine GARCIA,
THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES,
Chemin des Travaux, BP 53, 06801 CAGNES SUR MER
en précisant la référence de votre choix.



Nous avons inventé de nouvelles méthodes et un nouveau
métier pour bâtir de grands chantiers à travers le monde et
conduire de grands projets.
Nous sommes des leaders dans les techniques de notre
temps : INGENIERIE - GENIE CIVIL - GENIE LOGICIEL -
GRANDE INFORMATIQUE SPECIALISEE

POUR NOTRE SECTEUR BATIMENT
nous recherchons le

DIRECTEUR
D'UN NOUVEAU DEPARTEMENT

diplômé d'une Grande Ecole,
(35 - 40 ans), ayant l'expérience de la conduite de grands
projets bâtiment T.C.E.,

nous lui proposons de diriger et d'animer des équipes de femmes et d'hommes responsables d'organiser, chiffrer, programmer
et diriger des ouvrages ou des projets qu'ils managent, coordonnent et planifient en guidant les autres intervenants.

Il sera fier de ses réalisations, responsable et libre, s'il possède ces vertus, essentielles pour nous :

- la volonté d'expansion et de responsabilité,
- la disponibilité et l'expérience,
- le savoir-faire et le goût de la participation.

Envoyer lettre manuscrite de candidature + CV + photo + prétentions à COTEBA MANAGEMENT, Direction Générale,
92/96, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

هكذا من الاصل

صكنا من الاول

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

*Alcatel, c'est aussi l'Europe
des Radiocommunications*

▼
ALCATEL
RADIOTELEPHONE

MODULATION

CHANE

DE SYST

GENERAL

SYSTEME

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL RADIOTELEPHONE, c'est aujourd'hui

- le premier concepteur et installateur de réseaux et systèmes de radiotéléphone publics et privés en France,
- 1 300 personnes et 700 millions de Francs de Chiffre d'Affaires,
- un Service Recherche et Développement, de 120 ingénieurs et techniciens.

ALCATEL RADIOTELEPHONE, c'est aussi

- un grand programme pan-européen de radiotéléphones,
- un dessin ambitieux pour des hommes passionnés engagés sur des marchés très concurrentiels et de hautes technologies.

Pour mettre en œuvre ce projet, ALCATEL RADIOTELEPHONE cherche à intégrer ceux d'entre vous qui sont disposés à relever un des plus grands défis technologiques de cette fin de siècle : construire avec nous l'EUROPE DES RADIOTELEPHONES.

SPECIALISTES

MODULATION ET CODAGE

Vous définissez et évaluez les algorithmes de traitement numérique mis en œuvre dans ce projet de radiotéléphone européen. Votre formation est complétée par une expérience dans les domaines de la modulation et du codage pour transmission numérique ainsi que des techniques d'égalisation numérique, sur voie radio. (Réf.1/LM)

INTEGRATION RADIO/ANALOGIQUE

Vous définissez, spécifiez et développez les circuits intégrés analogiques UHF et MF entrant dans la conception des terminaux. Vous avez une expérience dans les domaines :
- de la conception de fonctions analogiques intégrées,
- des technologies d'intégration. (Réf.2/LM)

ARCHITECTURE DE RESEAUX

Vous définissez l'architecture fonctionnelle et organique du sous-système radio. Pour cela, vous possédez une expérience significative de :

- l'architecture de réseaux,
- la commutation et réseau de signalisation (COTT n° 7).

(Réf.3/LM)

CHEF DE PRODUIT

Vous analysez le besoin et le marché des réseaux cellulaires européens et élaborez, en liaison avec les opérateurs de ces réseaux et les équipes de conception, les spécifications des produits.

Une expérience solide dans ces domaines, pour des produits de haute technologie, est indispensable pour la réussite de cette mission. (Réf.4/LM)

CHEFS DE PROJETS

CHAINE DE TRANSMISSION RADIO

Vous mettez en œuvre une chaîne de transmission numérique sur voie radio. Vous développez et intégrez les équipements radio et traitement du signal. Vous assurez la coordination entre plusieurs unités du Groupe ALCATEL en Europe. Une solide expérience dans ces domaines est requise pour ce poste. (Réf.5/LM)

TERMINAUX

Vous prenez en charge la définition et le développement de terminaux à haute technologie d'intégration. Vous avez une expérience dans les domaines de :
- la conception de terminaux mobiles compacts mettant en œuvre les technologies d'intégration,
- la transmission numérique sur voie radio,
- la mise en œuvre des techniques analogiques et numériques. (Réf.6/LM)

INFRASTRUCTURE RADIO

Vous prenez en charge la responsabilité de développement d'équipement d'infrastructure radio.

Vous possédez une expérience en système radiocommunication et architecture de réseau. (Réf.7/LM)

INGENIEURS DE CONCEPTION

DE SYSTEME ET DE TERMINAUX

Vous concevez le système et les terminaux UHF numériques. Vous possédez une expérience dans les domaines suivants :
- développement d'équipements et de fonctions analogiques et numériques,
- traitement numérique du signal, développement radio, transmission numérique sur voie radio. (Réf.8/LM)

EN TRAITEMENT NUMERIQUE DU SIGNAL

Vous développez et mettez en œuvre des ensembles à base de microprocesseurs de traitement du signal. Vous possédez une expérience dans les domaines suivants :
- développement logiciel et matériel d'équipement en traitement numérique du signal,
- environnement multiprocesseurs, logique rapide, logiciel temps réel. (Réf.9/LM)

GENERALISTE EN SYSTEME DE RADIOCOMMUNICATION

Vous définissez l'architecture radio du système : ses règles de planification, sa couverture cellulaire. Vous possédez une expérience dans le domaine de la conception de système de radiocommunication : propagation, transmission numérique, simulation de réseau. (Réf.10/LM)

D'ARCHITECTURE DE CIRCUITS INTEGRES A TRES HAUTE DENSITE

Vous définissez et optimisez l'architecture des circuits intégrés numériques développés. Vous possédez une solide expérience du développement dans le cadre du traitement numérique sur voie radio. (Réf.11/LM)

INGENIEURS D'APPLICATION

SYSTEME

Vous suivez les développements spécifiques des systèmes. Vous assimilez techniquement le système retenu afin d'assurer sa mise en place, les essais de validation, la formation du personnel exploitant et le suivi de l'évolution du système. Vous possédez une expérience en téléphonie et logiciel sur systèmes téléphoniques ou informatiques. (Réf.12/LM)

PLANIFICATION RADIOELECTRIQUE

Vous déterminez la couverture radioélectrique théorique de stations radio. Vous vérifiez et consolidez les calculs théoriques par des mesures terrain. Vous qualifiez les stations de base radio installées. Vous possédez une expérience en radiocommunication ou télécommunication. (Réf.13/LM)

PROJETS - AFFAIRES

Vous définissez les spécifications techniques des sites radioélectriques. Vous recherchez et qualifiez ces sites. Vous planifiez les opérations et le suivi des sous-traitants.

Vous possédez une expérience très significative de la préparation, installation et mise en service de sites techniques. (Réf.14/LM)

Ces postes s'adressent à des INGENIEURS GRANDES ECOLES CONFIRMES (type ENST, ESE...) ayant déjà eu des responsabilités d'encadrement, parlant l'anglais couramment, et disponibles pour des déplacements de courte durée en Europe ; mais aussi à des jeunes ingénieurs diplômés d'écoles type INSA, ENSERG, ISEP...

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, prétentions) en précisant la référence choisie à : Agnès GRANDJEAN - ALCATEL RADIOTELEPHONE, 56, Avenue Jean Jaurès, 92707 COLOMBES CEDEX.

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

LA PASSION DE COMMUNIQUER

هكذا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Prenez 5 ans d'avance...

Rejoindre aujourd'hui DIGITAL, c'est vivre l'informatique dans ce qu'elle a de plus novateur et de plus pratique : c'est prendre 5 ans d'avance.

Chefs de projets en implantation de systèmes informatiques

Vous proposez votre assistance et votre conseil à nos clients pour leur permettre d'implanter de grands projets informatiques de type multisites ou industriels. Vous participez à l'élaboration des projets informatiques en concevant le scénario d'implantation et vous fournissez les services qui permettront une parfaite intégration de la solution choisie, en tenant compte des impératifs de nos clients. Vous organisez et coordonnez les activités de logistique, d'installation, de maintenance et la sous-traitance éventuelle.

Généraliste de l'informatique, vous êtes ingénieur de formation et maîtrisez parfaitement les techniques d'implantation de systèmes, réseaux, télécommunication et leurs environnements. Une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de projets est indispensable. Vous parlez l'anglais. Le poste est basé à RUNGIS.

Adressez lettre + CV sous référence MON 474 F à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

EMTE MICRO TECHNOLOGIE

Nous sommes une jeune société en plein développement, 30 personnes aujourd'hui. Notre marché, les outils d'électronicien : émulation, programmation, analyse logique, conception, simulation, développement. Nous recherchons un

Responsable produit

CAO - IAO

VOTRE MISSION : Après une période de formation à nos produits et à notre démarche commerciale, prendre en charge notre ligne de produits CAO, IAO. **NOUS VOUS OFFRONS :** • une société jeune, performante, très dynamique • un haut niveau d'autonomie et de responsabilité • des conditions de travail très motivantes (flexi, prime variable, frais...) • des larges possibilités d'évolution. **VOS ATOUTS :** • une formation supérieure en électronique : ingénieur ou équivalent • une expérience réussie dans le domaine de la CAO-IAO comme ingénieur d'application par exemple • une forte envie de réussir.

Merci d'envoyer CV et photo à notre Conseil EUROMAN 96, rue Saint Charles - 75015 PARIS, sous référence 1084 portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

I N S E A D

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES
N° 1 DES BUSINESS SCHOOLS EUROPEENNES, UNE INFORMATIQUE PERFORMANTE EST UNE NECESSITE.
Pour renforcer notre équipe informatique nous recherchons

RESPONSABLE SYSTEME

De formation supérieure Ecole Ingénieur (ENSIMAG, ESE...) ou maîtrise d'informatique, vous avez 3 à 5 ans d'expérience système VMS, DECNET. Vous vous sentez prêt à prendre la responsabilité d'une petite équipe.

La complexité des techniques à maîtriser - réseau de plus de 250 micro-ordinateurs, puissant cluster VAX, SGBD, ORACLE, ETHERNET... - mais aussi la richesse de l'environnement utilisateur sont des défis qui vous motivent.

D'excellentes qualités de communication et d'autonomie ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables pour réussir dans ces postes.

Merci d'adresser : C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à INSEAD - Service du Personnel - bd de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

De formation supérieure vous avez une expérience confirmée de chef de projets et souhaitez donner un nouveau développement à votre carrière en prenant la responsabilité de l'ensemble de notre informatique de gestion.

Vous maîtrisez les méthodes de développement et de gestion de projet et avez une bonne expérience de SGBD relationnels, ORACLE si possible.

VOUS ETES

ingénieur chimiste

Agé au minimum de 40 ans, vous avez une expérience d'au moins 10 ans et des connaissances approfondies dans plusieurs des domaines suivants :

- réactions acides, solvants, résines, polymères. Vous aimez et pouvez prouver votre expérience récente dans les contacts avec des réseaux de commerciaux et de clients.

Nous sommes une société d'importance nationale réputée dans notre profession (300 personnes, 200 M.F. de C.A.).

Vous assurez les responsabilités suivantes :

- assistance technique au personnel et aux clients, participation à la mise au point des produits (essais, relations fournisseurs, préparation des supports à la vente et documentation), - suivi de la législation (hygiène, sécurité, transport...).

Lieu de travail : RUNGIS.

Sélecteur et savoir motivés pour un professionnel désireux de s'intégrer à une équipe et une société solide en constante évolution.

Envoyer lettre manuscrite avec photo, C.V. et prétentions s/réf. 11944 à PIERRE LICHAU 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Restez à l'écoute des technologies du futur

L'agence CONSTRUCTEURS et TELECOMMUNICATIONS répond aujourd'hui aux exigences de l'informatique de demain en ayant recours à toutes les ressources de l'informatique : concepts, idées, produits, outils. Avec une équipe de spécialistes pluridisciplinaires, des moyens à la pointe de la technologie, nous conseillons et assistons nos clients - constructeurs de matériels informatiques, bureaux, téléphoniques, télématiques - dans le développement des nouveaux systèmes de communication. Nous recherchons :

Ingénieurs temps réel

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs et vous avez acquis une solide expérience en logiciels TEMPS REEL. Vous souhaitez diversifier vos activités dans les domaines de la radiotéléphonie, de la communication privée, de la messagerie, des réseaux et des RNS.

Ingénieurs systèmes

Au sein de grands projets menés pour le compte de constructeurs de matériels informatiques, concernant les réseaux hétérogènes, le bureau et le logiciel de base, vous aurez l'opportunité de valoriser votre expérience acquise dans un des domaines suivants :

• OS2/WINDOWS, • GCOS 7, • GCOS 8, • UNIX, • VMS.

Concepteurs base de données

L'émergence du modèle relationnel permet le développement de nouvelles applications, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle et du génie logiciel. Nous vous donnerons les moyens de confirmer votre expertise acquise dans un des domaines suivants :

• ORACLE, • UNIFY, • DB 2, • RDB, • DBM 5.

Nous vous offrons une carrière évolutive, un plan de formation, des projets diversifiés, au sein d'une équipe à taille humaine, dans un secteur en constante innovation.

Merci d'envoyer votre curriculum-vitae en précisant la référence 19901 M accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, à Bruno CHAPUIS-votre futur Directeur d'Agence, à Cap Sogeti Industrie, 92 boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

CAP SOGETI INDUSTRIE

INGENIEURS RISQUES INDUSTRIELS



Nous sommes le **PREMIER GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES MUTUELLES** largement implanté en métropole et à l'étranger (filiales ou participations dans 15 pays).

Nous avons décidé de renforcer nos positions sur le marché des risques d'entreprise. C'est pourquoi nous recrutons 4 ingénieurs Risques Industriels.

Après formation à l'assurance, à nos produits et à notre organisation (6 mois), ils interviendront à partir des contacts établis par des courtiers et/ou des agents d'assurance, directement auprès des dirigeants d'entreprises pour évaluer des risques et négocier des souscriptions.

Les ingénieurs diplômés que nous recherchons feront preuve d'une **CULTURE TECHNIQUE LARGE**, d'une connaissance approfondie des rouages de l'entreprise, acquise au cours de 3 à 5 ans d'expérience et surtout d'un **goût marqué pour la négociation** et les **CONTACTS COMMERCE A HAUT NIVEAU**.

Les 4 postes, créés au **MANIS**, demandent une grande disponibilité géographique. Ils peuvent à moyen terme, servir de tremplin vers une carrière internationale dans le domaine de la réassurance. Le bilinguisme français/anglais s'impose donc.

Si vous vous êtes reconnus, envoyez lettre, C.V. et prétentions, sous la réf. **UNIC 15 à D. CUGNET - GROUPE DES MUTUELLES DU MANS** 19/21, rue Charzy - 72030 LE MANS Cedex.

Responsable technique de produit agro-alimentaire à fort développement

Groupe Agro-Alimentaire de premier plan, nous recherchons un

INGENIEUR ENSIA, ENSAIA OU INA, OPTION IAA

d'environ 32 ans, ayant une expérience en installations ou exploitation d'unités de traitement de produits alimentaires fragiles (lait, boissons).

RATTACHE AU DIRECTEUR TECHNIQUE, il prendra en charge la coordination technique complète de la fabrication de son produit, son objectif étant d'apporter plus de rigueur à la production et au contrôle et de valoriser ainsi notre savoir-faire au niveau du Groupe.

Il élaborera les plans de travaux neufs, en suivra la réalisation, établira des normes de qualité en sachant les faire évoluer selon les exigences des clients, mettra en place et fera respecter une charte d'exploitation dans les unités de production.

L'autorité technique nécessaire suppose une personnalité solide qui saura se faire reconnaître par son réalisme, ses qualités d'organisateur et de gestionnaire mais aussi par son ouverture, sa créativité et sa capacité de communication.

L'importance de cette fonction implique des exigences de compétences et de personnalité mais aussi une rémunération motivante.

Les candidatures (lettre manuscrite, photo, C.V., avec indication de la rémunération actuelle) sous référence 2537-M seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin

CONSEILS DE DIRECTION
47, rue Alsace-Lorraine
93000 SAINT-DENIS

INGENIEUR DE PRODUCTION CONFIRMÉ

Proche Banlieue Paris

Une Société Française, spécialisée dans les matériaux de construction, recherche un **INGENIEUR DE PRODUCTION CONFIRMÉ** pour une gamme de produits solidement implantée sur son marché. Sous l'autorité du Directeur Industriel, il sera chargé d'assurer le fonctionnement de plusieurs ateliers de fabrication dans les meilleures conditions de qualité, de coût et d'utilisation des équipements et matières premières. Il assurera la gestion des programmes de fabrication, des approvisionnements et des stocks. Il améliorera les performances des équipements, recherchera les gains. Il participera à la définition, à l'étude et à la réalisation des investissements. Il gèrera un effectif supérieur à 100 personnes en veillant à l'amélioration des conditions de travail. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation type ingénieur AM, ICAM, ECAM, IDN... et possédant une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction à dominante électro-mécanique. Ce poste requiert des qualités de gestionnaire et d'animateur, et implique de fréquents déplacements en province.

Ecrire sous référence 952/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discrétion assurée.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

STRATÉGIES DU FUTUR

Ingénieurs grandes écoles Débutants ou 1^{ère} expérience

FRAMATOME, leader de l'ingénierie nucléaire, vous propose de vous associer à ses «Stratégies du Futur» en vous intégrant à sa Direction des ETUDES.

Vous avez des connaissances approfondies en mécanique, électrique, énergétique, automatique ?

Nous vous confierons des études de conception thermohydraulique et/ou nucléaire, de développement de systèmes de contrôle et de protection ou d'instrumentations nouvelles. Vous serez amenés à étudier et à optimiser les conditions de fonctionnement de la chaîne nucléaire.

Après une première expérience, l'athlétisme est devenu votre spécialité ?

Nous vous proposons de participer au développement de Programmes Scientifiques complexes et à la réalisation de Logiciels d'Aide à l'Utilisation de ces programmes (Système-Expert).

Votre dynamisme, votre rigueur et votre goût pour les contacts faciliteront votre intégration dans une équipe d'ingénieurs de haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et lettre manuscrite), sous référence VNL 030 à FRAMATOME, Département Gestion Préstationnelle - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DÉFENSE.

FRAMATOME

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

LE MONDE TOURNE SKF

INGENIEURS D'APPLICATIONS

SKF

Aujourd'hui, du ventilateur au satellite, le monde tourne SKF. Premier producteur mondial de roulements (45 000 personnes, 20 milliards de C.A.), nous confortons notre position de leader par une politique active de développement.

Aussi recherchons nous 4 INGENIEURS D'APPLICATIONS. Diplômés des A. et M. ou équivalent, vous avez 2-3 ans d'expérience dans l'industrie et parlez couramment anglais. A votre compétence technique s'ajouteront votre goût des contacts humains et votre sens des responsabilités.

En devenant Ingénieur d'Applications, vous soutiendrez notre action de vente par vos prescriptions et vos conseils d'utilisation. Vous deviendrez de ce fait un partenaire apprécié de vos clients et un véritable spécialiste sur votre marché.

Les 4 postes sont à pourvoir dans les secteurs de l'industrie lourde, de la machine-outil, des équipements électriques automobiles et des tracteurs routiers et agricoles (pour lequel des notions d'allemand seront appréciées).

Si en fonction de votre expérience l'un de ces marchés vous intéresse plus particulièrement, adressez votre dossier de candidature en précisant l'activité souhaitée à Mlle Claude TURPIN - Ressources Humaines - SKF France - 8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART.

Dans le cadre de notre Centre Technique, l'un de nos Laboratoires Européens renforce son équipe et recherche un

Jeune ingénieur mécanicien

possédant des connaissances en électronique et électricité. Vous serez chargé de concevoir et de développer des systèmes de mise en œuvre et d'application des produits (surtout polymères) destinés à l'assemblage. Une première expérience est appréciée.

Ce poste basé à Rueil-Malmaison (92) nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais, une bonne connaissance de l'allemand et de courts mais fréquents déplacements en Europe.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Monique GERMAND 3M France - bld de l'Osse - 95008 CERGY PONTOISE Cedex, sous la référence 77/MMG.

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

3M

Groupe BOSCH les moyens au service d'une volonté

Confortant notre position de leader sur le marché, nous renforçons le potentiel de notre service "Recherche et Développement".

ingénieur électronicien développement soft produits

Intégré au niveau de notre équipe électronique, vous serez associé à différents projets de développement, au sein desquels, chargé de choisir, concevoir, développer et mettre au point des programmes de microprocesseurs, vous serez l'évolution technologique comme objectif permanent.

Ingénieur électronique, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de préférence dans les domaines HF, vidéo ou commut.

La maîtrise des techniques électroniques digitales dans un environnement analogique est requise, tout comme la pratique de l'allemand, à défaut celle de l'anglais.

Pour ce poste basé à Caen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence ISM au

Discretion assurée.

cog hébert conseil

Poissonnière Commercial Building
11, rue du Faubourg Poissonnière
75009 PARIS.

Chercheurs que mettez-vous dans nos assiettes de demain ?

BSN

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, ENGAGÉ DANS UN PROCESSUS DE RENOVATION ACCÉLÈRE DE SON SYSTÈME D'INFORMATION ET AU SEIN D'UN ENVIRONNEMENT TECHNIQUE DE PREMIER PLAN,

recrute

3 ingénieurs de haut niveau

Une formation grandes écoles ou 3^e cycle universitaire est requise et une expérience professionnelle d'un mois à six mois indispensable.

Réf. ING 1. Adjoint au directeur d'un grand projet de gestion informatisée des personnels enseignants du second degré. Ce poste demande un sens développé du travail en équipe et de la communication. Une bonne connaissance de MERISE serait un atout supplémentaire.

Réf. ING 2. Coordonnateur, au niveau national, d'études avancées, en particulier dans le domaine de l'utilisation de la carte à mémoire et dans celui de la mise en œuvre des automates numériques. Outre les connaissances techniques indispensables, un goût prononcé pour les contacts à tous niveaux est nécessaire.

Réf. ING 3. Intégré dans la structure de pilotage de l'informatique de gestion au plan national, il devra en premier lieu diriger une opération d'informatisation budgétaire et comptable au sein de la direction générale des finances et du contrôle de gestion.

2 ingénieurs de recherche de première classe

Ils devront posséder une formation école scientifique ou niveau universitaire équivalent. Une première expérience professionnelle est souhaitable.

Réf. IR 1. Chargé du pilotage d'études techniques au niveau national, en liaison avec les équipes des centres. Une bonne connaissance d'UNIX et de son environnement, ainsi que du système de la gamme BULL DPS 7, serait un atout important pour ce poste.

Réf. IR 2. Intégré au sein du service de l'informatique de gestion, il devra suivre la rénovation d'applications de gestion en liaison avec des équipes de développement réparties sur l'ensemble du territoire.

8 ingénieurs de recherche de deuxième classe

dont un sera intégré dans la structure nationale de pilotage de l'informatisation, et 7 affectés au sein des centres académiques de traitement de l'information. Ces ingénieurs devront aider à la mise en place des applications nationales et locales. (Réf. IR 8.)

Ils devront posséder une formation école scientifique ou niveau universitaire équivalent. Une première expérience professionnelle serait souhaitable.

1 agent contractuel

qui sera chargé, au sein de l'administration centrale, de suivre le développement des études d'organisation en cours dans les services extérieurs et d'en étudier les conséquences sur l'organisation informatique. (Réf. AC 1.)

Il devra posséder une formation dans une grande école de gestion ou un niveau universitaire équivalent.

Adressez lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant la référence du poste, sous le n° 8 110, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montreuil, 75007 Paris.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériel, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES

Si vous êtes l'un de ces futurs Pro, animés comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 123 M à Georges HIRSCH, Groupe Bull, PR 11009D, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitations).

Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents.

Venez-nous rejoindre, nous vous assurons 4 mois de formation initiale à nos métiers d'études.

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

Bull



هكذا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur Responsable Produits Electroniques

Rattaché au département Electronique Automatismes d'une importante société leader mondial dans son domaine, il participe à l'étude et à la conception des projets en France et à l'étranger. Il assure les relations avec les clients, met en place des méthodes et une organisation en liaison avec le BE dans la conduite de projets (produits et systèmes). Responsable de l'évolution et du développement technologique des produits, qu'il adapte en fonction des marchés et de la rentabilité. De formation Ingénieur ESEO, INSA, ENSI, vous possédez une expérience significative (10 ans environ) dans la conduite de projets à dominante Electronique Automatismes. Rompu au management de petites équipes, vous avez le sens de l'autonomie et des responsabilités. Les perspectives d'évolution réelles et la rémunération attractive sont de nature à motiver un candidat de valeur. Une bonne maîtrise de l'anglais technique est souhaitée. Une grande disponibilité est nécessaire. Le poste est basé dans une importante et agréable ville du Centre-Ouest.

NINTA
RESSOURCES HUMAINES

Merci d'adresser CV complet, lettre man. sous réf. 116 A à Christian HOLLEVOET, 30 rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris à qui nous avons confié cette recherche.



SOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

1er Constructeur français de modems, recherche pour sa BRANCHE TELEINFORMATIQUE

Ingénieurs débutants ou expérimentés

Ils participeront à l'étude et au développement de matériels de Transmission de Données en vue de leur industrialisation.

FORMATION :
- Supélec, Sup Télécom, ECP, ENSTA
- ou ISEP, ISEN, ESME, etc.
avec stage, option ou 1^{re} expérience.

DOMAINES CONCERNÉS :
- Transmissions, Téléinformatique.
- Electronique analogique et numérique, circuits prédiffusés.
- Traitement du signal.
- RNIS, Protocole : X25 niveau 2 et 3.
- Utilisation de Microprocesseurs, Processeurs de signaux.

Ces postes à pourvoir, dans un laboratoire en expansion, doivent permettre à de jeunes ingénieurs attirés par la conception (matériel et logiciel) et la réalisation d'équipements logiques et analogiques, une évolution de carrière conduisant rapidement à devenir responsables d'une équipe.

Adresser C.V. sous la référence IB à SAT Service Central du Personnel 41, rue Cantagrel - 75631 PARIS Cedex 13.

Société Industrielle française (550 personnes, 210 M.F. de C.A.) spécialisée dans la METALLURGIE HAUTE TECHNOLOGIE, filiale d'un groupe américain, pour l'une de ses unités de production implantée près de REIMS, recherche :

Ingénieur Planning Exploitation

Au sein du Service Planning, ce responsable du programme général de fabrication (de l'ordonnancement/lancement en fabrication des commandes jusqu'à leur expédition) aura à optimiser, réguler les flux des "en cours" et des produits finis. Pour cela, il mettra en place une logistique de production flexible en vue d'améliorer les délais de fabrication en utilisant l'outil de production (analyse des charges usines : proposition des lancements ; suivi du planning d'exécution... etc). Il contribuera à la mise en place d'un système de gestion de production complet en liaison avec les différents services concernés des usines, du Siège et les Sous-Traitants. Par sa connaissance souhaitée en Informatique de la gestion de production, il pourra faire évoluer le système vers une G.P.A.O. Après 27 ans environ, de formation Ingénieur (Mines Paris ou Saint-Etienne : ECP, ICAM, ECAM, A & M), le candidat pourra justifier de stages de longue durée ou d'une première expérience dans un Service Planning. Il doit connaître les contraintes attachées aux cycles courts de fabrication de produits métallurgiques. C'est un jeune industriel à fort potentiel, au talent d'organisateur, qui possède une autorité naturelle, fortement motivé par une carrière industrielle. Evolution possible vers d'autres postes en fonction de la personnalité du candidat. Bonne connaissance pratique de l'Anglais et/ou de l'Allemand nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous référence RP 104/M

CREA
CONSULTANTS

Créative Ressources for European Access
conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

ADP

Aéroports De Paris

INGENIEUR ELECTRONIQUE TELECOMMUNICATIONS

Nous sommes un établissement public qui construit, exploite, développe et gère les Aéroports.

Nous recherchons aujourd'hui un Ingénieur pour notre division « Navigation Aérienne ».

Vous êtes diplômé d'une grande Ecole en Electronique ou Télécommunications.

Vous serez chargé d'études et de suivi de réalisations dans le domaine des équipements et systèmes d'aide ou de contrôle de la Navigation Aérienne.

Vous pourrez participer à des projets nécessitant des déplacements de courte ou de moyenne durée à l'étranger. Vous parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, s/réf. LM, à Alain MARTIN - ADP - Service Recrutement - 291 bd Raspail - 75675 PARIS Cedex 14.

Microbiologie alimentaire industrielle

Ingénieur de recherche

L'évolution des techniques de fabrication sur lesquelles nous travaillons nous incite à étoffer le potentiel humain de notre unité de microbiologie.

Dotée d'un solide bagage scientifique en écologie microbienne (niveau Doctorat), la personne que nous recherchons aura et possible une première expérience professionnelle. Son action s'inscrit dans le

cadre de notre politique d'assurance qualité. Elle aura à concevoir, planifier et réaliser les expérimentations indispensables pour renforcer la sécurité des produits fabriqués.

Basé à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, le poste implique des déplacements en France et à l'étranger et demande une bonne maîtrise de l'anglais.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci de nous faire parvenir votre candidature sous référence IB 74 M. BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 PARIS.

HISPANO-SUIZA

HISPANO-SUIZA, spécialiste des équipements électroniques et informatiques, recherche pour son établissement de BOIS-COLOMBES un Ingénieur expérimenté en électronique et informatique, capable de mener à bien des projets de développement et de mise en œuvre de matériels électroniques et informatiques. Le candidat devra posséder une expérience significative dans la conception et la réalisation de matériels électroniques et informatiques. Une maîtrise de l'anglais est requise.

LE DEFÍ TECHNIQUE

HISPANO-SUIZA recherche pour son établissement de BOIS-COLOMBES

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DU PERSONNEL

Il assurera l'encadrement dans la mise en œuvre d'actions de progrès et la mise en place de plans de formation. De formation supérieure (EP, ESSEC, DROIT...) le candidat devra posséder une expérience importante dans le domaine de la formation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous référence 481/87 à SNECMA Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 PARIS Cedex 16.

GROUPE SNECMA

INGENIEUR ACHAT

Au sein du service achat, vous serez chargé de l'ensemble des achats de périphériques (écran, imprimantes, disques, dérouleurs de bandes...) destinés à nos systèmes informatiques.

Responsable d'un budget d'environ 100 MF, vous développerez avec nos fournisseurs de véritables relations de partenariat. Vous veillerez également au respect des normes de qualité, des meilleures conditions de prix et de délais.

Issu d'une école d'ingénieur ou de gestion, votre première expérience dans l'industrie informatique ou électronique sera un atout supplémentaire. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M/DFI/42 à IN2 Direction du Personnel B.P. 63, 78373 PLAISIR CEDEX.

Après plus de 2500 opérations réalisées depuis 1969, dans l'industrie, les services et l'enseignement, IN2 est la référence en matière de formation informatique. Par ses activités, IN2 contribue à la formation de l'homme de l'informatique. IN2 est une société à but non lucratif, reconnue d'utilité publique. Elle est membre du C.A. IN2 et contribue à la recherche.

IN2

GROUPE INTERTECHNIQUE

L'INFORMATIQUE DES REALITES.

Ingénieur de recherche et développement électrotechnique

Région Parisienne

labinal

Pour développer la nouvelle génération d'équipements électrotechniques de sa Division TELMA, s'adjoint un jeune Ingénieur de Recherches électrotechniques.

Au sein du département Etudes et Essais, il participe à la création et au développement de nouveaux produits, utiles pour ce faire des méthodes semi-empiriques et les codes de calcul par éléments finis.

En liaison avec les laboratoires de recherche scientifique des Universités, il développe les programmes de calcul, les fait évoluer. Il suit les essais des prototypes et se tient au fait des avancées technologiques dans son domaine.

Ingénieur ENSIEG, ENSIEH, ESME, ESIL, INSEM, âgé d'au moins 27 ans, votre première expérience dans un Bureau d'Etudes «machines tournantes» vous a rodé à l'utilisation de codes de calcul par éléments finis, aux essais de prototypes et à l'informatique. Vous parlez couramment l'anglais.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle) qu'il traite confidentiellement, sous référence 8720/2.

GRP &

Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau 75008 Paris. Tél : (01) 42.68.10.25.

INFORMATIQUE BANCAIRE ET FINANCIERE

SSI ayant pour seuls objets le CONSEIL et l'INGENIERIE de systèmes informatiques et réalisant la totalité de son chiffre d'affaires dans le secteur bancaire et financier recherche pour les départements

- SALLE DES MARCHÉS
- CRÉDIT

des **INGENIEURS GRANDES ECOLES DÉBUTANTS**
POLYTECHNIQUE, CENTRALE, MINES

Envoyez dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 8710/1 à VOCAM, 144, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.

GRANNI
2, rue des Petites-Pâtes
75008 PARIS

GRANNI

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

recherche pour son Département RHENALU
(3270 millions de F. de CA, 2550 personnes, 7 usines en France)**JEUNE ELECTRICIEN**
ESE, N7, IEG, ENSEM...
Débutant ou 1^{ère} expérience

Localisation du poste: usine de Neuf-Brisach (1238 personnes) près de Colmar. Cette usine en pleine extension vient de bénéficier d'importants investissements.

Activité: fabrication de laminés aluminium destinés à l'automobile, à l'emballage, aux loisirs, au bâtiment, etc.

Mission: adjoint à un des ingénieurs responsables de l'entretien, le candidat retenu sera chargé de la mise au point et de la maintenance de laminés à froid entièrement automatisés.

Profil: solides connaissances en électrotechnique, électronique, automates, calculateurs, informatique industrielle exigées. Aptitude à l'animation et au contact indispensable.

L'importance du Département Rhénalu et, au-delà, la dimension internationale du Groupe Pechiney ouvrent de larges perspectives de carrière en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé + photo, sous réf. RH04, à Pechiney, Service Recrutement, 23, rue Balzac 75008 PARIS.

GROUPE SYSECA

TEMPS REEL

L'ENGAGEMENT "ADA"

Leader français dans le domaine de l'ingénierie de grands systèmes temps réel, notre Groupe (1000 collaborateurs, C.A. 400 MF) a toujours su créer avec des ingénieurs de haut niveau les centres de compétences lui permettant de maintenir son avance technologique.

Aujourd'hui, nous sommes engagés dans l'utilisation d'ADA et nous proposons à des

CHEFS DE PROJETS ET CONCEPTEURS DE LOGICIELS, dans le cadre de grands systèmes, des postes de haut niveau à PARIS, TOULON et BREST.

Responsables de développements complexes dans toutes leurs phases, ils sont assurés de mener chez nous une carrière enrichissante.

Ingénieurs confirmés, spécialistes des langages temps réel, connaisseurs ou praticiens d'ADA, n'hésitez pas, pour un premier contact confidentiel à adresser votre dossier sous référence 292 à: R. CUADRADO SYSECA SELECTION - 315, Bureau de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

Importante Société de fabrication et de distribution de biens d'équipement, filiale d'un Groupe international recherche dans le cadre de la refonte complète de ses applications informatiques sur plusieurs IBM 38

Ingénieurs analystes

De formation supérieure informatique de type Ingénieur, MAGE ou équivalent avec quelques années d'expérience sur IBM 38 ou débutant à fort potentiel. (Réf. 5328/M)

Analystes-programmeurs

De formation BAC + 2 avec 2 ans d'expérience de programmation sur IBM 38 GAFIL.

Pour tous ces postes: - possibilité de stages de perfectionnement; - connaissance de l'anglais et du Cobol appréciées; - l'expérience des logiciels de gestion commerciale et/ou de production est un atout supplémentaire. (Réf. 5328/M)

Ces postes sont basés à PARIS. Merci d'envoyer votre C.V. + lettre manuscrite + prétentions, sous la référence choisie, à notre Conseil ou transmettez le sur votre Minitel en composant le 3615, code C.V. PLUS.

Ressources
& Développement
6, rue Cassini-Delaigle - 75005 PARIS

AETA

POURSAUVANT SA TRES FORTE CROISSANCE,
RECRUTE PLUSIEURS:**CHEFS DE PROJETS**

5 à 7 ans d'expérience.

INGENIEURS D'ETUDES

2 à 3 ans d'expérience.

TECHNICIENS AT3-ATP

Dans les domaines AUTOMATISMES et ASSERVISSEMENTS NUMERIQUES et ANALOGIQUES (équipements industriels et embarqués).

Envoyer CV, photo et prétentions à
AETA - B.P. 54 - 92269 FONTENAY-AUX-ROSESETABLISSEMENT
DE LA PERFECTION
GENERALE
POUR L'ARMEMENT

notamment

UN INGENIEUR

chargé de l'étude et de la conception des systèmes radar. Connaissances souhaitées: hyperfréquences, traitement du signal, instrumentation. Le lieu de travail se situe au proche bureau parisien, des délais de court séjour en France métropolitaine sont à prévoir. Nationalité française exigée.

Envoyer CV et prétentions à
ETCA

16 B. av. Priour-de-la-Croix-D'Or 94114 Arcueil cedex, à l'at. de M. le Chef de CTM2.

Microbiologiste confirmé

Universitaire (Doctorat - Phd) ou Grande Ecole

Centre International de Recherche
D'Aliments CIBIC

La branche produits frais de BSN représente 10 milliards de francs de CA (pâtisseries, fromages frais, desserts). Le CIBIC est le centre de recherche de produits frais, 30 chercheurs y mettent en œuvre créativité et moyens technologiques puissants au service de nos produits.

Au sein de notre Centre International de Recherche produits frais, nous vous proposons de vous confier la responsabilité de projets. En liaison fréquente avec les autres centres de recherche du groupe, les usines, les laboratoires, les universités, votre tâche sera multiforme: participation à l'élaboration et la réalisation de programmes, à la définition de nouvelles méthodes, synthèses, communications. Vous assurerez le suivi industriel des recherches menées.

Au-delà de vos diplômes, vous bénéficiez d'une expérience significative en recherche et développement acquise si possible en milieu industriel.

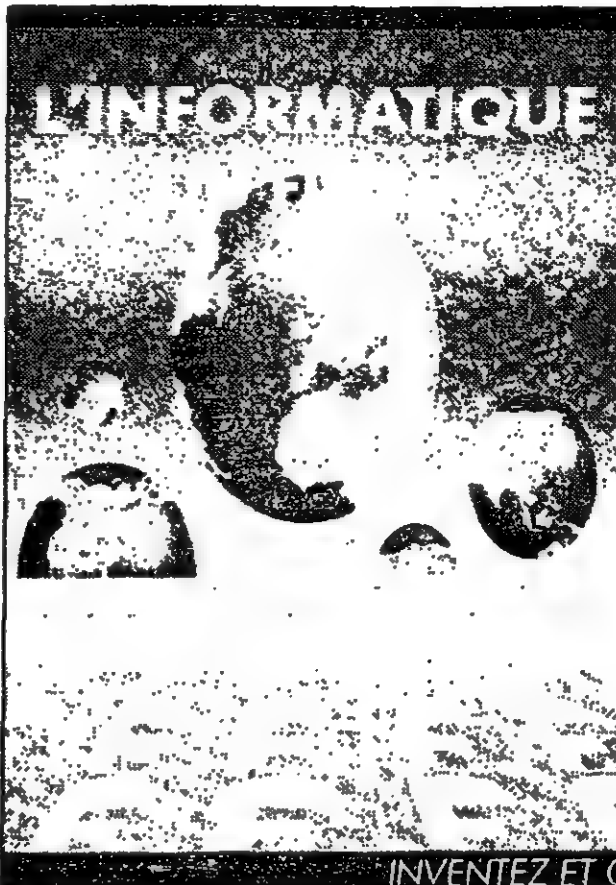
Vous savez mettre en valeur vos qualités d'initiative et de rigueur.

Votre anglais courant, votre aisance dans l'échange vous permettront de vous affirmer rapidement au sein d'un groupe international qui prépare les aliments de demain.

BSN

Merci de nous faire parvenir votre candidature sous référence CT 39 M à BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 PARIS.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



Dans sa politique de développement, FRAMATOME, leader de l'ingénierie nucléaire, mise sur l'informatique.

Ingénieur informaticien
Grandes Ecoles ou équivalent

FRAMATOME recherche pour son centre de Simulation Temps Réel un ingénieur informaticien ayant déjà une première expérience professionnelle.

Il assurera: - la réalisation de logiciels de base, - la mise en place d'applications graphiques et de bases de données, - le développement d'outils logiciels spécifiques à l'activité temps réel, - l'évolution de la configuration informatique (matériels GOULD, SINTRA, SUN).

Les relations à entretenir avec nos unités techniques et nos différents fournisseurs extérieurs impliquent dynamisme, esprit d'équipe et sens du contact.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite), sous référence VNL 200 à FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

FRAMATOME

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER

Chef de groupe de projets informatiques**270.000 +**
LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (C.A. 13 milliards), en forte croissance, recherche pour sa Direction Informatique (180 personnes) un Chef de groupe de projets.

Dépendant du Responsable des Etudes et Développements, il élabore les cahiers des charges relatifs à l'informatisation de nouveaux produits d'assurance, met en place les équipes chargées des développements et coordonne l'action des responsables de ces équipes. En étroite collaboration avec son homologue d'Angers, il veille à la cohérence du système de gestion de bases de données. Il est responsable vis-à-vis des utilisateurs du bon fonctionnement du système.

Le candidat, de formation supérieure (diplômé d'une école d'ingénieur de préférence), a environ dix ans d'expérience informatique dont 3 à 5 ans comme chef de projet avec le management d'une équipe de 10 à 15 personnes et la coordination de SGBD entre plusieurs sites. Le poste requiert des capacités de synthèse et d'animation ainsi que des qualités relationnelles avec les utilisateurs. La connaissance des Assurances et éventuellement du matériel Bull serait un atout supplémentaire. Poste à pourvoir à Arcueil.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et photo, sous la référence L095/M à Henri BOUET.

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE CEDEX.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

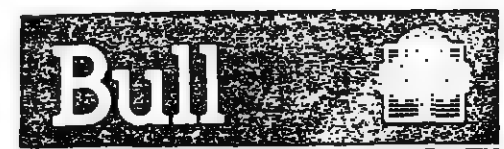
Le challenge du réseau commercial France: gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

FUTURS INGENIEURS LOGICIEL
BULL ENGAGE VOTRE TECHNICITE AU SERVICE DE SES CLIENTS

Futurs ingénieurs diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum, options téléinformatique, informatique ou réseaux) nous vous offrons la possibilité de rejoindre une équipe technique de haut niveau.

Basés dans un centre national à Paris, vous serez chargés d'assister nos clients en assurant la maintenance de logiciel d'exploitation très performant, des systèmes transactionnels et informationnels.

Notre formation constructeur vous permettra d'acquérir les connaissances spécifiques.



L'esprit d'équipe vous motive, alors adressez votre dossier de candidature sous réf. 721 M à BÉNÉDICTE MAUDUIT - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cadre - 3, avenue Val de Fontenay - 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.

هكذا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

invector FIER D'ÊTRE LE PREMIER

SSI, leader du Service "Système et Réseaux", nous offrons des prestations de haute technologie aux utilisateurs DEC-VAX/VMS. Nos clients apprécient notre sérieux et nos compétences dans des domaines de pointe.

Après 8 ans d'expansion continue, nous développons de nouvelles activités et renforçons nos équipes.

ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Profil :
- Diplômé Grande Ecole ou Université.
- Excellente connaissance VAX/VMS et environnement DEC.

Mission :
Avec 8 ans d'expérience, vous assurerez une équipe, vous ferez de l'assistance à haut niveau, du conseil en choix de configuration et de la formation.

Réf. AD

INGÉNIEURS SYSTÈME VAX/VMS

Profil :
- Diplômé Grande Ecole ou Université.
- Bonne connaissance VAX/VMS et environnement DEC.

Mission :
Avec 3/4 ans d'expérience, vous assurerez des assistances et des installations logicielles, des prestations en clientèle : audit, conseil et de la formation.

Réf. IS

INGÉNIEUR LOGISTICIEN

Profil :
- Diplômé Grande Ecole ou Université.
- 5 ans d'expérience.

Mission :
Vous serez patron des opérations de maintenance, chargé de la logistique et du terrain. Vous animerez une équipe de deux personnes.

Réf. IL

Vous aimez les structures souples et possédez le goût de l'autonomie, des qualités relationnelles et le sens du Service, et parlez couramment l'anglais.

Vous cherchez :
• Une entreprise solide, en développement rapide pour évoluer avec elle.
• Un poste très enrichissant, par la diversité des clients et des solutions à apporter.
• Une équipe jeune, enthousiaste et très performante.

Lieu de travail : quartier La Défense.

Merci de nous écrire, en précisant la référence (C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle)
Marie-France PERAUD - INVECTOR - 1, rue de Créteil, 92024 NANTERRE CEDEX.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Profil :
- Débutant, diplômé Grande Ecole Electronique.

Mission :
Rattaché à l'ingénieur Logisticien vous assurerez, après une formation aux USA, la maintenance de nos sites.

Réf. IE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Profil :
- Formation supérieure.
- Débutants et 3/4 ans d'expérience de la vente de Services.

Mission :
Vous vendrez des Services de pointe sur un marché très porteur : l'utilisation optimale du matériel VAX. Vous développerez un potentiel important d'actions nouvelles chez nos clients et les fidéliserez par un suivi de qualité.

Certains produits demandent une spécialisation :
- Création et développement d'une activité Centre Serveur VIDEOTEX.
- Vente de produits de maintenance.

Réf. IC

CHEFS D'EXPLOITATION VAX/VMS

Profil :
- 3/5 ans d'expérience.
- BAC + 2 minimum.

Mission :
Vous assurerez :
• L'exploitation de nos sites.
• L'installation et la mise en route de périphériques.
• Des missions de conseil en exploitation chez nos clients.

Réf. CE

Directeur des systèmes d'information

VIAFRANCE Y
équipe la France

Entreprise nationale d'urgence nationale
3000 personnes - 25 agences - 10 filiales
CA 2 milliards Fr.

VOTRE MISSION : en relation directe avec notre Directeur Général, vous aurez la responsabilité de la mise en place du nouveau système d'information et participerez au choix de nos méthodes. Directeur de l'Informatique du groupe, vous en assurerez également l'évolution dans nos Agences.

VOTRE PROFIL : diplômé d'une Grande Ecole vous avez également une formation informatique de haut niveau. Votre expérience (plus de dix années) de l'informatique du gestionnaire a fait de vous non seulement un spécialiste de valeur mais aussi un manager et un homme d'organisation. La connaissance des secteurs Travaux Publics/Bâtiment est un atout important pour relever ce challenge.

Merci d'envoyer CV + photo + salaire actuel à M. RUYRAUD, en indiquant la référence du poste.

CAP SOGETI SELECTION

Tour Mafel, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

Importante société de service
ouest parisien recherche pour son
département exploitation

QUESTIONNAIRE DE TRAVAUX INFORMATIQUES

chargé de la préparation et du suivi jusqu'à l'exploitation finale.

La maîtrise de la micro-informatique est indispensable. Des développements télématiques font également partie des vœux possibles qui vous sont offerts.

A environ 30 ans, vous possédez un BTS de gestionnaire d'exploitation, une expérience réussie dans un poste similaire où vous avez prouvé vos qualités de rigueur, précision et dynamisme.

Vous voulez vous impliquer dans une équipe motivée et bénéficier d'une technologie de pointe et des formations correspondantes.

Adressez votre CV (lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 66-AC-60 DEB à :
JOS. rue Jourdan - 75017 PARIS qui étudiera votre dossier et vous avisera par lettre.

Veridatas

Spécialiste des Techniques de Qualité et de Sécurité Informatique, filiale du Bureau Veritas et de Verilog, recherche :

Consultants Qualité

De formation école d'ingénieurs ayant au moins 7 ans d'expérience et une excellente maîtrise des Techniques Avancées en Génie Logiciel. Les interventions sont à vocation nationale et européenne, pour des projets importants concernant des secteurs de pointe.

Ingénieur Qualité

De formation scientifique (BAC + 5), ayant au moins 5 ans d'expérience en informatique technique, une bonne pratique des outils de Génie Logiciel et de bonnes connaissances en statistiques. Sa mission sera de définir et de mettre en place un "observatoire" qualité logiciel intéressant la recherche et l'industrie. Ce poste est à pourvoir dans l'Ouest de la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 2610, en précisant le poste choisi à :

VERIDATAS - Tour Neptune - 92086 PARIS LA DEFENSE Cedex 20

MINISTÈRE DE LA DEFENSE

recherche d'urgence :

1 INGENIEUR

chargé de la conduite d'affaires confiées à l'industrie en matière de radars de défense aérienne.

1 INGENIEUR

responsable de la coordination des programmes d'équipements aéronautiques embarqués.

Nombreux contacts avec les services de la défense, les centres d'essais, les aviateurs et les équipementiers.

1 INGENIEUR

responsable des commandes de rechange en composants actifs : tubes électroniques, semi conducteurs.

Pour ces 3 postes, diplôme d'ingénieur indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :

S.T.T.E. Service du Personnel Civil
129, rue de la Convention 75731 PARIS Cedex 15.

FILIALE D'UN
GRAND GROUPE INDUSTRIEL
DE 7 000 PERSONNES

Cette entreprise recherche pour son établissement spécialiste des turbo-machines

INGENIEUR AERODYNAMICIEN

La recherche et le développement en aérodynamique est votre domaine d'activité.

Au sein de notre département technique, vous aurez pour mission d'optimiser les performances des turbines et compresseurs, introduire des méthodes récentes de calcul des écoulements dans les turbo-machines.

Ingénieur de formation avec de préférence quelques années d'expérience vous êtes spécialisé en aérodynamique et avez une bonne

connaissance de la thermodynamique et des méthodes de calcul numérique.

Autonomie et rigueur intellectuelle vous permettront de réussir dans cette fonction basée en province où vous serez en liaison avec des organismes de recherche et des universités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. CS001 à MEDIA SYSTEM, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



TRANSFERTS ÉLECTRONIQUES D'OPÉRATIONS BANCAIRES

Filiale Monétique du CRÉDIT AGRICOLE, basés à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, nous recrutons, dans le cadre d'importants projets de traitement d'opérations interbancaires pour de grandes entreprises, un

CHEF DE PROJETS

diplômé de l'enseignement supérieur et possédant 2 à 4 ans d'expérience en informatique bancaire sur IBM, notamment dans le domaine du Recouvrement.

Au sein du Département Etudes Informatiques, il dirigera une équipe chargée de la conception et de la réalisation d'un projet de traitement d'importants flux d'informations provenant d'entreprises clientes (paiements par Cartes, opérations interbancaires, recouvrement...).

Intercouleur au plus haut niveau des clients et des services internes de l'entreprise concernés par ce projet, il devra faire la preuve de ses compétences techniques aussi bien que de ses qualités relationnelles.

A terme, il se verra confier d'autres projets de grande envergure.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 650/M, à notre Conseil.

UNLOG

9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTec informatique



La valeur de nos Hommes
et le Savoir-Faire technologique :
notre gage de performance !

Notre groupe emploie plus de 17 000 personnes à travers le monde, qui conçoivent, fabriquent et distribuent des gaz destinés aux industries de haute technologie.

Nous accélérons notre développement en France par le biais de notre filiale PRODAIR et nous recrutons des

Ingénieurs d'affaires - Paris - Lyon (diplômés ENSI)

Vendre nos produits, c'est avant tout mettre au point et promouvoir des nouvelles technologies. Dans ce cadre, vous assurerez la commercialisation et la gestion de gros contrats d'approvisionnement de gaz industriels. Vous maîtriserez bien l'anglais et vous avez si possible une première expérience dans la vente industrielle.

Réf. 51.1053 LM

Ingénieur de vente soudage - Paris (diplômé ESSA, ou équivalent)

Ayant une première expérience de la vente de produits industriels, (de préférence dans le domaine du soudage), ou débutant fortement motivé par la vente, vous commercialiserez nos gaz auprès d'une clientèle industrielle variée.

Réf. 51.1054 LM

Rejoignez une société à taille humaine au sein d'un groupe puissant, qui privilégie le dynamisme et les responsabilités. Nous assurons des conditions de travail attractives (salaire motivant, voiture...) et une forte possibilité d'évolution de carrière.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre, CV et photo à MERCURI URVAL
14 bis, rue Daru, 75008 PARIS, en précisant la référence du poste sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur des systèmes d'information

MAIRANCE 4



Société du Groupe Saint-Gobain
Leader machines spéciales haute vitesse et technologie avancée, recherche sur Paris

ingénieur d'études

Recherche et Développement

Diplômé en électronique et informatique, 28-30 ans parlant anglais. Son expérience réussie en hard et soft (assembleurs, langage C...) lui permet d'être très opérationnel et de concevoir cartes électroniques et logiciels rapides pour temps réel, dans le cadre de projets ambitieux.

Envoyer lettre, photo et prétentions :
Service Personnel - 80400
56-60, av. du Vieux Chemin de Saint-Denis
92230 GENNEVILLIERS

Futur directeur commercial

Cette société d'ingénierie informatique en fort développement est spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes de haute technicité (matériel et logiciel) destinés principalement à la gestion technique et administrative d'immeubles (dimensionnement, décaissement, bornes variables, contrôle d'accès...). Créée il y a quatre ans, elle regroupe 50 personnes et se donne les moyens de poursuivre sa croissance ; elle recherche un ingénieur commercial qui pourra prendre à terme la responsabilité globale des ventes. Rattaché à la direction générale, il commercialisera l'ensemble des applications de la société et interviendra depuis la prospection et l'étude des besoins clients jusqu'au suivi d'affaires. Il aura pour cela le support des services marketing et technique. Le montage d'un réseau de distribution sera aussi dans ses attributions. Ce poste, basé en banlieue sud de Paris, s'adresse à un candidat de formation supérieure commerciale ou technique ayant une expérience de cinq à dix ans dans la vente de produits à contenu technologique. Les candidats d'ingénierie, responsables d'exploitation d'immeubles, souhaitant évoluer vers la vente seront également étudiés. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D28933M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gobelins - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur productique

Nous sommes un grand groupe industriel rassemblant près de 13.000 personnes, leader mondial dans sa spécialité. Notre direction industrielle, installée dans notre siège en proche banlieue nord-ouest de Paris a pour vocation l'optimisation de l'outil de production : elle implante la productique dans les unités et recherche, dans le cadre de cette action, un jeune ingénieur. Il sera chargé de la mise en œuvre des systèmes permettant le suivi et le contrôle en temps réel de la production, des automatismes et des logiciels associés. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur, formé à l'informatique industrielle INSA ou équivalent, débutant ou ayant déjà une première expérience en productique, au sein d'une entreprise ou d'une société de services spécialisés. La connaissance d'un operating system temps réel et la pratique de l'anglais seront des atouts déterminants. La rémunération sera fonction du niveau de compétence acquis. Ecrire en indiquant vos prétentions et la référence S/E2404M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gobelins - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

OXYGÈNE

recrute
DEUX CADRES INFORMATIQUES
pour ses activités

★ DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Connaissance du langage APL ou C exigée.

★ ASSISTANCE INFOSERVICE I.B.M.

Connaissance ADI, ICI, NOMAD, BD2.

Les deux postes nécessitent une personnalité autonome et dynamique pour s'intégrer à une petite structure en plein essor.

Envoyer C.V. et prétentions à : OXYGÈNE,
1, rue des Châtaigniers, B.P. 133, 95023 CERGY.

IMPORTANTE ENTREPRISE
BÂTIMENT SECOND ŒUVRE
RECHERCHE

PROGRAMMEUR

Don domaine d'activité :

— les programmes de gestion.

La formation :

— 500 min. DUT en Informatique.

La candidate devra avoir une exp. d'au moins 2 à 3 ans de la programmation en micro-informatique et maîtriser le langage PASCAL et ses dérivés.

Il devra faire preuve de dynamisme, d'autonomie et avoir de très bonnes capacités à l'écrit et à l'oral.

Envoyer dossier complet (CV, photo, et prét.) en réf. 31424 à CONTEXTE 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS qui transmettra.

Quand débiter veut déjà dire évoluer...

Jeune ingénieur électricien

Si vous souhaitez évoluer rapidement vers des responsabilités humaines et techniques, nous vous proposons de rejoindre l'équipe d'encadrement de l'une de nos unités de fabrication située dans l'Est de la France.

Les missions qui vous seront confiées par le responsable du service entretien travaux neufs vous permettront de découvrir l'usine, les produits et les process.

Après cette période d'intégration, vous prendrez progressivement en charge la responsabilité complète du service électrique (50 personnes) depuis la distribution des fluides jusqu'à la maintenance des équipements électriques et des automatismes ainsi que des chantiers travaux neufs pour ces différents domaines. Vos qualités personnelles de communication et de rigueur vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature sous réf. PC 5 M à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

T.I.T.N. PROVENCE

Société d'Ingénierie Informatique, filiale du Groupe CCE/ALCATEL, pour ses activités « systèmes », recherche deux

INGENIEURS LOGICIEL

— INGENIEUR CONFIRME, vous possédez de solides connaissances en ACOUSTIQUE et TRAITEMENT DU SIGNAL. Vous êtes disponible pour assurer des missions dans l'Ouest de la France.

Nous vous proposons de prendre en charge la direction d'un programme d'implantations acoustiques sous-marines.

— INGENIEUR DEBUTANT, vous maîtrisez le FORTRAN et votre formation vous a permis de vous familiariser avec les problèmes d'acoustique et traitement du signal.

Postes à pourvoir à TOULON (URGENT).

Téléphoner à M^{me} GERACI (16) 42.24.41.49

STÉ TITN - 7, rue Louis Armand

Z.I. D'AIX EN PROVENCE - 13290 LES MILLES.

TITN

Mettre en œuvre, dans le domaine de la gestion, LE SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE

au sein de la Direction de l'Informatique et des Communications (D.I.C.) de la Compagnie de Signaux et d'Équipements Électroniques à Montreuil (92). La CSEE réalise un C.A. de 1250 MF dans des secteurs techniques de pointe et emploie 2500 personnes (dont 500 ingénieurs) réparties dans 10 établissements. La D.I.C., qui vient d'être créée, couvre l'ensemble des domaines de l'informatique : XAO, génie logiciel, bureautique, gestion. Elle recherche

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE DE GESTION

Il gère le site central et les applications de gestion avec ses équipes de développement, production et système. Il assure l'exploitation du réseau global CSEE et la coordination des autres sites.



Ces responsables, en s'intégrant dans une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, valoriseront leur expérience en environnement IBM 43xx, VM/CMS, CICS, en bases de données et en méthodologie de développement. Pour un premier contact, merci d'adresser, sous réf. F17818, votre dossier de candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) à CSEE - DRH, Service Emploi et Développement des Cadres - BP 514, 92542 Montreuil Cedex.

CHEF DE PROJET APPLICATIONS COMPTABLES

Il prépare, en liaison avec le responsable du système d'information et la Direction de la Comptabilité, l'évolution des applications comptables tout en assurant le développement et le suivi des applications actuelles.

MARCHÉ OBLIGATAIRE JEUNES INGENIEURS INFORMATIQUES

Paris 7^e

Un environnement technique performant VAX 785 VMS/RDB/L4G.

Un créneau porteur : LE MARCHÉ OBLIGATAIRE.

Un grand groupe financier : la Caisse de Dépôts Paris.

Au sein d'une petite équipe d'informaticiens de haut niveau, intégrée au service utilisateur, vous assurerez :

- l'administration des données
- la conception et le développement d'outils d'aide à la gestion et à la décision.

Vous êtes Ingénieurs Grandes Ecoles et bénéficiez d'une première expérience, de préférence sur DEC. Vous êtes particulièrement motivés par la conception d'outils de haute technicité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence LM43 à Christine SALAFA - CAM - DRH

4, rue Berthollet - 94110 ARCUEIL.

CAM

INFORMATIQUE DE LA CAISSE DES DEPOTS

SYB SYNERGIE INFORMATIQUE ET DEVELOPPEMENT
Groupe François Charles OBERTHUR Fiduciaire
LA DIVISION INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET TECHNIQUE
a des objectifs ambitieux et recherche :

INGENIEURS VAX

avec une expérience de 2 à 3 ans en SYSTÈME ou APPLICATION dans le domaine du contrôle de PROCESSUS INDUSTRIELS

Réf. 87-10-1

INGENIEUR RESEAUX IBM

avec une expérience de 5 ans sur les produits SNA, NETVIEW, VTAM

Réf. 87-10-2

INGENIEUR SYSTEME IBM

avec une expérience de 5 ans dans les Operating Systems MVS-KA, VM, VSE

Réf. 87-10-3

INGENIEUR SYSTEME BULL

avec une expérience de 5 ans dans l'environnement DPS 7 - GCOS 7 - GPL

Réf. 87-10-4

Nous vous remercions d'adresser sous la référence indiquée à Colette COHEN
SYNERGIE INFORMATIQUE et DEVELOPPEMENT - 102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS.



Le centre technique des industries mécaniques

recherche pour son SERVICE MICRO-ELECTRONIQUE

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

ENSEM - ESE - ENSEHIT

Plus 1 à 2 ans d'expérience

Pour suivre, évoluer et étudier les nouvelles techniques de commandes des machines industrielles par des moyens électroniques et informatiques.

TECHNICIEN SUPERIEUR

BTS Electronique/automatique avec 2 ans d'expérience industrielle pour l'étude et la mise au point de sous-ensembles matériels et logiciels.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à CETIM
Département Recrutement et Développement - BP 47 - 92501 SEVRES Cedex.

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial de l'informatique de réseaux développe encore davantage ses services aux utilisateurs et crée 3 nouveaux postes :

Spécialistes marketing services

- Logiciel
- Après-ventes

Vous participerez à la mise en place de la Stratégie Services :

- Vous en définirez et élaborerez les programmes et les nouveaux services,
- Vous assurerez la promotion en interne comme à l'extérieur de ces programmes et de ces services.

Votre formation (école de commerce ou d'ingénieur), une expérience ventes ou marketing acquise chez un constructeur informatique ou en SSII, la pratique de l'anglais sont nécessaires.

Ecrivez à Anne CHEVALLIER, sous référence MON 477 en précisant votre choix - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue G. Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

Ingénieur architecture logicielle dans une activité d'avenir : les cartes à mémoire.

Schlumberger Industries

Aujourd'hui le département Cartes à Mémoire et Systèmes du Groupe Transactions Electroniques de Schlumberger Industries est le numéro un mondial dans les domaines des cartes à mémoire, du publiphone, des terminaux de paiement électronique et des lecteurs de cartes.

Nous recrutons un : INGENIEUR ARCHITECTURE LOGICIELLE, pour former nos jeunes équipes aux méthodologies logicielles. Vous traduirez en spécifications précises les besoins des clients, vous sélectionnez et dirigez vos sous-traitants, et vous vérifiez leurs résultats par rapport au cahier des charges. Rattaché au Directeur de la branche «Nouveaux Produits et Applications», vous êtes au cœur de la

conception des nouveaux produits utilisant les cartes à mémoire. Vous avez acquis de préférence en SSII, une expérience en analyse et en méthodologie de logiciels. Vous associez le sens des relations à des qualités pédagogiques qui vous permettent d'imposer vos compétences auprès de différents interlocuteurs. Vous maîtrisez l'anglais. Ce poste s'ouvre sur une évolution vers l'encadrement d'équipe.

Veuillez adresser votre candidature, lettre, CV et photo au Chef du Personnel, Schlumberger Industries, Département Cartes à Mémoire et Systèmes, 420 rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

1 Statisticien de haut niveau pour la maîtrise de notre qualité

Vous avez une expérience de 5 ans au moins des applications des méthodes statistiques en milieu industriel. Vous avez pratiqué les outils statistiques de contrôle de la qualité et de la fiabilité. Vous vous sentez de taille à développer et promouvoir ces outils dans un contexte de production en grande série de produits complexes de haute technologie.

Pour la Direction des Technologies de Production (1 600 personnes), vous serez le pilote du développement des méthodes statistiques appliquées à la maîtrise de la fiabilité du processus industriel et à celle de la qualité de nos produits. Vous formerez à ces outils ceux qui conçoivent les processus de production. Vous en développerez l'application au sein de nos Services Méthodes.

Ce poste requiert un haut niveau scientifique, un grand intérêt pour les problèmes industriels, de bonnes qualités relationnelles. Réf. 796 ST

1 Responsable de l'industrialisation des outils de la qualité

De formation généraliste mécanique avec une expérience d'au moins 5 ans des outils de la qualité en milieu industriel, vous serez responsable de la conception et de l'industrialisation des outils de contrôle du processus de fabrication de la carrosserie.

Vous développerez les outils informatiques du contrôle de la qualité, vous piloterez la conception et la réalisation des instruments matériels de contrôle : capteurs, M.M.T., etc...

Vous serez responsable de l'industrialisation de ces moyens : tests, implantation sur les chaînes de fabrication, mise au point. Réf. 796 FI

1 Responsable qualité des projets véhicules

Ingénieur généraliste mécanicien avec, si possible, une formation complémentaire en statistiques, votre expérience industrielle d'au moins cinq ans vous a familiarisé avec les problèmes de faisabilité industrielle dans les domaines de l'emboutissage et de la tôlerie.

Responsable Qualité de nos projets carrosserie pour nos Services Méthodes, vous piloterez la mise sous contrôle de nos processus de production.

Vous vous assurerez de la capacité des moyens prévus, vous prévoyez l'intégration des outils de contrôle de la qualité à tous les stades du processus. Vous préparerez les moyens statistiques de contrôle de la qualité du produit et du processus. Vous développerez les méthodes d'analyse des problèmes de qualité. Réf. 796 RQ

Ces postes stratégiques ouvrent des perspectives de responsabilité importantes dans les domaines techniques ou industriels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'Agence Carré Turenne, 125, rue de Turenne 75003 Paris, en indiquant la réf. du poste choisi.



Voulez-vous participer aux grands projets de MATRA DATASYSTEME ?

Notre offre s'adresse aux standards internationaux : - Une gamme d'ordinateurs sous UNIX, modulaire, évolutive, d'une puissance allant jusqu'à 40 mips, (système mono et multi-processus, stations de travail, architecture répartie). - Des protocoles de communication (ETHERNET, ISO, X.25...). - Des outils de développement reconnus (INFORMIX, ORACLE, INGRES...). - Des produits bureautique et vidéotex.

Ingénieur Technico-Commercial

■ Rattaché à une équipe commerciale, vous intervenez pour élaborer et valider des solutions techniques simples et fiables, sur des marchés de grands comptes, dans l'un des domaines : Scientifique, Gestion, Bureautique, Télécom.

■ Pour cela, vous avez nécessairement une formation supérieure (école d'ingénieur ou université) et une première expérience constructeur ou utilisateur d'au moins 3 ans dans l'informatique haut de gamme.

■ Vous êtes familiarisé avec les SGBD (INFORMIX, ORACLE, INGRES, PICK...) et protocoles de communication (ISO, DSA/SNA, NFS, TCP/IP...) et avez plus particulièrement approfondi l'un d'entre eux ; vous avez acquis votre compétence dans un environnement UNIX, que vous maîtrisez bien.

Une compétence BUREAUTIQUE dans cet environnement sera un plus apprécié.

Vous participez à la réalisation des objectifs commerciaux : nous sommes reconnaissants vos performances.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) en indiquant la réf. 71/21/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

MATRA DATASYSTEME

L'INFORMATIQUE DES GRANDS PROJETS

TELESECURITE

Notre service de Télésecrétariat a pour vocation la protection des personnes et principalement celle des biens des particuliers et des entreprises. En plein développement, nous recherchons un

RESPONSABLE SUPPORT TECHNIQUE

Vous avez une formation de type INGENIEUR (électronicien, informaticien, télécom...) et une expérience d'environ 2 ans en télécommunications, automatisation et informatique. Vous aurez la responsabilité de la conception des systèmes de Télésecrétariat et d'encadrer une équipe de spécialistes (informaticiens, électroniciens, techniciens de maintenance...) pour la réalisation des différents actions : « réseau de télécommunication », « capteurs », « équipements », « transmission », « système informatique de gestion des alarmes et des événements », « suivi des normes », « évolution des systèmes (domotique, réseau de télésecrétariat) ». Vous dialoguez avec les constructeurs, étudiez le choix des matériels de sécurité et la faisabilité des projets. Ce poste basé à Paris, implique une DISPONIBILITE pour des déplacements en province et le sens du contact.

Rejoignez une équipe gagnante en adressant votre lettre manuscrite, CV, références et réf. 643, à notre Conseil SELEFRANCE, 74 rue de Rome, 75008 Paris.



SELEFRANCE
Conseil en Recrutement

RESPONSABLE LOGISTIQUE

Société distribuant des produits de haute technologie informatique recherche son Responsable Logistique.

Notre dynamisme et une notoriété accrue nous assurent une régulière expansion. La mission proposée recouvre de larges responsabilités : gestion du stock pièces détachées, distribution à nos agences, commande à la maison mère aux USA, recherche de sous-traitants... Elle concerne donc en premier lieu un professionnel de la maintenance informatique ; une expérience de la logistique constituerait un atout supplémentaire.

La nature même du poste, les contacts qu'il implique nécessitent une formation supérieure (Bac + 2), et une pratique courante de l'anglais.

Poste basé en banlieue parisienne, rémunéré 250/300 Kf environ.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence 741M à notre Conseil.

ROUBINEAU DECISION,
32 rue des Volontaires 75015 PARIS.

Importante société d'ingénierie Sud de la France

recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

Collaborateur direct de l'ingénieur en chef, chargé de la coordination des interventions à l'étranger pour assurer les missions suivantes :

- Conduite d'actions de prospection ;
- Etablissement des offres et négociation à l'étranger de nouvelles affaires ;
- Suivi de l'exécution des marchés contractés, en relation avec la direction administrative et financière et les unités de gestion pilotes ;
- Dans le cas de projets intégrés, il pourra être chargé d'assurer l'organisation et le suivi de ces projets y compris les actions à l'aval de la mise en valeur agricole dans le cadre des activités de la société (établissement des marchés, passation des commandes aux fournisseurs, facturation...).

FORMATION : Diplôme d'ingénieur Grande Ecole (Génie Rural, Agro, Hydraulique, A.M., Centrale...).

EXPERIENCE : 5 ans minimum dans le domaine du montage et de la négociation d'opérations complexes à l'étranger tant au plan technique, juridique que financier, nécessitant des relations étroites et personnalisées avec des organismes de financement, les administrations et des sociétés d'études et de travaux.

QUALITES REQUISES : Sens des contacts, pragmatisme, dynamisme, animation, rigueur et disponibilité.

Déplacements fréquents en France et à l'étranger. Anglais indispensable, espagnol souhaité. Age : 35 ans minimum.

Adresser lettre manuscrite, c.v., rémunération actuelle et photo sous n° 8.119 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

Le Centre de Recherche Agro-Alimentaire I.N.R.A. de Nantes

RECRUTE
par concours fonction publique

2 INGENIEURS D'ETUDES

(Bac + 3 ans) option physique-chimie

1 INGENIEUR DE RECHERCHE

(Bac + 4 ans) option physique-chimie

Date limite de dépôt de candidature : 30 NOVEMBRE 1987.
Rens. tél : 40-76-23-64.

ARCANTE SA

recherche
INGENIEUR
AUTOMATISME
TECHNICIENS
AUTOMATISME
La direction supervise
programmes, analyse
démontre des systèmes
de gestion des chaînes
robotisées.
Langues anglaise souhaitée.
Compétences : maîtrise de
programmation langage de
programmation robotique.
Diplôme : Bac + 3 ou 4 ans.
Env. CV, 15, rue Lavoisier,
Paris 10.

LABORATOIRE DE RECHERCHE

recherche
UN INGENIEUR
ELECTRONIEN
DIPLOME INGENIEUR
Circuit électronique
dans l'industrie des
équipements de
communication de
transmission de
données et de
télévision.
Expérience de
conception et de
réalisation de
circuit électronique.
Diplôme : Bac + 3 ou 4 ans.
Env. CV, 15, rue Lavoisier,
Paris 10.

CHIFFRE D'AFFAIRES
FILIALE
di
ventes

Adjoint
de ser

LA S
CARRE

CHEF L

INGENIEUR ELEC

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

OBI
CHAÎNE DISTRIBUTION BRICOLAGE
60 MAGASINS
FILIALE GROUPE CASINO
crée poste de
directeur
ventes - exploitation

Il participera, au sein d'une petite équipe de Direction, à l'élaboration de la STRATÉGIE de l'entreprise et à la POLITIQUE d'ASSORTIMENTS MARCHANDISES, et en assurera la mise en œuvre et le contrôle sur le terrain. Responsable de l'implantation des magasins et de leurs résultats. Il aura un triple rôle d'ANIMATION, de DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL et de GESTION, et sera assisté auprès des Directeurs de magasins par une équipe de 5 Directeurs Régionaux.

Basé dans la région toulousaine, ce poste - qui implique de grandes qualités de communication, de leadership, de rigueur et de disponibilité - conviendrait à un DIPLOMÉ type ESC, âgé de 35 ans minimum. Il posséderait soit une expérience EXPLOITATION dans la DISTRIBUTION, soit de DIRECTION VENTES-MARKETING dans une Société de Produits de Consommation à vocation nationale. Il aura une très grande pratique des techniques d'animation sur le terrain. Anglaise fortement souhaitée. Récompensation motivante.

Les dossiers de candidature - sous réf. 5396 MD - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

Exploitation de carrières
fin négociateur avant tout...

Votre profil ? La diversité de vos missions le rend très ouvert : jeune (mais pas débutant), de bon niveau (géomètre, géologue, TP, Droit...), dynamique et mobile, vous avez déjà exercé vos talents de négociateur. Vous êtes autant à l'aise dans l'élaboration et la rédaction de dossiers que dans les contacts à tous niveaux (maîtres, agriculteurs, administration...). Devenez, pour commencer

Adjoint de notre chef
de service foncier

Nous sommes le premier Groupe français de production et vente de granulats, en pleine croissance. Venez apprendre notre métier auprès d'un professionnel. Puis, vous évoluerez dans notre Groupe, « preneur » de véritables potentiels.

Si ce poste basé en banlieue parisienne Sud vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet sous la réf. V/EXP, à notre Conseil, Michèle DUCHER, qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

LA STRATÉGIE
CARRÉ TURENNE

C'est la communication de recrutement, mais aussi la publicité et l'édition, parce qu'il y a mille solutions pour mettre en valeur l'image des entreprises et celle de nos clients. Pour cette activité de conseil et de service, nous faisons confiance à un futur

CHEF DE PUBLICITÉ

plein d'idées, concret et anti-stress pour vivre et apprendre intensément dans une agence en super forme. Avec rigueur, autonomie et efficacité, il gère les budgets, du conseil rédactionnel au suivi de la fabrication : il enrichit les relations entreprises, supports, fournisseurs. Si vous êtes vif, cultivé, courtois et « bûcheur », déjà professionnel ou encore débutant, nous attendons votre candidature adressée à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. MCP.

Carré Turenne

SECTEURS
DE POINTE

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE CALCUL DE GRENOBLE
ordinateur Bull DPS 6 Multis
calculateur FPS 264
ordinateur CDC CYBER 180/330
avec réseau d'ordinateurs CYBERNET de type ETHERNET

recherche
INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

motivé(e) par :
• gestion des matériels de communication existants ;
• mise en place d'un réseau téléinformatique de type Ethernet reliant les divers pôles universitaires grenoblois par fibre optique.

Durée d'emploi : 6 mois ou 1 an (prolongation éventuelle du contrat).
Poste : contractuel 3A encadré par un ingénieur type CNRS.
Diplôme requis : ingénieur ou diplôme d'université.
Rémunération : janvier 1988.

Candidature : Monsieur le Directeur du CIOG,
B.P. 68, 38402 SAINT-MARTIN-D'HEÈRES - CEDEX.
Tél. : 76-51-46-23.

LABORATOIRE DE RECHERCHE
UN INGÉNIEUR
ELECTRONICIEN

DIPLOMÉ ENSI, SUPLEEC...

Contrat temporaire

dans l'attente des concours

de recrutement du CNRS.

Domaines d'activité :
numérique, combinatoire et
électronique, analogie rapide de
faibles puissances, microprocesseurs,
matériel et logiciel.
Entrée avec CV et L.A.L.
St. 200, 91405 Orsay cedex,
service du personnel.

CRÉER LE SERVICE
DOCUMENTATION

à Saint-Morillon (Indre)

Nous recrutons haut de gamme,
destinée à l'élaboration de docu-
mentaire et à la mise à jour de la
bibliothèque. Il comporte de
plus en plus des technologi-
es nouvelles et se situe sur
un marché en expansion de
plus en plus important.

Nous offrons un poste essentiel
pour favoriser la communica-
tion interne et la recherche à la
direction générale. Il comporte
des missions diverses : gestion
des informations techniques,
commerciales et administratives,
mise en place des banques de
données en liaison avec le
groupe, réponse à des
demandes spécifiques, etc.

Nous offrons ce challenge à une
ou une jeune diplômée diplômée
d'une école spécialisée, possé-
dant bien l'anglais (ou l'alle-
mand) et ayant 2 ou 3 ans
d'expérience d'un poste simi-
laire. Sa première tâche sera de
définir les outils et les moyens
informatiques du fonctionnement
du service.

Nous vous remercions d'adres-
ser votre dossier de candi-
dature sous réf. 27-238 à
notre Conseil,
CFA,
3, rue de Liège,
75008 PARIS.

Distribution : les Ultra-Efficaces

Jeunes diplômés d'études supérieures

Diplômé d'école de commerce ou d'ingénieur en poche, vous souhaitez intégrer d'emblée une unité responsabilisante laissant libre cours à vos initiatives et à votre personnalité. La structure Distribution de Gervais Danone France vous propose un challenge : apprendre la distribution sur le terrain chez un leader de la qualité. Vous aurez dès le départ une responsabilité opérationnelle sur l'un des services d'une plate-forme (400 000 tonnes distribuées, 40 per-

sonnes, 500 Millions de F de CA), en gestion-administration ou gestion de stock. Vous y apprendrez la compétition quotidienne pour les délais, les résultats, pour maintenir un niveau élevé de motivation de votre équipe, de satisfaction de vos clients. Nous attendons de vous que vous y révéliez des qualités d'animateur et d'organisateur. Votre évolution de carrière est ouverte. Notre Groupe sait donner de la valeur aux talents.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PS 29 M, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75001 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

DRI EUROPE

1^{er} Sal International de
PRÉVISIONS ET BANQUES
DE DONNÉES

RECHERCHE

pour son siège de PARIS

1 junior

consultant

niveau DESS ou équivalent,
bonne connaissance en infor-
matique, anglais.

Souhait : C.V. et lettre, à :
DIRECTEUR DRI EUROPE, 12, c.
de 4-Septembre, 75002 PARIS.

Mairie de Poitiers (86)
pour l'école régionale
des Beaux-Arts,
seconde par voie de
concours sur titres
et sur épreuves.

UN PROFESSEUR
PLASTICIEN

POLYVALENT
à temps complet
(18 h hebdo).
Clôture des inscriptions
le 15 novembre 1987.
Renseignements : Ecole
régionale des Beaux-Arts
de Poitiers.

Tél. : (01) 49-88-88-88.
Dépôt des candidatures :
Service du personnel
de la mairie de Poitiers.
(080211 T. : (01) 49-88-88-88).

BUREAU D'ETUDES
INGÉNIEURS
recherche

pour travaux d'études : méca-
nique, thermique, calcul, ana-
lyse, d'essais, de vibrations,
électrodynamique.
Env. C.V. à EBSA 129, rue
Fog-Poissonnière, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ EDITRICE DE
MAGAZINES INFORMATIQUES
recherche

JOURNALISTES ET
AUTEURS SPECIALISES
systèmes informatiques

CHEFS DE RUBRIQUES
possédant une expérience
en presse informatique.

Conseiller M. D. HARET,
Tél. : 47-23-65-70.

Etablissement d'enseignement
privé à titre contractuel
(Seine-et-Marne) recherche
ENSEIGNANTS

Economie, anglais.
Expérience récente
de l'enseignement universitaire.
Env. CV à MGS, BP 17,
94320 THIAIS.

CONSEIL
DE CHATELAIN-EN-BRIE (77)
(Maison de 2.000 habitants)

recherche
AGENT DE BUREAU

CONTRAT
A DURÉE DÉTERMINÉE

Formation C.F.P.C. ou ex-
périence équivalente, connais-
sances comptables M 11, poste
sur micro-ordinateur.

Durée du contrat :
4 janvier 88-31 août 88.
Adressez votre candidature,
C.V., références à :

CHATELAIN-EN-BRIE,
77400 LAGNY-SUR-MARNE.

CRÉER LE SERVICE
DOCUMENTATION

à Saint-Morillon (Indre)

Nous recrutons haut de gamme,
destinée à l'élaboration de docu-
mentaire et à la mise à jour de la
bibliothèque. Il comporte de
plus en plus des technologi-
es nouvelles et se situe sur
un marché en expansion de
plus en plus important.

Nous offrons un poste essentiel
pour favoriser la communica-
tion interne et la recherche à la
direction générale. Il comporte
des missions diverses : gestion
des informations techniques,
commerciales et administratives,
mise en place des banques de
données en liaison avec le
groupe, réponse à des
demandes spécifiques, etc.

Nous offrons ce challenge à une
ou une jeune diplômée diplômée
d'une école spécialisée, possé-
dant bien l'anglais (ou l'alle-
mand) et ayant 2 ou 3 ans
d'expérience d'un poste simi-
laire. Sa première tâche sera de
définir les outils et les moyens
informatiques du fonctionnement
du service.

Nous vous remercions d'adres-
ser votre dossier de candi-
dature sous réf. 27-238 à
notre Conseil,
CFA,
3, rue de Liège,
75008 PARIS.

Société Pétrolière Indépendante recherche Explorateurs

I Géologue
I Géophysicien

Réf. 119 A

Réf. 119 B

Le monde du pétrole est en perpétuelle mutation. Le confort et la facilité du début des années quatre-vingt n'existent plus. Aujourd'hui beaucoup se contentent de survivre, ce qui n'est pas dans notre tempérament.

Notre groupe a réussi à développer une production importante. Notre but est maintenant de réussir en exploration. Face à ce nouveau challenge, nous recherchons des hommes de talent pour notre staff technique à Paris.

De formation Géologue et/ou Géophysicien, vous possédez une expérience significative de 5 à 10 ans acquise dans le monde pétrolier. Cette formation vous permet maintenant de concevoir, mettre en œuvre et suivre les travaux de la campagne d'exploration que nous lançons sur nos permis en Afrique.

Nous avons des projets à la mesure de votre envergure, et de vos ambitions.

Ce poste nécessite une réelle autonomie et le sens des responsabilités. Une bonne maîtrise de l'anglais, ainsi qu'une grande disponibilité sont indispensables.

NINTA

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous référence choisie à Christian HOLLEVOET, 30 rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

CORNING FRANCE

Filiale de CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, recherche pour sa division EIVS, spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes pour les industries chimiques, un

Ingénieur d'affaires export

qui prendra en charge notre développement international (notamment en Amérique Latine)

VOUS NOUS APPORTEZ :

- 5 à 10 ans d'expérience dans la commercialisation de biens d'équipement industriels,
- une formation supérieure d'ingénieur, ou de commercial avec une forte ouverture dans la technique,
- un goût prononcé pour l'international (40% au moins du temps à l'étranger),
- un anglais parlé et si possible une bonne maîtrise de l'espagnol.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- un travail très autonome à fortes responsabilités au sein de notre division,
- de réelles possibilités d'évolution à l'intérieur de notre groupe,
- une rémunération motivante pour un challenge passionnant.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 Paris sous la réf. 61.1075 M, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

INGENIEUR QUALITE

La filiale d'un groupe d'envergure nationale, spécialisée dans la teinture de tissus, recherche

son responsable qualité

Dans le cadre de l'installation de son nouveau Laboratoire, et en collaboration avec le Chef de fabrication, il aura à traiter tous les problèmes liés à la qualité et à la fabrication. Il aura à sa charge la photocopie, les procédures de teinture et devra être le véritable moteur qualité de l'entreprise.

A 20-30 ans, après une formation d'ingénieur Chimie ou Textile, et une première expérience de l'entreprise, vous souhaitez intégrer une équipe de professionnels dynamiques à qui vous saurez apporter votre sens de l'innovation dans le cadre d'un souci constant de prestations de qualité.

Merci de nous adresser votre candidature, lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence I.Q.L.M. à

CEPIG
16, rue Franklin - 75016 PARIS.

lagard

PME dynamique et de notoriété confirmée, nos performances nous placent au premier rang des fabricants européens de constructions industrielles et agricoles (ensembles agro-alimentaires, salles propres, chambres froides), nous recherchons un Chef de Service :

Responsable du

Bureau d'Etudes et de réalisation

Rattaché au Directeur Industriel vous superviserez la conception (CAO) et le chiffrage informatisé de nos opérations, l'organisation et le montage sur chantier ainsi que le SAV.

Les responsabilités importantes sur les plans :

- humains : encadrement motivé d'une équipe,
- et technique : optimisation de nos solutions, maîtrise de la gestion des chantiers,

devront s'appuyer sur une compétence confirmée acquise dans l'ingénierie ou un BE du bâtiment, et de réelles qualités d'animation et de contact.

Ingénieur A.M. ou équivalent, vous avez 30 ans + et souhaitez franchir une étape...

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et stimulante ainsi que la qualité de vie d'une agréable région du Centre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. RBE M à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 PARIS, qui transmettra.

حکذا من الامهل

هكذا من الالوان

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Pour la création de sa succursale à PARIS 8^e THE MITSUBISHI BANK, LTD.

recrute des hommes et des femmes dynamiques et passionnés par leur travail

CHEF COMPTABLE
Vous avez un DECS et vous êtes bilingue Français/Anglais. Vous possédez une solide expérience comptable bancaire, en institution financière ou en cabinet. réf. CCO

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
Adjoint du Chef des Services Centraux. A 25/35 ans, vous êtes bilingue Français/Anglais et vous avez 3 à 5 ans d'expérience en crédits documentaires, portefeuille, change... réf. RAD

2 OPÉRATEURS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE
A 25/30 ans, vous êtes bilingue Français/Anglais et vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans. réf. EIB

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo et prétentions en reprenant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à Monsieur NOZAMA - THE MITSUBISHI BANK, LTD., 4, Place de la Concorde - 75008 PARIS. Discretion totale assurée.

The Mitsubishi Bank, Ltd.

JEUNE CADRE COMMERCIAL

ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES

HEC ESSEC ESPP

5 ans d'expérience telles que Marketing, Promotion, Publicité, ventes à niveau élevé

250.000 F brut +

Anglais courant indispensable

Une société de 1300 personnes, en expansion régulière, 5 usines (France, Suisse, Canada), produits évolués pour le Bâtiment et les Travaux Publics, recherche ce jeune cadre relevant directement du Directeur International des Ventes, qui sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de toutes les actions de publicité et de communication externe dans le cadre de son budget annuel. Il secondera également le D.I.V. dans les relations de vente auprès de la clientèle France de niveau élevé (décideurs des grandes entreprises ou administrations). Poste d'avenir évolutif. Résidence facilitée dans une grande ville universitaire de l'Est. Adr. C.V. dét. no. réf. 1281

seletec Conseil

ÉCOLE des PARENTS web. à re-tourner. INFORMATIQUE SCOLAIRE. Travail par tél., en équipe. 4.280 F/mois + 15^e mois. Env. C.V. + photo à SP. 5, imp. Bon-Secours, 75543 PARIS 11.

EI

L'Entreprise Industrielle

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous vous offrons une carrière d'ingénieur d'Affaires avec la responsabilité technique, commerciale, financière et humaine des marchés qui vous seront confiés.

Formation à dominante électrotechnique et automatisme
ENSIEG, ENSI, INSA / Génie électrique, HEL, ETP/ME, ESME... ou généraliste ENSAM, ECAM, IDN...
Pour nos services : Installations Électriques Industrielles, Automatismes.

Formation à dominante ETP : ETP/TP/B, INSA ou ENSI / GC. Pour nos services : Génie Civil, Bâtiment, Assainissement, Électrification Rurale, Vidéocommunications, Traitement des eaux.

Une trentaine de postes à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, Madame JEUNOT - 29, rue de Rome - 75008 PARIS.

JOB SCHOOL NIMES

gagne du terrain et triple sa capacité d'accueil. En 2 ans, 240 vendeurs ont appris à se battre pour EMINENCE, CETELEM, ECCO, SERVICES RAPIDES, DIUCROS, NBC XEROX, MOULINEX.

VISEZ JUSTE ET NOTEZ NOTRE NOUVELLE ADRESSE A NIMES:

JOB SCHOOL

1300, avenue Georges DAYAN 30900 NIMES.

Tél. NIMES 66.64.89.89. Tél. PARIS (1) 43.59.52.41.

L'EMPLOI CLÉ EN MAIN

Société de Dermo-Cosmétique
C.A. : 150 millions de francs, 130 personnes
Filiale d'un groupe pharmaceutique international au C.A. supérieur à 10 milliards de francs

DIRECTEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

pour faire face à sa croissance rapide de 25 % par an et assurer le succès de plus de 10 lancements annuels.

Se mission : couvrir les opérations de bout en bout depuis la recherche de concepts innovants jusqu'à la mise sur le marché de produits nouveaux.

Son profil :
- homme ou femme ;
- 35 ans minimum ;
- ingénieur chimiste ou pharmacien ;
- 5 à 10 ans d'expérience de formulation cosmétique ;
- familiarité des tests de toxicologie et pharmacologie ;
- maîtrisant l'anglais.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous n° 8101 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS, qui transmettra avec la discrétion voulue.

Ingénieur système

élargissez votre expérience technique en devenant

RESPONSABLE AUDIT INFORMATIQUE

VOUS - Êtes un jeune ingénieur diplômé d'une Grande École scientifique avec spécialisation informatique de gestion.
- Avez une expérience de 3 à 5 ans de la fonction système dans un environnement IBM VM ou MVS/XA, IMS, SNA, RACF.
- Êtes motivé par un travail d'équipe, ouvert sur l'extérieur.

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

Crée au sein de son département d'Audit interne un poste de responsable de la fonction audit informatique, chargé de :
- Réaliser des missions d'audit-diagnostic de systèmes informatiques en environnement complexe (fonctionnement, procédures, sécurité, réseau) ;
- Promouvoir la formation de l'équipe d'auditeurs internes à l'audit en environnement informatique ;
- Développer la méthodologie d'audit informatique et l'utilisation d'outils adaptés. Les missions se développeront en France et à l'étranger : une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Pour un candidat de valeur, le poste offre

un large développement de carrière

au sein de groupes, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, C.V., photo et prét. s/réf. 750 à RAYMOND CHABOT ASSOCIÉS CONSEILS, 19, rue Clémence-Maurat, 75008 PARIS.

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, L'EI (9500 personnes, 3,5 milliards de CA, 5 Directions Régionales et 80 Centres de Travaux Électriques) (3^e groupe en France) Génie Civil, Bâtiment, Génie Chimique.

BOUCHES-DU-RHÔNE

Dans le cadre de son développement, LA BANQUE POPULAIRE PROVENCAL ET CORSE recherche un

DIRECTEUR DE SUCCURSALE

Vous possédez une expérience bancaire récente dans la gestion d'une agence importante. Vous avez des connaissances de vos supports commerciaux et de vos qualités d'ingénieur.

Nous vous proposons :
- de dynamiser une succursale de 2 agences à fort potentiel (12 personnes) sur les Bouches-du-Rhône avec des objectifs ambitieux ;
- de développer notre image de Commerce et son portefeuille d'entreprises en vous impliquant dans la vie locale ;
- de rejoindre une équipe dynamique et motivée dans une grande banque au sein d'un esprit d'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier complet en double exemplaire à :
BPPC, Direction de Recrutement, 16-22, rue Léon-Paul, 13008 MARSEILLE. Discretion assurée.

BANQUE POPULAIRE

UNE BANQUE NOUVELLE EN FRANCE

Professionnels de la formation

vous pouvez créer votre organisme de formation dans un système de FRANCHISE

Votre dynamisme commercial lié à notre formation et ASSISTANCE assureront votre réussite.

Régions : Centre, Rhône-Alpes, Sud-Ouest.

Ecrire avec C.V. et motivations à Michel NOËL, Fondateur des FORMATEURS RÉGIONAUX, 21, rue Saint-Jean, 27400 LOUVIERS.

Région lyonnaise

Se veulent très performante grâce à une équipe compétente et motivée, une entreprise de taille moyenne - 350 personnes - au sein d'un groupe important propose un challenge à qui aura la compétence et la volonté de devenir

SON FUTUR RESPONSABLE DU PERSONNEL

- Personne (30 ans) capable de prouver sa performance opérationnelle (travail du quotidien de la fonction) et dotée d'une imagination concrète pour préparer le futur.
- Sa formation - École de commerce notamment - lui aura donné les talents d'un challengeur qui comblera par ses talents les besoins des négociations (complexes et formelles).

Adresser candidature et C.V. détaillé sous n° 8127 M. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montesson, 75007 Paris.

POUR DIVERSIFIER SES ACTIONS ET ANIMER UNE ÉQUIPE DE FORMATEURS EXPÉRIMENTÉS

L'École des parents et des éducateurs

recrute

1 CHEF DE SERVICE

3/5 de temps. Expérience marketing social. Pratique de formation confirmée.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo au Directeur de l'EPE de l'Inde-France, 5, impasse du Bon-Secours, 75543 Paris Cedex 11.

DRESSER M.T.P. FRANCE recrute pour son Service Export

Responsable marketing Pièces détachées

- Rattaché au Directeur Export.
- Dynamique, ambitieux et motivé, et déjà professionnel dans le secteur pièces de rechange.
- En charge de développer les ventes en direct à la clientèle Algérienne et le suivi de nos distributeurs au MAROC et en TUNISIE.
- Profil : Formation commerciale ou technique.
- Expérience export et connaissance du matériel Génie Civil ou biens d'équipements.
- Connaissance de l'anglais indispensable.
- Autonomie et disponibilité (fréquentes et nombreux déplacements sur l'ALGERIE).
- Rémunération sur 13 mois (base + prime), sera fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à : DRESSER M.T.P. FRANCE Service du Personnel 14-12, Avenue Arago - 91163 LONGJUMEAU CEDEX Discretion absolue

Cette jeune société, créée en 1977 et décentralisée en Bretagne depuis un an (proximité Rennes) conçoit, fabrique et commercialise des produits "Haute technologie" sur le marché international.

70 personnes, 30 MF de C.A. dont 65% à l'export, elle exploite ses brevets pour une clientèle industrielle de haut niveau et recherche son

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

300 000 Frs/an

Futur Directeur Général d'ici un an, dépendant directement du Board, il aura la responsabilité globale de la gestion commerciale, financière et industrielle de la société. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électronicien 30/40 ans, ayant évolué vers des fonctions de direction générale ou de département. Entrepreneur et disponible, imaginatif mais rigoureux, il a déjà assumé la gestion de centres de Profit et est parfaitement bilingue Anglais.

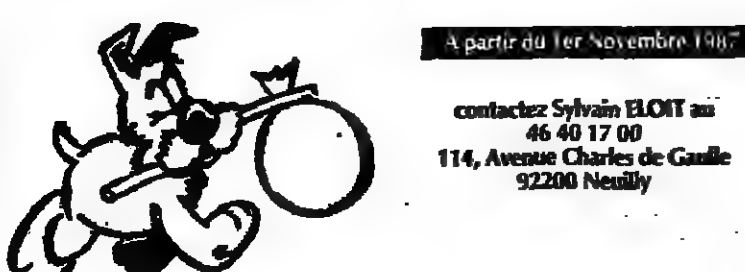
Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V. complet avec la référence : D.S. 1230 à notre conseil J.P. QUIBLIER qui traitera votre dossier confidentiellement à :

ARC consultant

4, rue de Montesson

75008 RENNES

Le "pro" de la sélection pour les spécialistes DIGITAL s'agrandit et déménage!



contactez Sylvain ELOIT au 46 40 17 00 114, Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

GERG SELECTION

Le Monde
CADRES

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

EGES L.M.B. ROU

Economie

Après un second «lundi noir»

Précaire retour au calme

Assainissement

SOMMAIRE

■ On observait, mardi matin, un retour au calme sur les places boursières asiatiques et européennes. La veille, la chute avait été générale : Paris (- 7,8 %), New-York (- 8,3 %), Francfort (- 5,8 %), Londres (- 6,4 %). Sur les marchés des changes, de petites interventions de banques centrales suffisaient pour stabiliser le dollar. (Lire ci-contre.)

■ La baisse du chômage de 2 % en septembre par rapport à août est la plus forte depuis dix ans. Mais la situation de l'emploi ne s'améliore pas. (Lire en dernière page.)

■ Les négociateurs sur l'assurance-chômage préparent des solutions d'attente pour faire face au déficit prévu de l'UNEDIC de 13,5 milliards de francs sur deux ans. (Lire page 40.)

Dans une atmosphère internationale de plus en plus lourde, les cambistes s'abandonnent, le mardi 27 octobre, d'un certain Némus facis à la tourmente boursière. De petites interventions ponctuelles des banques centrales, symbolique ce RFA, où la Bundesbank a acheté pour 27,7 millions de dollars, plus significative en Grande-Bretagne, ont apparemment suffi à faire remonter le dollar par rapport au mark. Le dollar a ainsi gagné 26 centimes. Au fixing de mardi, le billet vert s'échangeait à 1,7764 deutschemark. Il valait 142 yens et 5,946 francs français sur un marché actif et nerveux mais pour l'instant à l'abri de la panique boursière qui avait, un temps, fait

Persuadés que les sept principales puissances, qui, jusqu'à présent, ont eu un contact permanent, seront amenées à accompagner ce donateur une légère et lente baisse du dollar, les cambistes se veulent sereins. « Les coups de tabac, nous en avons suffisamment connus pour garder aujourd'hui notre sang-froid », lance l'un d'eux. L'éventualité d'une intervention de la Réserve fédérale américaine, non confirmée, renforçait le sentiment que les instituts d'émission suivaient une politique de « lissage » des mouvements sur les taux de change observée avec un

Ce ne saurait en dire autant des places boursières, qui montrent du temps à digérer le spectacle qui s'est abattu sur elles depuis maintenant dix jours. Le consensus à la japonaise permettait à la bourse de Tokyo de regagner 2,8 %, mardi 27 octobre et à l'indice Nikkei de clôturer à 22 834 points grâce à l'entrée en jeu des grands investisseurs sous la pression assez discrète qu'exerce le ministère des finances. Hongkong s'apaisait, provisoirement tout au moins, et regagnait 154 points sous l'effet d'un nouveau plan de soutien mis en

place dans la médiane par les autorités de la monnaie, mais cette fois sans la participation de la Banque de Chine et de la Shanghai Bank.

Le ton était beaucoup plus dramatique à New-York, où d'aucuns estimaient qu'en vendant à tout va les cotiers avaient la veille contribué à relancer et amplifier l'efflorescence des actionnaires. Mais en Europe, les Bourses avaient mardi à la hausse, à Londres comme à Paris où, en séance officielle, une légère progression de 0,7 % était enregistrée. Un redressement trop aléatoire pour rassurer vraiment.

La correction, dans tous les sens du terme, que les places financières

ont subie ne permettra pas de sitôt un vrai retour au calme. C'est dans ce climat que les représentants de la Maison Blanche et du Congrès ont tenu leur première réunion sur les moyens de réduire le déficit budgétaire américain, accusé par tous les gouvernements de pays industriels d'être à l'origine de la dérive économique des derniers mois. Une première réunion « pour voir », comme diraient les joueurs de poker. Il faudra attendre que chacun abatte ses cartes pour mieux évaluer les chances d'apaisement au fil des jours à venir.

FRANÇOISE CROUTNEAU.

(Suite de la première page.)

Ajoutons qu'on n'avait encore jamais vu comme à New-York les cours des actions monter en même temps que les taux d'intérêt. C'est tout à fait antinomique, puisque le renchérissement du crédit pèse sur l'expansion et les bénéfices des entreprises, tout comme la hausse des obligations tombe à 2 1/2 % en raison de la folle hausse des cours, devenant ridicule à côté de celui des obligations qui dépassait 10 %. Or c'est précisément à New-York au cœur de la puissance financière des Etats-Unis, que cette contradiction a brutalement pris fin. le lundi noir du 19 octobre, dans une formidable réaction basée sur la baisse des cours des actions chutant verticalement et ceux des obligations, de plus en plus déprimés depuis des mois, remontaient en flèche grâce à la baisse des rendements. Celui de l'emprunt à trente ans du Trésor américain, point de mire des milieux financiers internationaux, rebondit à 12 1/2 %, le plus haut depuis 100 jours, record absolu dans les annales d'outre-Atlantique. Là-bas, les investisseurs, inquiets de l'absence de politique de leur gouvernement, se ruèrent sur les fonds d'Etat considérés comme sûrs. Tout s'était passé comme si le ressort, trop longtemps et trop fortement bandé, s'était débandé et avait permis à la bourse d'avancer repris en cours plus normal.

A deuxième rang des effets de la crise prend place une baisse infatigable du dollar, sanction d'un fœ-

C'est pour cette raison que, de la fin mars 1987 au 19 octobre dernier, le taux de ces emprunts est passé de 7,50 % aux 10,50 % actuels le dollar, à savoir les taux d'intérêt que doit offrir le Trésor des États-Unis pour placer ses énormes émissions déposées à long terme.

C'est pour cette raison que, de la fin mars 1987 au 19 octobre dernier, le taux de ces emprunts est passé de 7,50 % aux 10,50 % actuels le dollar, à savoir les taux d'intérêt que doit offrir le Trésor des États-Unis pour placer ses énormes émissions déposées à long terme.

Réserve fédérale des Etats-Unis. son président l'a déjà laissée entamer, avant et même après son investiture, ne verrait pas d'un mauvais œil un nouveau glissement du dollar, dans l'espoir de réduire plus rapidement le déficit commercial de son pays. Quant aux autres banques centrales, surtout celle d'Allemagne fédérale, elles seraient de moins en moins disposées à créer des liquidités supplémentaires en contrepartie de leurs achats de dollars avec, pour conséquence, un gonflement incontrôlé de sa masse monétaire et une hausse correspondant à ses taux d'intérêt à long terme.

La baisse du dollar, déjà amorcée, va donc consolider le recul des taux dans l'immédiat, puisque les détenteurs de billets vertes craindront moins une nouvelle dépréciation. Mais, si cette crainte réapparaissait en raison de l'incapacité du gouvernement des Etats-Unis à régler vraiment le problème du budget (la réduction de 23 milliards de dollars

L'ÉCOLE ÉTENDS EN TOUTES

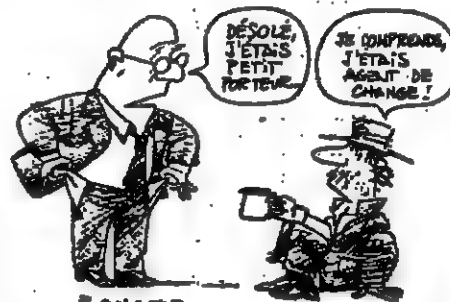
SE D'INTERDIRE, L'ÉTAT AGENT DE CHANGEMENT!

mercial américain. Ce ralentissement pourrait provenir du fameux effet Pigou : les ménages se sentent plus ou moins riches et plus ou moins enclins à dépenser lorsque la valeur de leur patrimoine augmente ou diminue. Or, depuis huit jours, le patrimoine américain a été amputé de plus de 100 milliards de dollars et cette amputation aux Etats-Unis, on s'aillera, ne sera pas sans conséquences.

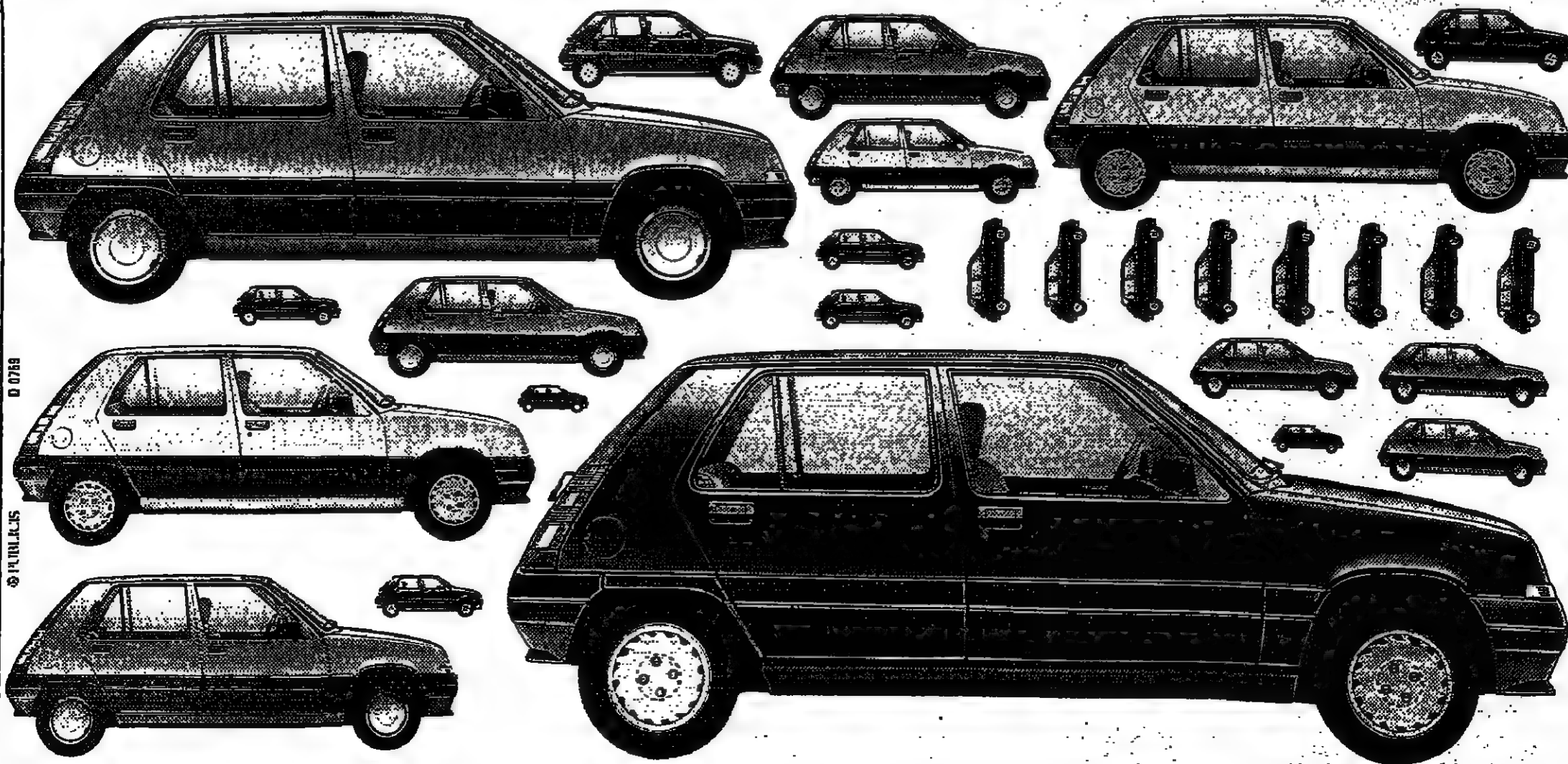
Un tel ralentissement, ajouté aux 170 milliards de dollars réclamés aux boursiers new-yorkais pour reconstruire les dépôts de garanties nécessaires à leurs achats d'actions à crédit, permettrait à l'économie américaine d'effectuer un atterrissage en douceur au terme d'un cycle expansionniste de plus de six ans, tout à fait exceptionnel lui-même.

De toutes façons, ce scénario finira par s'imposer au gouvernement américain, de gré ou de force : plus il attendra, plus le processus sera douloureux, pour ce pays et aussi pour ses partenaires. « Nous sommes une Amérique d'efficients qui attendent la réalité économique et l'incertitude du pouvoir de la politique », prophétisait dimanche soir l'économiste américain Stephen Marria. Les réalités risquent de gagner cette course, au prix maximal pour tous. C'est ce que les marchés financiers pressentent avec leurs réactions quotidiennes. Elles pourraient, les ont l'air de l'avoir pressenti.

SEAN CONNERY ET MARLON BRANDO

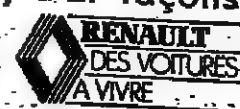


27 VERSIONS A PARTIR DE 43872F



LA VIE CA ROULE EN SUPERCINO

Supercin! Quelle est la vôtre? La réponse est chez le concessionnaire Renault le plus proche! Prix au 17/09/87. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC votre financement. **RENAULT** présente **elf**  **RENAULT** DES VOITURES A VIVRE



Économie

sur les marchés financiers

Appauvrissement

(Suite de la première page.)

Cette volonté de mieux vivre a d'une certaine façon marqué la fin d'une période d'austérité imposée par le gouvernement Mauroy au printemps 1982. Fin de carême qui a surpris, dans la mesure où le pays n'avait pas vraiment achevé de rétablir ses comptes extérieurs, n'avait pas achevé, beaucoup n'en faut, de rembourser ses dettes aux prêteurs étrangers. Comment les dépenses de consommation avaient-elles pu se multiplier à ce point, alors que les salaires n'augmentaient que médiocrement ?

Les économistes se sont interrogés sur ce phénomène, cette volonté de « fête » et cette capacité de la finance. Les explications ont été nombreuses, et parmi elles la plus souvent citée a été le ralentissement beaucoup plus rapide que prévu des hausses de prix. Ayant conscience que leurs économies étaient moins entamées qu'auparavant par l'inflation, les Français réduisaient volontairement leur taux d'épargne. Et, de fait, on voit celui-ci baisser au fur et à mesure que décroît le rythme d'inflation : de 17,3 % du revenu disponible des ménages en 1982 à 14 % en 1986.

Le recul de l'épargne a donc été considérable ces dernières années, mais la désinflation suffit-elle à en rendre compte ? Une autre explication avancée n'a guère été explorée et c'est bien dommage. Les hausses des cours en Bourse depuis 1984 ont probablement été prises en compte progressivement par les actionnaires et les détenteurs d'obligations qui les ont considérées comme des accroissements de patrimoine. Leur comportement se serait lentement mais sûrement modifié : ne sentant plus riches — même quand les plus-values en capital n'étaient que potentielles — les actionnaires auraient jugé inutile de maintenir leur épargne à des niveaux calculés jadis pour les protéger contre le besoin ou même — comme l'indique Franco Modigliani, prix Nobel d'économie en 1985 — pour assurer un certain stock de richesse à l'horizon d'une vie.

Si ce phénomène que l'économiste anglais Arthur Cecil Pigou avait déjà décrit a joué avec l'augmentation des plus-values en capital, on peut logiquement craindre qu'il joue en sens inverse lorsque des moins-values en capital se produiront. Nous en sommes là.

Réduction de la consommation

L'ampleur des pertes enregistrées depuis le « lundi noir » 19 octobre est impressionnante, même si une bonne partie d'entre elles ne sont toujours que potentielles, ne s'étant pas matérialisées lors d'une vente.

Aux Etats-Unis, la capitalisation boursière atteignait avant la chute de Wall Street 3 000 milliards de dollars (août), soit plus de la moitié du produit national annuel du pays.

La chute des cours depuis les plus hauts atteints en août a ramené ce chiffre aux environs de 2 000 milliards. Une baisse de plus de 30 % représentant 1 000 milliards de dollars, dont 500 milliards pour la seule journée du lundi 19 octobre. En France, la capitalisation boursière atteignait 1 150 milliards de francs fin septembre et 877 milliards le 19 octobre, soit une baisse de presque 25 %. On pourrait multiplier les exemples avec Tokyo, Londres, Francfort... Partout, les pertes latentes ou réelles sont considérables. Elles atteindraient, selon certaines estimations 2 000 milliards de dollars pour l'ensemble des pays développés.

Reste bien sûr à déterminer — et cette question est essentielle — l'ampleur des pertes réelles, ce qui n'est pas une mince affaire. Car si l'on prend comme référence, non plus les points hauts atteints par les bourses des pays industrialisés, mais, par exemple, la fin de l'année 1986, les pertes au 19 octobre apparaissent moindres : de l'ordre de 8 % pour les Etats-Unis, de 15 % pour la RFA, de 12 % pour Paris, Londres et Tokyo étant même en sensible progression (+ 25 % à + 30 %).

Les épargnants mais aussi les entreprises (sociétés d'assurance, de retraites, industries...) qui dépendent des valeurs mobilières vont modifier leur comportement. Plus pauvres, ils dépenseront moins.

Grosso modo, les premiers vont consommer moins pour épargner davantage, tandis que les entreprises investiront moins, distribueront moins (salaires, dividendes...). On estime qu'aux Etats-Unis la consommation des ménages pourrait chuter de presque un point. En France, d'un demi-point. Ces chiffres ont l'air modestes, mais il faut bien voir qu'ils portent sur des sommes considérables. La consommation des ménages représente par exemple à elle seule 60 % de la richesse nationale produite chaque année en France, elle est aussi le principal moteur de l'activité, beaucoup plus que l'exportation ou l'investissement. Il faut bien voir aussi qu'un ralentissement marqué et concomitant de la demande intérieure dans tous les pays industrialisés démultiplierait les effets d'une crise économique qu'on ne peut bien imaginer limitée à un ou deux pays seulement.

Sauf à penser que les pays industrialisés — ou plutôt leur gouvernement — vont venir une nouvelle crise mondiale faite de chômage supplémentaire et de faillites plus nombreuses, parviendront enfin à s'entendre. Sauf à penser que les Etats-Unis prendront enfin les mesures nécessaires pour réduire leur déficit, tandis que la RFA et le Japon réduiront leurs énormes excédents commerciaux en important davantage.

Mais cela est une autre affaire...

ALAIN VERHOLLES.

Hongkong : un marché hyper-spéculatif

TOKYO de notre correspondant

La débâcle boursière qu'a connue Hongkong le lundi 16 octobre se situe assurément dans la logique de la fièvre qui a saisi toutes les places boursières de la semaine dernière. Mais si Hongkong est plus durement touchée que les autres, cela tient aussi à certaines particularités de ce marché. En fermant la Bourse, le 20 octobre, les autorités avaient « parié » sur une accalmie sur les autres marchés, qui aurait permis à Hongkong d'éviter la vague et de rouvrir dans une atmosphère plus sereine. Peine perdue : c'est un mouvement de panique qui a marqué l'ouverture du marché. Le plan de sauvetage de 250 millions de dollars annoncé par les autorités de la colonie afin de garantir le marché à terme n'est pas parvenu à enrayer ce mouvement.

Plusieurs phénomènes ont même contribué à l'accroître. Le marché de la colonie est hyper-spéculatif... et incorrigible. La majorité des habitants cherchent à y faire fructifier leur épargne. Le petit investisseur y est plus présent que dans d'autres pays. A New-York ou à Tokyo, les chutes de ces derniers jours se sont traduites par des manques à gagner. « A Hongkong, ça a vraiment fait mal, et notamment aux petits », commente un courtier de la colonie. Le marché boursier y est d'autre part le lieu privilégié pour une bonne partie des fonds d'investissement basés en Asie.

A la réouverture, le lundi 26 octobre, deux phénomènes se sont conjugués : les petits épargnants, voyant ce qui s'était passé sur les autres places, ont vendu massivement pour essayer de sauver ce qu'ils pouvaient ; et les managers des fonds d'investissement, pressés par leurs actionnaires désireux de récupérer leurs avoirs, et devant par conséquent trouver de l'argent frais, ont également vendu malgré la chute des cours. Hongkong ayant été fermée pendant quatre jours, ils se sont d'ailleurs reportés sur d'autres marchés de la région, contribuant à y accentuer la chute des cours : c'est le cas de Bangkok.

La crise de Hongkong a surtout été révélatrice de la fragilité de son marché à terme qui, depuis sa création il y a dix-sept mois, est devenu le plus important après ceux des Etats-Unis : chaque mois, on y traite en moyenne quelque vingt-sept mille contrats pour un montant global de 5 milliards de dollars de Hongkong. Ce départ en flèche (en un an et demi, le nombre des contrats a augmenté de 1 600 % et de 3 300 % en valeur) est dû au caractère hautement spéculatif du marché boursier de Hongkong.

Lundi, l'inévitable suspension des opérations sur le marché à terme, dont l'indice était tombé de 150 points un quart d'heure après l'ouverture (chute qui s'est traduite par une perte de 14 milliards de dollars HK), a révélé la précarité des équilibres sur un marché qui a

grandi trop vite et sans, peut-être, suffisamment de garde-fous. Les fonds de garantie du marché à terme de Hongkong est modeste : 15 millions de dollars HK en capital et 7,5 millions en réserves. Jusqu'à présent, personne ne s'était vraiment inquiété, les spéculateurs estimant que les prix auraient dû continuer à monter jusqu'en 1988. L'optimisme prévalant, certains courtiers laissent entrer sur le marché à terme des spéculateurs ne disposant pas toujours d'« arrêts » suffisants (le dépôt exigé étant ramené de 15 000 à 10 000 dollars HK). Avec le krach, ces dépôts se sont révélés trop faibles. Aussi les autorités de Hongkong, qui avaient demandé jeudi à la Hambros Bank de Londres d'élaborer un plan de sauvetage, décidaient dimanche soir la constitution d'un fonds de garantie de 250 millions de dollars américains, destiné à couvrir d'éventuels défauts de paiement, trente-sept mille contrats se chiffrent à près de 1 milliard de dollars US. La Banque de Chine et la Shanghai bank y participent à leur tour, le mercredi 27 octobre à une nouvelle opération d'apaisement.

Pour l'instant, les autorités ont mobilisé les investisseurs institutionnels pour soutenir le marché et éviter le pire. Mais, au-delà de ces opérations de sauvetage, un assainissement du marché paraît s'imposer. Il impliquera le dépôt de bilan de certains courtiers qui ont utilisé au maximum des instruments de couverture à des fins purement spéculatives.

PHILIPPE PONS.

New-York : le pire est à venir

NEW-YORK de notre correspondant

« Ce qui se passe actuellement est fondamentalement positif, c'est une période historique pour les Etats-Unis. » Peter Solomon, l'un des responsables de la firme de courtage Shearson Lehmann Brothers, n'est sans doute pas seul à espérer que la catastrophe boursière en cours produise des changements économiques profonds. Il fait néanmoins preuve de courage en s'exprimant ainsi publiquement, car l'un de ses collègues, directeur de la filiale de Merrill Lynch dans la banlieue de Miami (Floride), y a laissé la vie, le lundi 26 octobre : un client ruiné l'a tué, avant de se suicider.

D'autres investisseurs individuels préfèrent protester par des moyens plus pacifiques : ils refusent de régler les commandes passées, à crédit, avant le « lundi noir ».

L'apurement des comptes du 19 octobre, signifié aux agents de change le lundi 26 octobre, a déjà apporté son lot de surprises : environ cinq cents comptes importants sont en situation irrégulière (l'une des maisons de New-York a vendu, en une seule séance, des portefeuilles d'une valeur de 1 milliard de dollars), alors que le règlement des achats risque de se faire attendre en raison non seulement de la réticence de certains clients, mais aussi à cause de la solvabilité réduite de ces derniers.

Si les banques semblent très inquiètes, les cabinets d'avocats s'affairent déjà à Wall Street... Pour le moment, une seule firme a admis qu'elle préférerait se retirer de l'arbitrage : L.F. Rothschild, qui a perdu 44 millions de dollars depuis le 1^{er} octobre, « ne touchera plus aux titres industriels ». D'autres, sans l'annoncer, étaient simplement absents des marchés lundi. « Le pire est encore devant nous », affirme M. Gordon. M. Gordon, l'un des directeurs de Dreyfus Corporation, qui prévoit que « plusieurs dizaines d'agents de change, notamment ceux qui ne seront pas en mesure de porter leur garantie au niveau requis, quitteront la corbeille à brève échéance ».

Selon M. Gordon, « la vraie catastrophe est apparue le lundi 26 octobre », car les maisons de courtage ont préféré vendre, souvent à des prix très bas, l'énorme majorité des titres que l'apurement des transactions leur a « laissés sur les bras ». « Les courtiers auraient pu en garder une partie, en attendant une éventuelle reprise. Or ils ont préféré vendre, ce qui a non seulement produit l'une des pires chutes journalières de l'histoire du Dow Jones, mais a également détruit le dernier semblant de confiance que l'on pouvait encore nourrir à l'égard de la Bourse », affirme ce spécialiste très écouté. Selon M. Gordon, « désormais, il n'est plus permis de douter qu'une catastrophe majeure est en cours ».

CHARLES LESCAUT.

Paris : « Braderie géante »

La nouvelle s'était répandue à vive voix : « L'Air liquide est réservé à la baisse ». Du jamais vu pour de nombreux boursiers, même pour les plus anciens. La valeur fétiche des Français, le prototype de l'action de « père de famille », qui dort dans bon nombre de portefeuilles et qui leur assure des revenus sûrs depuis des générations, était momentanément incantable le lundi 26 octobre, à 14 h 30. Trop d'ordres de vente...

La stupeur se lisait sur les visages. « C'est un signe », ajoutaient mystérieusement certains. Mais un signe de quoi ? Impossible de se le faire préciser, car ce soir à la Bourse ou dans les cafés des environs, plus personne n'osait se hasarder en pronostics. Les analystes préféraient les phrases ambiguës, à double sens, ce qui leur permettait de rester dans le vrai. Du style : « Achetez et vendez, faites les deux à la fois, vous serez forcément dans le vrai dans un des cas ». Ou encore, « Faites comme moi, achetez demain », proclame l'un d'entre eux quotidiennement depuis une semaine... Plus prudent d'autres confient : « Je ne peux pas vous dire ce qui se passera dans cinq minutes, ni dans une heure, alors pour ce qui est de la semaine prochaine, vous n'y pensez tout de

même pas. » Où est donc la belle assurance de ces derniers mois ? « Achetez jusqu'à tel niveau, et allégez-vous partiellement ensuite. » Cette agréable formule tant entendue a disparu et rien ne la remplace. Mais où sont donc passés les experts ?

L'ampleur du repli de la Bourse, le lundi 26 octobre, les surpasse, devant même de la dérouter. Certes, ils tablaient sur un recul après la débâcle enregistrée le matin même par Hongkong (33 % de baisse) et après la chute de Tokyo (- 4,8 %), mais pas sur un effondrement de 7,8 % des cours. « Ce n'est pas de 229 se répétaient les intervenants tant tant ainsi de conjurer le sort. Certains, pour se rassurer pleinement, allaient même jusqu'à interroger les derniers confrères présents lors du krach qui conduisit à la dépression des années 30. En vain. « Ce n'est peut-être pas identique, mais c'est très grave quand même », soupire un jeune homme, flêté par l'intérêt qu'on lui portait subitement, lui qui arpente discrètement les travées du palais Brongniart depuis le début des années 20.

« La gravité de la situation provient avant tout de la perte de confiance à tous les niveaux que ce soit économique ou personnel, estime un banquier. »

La semaine est grave, voire tragique, pour les opérateurs, ils devront, en effet, payer, vendredi prochain, leurs soldes débiteurs d'octobre. Et les ardoises sont lourdes sur une place qui a perdu 21 % en un mois. Pour les régler, ils sont amenés à vendre une partie ou la totalité de leur portefeuille de titres à des conditions déplorables. « D'où cette braderie géante et consternante », constate un commis. « Des clients risquent d'être insolubles. » L'air des portes viendront alourdir celles enregistrées par de nombreuses charges qui ont été submergées par les ordres de vente ces dernières semaines. A tel point qu'ils n'ont pu être exécutés qu'avec délai à un cours inférieur à celui demandé par le client. La différence viendra du passif des charges. A cela s'ajoutent, pour quelques établissements, les conséquences néfastes de spéculations sur les nouveaux marchés financiers. « Tout n'est pas perdu », maugréait, rassuré, un « golden boy » contraint d'abandonner les charmes du restaurant pour le banal jambon-beurre. « Pour une question de régime », affirmait-il. Il faut savoir rester dignes...

DOMINIQUE GALLOIS.

L'Amérique ne s'arrête pas à New York, British Airways non plus.*



Avec 18 villes en direct de Paris-Londres, British Airways est la première compagnie européenne sur l'Amérique du Nord. New York, ce n'est pas l'Amérique, et il n'est pas rare que vous vous rendiez à Los Angeles, Chicago ou Boston, pour affaires notamment. Quoi de plus agaçant, alors, que de s'arrêter à Kennedy Airport pour un transit infernal ou d'affronter les embouteillages entre Kennedy et La Guardia ou Newark. Avec British Airways, tout se passe à Londres Heathrow, par le Terminal 4, rapidement et simplement. Après tout, pourquoi aller à New York, si vous n'y allez pas ?

* Au cas où vous voudriez vous rendre à New York, sachez que chaque semaine, British Airways assure plus de vols sur New York que n'importe quelle autre compagnie européenne.

BRITISH AIRWAYS

هكذا من الاصل

Économie

BIBLIOGRAPHIE

« L'ambition internationale », de Lionel Stoléru

Le poids des contraintes intérieures

En ces périodes préélectorales où les hommes politiques vont promettre tout et n'importe quoi, la lecture de *L'ambition internationale*, de Lionel Stoléru, est salutaire. L'auteur, ancien ministre de l'Économie, de manière limpide, que le pouvoir des hommes politiques est fort éloigné de ce qu'ils affirment. Pour résumer cette thèse de manière succincte, on peut dire que les taux d'intérêt sont fixés à Washington, ceux de la TVA à Bruxelles et ceux de la TVA à Paris (mais les Américains eux-mêmes sont tributaires des investisseurs japonais).

Depuis vingt-cinq ans, il est vrai, le monde a changé; désormais, l'international commande, et le national ne peut que suivre. L'échec des relances françaises, qu'il s'agisse de celle de Jacques Chirac en 1975 ou de celle de Pierre Mauroy en 1981, est là pour le montrer: les mécanismes keynésiens fuient vers l'étranger.

Les cinq dévaluations successives du franc entre 1981 et 1987 et la forte dévalorisation du dollar par rapport au yen ont également souligné que l'instrument dévaluation n'est plus ce qu'il était: il n'aboutit pas automatiquement au redressement des soldes commerciaux. Comme le disait l'OCDE dès 1978 — et n'en déplaise à MM. Debré et Chevènement — « il ne peut plus y avoir maintenant d'économie où puisse être entièrement pratiquée une politique de cavalier seul ». Voilà qui amène à s'interroger sur l'efficacité des politiques budgétaires, monétaires, des revenus ou des échanges extérieurs comme sur leurs fondements théoriques, qu'il s'agisse de Keynes, de Friedman, de Beveridge ou de Ricardo. Voilà qui pousse aussi Lionel Stoléru à dépeindre la vision des choses, puisqu'il n'y a plus de politique conjoncturelle à usage national, mais une politique conjoncturelle d'adaptation aux données internationales. Alors que la prospérité est venue des échanges, on ne saurait désormais parler de politique nationale et de contraintes internationales, mais plutôt d'ambition internationale et de contraintes internes.

Comme souvent, l'analyse des crises passées, des déséquilibres qu'elles ont engendrés et des remises en cause théoriques qu'elles ont fait naître — d'une extrême clarté pédagogique — est plus convaincante que

les remèdes proposés (même si la priorité européenne est une conviction désormais largement partagée). Non que M. Stoléru ne soit logique avec lui-même: dès lors que l'intérêt de l'économie internationale ne se confond pas avec la somme des intérêts nationaux, il est cohérent de définir un mode d'organisation qui fasse progresser la solution des problèmes internationaux, et notamment des déséquilibres qui menacent.

Mais on est là dans le domaine de l'utopie. Pour avoir assisté — il était alors au cabinet de M. Giscard d'Estaing — au lendemain du premier choc pétrolier, à l'échec du dialogue Nord-Sud, l'auteur sait bien qu'il est illusoire d'envisager une structure de décision mondiale qui aurait pour objectif un rééquilibrage des soldes extérieurs mondiaux.

Marché de l'univers

De même, s'il est vrai, globalement, que le tiers-monde devrait dégrader durablement un excédent commercial sur les pays développés pour pouvoir rembourser sa dette, un soldé, comme le mot même l'indique, ne se décrit pas: il n'est que de voir l'énormité des efforts actuels des Japonais et des Américains pour s'en convaincre. L'on voit mal en outre les pays industrialisés accepter des règles du jeu telles qu'en cas d'excédent commercial sur le tiers-monde ils devraient accorder aux pays endettés des avantages financiers importants. La France serait alors mal placée.

Aux « économies-monde », zones de la planète économiquement autonomes qui, depuis Carthage ont dominé la planète, est en train de succéder une véritable économie mondiale, « marché de tout l'univers », comme la définissait déjà Simondon. Comme jadis l'« impératif industriel » avait déploré l'absence de stratégie industrielle de l'État, l'« ambition internationale » a l'avantage de démontrer clairement l'importance de cette évolution en même temps que l'impréparation des mentalités à ces nouvelles exigences extérieures.

BRUNO DETHOMAS.

★ *L'ambition internationale*, de Lionel Stoléru, collection « L'histoire immédiate », éditions du Seuil, 324 p., 110 F.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Les retraites des fonctionnaires municipaux

Les maires des grandes villes accusent le gouvernement d'aggraver leurs charges

Les maires des grandes villes de France partent en guerre contre le gouvernement et contre ce que plusieurs d'entre eux qualifient d'« incohérence », puisque l'État leur demande de modérer leurs dépenses et leurs impôts au moment où il leur impose des charges nouvelles.

Au cœur de leurs revendications: les cotisations que les maires, en tant qu'employeurs de quelque huit cent mille fonctionnaires, sont astreints de verser à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL).

C'est M. Jean Royer, député non inscrit et maire de Tours, qui a été chargé par ses cinquante-trois collègues (y compris le maire de Paris) de l'Association des maires des grandes villes de sonner la charge. Le gouvernement, dans ses prévisions budgétaires pour 1988, estime en effet nécessaire de relever de six points la cotisation des maires de la CNRACL (1).

« La coupe est pleine » pour les maires des grandes villes, qui ont fait leurs calculs en pensant aux échéances municipales de 1989. Un relèvement de 6 points de leurs cotisations conduirait les grandes villes à augmenter en moyenne de 3,23 points leur fiscalité (outre les augmentations liées aux dépenses de fonctionnement). Mais, étant donnée la structure de l'assiette des impôts locaux, propre à chaque cité, Clermont-Ferrand et Versailles souffriraient le plus (+ 5,44 et + 5,29 alors que la ville la plus épargnée serait Paris (+ 2,42)).

Certes, les finances de la CNRACL ne laissent pas d'inquiéter. D'abord parce que le rapport entre les actifs et les retraités, qui était confortable jusqu'à ces dernières années, commence à se détériorer. Ensuite, parce que, en vertu d'un texte de 1974, et surtout de la loi de finances 1986, les dispositions relatives à la compensation entre les différents systèmes de retraite ont quasiment vidé de ses réserves la CNRACL. Autrement dit, depuis deux ans, les agents municipaux (ainsi d'ailleurs que les fonctionnaires de l'État) sont de plus en plus appelés au secours pour payer les retraites des mineurs, des marins et des cheminots.

Interpellant le ministre du budget il y a quelques jours au Palais-Bourbon, M. Royer a déclaré qu'en 1988 le déficit de la CNRACL ne dépasserait pas 4,1 milliards de francs, ce qui nécessite une hausse non pas de 6 mais seulement de 4 points des cotisations. Il a suggéré à l'État de prendre à sa charge deux de ces quatre points, les maires s'engageant pour leur part progressivement, et sur une dizaine d'années, à relever jusqu'à 25 % leurs cotisations pour renflouer les finances de la Caisse.

Alors que s'ouvre le 27 octobre, à Paris, le congrès de l'Association des maires de France, le gouvernement et d'abord M. Chirac, qui prononcera un discours attendu, ne pourront pas éluder cette question.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) La cotisation des employeurs était de 19,6 % à la fin de 1976; elle est tombée à 6 % en 1980 pour remonter à 10,2 % en 1986 et à 15,2 % aujourd'hui.

REPÈRES

Consommation

Diminution de 0,5 % aux Etats-Unis

Les dépenses des particuliers ont reculé de 0,5 % en septembre, la plus forte baisse depuis janvier, indique le département du commerce. Ces dépenses, qui comptent pour les deux tiers dans l'activité économique américaine, avaient augmenté de 1,7 % en août. Leur amenuisement en septembre est largement attribué à la réduction des achats d'automobiles. Pour leur part, les revenus, toujours en septembre, ont progressé de 0,7 %, après une hausse de 0,8 %. Cette amélioration a permis de relever à 3,3 % le taux d'épargne, après une chute de 2,2 % en août. Mais, avec la débâcle boursière, les analystes s'attendent, au total, à une forte contraction de la consommation au cours des mois à venir.

Grands contrats

Baisse au deuxième trimestre

Le montant des grands contrats obtenus par des entreprises fran-

çaises durant le deuxième trimestre de 1987 s'est élevé à 11,5 milliards de francs, une baisse sensible par rapport à la moyenne trimestrielle de 1976, 16,5 milliards, indique le ministère du commerce extérieur. Le secteur aéronautique a enregistré d'importantes commandes, 4,9 milliards de francs. Géographiquement, on a enregistré, durant le premier semestre, la poursuite du mouvement de recentrage sur les pays industriels qui, à eux seuls, ont représenté 54 % du total des grands contrats obtenus par les entreprises françaises, soit 28,6 milliards de francs.

Commerce extérieur

Les pertes de la France

Les pertes de marché subies par la France depuis les années 60 ne s'expliquent pas uniquement par des prix moins compétitifs, mais par une spécialisation dans les produits « haut de gamme », au détriment des produits « bas de gamme » et par la faiblesse de l'investissement et de l'innovation, selon une étude de l'INSEE, publiée dans la revue *Economie et Statistique* d'octobre.

A LIRE AVANT D'ÉPARGNER

REUSSIR
VOTRE
ÉPARGNE

REUSSIR
VOTRE
ÉPARGNE

Réussir son épargne, c'est un art bien difficile aujourd'hui. Des spécialistes de la BRED, avec compétence et réalisme, vous aident à trouver « vos » marques, à choisir « votre » meilleur placement.

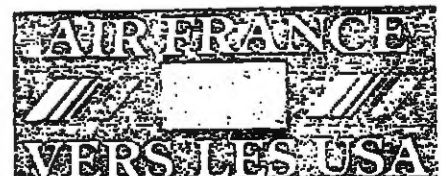
« Réussir votre épargne » ? Edité par SYROS en vente chez votre libraire, c'est le premier bon placement.

Etre bien informé, c'est mieux choisir. BRED

BIG APPLE MOINS CHER!

PARIS-NEW YORK
ALLER-RETOUR
EN CLASSE LE CLUB
1300F.
DE MOINS

Pour vos voyages d'affaires aux U.S.A., profitez du confort de la classe Air France Le Club avec une baisse de tarif séduisante: l'aller-retour Paris - New York, moins 1300 F. Baisse similaire pour les autres destinations Air France aux U.S.A.: Chicago, Boston, Washington, Miami, Houston, San Francisco, Los Angeles.



هكذا من الاجل

Marchés financiers

La réouverture du MONEP

Option risquée

En ouvrant à nouveau, le mardi 27 octobre, après quatre jours de suspension mais en pleine tourmente boursière, le marché des options négociables sur actions (MONEP), le dernier cri des instruments financiers, les autorités boursières ne peuvent plus se permettre de commettre la moindre erreur d'ordre informationnel ou autre. Elle serait alors fatale pour ce jeune marché qui a démarré le 10 septembre dernier. Elle serait également préjudiciable à la place parisienne qui veut attirer avec des nouveaux produits financiers les investisseurs étrangers. Les Anglais ont parfaitement mesuré le risque de cet attrait. Pour le contraindre à lancer son marché, au début du mois de novembre, un marché d'options négociables sur actions françaises. Comme par hasard deux des trois valeurs retenues, Elf et Peugeot, figurent parmi les six valeurs support du MONEP.

Déjà le lancement prévu pour le mois de juin avait été reporté à septembre pour des considérations d'ordre informatique. Ce sont les mêmes raisons qui ont été avancées pour justifier la sus-

pension des cotations intervenus en milieu de la semaine dernière. Le système, cette fois-ci, n'était pas prévu pour affronter l'afflux d'ordres de ces derniers jours.

Cette interruption avait suscité une grogne générale des intervenants. Pour eux, elle est contraire au principe même du marché où les titres doivent être négociables à tout moment. Plus grave encore, elle s'avère très onéreuse pour des personnes qui n'ont pu dénouer leurs opérations avant l'interruption. Et enfin, ce fut l'occasion de mesurer l'ampleur des faiblesses de la programmation du système qui régit ce marché.

Les faillies ont-elles pu être réparées ou simplement colmatées ? La réponse viendra au fur et à mesure du fonctionnement du marché. D'où l'inquiétude diffuse à la veille de sa mise en service. « Combien de temps va-t-on rester ouvert ? », s'interroge l'un des opérateurs en rappelant qu'une nouvelle suspension serait mortelle. Etait-ce, en effet, bien le moment ?

D. G.

Réforme de la Bourse

Le Sénat propose l'ouverture immédiate du capital des charges

La Commission des finances du Sénat a proposé plusieurs amendements au projet de loi de réforme des Bourses de valeurs qui doit être examiné en première lecture par les sénateurs. La Commission estime en premier lieu qu'à partir du moment où les agents de change (ou leurs successeurs, les sociétés de Bourse) acceptent d'introduire des partenaires dans leur capital, il faut qu'ils puissent le faire librement. Jusqu'à présent, le projet prévoyait des progressions dans les prises de participation (30 % au maximum en 1988,

49 % en 1989 et 51 % et plus en 1990).

D'autre part, la Commission a décidé d'avancer d'un an, au 1^{er} janvier 1991, la fin du monopole des agents de change. Enfin, un troisième amendement concerne les fonds de garantie des sociétés de Bourse. La Commission a décidé de distinguer les activités boursières et bancaires, puisque les firmes pourront, si elles le souhaitent, devenir des établissements financiers au sens de l'article 99 de la loi bancaire.

A la Chapelle-Darblay le mandataire lance un cri d'alarme

Le gouvernement « doit prendre une décision dans les quarante-huit heures » au sujet de la Chapelle-Darblay. « Sinon le groupe papeter sera en état de cessation de paiement et s'achèvera vers le dépôt de bilan », a déclaré, le lundi 26 octobre, M. Albert Chassagnon, mandataire ad hoc nommé par le tribunal de commerce de Nanterre le 23 octobre. Chargé d'aider la

Chapelle-Darblay dans ses contacts avec ses partenaires financiers et industriels, M. Chassagnon a précisé que les fournisseurs du groupe exigent dorénavant d'être payés au comptant, « ce qui multiplie par deux les besoins de trésorerie ». Le temps presse pour la Chapelle-Darblay, dont la prochaine échéance (de l'ordre de 50 millions de francs) doit intervenir à la fin du mois.

POINTS CHANCES

EXPERTS COMPTABLES :

CONSEILS GRATUITS

AUX CRÉATEURS

Tél. : 45-38-70-32

Conseil régional de Paris-

Ile de France de l'ordre

des experts comptables

et des comptables agréés

Tour Maine Montparnasse

33, avenue du Maine

75755 Paris Cedex 15

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe Docks de France

Les recettes consolidées provision-

nées taxes comprises, du groupe Docks

de France se sont élevées à 18 166 mil-

lions de francs au cours des neuf pre-

mières mois de 1987.

Ce chiffre inclut les ventes des Eco-

nomats du centre, consolidées pour la

première fois en 1987.

Le taux de progression sur la période

comparable en 1986, calculé à partir des

chiffres en monnaie nationale pour les

filiales étrangères, s'établit à 22,6 %,

dont 4,4 % à périmètre de consolidation

constant.

Ordinateurs

est maintenant en KIOSQUE

CETTE SEMAINE

EN SUPPLÉMENT

UN MAGAZINE

MAC

BENNETTON

Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevalières gravées

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

NEW-YORK, 26 oct. -

Deuxième lundi noir

Wall Street a vécu lundi une deuxième journée terrible. Pris de frayer devant la descente aux enfers subie par Hongkong et la chute du dollar, les opérateurs ont dévalé vers les valeurs américaines. Le marché s'est encore une fois littéralement effondré. Sans revêtir l'ampleur sus-citée de la baisse du 19 octobre dernier (-508 points), le repli du Dow Jones compte désormais comme le deuxième plus important de toute l'histoire. A la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 1 793,93, soit à 156,83 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été désastreux à souhait. Sur 2 024 valeurs traitées, 1 780 ont reculé, 132 seulement ont progressé et 112 n'ont pas varié.

En une semaine, la Bourse de New-York a ainsi baissé de 20 %. Sa perte, depuis le sommet atteint le 25 août dernier (2 722,42 points), est de 34 %. Pour la petite histoire, il faut savoir que cette chute a fait ses deux premiers morts. A Miami, un investisseur sans doute ruiné a tué un employé de Merrill Lynch avant de se donner la mort.

Inutile de le dire : autour du Big Board, la consternation était générale. C'est presque un euphémisme de le dire. De partout, des voix s'élevaient dans les milieux financiers américains, réclamant des mesures au président Reagan.

VALEURS	Cours du 26 oct.	Cours du 27 oct.
Alcoa	28 5/8	27 1/2
Allegis (ex-UAL)	70 3/4	61 1/2
A.T.T.	28	25 1/4
Boeing	31 1/2	27 3/4
Du Pont de Nemours	88	81 1/4
Eastman Kodak	44 1/4	41 1/4
Exxon	74	67 1/2
General Electric	51 1/2	43 3/4
General Motors	51 1/2	43 3/4
Goldman Sachs	48 5/8	43 3/4
IBM	121	112
U.S. Steel	51 5/8	48 1/8
Traveler	38 7/8	37
Wells Fargo	51	48 1/8
Westinghouse	32 1/4	28
Union Carbide	21 1/2	18 5/8
U.S. West	48 3/4	43 1/4
Verizon	55	51

LONDRES, 27 oct. -

En hausse

La Bourse de Londres a ouvert, mardi, en hausse, stimulée par les bonnes nouvelles en provenance de Hongkong et de Tokyo. A l'inverse, la déprime des places asiatiques les veille avait contaminé la City, qui perdait 6,4 %. Dès l'ouverture, lundi, les indices tombaient. Les pertes s'atténuèrent un peu à la mi-journée, mais recommencèrent à augmenter en début d'après-midi. Selon Barclays de Zoete Wedd, filiale de courtage de la Barclays, le Stock Exchange, lundi, a échappé à une baisse encore plus forte, dans le sillage de Wall Street, et s'est redressé en clôture à cause de la très bonne tenue des fonds d'Etat, de la fermeté de la livre sterling et de l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt britanniques, bien qu'il soit, lundi matin, cette éventualité. Le marché restait sec, avec un volume élevé de transactions : près de 58 000 en clôture, contre 40 000 environ pour une journée normale. Le titre BP tombait à 267 pence, soit 63 pence de moins que son prix d'ouverture. Le marché de la privatisation auprès des petits investisseurs semblait très compromis.

FAITS ET RÉSULTATS

● Majorotte : résultat de 12,8 millions de francs au premier semestre. — Le groupe Majorotte affiche, pour le premier semestre 1987, un résultat net consolidé (après déduction du groupe) de 12,8 millions de francs. Pour l'ensemble de l'année 1986, exercice au cours duquel des comptes consolidés n'avaient pas été établis, le résultat net s'était élevé à 21,54 millions.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires consolidé s'est établi, au premier semestre, à 214,5 millions, contre 496 millions pour l'ensemble de l'exercice précédent. Majorotte prévoit une hausse de 10 % environ de son chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année et des résultats progressant proportionnellement au chiffre d'affaires.

● Dalmier-Benz : vers un bénéfice satisfaisant en 1987. — Dalmier-Benz, le plus gros groupe industriel allemand, prévoit que son bénéfice sera « à nouveau satisfaisant » cette année, malgré l'appréciation du deutschemark, qui réduit les marges à l'exportation. En 1986, rappelle-t-on, il avait atteint le niveau record de 1,76 milliard de deutschemarks.

Le groupe s'attend, en outre, à un chiffre d'affaires consolidé de plus de 66 milliards de deutschemarks sur l'ensemble de l'année, contre 65,5 milliards en 1986.

● Leroy-Somier s'attend à une hausse de son résultat net. —

PARIS, 27 octobre -

Prudence

Dans le sillage de Tokyo et de Hongkong, la Bourse de Paris a connu un mouvement de hausse mardi dès le début de la matinée avec un gain de plus de 3 %. Cependant, l'indicateur de tendance réduisait son avance progressivement au fil des transactions. Cette hausse n'était plus que de 0,8 % avant la clôture officielle.

Le pessimisme régnait toujours sous les lambris et ce ne sont pas les propos rassurants des pouvoirs publics sur le calme des petits porteurs qui modifieront le climat. Certains s'interrogent sur le premier cours qu'affichera Suez jeudi 29 octobre. A Londres, le titre était coté sur le « marché gris » à 285-295 F l'unité pour un prix d'offre de vente de 317 F.

Si certaines valeurs tombées à des niveaux jugés relativement bas sont recherchées, les investisseurs préfèrent encore s'abstenir. Le niveau de transactions s'est d'ailleurs réduit. Il n'était que de 2,4 milliards de francs lundi.

Sur le marché obligataire, on notait un regain d'activités, et les acheteurs étaient même plus nombreux que les vendeurs. En revanche, le MATIF poursuivait son repli. Le contrat de décembre perdait 1,14 % à 95,06.

Le marché des options négociables sur action fonctionnait à nouveau mardi après quatre jours d'interruption. Les six valeurs supportées étaient en hausse, notamment Peugeot, Paribas et Thomson. Leurs progressions étaient cependant nettement moindres que celles affichées par des titres comme TRT, CGIP, Jean LeFebvre, Synthelabo ou Aspi.

TOKYO, 27 oct. -

Un vigoureux redressement

Faisant cavalier seul dans un environnement sinistré, la Bourse de Tokyo s'est, mardi, très vigoureusement redressée. Le mouvement a surtout été marqué dans l'après-midi. En clôture, l'indice Nikkei enregistrait une avance de 632,40 points, à 22 834,96 (+2,8 %), les deux tiers ayant été acquis durant la seconde demi-journée.

« Je pense qu'un effondrement majeur est improbable », remarque un professionnel de chez Yamatchi. Un courtier de Nomura disait, lui, que les investisseurs étrangers, qui ont subi de lourdes pertes à New-York, cherchent toujours à vendre à Tokyo. Mais « il semble que cette offensive de ventes des principaux organismes d'investissement ait vu son apogée lundi ». Les uns et les autres ne cherchent-ils pas à se rassurer ? D'après une majorité de professionnels, ce redressement a été essentiellement dû aux interventions massives des banques, des fonds d'investissement et des maisons de courtage.

VALEURS	Cours du 26 oct.	Cours du 27 oct.
Alco	485	488
Bédouine	1 140	1 180
Canon	811	829
Fujitsu	3 080	3 050
Hitachi	1 220	1 280
Mitsubishi	2 050	2 050
Nissan	538	525
Sony Corp.	3 970	4 230
Toshiba	1 780	1 920

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours
A.G.P. SA	1168	1168	Matras	339	334 80
Alco	485	488	Merle Innoval	295	292
Assault & Associés	480	479	Miniblog, Miniblog	124	124
Aspi	385	385 50	Miniblog Innoval	325	312
B.A.C.	425	425	Mitsubishi	187 80	189
B.D. Doreville & Associés	577	545	M.J.M.M.	517	517
B.L.P.	712	702	Molins	240	226
B.P.F.	385	385	Molins	650	650
Bullfinch Technologies	838	783	Novel-Logistics	534	548
Bullfinch	600	600	Novel-Logistics	411	411
Calsonic	970	911	Novel-Logistics	200	188
C.C.M.E.	1580	1530	Novel-Logistics	400	400
C.D.M.E.	832	798	Novel-Logistics	280	280 78
C.E.B.I.	302	302	Novel-Logistics	1115	1040
C.E.B.I.	870	838	Novel-Logistics	1173	1137
C.E.B.I.	180 70	188 80	Novel-Logistics	182	187 40
C.E.P.-Comptables	1035	1030	Novel-Logistics	218	215 10
C.E.L. Informations	640	610	Novel-Logistics	498	498
C.E.L. Informations	607	607	Novel-Logistics	1400	1278
C.E.L. Informations	301	286	Novel-Logistics	1151	1058
Concept	210	200	Novel-Logistics	180	180
Conseil	658	640	Novel-Logistics	305	243 80
Dalme	211	211	Novel-Logistics	403	401
Dalme	3180	3180	Novel-Logistics	383	380
Dalme	1701	1550	Novel-Logistics	705	657
Dalme	708	678	Novel-Logistics	172	168
Dalme	182	182	Novel-Logistics	670	647
Dalme	470	470	Novel-Logistics	338	330
Dalme	25	24			
Dalme	947	821			
Dalme	415	380			
Dalme	740	685			
Dalme	885	885			
Dalme	330	320			
Dalme	170	163 20			
Dalme	180	183 80			
Dalme	167	155			
Dalme	163	151 80			
Dalme	307	301			
Dalme	305	284			
Dalme	285 10	285			
Dalme	228	211 80			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ

LEMONDE

Les « institutionnels » japonais appelés au secours

Le ministère japonais des finances a officiellement demandé, mardi 27 octobre, aux principales banques de gestion de fonds et compagnies d'assurance-vie, de soutenir la Bourse de Tokyo. Il s'est toutefois refusé à tout commentaire à ce sujet.

Un courrier de Sumitomo Trust and Banking a indiqué : « Le ministère a demandé aux institutionnels de faire quelque chose pour empêcher le marché de plonger davantage. Les réserves des investisseurs privés étant très limitées. »

Selon des sources du marché, parmi les institutionnels sollicités figurent Yasuda Trust and Banking Co., Mitsubishi Trust and Banking Corp., Sumitomo Trust and Banking Co., ainsi que la compagnie d'assurance-vie Asahi.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 oct. 1987

Nombre de contrats : 83 000

COURS	Déc. 87	Mars 88	Jun 88	Sept. 88
Dernier	96,15	95,70	95,80	—
Précédent	97,30	96,70	96,30	—

INDICES

CHANGES

Dans des marchés redevenant plus calmes, le dollar s'est un peu redressé dans la journée de mardi. Il a ainsi coté 5,945 F (contre 5,9180 F) et 1,7750 DM (contre 1,7692 DM). Mais, d'une façon générale, le sentiment reste baissier. Une rumeur circule accréditant l'idée que la RFA laisserait filer le dollar.

FRANCFORT

26 oct. 27 oct.

Dollar (en DM)

1,782 1,779

TOKYO

26 oct. 27 oct.

Dollar (en yen)

141,85 142

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (27 oct.)

73/4-13/16

New-York (26 oct.)

15/16-7/8

BOURSES

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

Valeurs françaises

23 oct. 26 oct.

82,9 76,9

Valeurs étrangères

118,7 101,3

C* des agents de change

(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général

335,30 318,3

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

Industrielles

23 oct. 26 oct.

1 598,76 1 793,93

LONDRES

(Index Financial Times)

Industrielles

23 oct. 26 oct.

3 396,8 3 397,1

Mines d'or

384 395,5

Fonds d'Etat

87,59 89,48

TOKYO

Nikkei Dow Jones

23 oct. 26 oct.

22 822,56 22 834,96

Indice général

1 818,25 1 854,7

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	5,9408 5,9428	+ 28 + 48	+ 50 + 80
S.m.	4,9908 4,9918	- 22 - 6	- 34 - 6
Y.m. (100) ..	4,1840 4,1890	+ 118 + 144	+ 243 + 279
D.M.	3,3470 3,3491	+ 108 + 129	+ 216 + 245
Fr.	1,9908 1,9917	- 39 - 34	- 73 - 67
F.B. (100) ..	16,0240 16,0250	+ 186 + 182	+ 225 + 213
F.S.	4,8574 4,8587	+ 156 + 162	+ 313 + 354
L. (1 000) ..	4,6335 4,6385	+ 164 + 184	+ 311 + 329
£	10,8150 10,8250	- 178 - 110	- 285 - 235

TAUX DES EUROMONNAIES

U.	6 3/8	7 1/8	7 1/16	7 3/16	7 3/16	7 5/16	7 11/16	7 15/16
D.M.	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/8	5 3/4	5 3/8	5 7/8	5 3/4
Fr.	6 1/4	6 3/4	6 5/8	6 5/8	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
F.B. (100) ..	6	6 3/4	6 5/8	6 5/8	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
F.S.	0 1/2	1	1 1/8	1 1				
.....	3 3/8	3 5/8	3 1/2	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
.....	7 1/2	8	8	8	8	8	8	8

BOURSE DU 27 OCTOBRE

**Cours relevé
à 15 h 01**

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

26/10

VALEURS	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Recher net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Recher net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Recher net
Obligations										Étrangères									
Emp. 7% 1973	1000	Comptant (R)	206 50	307	Loire (SR)	1285	1380	Sant. Fin. del-CP	1520		A.A.A.	207 40	880 20	French High	1000 61	9000 50	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12
Emp. 8,50% 77	122 05	3 750	Comptant	320	320	320	320	Comptant	320		1547 90	1547 90	1547 90	1547 90	1547 90	1547 90	1547 90	1547 90	1547 90
Emp. 9,50% 79/84	101 30	1 285	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 80/90	104 30	5 322	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 81/89	105 00	10 615	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 82/89	112 20	12 762	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 83/84	119 50	8 104	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 84/85	112 05	9 980	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 85/86	111 80	11 418	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 86/87	107 30	2 067	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 87/88	104 05	7 084	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 88/89	97 48	8 448	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 89/90	177 00		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 90/91	96 20	4 286	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 91/92	101 20	8 882	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 92/93	96 40	7 276	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 93/94	94 10		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 94/95	92 20		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 95/96	90 40		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 96/97	88 50		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 97/98	86 60		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 98/99	84 70		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 99/00	82 80		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 00/01	80 90		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 01/02	79 00		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 02/03	77 10		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 03/04	75 20		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 04/05	73 30		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 05/06	71 40		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 06/07	69 50		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 07/08	67 60		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 08/09	65 70		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 09/10	63 80		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 10/11	61 90		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 11/12	60 00		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 12/13	58 10		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 13/14	56 20		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 14/15	54 30		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 15/16	52 40		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 16/17	50 50		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 17/18	48 60		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 18/19	46 70		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 19/20	44 80		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 20/21	42 90		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 21/22	41 00		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 22/23	39 10		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 23/24	37 20		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 24/25	35 30		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 25/26	33 40		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 26/27	31 50		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 27/28	29 60		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 28/29	27 70		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35
10,50% 29/30	25 80		Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet Shaw	1536 35	1300 12	Chicolet	

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاعمال

سنة ١٤٠٨

44 • Mercredi 28 octobre 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 L'embargo pétrolier des États-Unis contre l'Iran. 3 Pologne : Solidarité et le boycottage du référendum. 4 Syrie : campagne contre l'incurie et la corruption. 5 Des Américains mêlés aux complots de la droite philippine.	6 Les déclarations de Jacques Chirac à l'Europe 1. — La situation à Tahiti. 7 Le Front national de plus en plus divisé. 8 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.	10 L'autre mystère Chumet : une banqueroute sans précédent. — Le procès, à Nouméa, des auteurs de la fusillade de Hienghène. 12 Grâce aux manipulations génétiques, des souris peuvent produire une hormone humaine.	15 Le sort de la Bibliothèque d'art et d'archéologie. — Fidelio à Montpellier. 16 Cinéma : le Repentir, de Tanguy Aboudé. 17 Communication : les artistes-interprètes de télévision ont voté la grève générale.	38-39 La crise sur les marchés financiers. 40 Cinq ministres des transports jettent les bases d'un TGV nord-européen. — Une solution d'attente pour l'assurance-chômage. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 19 Mots croisés 19 Télévision 19 Carnet 20 Echos 20 Annonces classées 24 à 37 Spectacles 18	• Un œil sur la cote, l'autre sur la porte-faïta, BOURSE • Jeu-égrimage : cherchez l'insigne POLAR • Après Suzer, faut-il encore attendre ? PFI Actualités Sports International • Aux Châtaignes, Bourse 3815 Taper LEMONDE

Dans une lettre au « Monde »

Un « Front de la résistance islamique » revendique l'envoi de colis piégés

Un mystérieux « Front de la résistance islamique », inconnu jusqu'ici, a revendiqué, dans une lettre au Monde, postée le dimanche 25 octobre dans le dix-huitième arrondissement, la série d'attentats par des colis piégés expédiés la semaine dernière à Paris (le Monde daté 25-26 octobre). Cette revendication est prise au sérieux par les spécialistes de la police judiciaire, car elle comporte des précisions techniques et mentionne également le « piégeage de poubelles avec des grenades à main MK II dans le secteur de Montmartre ».

Or il y a une dizaine de jours, un clochard qui fouillait une poubelle non loin du cabaret Chez Michou, rue des Martyrs dans le dix-huitième arrondissement, a été blessé par l'explosion d'une grenade. Les enquêteurs n'avaient fait aucun lien entre ce qui leur paraissait un curieux accident et les colis piégés tous postés dans le dixième arrondissement. Selon les premières constatations, ce communiqué serait tapé sur la même machine à écrire que les adresses des colis piégés.

Le consulat général de Tunisie avait reçu une lettre piégée, sans destinataire précis, postée le mardi 20 octobre. L'engin, constitué d'un détonateur à tirette, avait été désamorçé par les services de la préfecture de police. Le jeudi 22 octobre, un téléxiste de l'agence de presse marocaine MAP était grièvement blessé par l'explosion d'une grenade dissimulée dans un livre.

Le même procédé était utilisé pour un colis destiné à un ressortissant français originaire du Pakistan, M. Karim Imadad : il fut désamorçé, le vendredi 23 octobre, au bureau de poste de la rue Pernety, dans le quinzième arrondissement, après que son destinataire eut refusé d'en prendre livraison, quitte à lui faire passer sans plus attendre. Ces deux livres piégés supposent, selon les policiers, une indéniable qualification technique de leur fabricant, qui doit notamment savoir supprimer le retard de la grenade.

Le communiqué reçu au Monde fait état d'autres tentatives d'attentats restées cependant inconnues des services de police. Tapé maladroitement à la machine en lettres capitales rouges, le texte commence ainsi : « Le Front de la résistance islamique communique : en représailles des menées anti-islamiques orchestrées par le gouvernement français dans les pays du Maghreb, une campagne d'attentats terroristes a été entreprise dans la capitale, Paris. »

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2150 F
3000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS SUR MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

La baisse du chômage en septembre (- 2 %)

Le traitement social à plein régime

Publié le lundi 26 octobre, les chiffres du chômage font apparaître une très nette diminution, la plus forte enregistrée depuis dix ans à pareille époque. A la fin du mois de septembre, l'ANPE comptabilisait 2 596 900 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, soit 2 % de moins qu'en août, et 2 673 600 en données brutes, soit 3,8 % de plus. Sur un an, le nombre de chômeurs augmente légèrement (de 1,9 %). Selon l'INSEE, le taux de chômage représente 10,5 % de la population active, en recul par rapport aux deux mois précédents (10,7 %).

Ces résultats satisfaisants ne doivent cependant pas faire illusion. Ils ne correspondent ni à une amélioration de la situation de l'emploi, ni à un réel renversement de tendance pour le chômage. Ils signifient, en fait, que la machine de traitement social fonctionne à plein régime.

De ce point de vue, l'analogie est frappante avec l'évolution qui avait pu être constatée à la fin de l'année 1985, là aussi dans la perspective des élections. Reprenant les mêmes recettes, et en les amplifiant, M. Philippe Séguin fait encore mieux que son prédécesseur, M. Michel Delebarre. Il bat des records d'efficacité alors que, d'un peu partout, reviennent maintenant des échos d'essoufflement, les organismes de formation éprouvant des difficultés à suivre le rythme.

Deux grandes séries de mesures sont à l'origine de ce succès apparent. L'habituelle arrivée des jeunes en nombre inférieur (- 17,4 % par rapport à l'an passé) a été digérée par des opérations de maintien dans le système scolaire, par la bonne croissance des TUC (Travaux d'utilité collective) et surtout par la très forte progression des stages en entreprise.

Le dispositif en faveur des chômeurs de longue durée, d'autre part, dit de l'ANPE des personnes qui y séjournent depuis longtemps. Au total cinquante-deux mille trois cent vingt-deux stagiaires étaient recensés à la fin septembre.

D'une manière générale, ce sont les différentes formules de traitement qui permettent d'abaisser la statistique. Elles ont augmenté de 203 % en un mois, parmi les causes de sortie de l'ANPE, loin devant les radiations des listes (+ 30,6 % en un an) et les reprises déclarées d'un emploi (+ 4,1 % en un an).

Sur le fond, les autres indicateurs ne révèlent pas que l'état de l'économie soit capable de créer des emplois. Le nombre de licenciements économiques se maintient au niveau atteint après la fin de l'autorisation administrative, l'an passé. Les contrats à durée déterminée et

l'intérim sont à l'origine de 51,1 % de nouvelles inscriptions au chômage. Le volume des offres d'emploi proposées demeure faible (- 0,6 % en un an). Les mesures jeunes entraînent une augmentation du chômage des adultes sur un an. Enfin, le nombre de chômeurs de plus d'un an ne cesse de s'élever, malgré les efforts entrepris. Ils sont désormais 869 727, soit 9,7 % de plus en un an.

En théorie, les bons indices devraient se répéter dans les prochains mois, sauf si les événements boursiers en viennent à épuiser les moyens de traitement social. Mais il paraît difficile que la série se poursuive au-delà du premier semestre 1988, le budget en préparation ne le permettant pas.

Après M. Delebarre, M. Raymond Barre estime dans la dernière livraison de *Faits et arguments*, « au rythme actuel des dépenses, il y a de bonnes raisons de penser que les crédits manqueront à partir de juin 1988 ». En conséquence, poursuit l'ancien premier ministre, le nombre des demandeurs d'emploi pourrait recommencer à croître rapidement. »

ALAIN LEBEAUE

Sur le vif

Minitel blanc

Ils sont fous, nos primés, des fous dangereux. Vous savez ce qu'ils viennent encore d'inventer ? Une taxe supplémentaire sur le minitel rose. Alors là, je ne comprends pas. Avec cette portée terrifiante du SIDA, dans un pays où l'usage du préservatif est négligé par 87 % de la population, y a-t-il rien au monde de plus sain, de plus chaste, de plus innocent que ces rencontres à distance ?

L'amour, aujourd'hui, moins on le fait, mieux on se porte. La performance d'efface devant le fantasme. Et ce n'est vraiment pas le moment de décourager tous les inquisiteurs, tous les hypocrites, tous les maris-mesquins de la propriété qui prédisent en solitaire, par écran interposé, un jeu dangereux dès qu'il implique un partenaire.

Vous vous rappelez, l'été dernier, cette levée de bouillottes contre un certain nombre de revues chocs pornos, exposées à la curiosité libidineuse des badauds, au ministère de l'Inté-

rieur. Moi, par exemple, j'ignorais complètement l'existence de certains de ces magazines, je pense à *Parthénos*, à *New Look*, instantanément, depuis ce minitel. C'est gentil, de me les avoir signalés, merci.

Cela dit, j'en ai pas tellement l'usage. Les jeunes, si, il faudrait quand même savoir ce qu'on veut. On ne peut pas, à la fois, essayer de les protéger contre une promiscuité extrêmement dangereuse pour leur santé et les empêcher de courir la prétentaine, sans sortir de chez eux, en se contentant de feuilleter un hebdo ou de pianoter sur un clavier.

Maintenant, messieurs les Pères le pucier, si vous voulez absolument à pur le vice en le faisant cesser, allez donc réviser en loge, le nuit venue, au bois de Boulogne. Là, il y a de l'argent à gagner. Derniers chapeaux buisson. Suffit d'éditer un pas-de-porte !

CLAUDE SARRAUTE

Ayant obtenu le statut d'immigrant au Canada

La famille Oufkir est autorisée à quitter prochainement le Maroc

La famille de général Oufkir — impliqué dans un complot contre le roi Hassan II et mort dans des circonstances mystérieuses en 1972 — a obtenu le statut d'« immigrant-ressort » au Canada, où elle est attendue dans les prochains jours, a-t-on appris auprès du secrétariat d'État aux affaires extérieures à Ottawa.

« Les autorités marocaines n'ont pas émis d'objection à ce que la famille Oufkir émigre au Canada, où elle pourrait arriver d'ici une semaine », a indiqué à l'AFP un porte-parole du secrétariat d'État, M. Georges Rioux, le mardi 27 octobre.

Les huit membres de la famille du général Oufkir qui vont quitter le Maroc avec l'autorisation du souverain sont son épouse, ses six enfants, tous mineurs au moment des événements, et une cousine.

L'affaire a été négociée par M. Georges Kiejman, l'avocat parisien qui était déjà intervenu lors de leur tentative d'évasion au mois d'avril. Elle était conclue depuis plusieurs jours et le départ devait intervenir samedi dernier, mais des difficultés de dernière minute étaient apparues au sujet des moyens financiers que pouvait emporter la famille, qui disposait d'un important patrimoine au Maroc en 1972.

M. Kiejman n'est notamment occupé des visas pour le Canada qui ont été approuvés sur les passeports marocains des intéressés. Il avait rencontré le roi lors d'une délicate négociation, à laquelle l'Elysée a été mêlé.

Alors que quelques fuites en provenance de sources extérieures aux négociations avaient lieu la semaine dernière, on apprend d'autre part que plusieurs militaires « dispersés » après leur implication dans les complots de 1971 et 1972 contre le roi veulent de changer de prison. Une libération de ces militaires est espérée, après une période transitoire qui

devrait permettre d'améliorer leur état de santé.

La brève « cavale » de quatre des enfants du général Oufkir, sous la conduite de Malik, la sœur aînée, avait fait grand bruit le 28 avril. Détenus près de Casablanca depuis les événements de 1972, ils s'étaient enfuis dans des circonstances encore obscures et avaient été repris cinq jours plus tard.

Afghanistan

Deux journalistes américains tués dans une embuscade

Islamabad. (AFP). — Deux membres d'une équipe de télévision américaine indépendante ont été tués, le 11 octobre, en Afghanistan, a-t-on appris mardi 27 octobre à Islamabad, auprès de la guérilla afghane. Cette information a été confirmée mardi par des sources de l'ambassade des États-Unis à Islamabad. Les Shapiro et son cadreur, G. Liendelof, ont été tués lors d'une embuscade dans la vallée de Sanglakh (province de Paghman), selon la guérilla. Un troisième membre de l'équipe de Shapiro Television (qui était dirigée par Leo Shapiro) a été blessé. Deux guérilleros, qui les accompagnaient, ont également été tués. « Nous avons leurs noms et la confirmation de leur mort », a déclaré un responsable de l'ambassade américaine à Islamabad.


Après avoir vainement tenté d'obtenir l'asile après de plusieurs ambassades occidentales, ils avaient contacté M. Kiejman, qui avait immédiatement dépêché sur place un de ses collaborateurs, M. Bernard Dardaville. Malik avait en outre en ce temps de s'exprimer sur les ondes de Radio-France internationale pour « implorer le roi de nous rendre justice et de nous libérer ».

Privé de liberté après la tentative d'évasion contre le roi en 1972, qui fit 10 morts et 45 blessés, la famille Oufkir — épouse et enfants — vécut dans des conditions qui varient au fil des années. Il semble qu'on ait reproché aux enfants d'écrire des lettres assez virulentes à des correspondants étrangers ces dernières années. Du coup le régime de détention, sous la garde de militaires, devint plus sévère. Y a-t-il eu encore de zèle ? Malik déclare à M. Dardaville qu'elle avait la conviction que « le roi n'était pas informé de leur situation ».

Depuis, les autorités marocaines, conscientes que cette affaire était du plus mauvais effet au moment où le régime présentait une image plus libérale, cherchaient une solution honorable. Le problème est de savoir si tous les membres de la famille acceptaient de se faire oublier une fois la liberté retrouvée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

BAUME & MERCIER
GENÈVE



Aldebert

Paris : 16, place Vendôme — 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré — Palais des Congrès, Porte Maillot
A Cannes : 19, La Croisette

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR
CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.

LES AUTRES PÉDALENT DANS LE



Un Macintosh Plus
et un disque dur
20 M.o. compatible
17990 F HT

INTERNATIONAL
COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26
54, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.93

Le numéro du « Monde »
daté 27 octobre 1987
a été tiré à 592 935 exemplaires

Du 15-10-87 au 15-02-88
Nous ajoutons jusqu'à 10 %
à notre tarif habituel de
REPRISE de votre
ancien matériel contre
un équipement nouveau
En **DISCOUNT**
toutes les grandes marques
avec la garantie

ODÉON - PHOTO
110, bd Saint-Germain
Paris 6^e - M° Odéon